Sous la direction de

Jean Lopez

Olivier Wieviorka

LES MYTHES DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

PERRIN | GUERRES & Histoire

Sous la direction de
Jean Lopez et Olivier Wieviorka

LES MYTHES DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

PERRIN

www.editions-perrin.fr

12, avenue d’Italie
75013 Paris

Tél. : 01 44 16 09 00
Fax : 01 44 16 09 01

www.editions-perrin.fr

ISBN : 978-2-262-04846-4

Table des matières

Introduction

Si la Seconde Guerre mondiale est de jour en jour mieux connue, grâce aux recherches que mènent avec ténacité les historiens, bien des mythes ont la vie dure. Combien d'esprits cultivés persistent à croire que la défaite de la France aux jours sombres de 1940 était inscrite dans les astres, que Pearl Harbor a signé une écrasante victoire de l'Empire nippon sur les États-Unis, que Rommel était un fin stratège, que les soldats américains ne savaient pas se battre, que Hitler n'a fait que devancer une attaque de Staline ? Ces quelques exemples – et la liste est loin d'être exhaustive – composent un dictionnaire des idées reçues que démentent, pourtant, les acquis historiographiques les plus récents.

La persistance de ces idées convenues, à défaut d'être conformes, témoigne d'une difficulté : les historiens, malgré leur talent, ne sont pas toujours parvenus à faire partager au grand public les fruits de leurs travaux. Elle confirme également que la propagande de la Seconde Guerre mondiale a exercé ses ravages bien au-delà de la défaite conjuguée des forces de l'Axe. Car l'image du « Renard du désert » combattant dans l'honneur comme la fable d'une économie nazie couplant puissance et efficacité sont tout droit issues des officines du docteur Goebbels, le dévoué ministre du Führer s'étant employé à vanter durant les années sombres tant les mérites du maréchal Rommel que les talents du docteur Speer. Par la suite, les grands chefs civils et militaires du Reich, comme les dirigeants du Japon, se sont bien gardés de dissiper le doute, préférant présenter la guerre qu'ils avaient menée sous les couleurs les plus amènes, plutôt que de la dépeindre en respectant les canons de la lucidité et de la véracité. Ainsi aucun chef de la Wehrmacht ne reconnut-il la participation de ses troupes à l'extermination des juifs d'Europe, préférant reporter le crime sur les épaules des soldats politiques du Führer, la SS. C'est dire que le chemin menant à la vérité a été parsemé d'embûches, ce qui explique qu'il ait été, parfois, si long à défricher.

Ce volume vise ainsi à rétablir quelques faits en revenant, au crible de vingt-trois chapitres, sur de grands mythes qui, pour être parfois considérés comme vérités d'Évangile, n'en restent pas moins erronés. Sans viser à l'exhaustivité, il espère contribuer à offrir aux lecteurs le fruit des

recherches les plus récentes. Gageons que les résultats – souvent inattendus – les passionneront et, peut-être, les surprendront. Tel est du moins le double vœu que nous formons.

Jean LOPEZ et Olivier WIEVIORKA

1

Les Britanniques étaient unanimement derrière Churchill avant et pendant la Seconde Guerre mondiale

par François Kersaudy

Plusieurs facteurs ont contribué à susciter et à perpétrer ce mythe ; d'une part, les mouvements et les gouvernements en exil à Londres durant la guerre, souvent divisés et isolés, n'ont pu manquer d'être frappés par la façade d'unanimisme que présentaient leurs hôtes britanniques ; d'autre part, les *Mémoires de guerre* de Churchill lui-même, en gommant les désaccords et les dissensions à l'intérieur comme à l'extérieur de son gouvernement, ont conforté cette impression, encore renforcée par le passage du temps ; enfin, du fait de la conclusion victorieuse de la guerre, ceux qui critiquaient la façon dont elle était menée se sont généralement abstenus de s'en vanter après coup.

Il s'agit avant tout de déterminer qui était concerné et à quelle époque. Car en parlant des « Britanniques », on pense d'emblée à l'opinion publique, mais cela inclut la presse, le Parlement, les partis, le gouvernement, le cabinet de guerre et les chefs d'état-major – sans oublier le monarque lui-même. Que Churchill ait pu compter sur le soutien constant et indéfectible de tous ces éléments depuis le début et jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale semble bien trop beau pour être vrai…

La bête noire de l'establishment

Entre la fin de 1936 et le début de 1939, Winston Churchill est sans doute l'homme politique le plus impopulaire de Grande-Bretagne – et avant tout à l'intérieur de son propre parti : depuis qu'il a quitté le *Shadow Cabinet* au début de 1931 à la suite d'une divergence radicale au sujet de l'Inde, il est devenu un « député conservateur d'opposition ». Mais avec son parti comme avec tous les autres, il a également été en désaccord sur le désarmement, sur la politique de défense lacunaire du gouvernement, sur le

pacifisme du Premier ministre Stanley Baldwin, puis sur la politique d'apaisement de son successeur Neville Chamberlain ; dans l'opinion comme au Parlement, de même, ses appels en faveur du réarmement, son soutien au roi Edouard VIII et son opposition résolue aux accords de Munich l'ont considérablement isolé politiquement, de sorte qu'à la fin de 1938, il ne compte pas plus d'une douzaine d'alliés aux Communes – dont la plupart, comme Anthony Eden et Alfred Duff Cooper, se montrent même assez discrets dans leur soutien… Le fait que la politique de Neville Chamberlain depuis Munich ait également reçu l'approbation du gouvernement, des partis, de la presse quasiment unanime et d'une forte majorité de l'opinion publique britannique [1] explique pour une large part l'ostracisme auquel est confronté le député Churchill. Même dans sa circonscription d'Epping, un fort lobby s'est constitué pour protester contre son attitude d'opposition aux accords de Munich [2]. Le fait que le roi George VI en personne ait également tenu à faire connaître son soutien à la politique de Neville Chamberlain n'a pu qu'accentuer le sentiment d'isolement de Churchill – sans toutefois modifier son opposition inconditionnelle aux illusions de l'apaisement et aux incohérences du réarmement.

C'est l'entrée des Allemands dans Prague, suivie des premières exigences formulées contre la Pologne, qui commence à ouvrir bien des yeux au Parlement, dans la presse, chez les intellectuels et dans les milieux d'affaires – où l'on prend brusquement conscience du fait que la guerre est inévitable, que l'Angleterre n'y est pas préparée, et que Churchill le répète sur tous les tons depuis six ans déjà ; alors que l'on va sans doute devoir affronter une dictature surarmée, peut-on se passer d'un vieux guerrier comme Churchill ? Certains ne le pensent pas, et ses discours aux Communes trouvent des oreilles plus réceptives, tandis que les grands journaux nationaux commencent à exiger son retour au gouvernement : en avril, ce sont successivement le *Daily Telegraph*, l'*Evening Advertiser* et le *Sunday Pictorial* ; en mai, le *News Chronicle* [3] et le *Time and Tide* ; en juillet, le *Yorkshire Post*, l'*Observer*, le *Sunday Graphic*, le *Daily Mail*, l'*Evening Standard*, et même le *Manchester Guardian*, qui exhorte le Premier ministre Chamberlain à « faire passer le patriotisme avant les griefs personnels [4] ».

En fait, ce n'est pas vraiment de griefs personnels qu'il s'agit – même s'ils abondent au sein de l'establishment conservateur. La vérité est que

Chamberlain redoute que le député d'Epping ne domine rapidement son gouvernement, et surtout, il considère, tout comme ses ministres Simon, Hoare et Halifax, que l'arrivée aux affaires de Churchill serait un message de guerre adressé à Berlin. Or, malgré les nuages menaçants qui s'accumulent en Europe, Chamberlain recherche encore la paix à n'importe quel prix – excepté la perte de son poste. C'est pourquoi ses émissaires multiplient durant l'été les gestes de conciliation envers le Führer, tout en faisant discrètement pression sur les Polonais pour qu'ils négocient avec Berlin [5]. Mais la conclusion de l'accord germano-soviétique du 23 août et l'invasion de la Pologne le 1er septembre mettent brutalement fin aux illusions officielles : devant la perspective d'une fronde au sein de son gouvernement et de sa majorité parlementaire, Chamberlain n'a pas d'autre choix que de déclarer la guerre. Et pour tous, même pour les plus implacables adversaires de Churchill, il est inconcevable d'affronter un conflit majeur sans la participation du seul politicien qui connaît la guerre, ne la craint pas et sait la mener ; alors que débute la Seconde Guerre mondiale, Winston Churchill est donc nommé au poste qu'il occupait déjà un quart de siècle plus tôt : celui de Premier lord de l'Amirauté.

Pour Churchill, il n'y aura pas de drôle de guerre : ses navires traquent impitoyablement la Kriegsmarine, subissent des pertes sensibles, mais finissent par remporter une éclatante victoire contre le cuirassé *Graf Spee* au large du Rio de la Plata ; son activisme, tout comme ses discours somptueux au Parlement et à la BBC, produit un excellent effet sur le moral des simples citoyens, des militaires, des députés et même des ministres ; ses interventions constantes dans les affaires de tous ses collègues, ainsi que les multiples plans d'offensives qu'il propose au Premier ministre, ont certes pour effet de revigorer un gouvernement très peu belliqueux, mais ils n'en effraient pas moins un Premier ministre qui veut éviter de « provoquer l'Allemagne », en espérant confusément que la guerre se terminera sans qu'il ait vraiment à la mener… Comme la plupart de ses ministres sont également exaspérés par les interventions assez brouillonnes du Premier lord dans leurs domaines de compétences [6], force est de reconnaître que Churchill est assez peu populaire au sein du gouvernement. Il l'est certes davantage parmi la population, mais en décembre 1939, un sondage indique que 63,78 % des Britanniques approuvent la politique attentiste de Neville Chamberlain – et que ce dernier est préféré comme Premier ministre par

51,69 % d’entre eux, contre 30,27 % seulement en faveur de Churchill (et 18 % sans opinion) [7].

Premier ministre par défaut

C’est le début des opérations de guerre actives sur le continent qui va changer la donne : au début d’avril, la Wehrmacht ayant conquis la Norvège par une opération éclair, le faible corps expéditionnaire britannique qui va tenter de l’en chasser est tenu en échec devant Narvik et sévèrement étrillé autour de Trondheim. C’est à la fois la stratégie hésitante des responsables britanniques et le dénuement de leurs soldats qui se trouvent cruellement mis en lumière, créant un début de panique dans la population et chez les représentants du peuple. Tous voient se rapprocher des îles Britanniques le spectre hideux de la défaite, ce qui explique la chute de popularité vertigineuse de Neville Chamberlain [8] et l’âpreté des débats à la Chambre des communes les 7 et 8 mai 1940 – à l’issue desquels le Premier ministre va remettre sa démission [9]. Lord Halifax passe pour être le successeur le plus acceptable par tous les partis, mais il se récuse, et le poste échoit à Winston Churchill – par défaut, en quelque sorte.

L’accession au pouvoir suprême du député et Premier lord Churchill ne provoque pas un enthousiasme délirant au sein de l’establishment politique et administratif britannique – ainsi qu’en témoignera un secrétaire de Chamberlain, John Colville : « Au n° 10 [Downing Street], nous avions tant espéré que le roi ferait appel à lord Halifax ; mais c’est Churchill qui avait été choisi, et nous considérions avec quelque répugnance l’arrivée de ses myrmidons Bracken, Lindemann et Desmond Morton [10]. […] Le pays était tombé aux mains d’un aventurier, brillant, certes, et orateur persuasif, mais un homme dont les amis et les partisans n’étaient pas des gens à qui l’on pouvait confier la conduite des affaires de l’État à l’heure du plus grand péril. Rarement l’accession au pouvoir d’un Premier ministre aura suscité autant de doutes au sein de l’establishment, et autant de conviction que ces doutes allaient se justifier [11]. » Comme beaucoup de ses collègues, John Colville va vite reconnaître son erreur : ayant formé un gouvernement de coalition dont il est à la fois le chef et le ministre de la Défense, Churchill se met en devoir de transformer le pays en forteresse ; son énergie est inépuisable, et ses discours galvanisent le pays depuis Westminster et Whitehall jusqu’au moindre foyer des îles Britanniques ; ses inspirations,

ses exhortations, ses instructions jaillissent à flots continus en direction des secrétaires, des ministres, des fonctionnaires, des diplomates et des chefs d'état-major. Alors même que les armées françaises et britanniques sont sévèrement étrillées sur le continent à la fin de mai 1940, Churchill se présente comme le garant d'une lutte à outrance contre le nazisme, quelles qu'en soient les chances de succès. Pourtant, il y a dans son gouvernement quelques personnalités de premier plan, comme Chamberlain et Halifax, qui se déclarent plus ou moins discrètement en faveur de négociations indirectes avec Hitler. Mais lors des séances du cabinet de guerre entre le 26 et le 28 mai, l'habileté, l'éloquence et la force de conviction du Premier ministre les réduisent au silence [12].

Jusqu'à la mi-juin 1940, le succès du rembarquement de Dunkerque, les péripéties de la bataille de France, la coopération franche et loyale des ministres travaillistes [13] et le retentissement considérable des discours de Churchill à la BBC comme au Parlement achèvent de faire taire toutes les oppositions déclarées à sa politique. Toutefois, il n'en est pas de même des oppositions secrètes, ainsi que le rapporte au soir du 17 juin l'ambassadeur de Suède Björn Prytz dans un télégramme au ministre des Affaires étrangères Günther : « Lors d'un entretien ce jour avec [le sous-secrétaire d'État] Butler, celui-ci m'a confirmé que […] l'attitude officielle de la Grande-Bretagne serait pour l'heure que la guerre devait continuer, mais il m'a assuré que rien ne serait négligé pour conclure une paix de compromis, au cas où se présenteraient certaines possibilités d'obtenir des conditions raisonnables. Stop. On ne laisserait aucun jusqu'au-boutiste y faire obstacle [14]. Stop. […] Durant l'entretien, Butler a été convoqué chez Halifax, qui m'a fait savoir que le bon sens plutôt que la bravade dicterait la politique du gouvernement britannique [15]. […] Il a ajouté que cela ne devait pas être interprété comme une recherche de paix à n'importe quel prix. […] De mes entretiens avec d'autres leaders parlementaires, il semble ressortir que l'on s'attend à ce que des perspectives de négociations se présentent dans un proche avenir. Stop. Éventuellement après le 28 juin. Stop. Halifax pourrait succéder à Churchill [16]. »

Une opposition en embuscade

Bien sûr, la chose ne se fera pas, et Halifax devra même faire amende honorable en rejetant personnellement les propositions de paix d'Hitler le

22 juillet. En outre, les épreuves de la bataille d'Angleterre, la bravoure des pilotes alliés, les discours somptueux de Churchill et ses fréquentes visites aux populations sinistrées vont porter sa popularité à des sommets vertigineux [17]. Pourtant, même après l'échec de l'offensive aérienne allemande et les premiers signes de l'abandon des plans de débarquement ennemis, les preuves d'une sourde opposition à Churchill au sein de l'establishment ne manquent pas ; ainsi le vieux chef libéral Lloyd George déclare-t-il à l'automne : « J'attendrai que Winston s'écroule », et, dans une lettre au duc de Bedford, il préconise « des négociations de paix avec l'Allemagne après la bataille d'Angleterre [18] ». Churchill sait par expérience que le monde politique est impitoyable, et que bien d'autres que Lloyd George attendent les premiers désastres militaires pour le déstabiliser et le contraindre à la démission.

Il est vrai que la presse y concourt largement, et après l'échec de Dakar en septembre [19], elle tire à boulets rouges sur le gouvernement – à l'exemple du *Daily Mirror,* qui dénonce une « grossière erreur de calcul », et ajoute : « Avec Dakar, nous avons sans doute touché le fin fond de l'imbécillité [20]. » Mais Churchill, conscient de l'influence de la presse sur une opinion disposant d'un minimum absolu d'informations fiables, prend aussitôt à partie ses détracteurs, en déclarant aux Communes le 8 octobre : « La critique est souvent utile lorsqu'elle est constructive, rigoureuse et bien informée. Mais le ton que l'on relève dans certains organes de presse – heureusement peu nombreux – lorsqu'ils évoquent l'épisode de Dakar, et d'autres questions plus graves encore, est si hargneux et si venimeux qu'il en serait presque indécent même s'il s'adressait à l'ennemi [21]. »

Voilà de quoi calmer pour un temps l'ardeur des opposants – d'autant qu'après le décès de Chamberlain en novembre, Churchill lui succède à la tête du parti conservateur [22] –, mais il se doute bien que sa pérennité en tant que Premier ministre dépend du succès des armes britanniques sur les divers théâtres de guerre. Or, durant les premiers mois de 1941, les victoires sont rares et les défaites nombreuses – notamment en Libye, en Grèce et en Crète, où les soldats de Sa Majesté, peu entraînés et mal équipés, sont contraints à des retraites et à des évacuations humiliantes. Entre mai et juin 1941, beaucoup en Grande-Bretagne se plaignent de la conduite des opérations, ce qui s'exprime sans détours dans la presse, dans les clubs et lors de séances houleuses à la Chambre. « À cette époque, se souviendra le général sir John Kennedy, les critiques à l'encontre de Churchill étaient

acerbes et générales. On affirmait que quelque chose n’allait pas dans le mécanisme de direction militaire de la guerre. […] On parlait d’improvisation et d’opportunisme. On disait que […] dès l’origine, les opinions des militaires étaient faussées et influencées par la redoutable éloquence d’un Premier ministre qui était à la fois avocat, témoin, procureur et juge. On critiquait aussi sa façon d’envoyer aux commandants en chef des instructions personnelles sans avoir consulté les experts, de même que son habitude d’épuiser dangereusement les chefs d’état-major [23]. » Le député Henry « Chips » Channon, une redoutable commère, écrit également dans son journal à cette époque : « Les critiques de Churchill s’amplifient de tous côtés. Sa popularité est en chute libre et beaucoup de ses ennemis, longtemps réduits au silence, ont recommencé à donner de la voix. Il a été sérieusement atteint par l’affaire de Crète [24]. »

La puissance du verbe

La victoire a d’innombrables pères, mais la défaite est orpheline… En Grande-Bretagne, c’est de la Chambre que tout dépend ; qu’elle mette le gouvernement en minorité, et Churchill devra démissionner. Mais le discours qu’il prononce devant les députés le 10 juin 1941 apparaît comme un véritable tour de force : « Pour pouvoir porter un jugement rationnel sur notre dispositif aérien et sur notre incapacité subséquente d’affecter suffisamment d’avions à la défense de la Crète, il faudrait savoir, non seulement à quoi se montait l’ensemble de nos ressources, mais encore ce qu’était la situation sur tous les autres théâtres qui étaient étroitement interdépendants, et il est vain de prétendre juger de ces questions sans avoir une connaissance exhaustive de faits qui, à l’évidence, ne peuvent être rendus publics. […] Je vois que certains disent que nous ne devrions jamais combattre sans avoir un soutien aérien adéquat. […] Mais que faites-vous si vous ne pouvez l’avoir ? Nous n’avons pas toujours le choix entre une bonne et une mauvaise solution ; très souvent, il nous faut choisir entre deux très mauvaises solutions. Et si vous ne pouvez avoir tout le soutien aérien souhaitable, allez-vous abandonner l’un après l’autre des secteurs stratégiques importants ? D’autres m’ont dit que nous ne devrions défendre que des endroits que nous sommes certains de pouvoir tenir. Mais alors, peut-on être sûr de l’issue de la bataille avant même qu’elle ait été livrée ? Et dans ce cas, l’ennemi ne pourrait-il procéder sans combat à une quantité

illimitée de conquêtes ? […] En se battant opiniâtrement pour défendre des positions importantes, même dans des conditions défavorables, on ne fait pas que gagner du temps ; on oppose une résistance farouche à la volonté de l'ennemi. […] La Crète était un saillant très important dans notre ligne de défense ; elle était comme le fort de Douaumont à Verdun en 1916, ou la colline de Kemmel en 1918. Tous deux ont été pris par les Allemands, mais dans les deux cas, ils ont perdu la bataille, et aussi la campagne, et pour finir la guerre. Mais êtes-vous sûrs que le résultat aurait été identique si les Alliés n'avaient pas combattu pour Douaumont et pour la colline de Kemmel ? Et pour quoi d'autre auraient-ils combattu ? On ne peut juger de ces batailles qu'en relation avec l'ensemble de la campagne. […] Si un gouvernement en temps de guerre donne l'impression qu'il est hors d'état d'obtenir la victoire en dernier ressort, qu'importent ses justifications ? Il lui faut démissionner – à condition, naturellement, que l'on soit certain d'en trouver un autre qui soit capable de faire mieux. […] Mais si un gouvernement est obligé de regarder en permanence par-dessus son épaule de peur d'être poignardé dans le dos, alors il lui est impossible de garder l'œil sur l'ennemi [25]. »

Quelqu'un a-t-il jamais mieux exprimé les contraintes et les dilemmes que doit affronter le stratège ? Mais pour l'heure, ce sont les dernières phrases qui produisent le plus d'effet sur les honorables députés ; car quelle que soit la médiocrité des résultats obtenus sur les champs de bataille, il n'y a manifestement personne à Londres pour remplacer Winston Churchill dans son double rôle de Premier ministre et de ministre de la Défense…

En vérité, c'est Adolf Hitler lui-même qui va venir au secours de Churchill ; le 22 juin 1941, alors que sa Wehrmacht et sa Kriegsmarine semblaient prendre l'ascendant en Méditerranée comme dans l'Atlantique, le Führer change brusquement de stratégie, et ses troupes pénètrent profondément en URSS. Depuis Gibraltar jusqu'à Alexandrie, en passant par Malte, Tobrouk et Bagdad, les armées britanniques voient se desserrer sensiblement l'étau des forces de l'Axe – tandis qu'un nouvel allié vient de rejoindre bien malgré lui la coalition antihitlérienne. Pour Churchill, c'est un renfort appréciable, même s'il lui pose de nouveaux problèmes en politique intérieure : sur ordre de Moscou, les communistes britanniques vont désormais monter dans la presse comme au Parlement une inlassable campagne visant à contraindre le Premier ministre à ouvrir un second front en Europe de l'Ouest ; il s'agit de soulager d'autant les armées soviétiques,

mises à mal par l'implacable machine de guerre de la Wehrmacht. Mais bien entendu, la Grande-Bretagne, qui lutte encore pour sa survie, n'a pas les moyens de passer à l'offensive en Europe…

Lorsque les États-Unis, attaqués dans le Pacifique, entrent en guerre le 8 décembre 1941, Churchill y voit d'emblée l'annonce du salut ; dans cette guerre mécanisée, rien ne pourra résister à la puissance de l'industrie américaine. Mais entre la fin de 1941 et le début de 1942, la situation s'aggrave considérablement pour la Grande-Bretagne : au large de Singapour, elle perd ses deux seuls cuirassés présents en Extrême-Orient, le *Repulse* et le *Prince of Wales* ; Hong Kong est occupée, de même que la plus grande partie de la Malaisie ; en Méditerranée, un croiseur et deux grands cuirassés sont coulés, tandis qu'en Libye, les Allemands repartent à l'offensive et s'apprêtent à prendre Benghazi ; dans l'Atlantique, enfin, la navigation alliée subit des pertes sans précédent [26].

De retour des États-Unis, le Premier ministre va devoir à nouveau défendre son gouvernement contre les critiques des parlementaires effrayés par tant de désastres. Les débats qui s'ouvrent le 27 janvier 1942 doivent s'achever par un vote de confiance, et certains espèrent qu'ils prendront la même tournure que ceux qui furent fatals à Chamberlain vingt mois plus tôt. Mais au terme de deux jours d'échanges acerbes, Churchill reste un maître de son art : « Il y a des gens qui parlent et se comportent comme s'ils avaient anticipé cette guerre et l'avaient soigneusement préparée en accumulant de vastes stocks d'armement. Mais il n'en est rien. Pendant deux années et demie de combats, nous avons tout juste réussi à garder la tête hors de l'eau. Quand j'ai été appelé à devenir Premier ministre, il n'y avait guère d'autres candidats à l'emploi. Depuis lors, sans doute, le marché s'est quelque peu amélioré : en dépit de la honteuse négligence, de l'indécente gabegie, de la flagrante incompétence, de la béate suffisance et de l'incurie administrative qui nous sont quotidiennement reprochées, nous commençons à aller de l'avant. […] Nous n'avons jamais eu les moyens, et nous n'aurions jamais pu avoir les moyens, de combattre simultanément l'Allemagne, l'Italie et le Japon à nous tout seuls. […] Je me suis efforcé d'exposer la situation à la Chambre, dans toute la mesure permise par les considérations de sécurité publique. […] Je n'ai à offrir ni excuses, ni échappatoires, ni promesses, […] mais en même temps, j'exprime ma confiance, plus forte que jamais, en une issue de ce conflit qui se révélera hautement favorable au meilleur ordonnancement du monde futur [27]. »

C’est une mesure de ses talents oratoires qu’ayant commencé la séance devant une chambre hostile, Churchill finit par obtenir la confiance par 464 voix contre *une*. Car les honorables députés ont encore dû se rendre à l’évidence : s’il est difficile de résister aux forces de l’Axe, il reste impossible de remplacer Churchill au milieu du combat…

Malgré tout, beaucoup de politiciens continuent d’y aspirer, à l’exemple de Lloyd George, du député travailliste Aneurin Bevan, de l’ancien ministre de la Guerre Hore-Belisha et du très marxiste ambassadeur et ministre Stafford Cripps [28]. Après la chute de Singapour, Rangoun et Tobrouk, alors que le prestige de Churchill en tant que chef militaire est au plus bas et que la presse se déchaîne contre lui [29], ils croient leur heure arrivée. Le 1er juillet 1942, aux Communes, le député conservateur sir John Wardlaw-Milne dépose une motion de censure exprimant « le manque de confiance de la Chambre dans la direction centrale de la guerre », puis accuse Churchill d’intervenir intempestivement dans la stratégie ; il propose d’emblée la séparation des fonctions de Premier ministre et de ministre de la Défense, ainsi que la désignation d’un généralissime. Mais pour occuper ce dernier poste, sir John avance le nom du duc de Gloucester, un aimable membre de la famille royale aussi mal préparé que possible à exercer une telle fonction ! Il en résulte un certain flottement dans l’assemblée, qui s’accentue visiblement lorsque le vieux héros de Zeebrugge, sir Roger Keyes, se trompant quelque peu de cible, concentre ses attaques sur le Comité des chefs d’état-major, puis déclare en réponse à une question : « Le départ du Premier ministre serait un désastre déplorable. » Au cours de débats qui se prolongent jusqu’à 3 heures du matin, lord Winterton trouve des arguments plus convaincants, en stigmatisant les dissensions ministérielles, les déficiences matérielles et les erreurs stratégiques ; il est suivi le lendemain du député travailliste Aneurin Bevan, qui souligne dans un discours venimeux que « le Premier ministre gagne tous les débats et perd toutes les batailles », mais se ridiculise lorsqu’il propose de confier la direction des opérations sur le terrain à des généraux tchèques, polonais ou français. Sir Hore-Belisha conclut en rappelant les nombreuses défaites subies dans le passé et en reprochant au Premier ministre son manque de jugement, mais lui aussi commet une erreur fatale en s’étendant longuement sur la mauvaise qualité des armes britanniques – qui ont été conçues à l’époque où il était lui-même ministre de la Guerre…

Cette fois, Churchill va s'exprimer en dernier, et il le fera pendant plus de deux heures avec une pugnacité inégalée : « Au cours du long débat qui s'achève, […] tous les arguments imaginables ont été utilisés pour affaiblir la confiance dans le gouvernement, pour prouver que les ministres sont incompétents et les faire douter d'eux-mêmes, pour inspirer à l'armée la méfiance du pouvoir civil, pour faire perdre aux ouvriers toute confiance dans les armes qu'ils s'efforcent de produire, pour présenter le gouvernement comme un ramassis de nullités dominé par le Premier ministre, et pour compromettre l'image de ce dernier à ses propres yeux et si possible à ceux de la nation. » Suit une défense en règle des généraux, des ministres, des diplomates, des soldats, des stratégies suivies et de la qualité des matériels de guerre, après quoi il reprend l'offensive : « On ne peut pas s'attendre à ce que les généraux courent des risques sans avoir l'assurance d'être appuyés par un gouvernement fort, sans savoir qu'ils n'ont besoin ni de regarder par-dessus leurs épaules ni de se préoccuper de ce qui se passe à l'arrière, sans avoir le sentiment qu'ils peuvent concentrer toute leur attention sur l'ennemi. Et j'ajouterai que l'on ne peut s'attendre à ce qu'un gouvernement coure des risques sans avoir l'assurance d'être soutenu par une majorité solide et loyale. En temps de guerre, si vous voulez être bien servi, il vous faut donner de la loyauté en échange. […] Le devoir de la Chambre des communes est de soutenir le gouvernement ou d'en changer. Si elle ne peut en changer, elle doit le soutenir. En temps de guerre, il n'y a pas d'autre solution. […] Chacun de vos votes va compter. Si le nombre de ceux qui nous ont assaillis est réduit à quantité négligeable, […] alors ne vous y trompez pas, on entendra les acclamations de tous les amis de la Grande-Bretagne et de tous les fidèles serviteurs de notre cause, tandis que le glas du désespoir sonnera à l'oreille de tous les tyrans que nous cherchons à renverser [30]. »

Comment résister à ce genre d'éloquence ? Au soir du 2 juillet, la motion de censure est rejetée par 475 voix contre 25. Ce sera la dernière tentative de déstabilisation politique du gouvernement Churchill jusqu'à la fin de la guerre. C'est que sur le vaste champ de bataille du monde, le destin va progressivement infléchir son cours : Midway, El-Alamein, Alger, Stalingrad, Tunis, les débarquements en Sicile, en Normandie et à Leyte seront autant d'étapes marquantes dans le redressement allié et le déclin des forces de l'Axe. Entre l'automne de 1942 et le printemps de 1945, Churchill, habilement secondé – et fermement encadré – par ses ministres,

ses diplomates et ses chefs d'état-major [31], voit sa position renforcée dans le pays, alors qu'à l'extérieur, elle est progressivement affaiblie au sein d'une coalition alliée désormais dominée par les Américains et les Soviétiques. Mais en mai 1945, lorsque l'Allemagne est vaincue, la popularité de Churchill en Grande-Bretagne est au zénith [32], sa position semble inébranlable, et personne – pas même les travaillistes [33] – ne doute qu'il conduira les conservateurs à la victoire lors des prochaines consultations électorales.

Désaveu

Pourtant, en politique comme à la guerre, c'est toujours le plus inattendu qui est le plus certain. Alors que nombre de ministres, députés, journalistes, syndicalistes, diplomates et militaires s'étaient opposés au Premier ministre Churchill aux jours les plus noirs du conflit, l'opinion publique dans son ensemble avait toujours approuvé son action à une confortable majorité [34]. Or, c'est précisément ce ferme soutien qui va se dérober lors des élections de juillet 1945. Bien des raisons convaincantes ont été avancées pour expliquer ce phénomène [35], mais le fait demeure, et le général de Gaulle ne s'en montrera pas surpris : « Pour les esprits portés aux illusions du sentiment, cette disgrâce, infligée soudain par la nation britannique au grand homme qui l'avait glorieusement menée jusqu'au salut et à la victoire, pouvait paraître surprenante. Il n'y avait là, cependant, rien qui ne fût conforme à l'ordre des choses humaines [36]. » De fait, si les peuples consentent avec réticence à s'en remettre aux grands hommes durant les grandes tourmentes, ils ont tendance à se retourner contre eux à la première accalmie – et dans le cas de Churchill, ils le font même avant la fin de la Seconde Guerre mondiale. *Quod erat demonstrandum…*

2

La défaite de 1940 était inéluctable

par Maurice VAÏSSE

Il serait fastidieux d'énumérer ce que l'on a écrit pour expliquer en quoi la défaite était inéluctable [1]. Toute une historiographie a en effet tendu, depuis 1940, à expliquer la défaite par l'évolution historique de la France dans l'entre-deux-guerres. Et l'analyse remarquable de Ladislas Mysyrowicz, *Autopsie d'une défaite*, est sous-titrée « origines de l'effondrement militaire français de 1940 [2] », pour bien signifier que c'est dès 1919 que la France a glissé vers la défaite. La plupart des historiens ont tendance à analyser une suite d'événements à la lumière de leur issue. *Ante hoc, ergo propter hoc.* Bref, on peut se demander si les historiens de la défaite n'ont pas eu tendance à démontrer qu'avant l'affrontement militaire la France avait accumulé « des batailles perdues dans la diplomatie, la démographie, l'économie, le réarmement : c'était beaucoup de défaites avant que la parole eût été donnée aux armes [3] ». Dans le même temps, Jean-Baptiste Duroselle bâtit son œuvre en insistant sur les causes profondes qui menèrent la France de « la décadence à l'abîme » : « Les Français sont entrés dans la guerre le 3 septembre 1939 et, pour ce peuple pacifique, c'est déjà une défaite morale. La défaite matérielle s'ensuivra, moins de neuf mois après [4]. » Même le témoignage de Marc Bloch, *L'Étrange Défaite* [5], qui reste l'ouvrage le plus lucide sur les causes de la débâcle de 1940, n'échappe pas au constat de l'inéluctabilité de la défaite, comme l'explique Etienne Bloch, son fils, qui estime le titre « absurde… Aussi bien dans sa partie témoignage que dans sa partie réflexions, tout concorde à conclure à la prévisibilité de la défaite [6] ». Cet ouvrage est confirmé par les études historiques les plus récentes, même si, comme on va le voir, il doit être réactualisé dans la juste appréciation des causes de la défaite [7].

Tous les types d'arguments ont été utilisés, mais on peut en dresser une typologie : certains, factuels, sont tout à fait probants ; d'autres sont

purement polémiques ; enfin les justifications spécifiquement militaires méritent une discussion. D’abord des arguments de fait : l’inégalité démographique entre la France et l’Allemagne, 41 millions d’habitants contre 60, mais 80 dans les frontières de la grande Allemagne de 1940. Ensuite l’affrontement entre un régime totalitaire, prêt à tout pour vaincre, et un régime démocratique faible, *a fortiori* celui de la IIIe République, en pleine crise, avec des gouvernements instables, incapables de mener une politique sur la durée. Enfin, un autre argument est souvent invoqué avec pertinence : la contradiction entre une politique militaire défensive symbolisée par la ligne Maginot et une politique étrangère consistant à vouloir contenir l’Allemagne nazie par des accords avec les États d’Europe centrale et orientale. Comment la France aurait-elle pu venir en aide à ces pays, sans force d’intervention extérieure ? Cela paraît évident dans le cas tchèque en 1938 et dans le cas polonais en 1939.

D’autres arguments sont plus polémiques, dans les deux sens d’ailleurs. D’un côté, certains mettent en cause les gouvernements du Front populaire, accusés de n’avoir pas mené une politique de réarmement à la hauteur de ce qui aurait été nécessaire face à l’ennemi, d’avoir même démobilisé l’effort français par l’institution des 40 heures et la nationalisation des usines d’armement. Bref, si la France a été vaincue, c’est parce que le Front populaire n’a pas assez équipé l’armée française par antipatriotisme et conviction idéologique pacifiste. D’un autre côté, on met en cause la trahison des classes possédantes qui auraient, par haine de la gauche et du Front populaire, favorisé la victoire de l’Allemagne nazie, régime vers lequel allaient leurs faveurs. « Les hitlériens n’étaient pas en somme si méchants qu’on affectait de les peindre, on s’épargnerait sans doute plus de souffrances en leur ouvrant toutes grandes les portes qu’en s’opposant par la violence à l’invasion [8]. » Les travaux de la commission d’enquête parlementaire et les procès de l’épuration ont invalidé le rôle des complots d’extrême gauche ou d’extrême droite poussant au défaitisme.

Ces facteurs n’ont donc probablement pas été déterminants, même si, effectivement, on a noté une certaine désorganisation des usines de guerre et une pénurie de certains matériels.

En revanche, les arguments militaires sont à considérer avec attention. Tous les auteurs rejoignent l’analyse de Marc Bloch (et de Charles de Gaulle d’ailleurs) selon laquelle les causes immédiates de la défaite ont été techniques et ont tenu à la carence de la doctrine militaire et aux

insuffisances de la préparation et de l'équipement de l'armée. Ces arguments tendent à montrer que la défaite n'était pas inéluctable. Ils concernent le rôle des combattants, les stratégies des deux belligérants et l'infériorité des forces françaises par rapport aux forces allemandes. Ils ont fait l'objet d'une réévaluation à compter de la publication du livre de Karl-Heinz Frieser, qui démontrait avec brio que la guerre éclair était une invention journalistique, ou plutôt que cette stratégie, qui a si bien réussi, n'avait été ni prévue ni conçue comme telle [9].

Ainsi a-t-on souvent invoqué l'absence de combativité des soldats français qui se seraient effondrés sans combattre, voire qui auraient fui devant l'ennemi. Il a pu y avoir des actes de désespoir de la part des fantassins confrontés à la fois aux blindés et aux stukas allemands, des abandons de poste, comme le souligne Marc Bloch quand il donne des exemples précis de pompiers fuyant l'incendie juchés sur leur motopompe automobile : « Tout pouvait bien périr, là-bas dans l'incendie, pourvu que fût conservé loin des braises de quoi l'éteindre. » Mais on a pu constater par ailleurs que les Français se sont bien battus en Belgique, et pour défendre le territoire, sur l'Oise, l'Aisne, la Somme. On peut citer les combats de La Horgne, où les spahis firent preuve de sang-froid, et de Stonne, dans les Ardennes, la contre-attaque sur Abbeville menée le 28 mai par la 4e DCR du général de Gaulle, la défense de la Loire par les cadets de Saumur, sans parler de la résistance des équipages de la ligne Maginot. Sur l'ensemble du front, les forces françaises enregistrent environ 65 000 morts en cinq semaines (auparavant d'autres estimations faisaient état de 100 000 pertes).

Quid des stratégies ? Ce qui frappe, en effet, est la rapidité de la défaite française, comme si une armée considérée comme la plus forte du monde avait été mise hors de combat dans un duel inégal. On l'a interprété comme la preuve du succès d'une armée ultra-moderne sur une armée vieillotte ; on y a vu la victoire de la guerre éclair menée par la Wehrmacht opposée à l'absence de stratégie française. En réalité, l'idée selon laquelle l'armée allemande était ultramoderne et entièrement motorisée est une légende ; à côté d'une armée bien équipée, on trouve chez les Allemands, comme dans l'armée française, des divisions mécanisées ou motorisées et des divisions équipées d'armements anciens et largement hippomobiles.

Par ailleurs, la campagne de 1940 menée par l'armée allemande ne ressemble ni de près ni de loin à une guerre éclair ; c'est une opération qui ressort du domaine militaro-tactique et non stratégico-politique, fondée sur

un des ressorts essentiels de l’art de la guerre : la surprise. C’est aussi une campagne d’infanterie qui a failli échouer. En effet, l’idée centrale du plan allemand est celle d’une manœuvre d’enveloppement par la Belgique et d’une attaque surprise en passant par les Ardennes. Bien que mis à l’écart, le général von Manstein, qui a conçu ce plan, réussit à le faire adopter et il peut compter sur le général Guderian qui non seulement lui apporte sa connaissance exceptionnelle des blindés et des techniques de transmission, mais en outre connaît bien le terrain depuis la Grande Guerre.

La France, de son côté, était-elle dépourvue de stratégie ? Là aussi, c’est faux. En réalité, la stratégie française consiste en une phase défensive initiale, parfaitement cohérente avec sa situation démographique. En raison de la proximité de la guerre de 1914-1918 et des pertes énormes, près d’un million et demi de morts, les Français dans leur ensemble, militaires et civils confondus, sont profondément pacifistes. Afin d’éviter que ne se renouvelle l’hémorragie de la Grande Guerre, la France adopte une stratégie de guerre longue, une doctrine défensive, symbolisée par la ligne Maginot. Elle consiste à attendre qu’asphyxiée par le blocus qui lui est imposé l’Allemagne puisse être envahie ou soit contrainte à négocier. Cette stratégie s’appuie sur l’idée que nos frontières de l’est sont protégées : au nord, par la Belgique, qui a déclaré sa neutralité en 1936 ; sur le Rhin, par la ligne Maginot ; et à la jointure des deux, par un massif montagneux réputé infranchissable. Le maréchal Pétain comme le général Gamelin sont des partisans inconditionnels de cette guerre défensive. La campagne de 1940 a été prévue comme une guerre longue, semblable à la Première Guerre mondiale, et non du tout comme une guerre courte. Et la ligne Maginot est conçue comme un obstacle sur lequel s’appuyer afin de gagner du temps et de déployer une guerre de manœuvre. Mais l’adversaire allemand ne se comporte pas comme prévu. Il recourt à une puissance de combat irrésistible au moment décisif et au point le moins bien défendu. Lorsqu’on avait fait la remarque de la moindre mise en défense du secteur des Ardennes, le maréchal Pétain avait répondu que les Allemands ne s’aventureraient pas dans ce secteur et que, s’ils le faisaient, on les repincerait à la sortie. Quant au général Gamelin, il pensait à une bataille en Belgique et estimait que l’obstacle des Ardennes et de la Meuse suffirait à dissuader l’armée allemande. D’ailleurs, quand au matin du 10 mai il apprend l’offensive par les Ardennes, il s’en félicite, car il la considère comme vouée à l’échec. Et cependant, la percée de Sedan a bien lieu : elle

est réalisée par trois groupes francs qui, par l'intégration d'innovations technologiques comme le char, l'avion et la radio, réussissent à disqualifier tout le dispositif français. Bref, la campagne de 1940, conçue comme devant être une guerre longue, se révèle une guerre courte.

En 1940, les forces françaises sont-elles inférieures aux forces allemandes ? Là aussi, c'est inexact. Les spécialistes sont loin d'être d'accord sur l'évaluation de l'armée française en septembre 1939. Mais de ce point de vue, le témoignage accablant de Marc Bloch est contestable ; évoquant la spécificité de cette guerre, il affirme : « On n'a pas fait assez d'avions, de moteurs, de chars [10]. » En réalité, l'effort d'armement de la IIIe République n'est pas du tout négligeable ; les dépenses militaires de la France entre 1919 et 1939 sont plus importantes que celles des autres puissances, au point que la France est sur le banc des accusés lors de la conférence du désarmement de 1932. Quant au gouvernement de Léon Blum, il a lancé un plan de réarmement en septembre 1936[11], si bien qu'en 1938 les dépenses militaires sont deux fois et demie plus importantes qu'elles ne l'avaient été en 1913. Si bien que, même en termes de techniques et d'armes, Allemands et Français sont relativement à égalité. Les chars français sont même supérieurs en nombre aux chars allemands : 3 200 contre 2 400 (les chiffres sont bien sûr variables ; d'autres font état d'une quasi-égalité : 2 574 chars français contre 2 285 allemands) ; ils sont également supérieurs en qualité (en particulier le char B1), car le traité de Versailles avait interdit aux Allemands de construire des chars ; quand ils se lancent, ils ont une génération de retard. L'artillerie lourde est équivalente des deux côtés, mais le canon de 75 donne l'avantage aux Français. On note que les dotations en matériel antiaérien et antichar sont insuffisantes du côté français à la date du 10 mai, sans compter les systèmes de transmissions très médiocres.

En revanche, les Allemands sont supérieurs aux Français dans le domaine aérien, même si, en termes de chiffres, les avions alliés sont plus nombreux que les avions allemands : 4 500 contre 3 500, même si, comme on le sait, les avions britanniques sont restés pour l'essentiel de l'autre côté du Channel. Mais les chiffres n'ont qu'une valeur relative. Qu'importe que les Français disposent de moyens numériquement équivalents à ceux des Allemands, car le problème est d'abord celui de la disponibilité réelle : en effet, beaucoup d'avions français ne sont pas « bons de guerre », sans équipement, sans hélice, sans train d'atterrissage et sans armements, car on

craignait que les ouvriers des usines d'aviation, connus pour leur engagement politique et syndical, ne s'en emparent.

Plus grave encore est le problème de la doctrine d'emploi, car l'aviation militaire ne jouit pas d'une véritable autonomie : une partie de cette force aérienne est en effet mise à la disposition des forces terrestres ; l'autre moitié, qui dépend du général Vuillemin, chef d'état-major de l'armée de l'air, est également scindée en différents groupes, en particulier l'aviation de chasse. Il en est de même pour les chars ; certes les Français en ont, mais leur doctrine d'emploi est inadaptée : la direction de l'infanterie réussit à conserver le contrôle des chars dans un emploi d'accompagnement des troupes ; longtemps, la nécessité d'une force blindée autonome n'apparaît pas d'actualité, malgré les arguments de Charles de Gaulle qui a pris position, dès 1934, dans *Vers l'armée de métier*, pour la constitution d'une telle force. Il faut attendre le déclenchement de la guerre pour voir se constituer les premières divisions blindées, et encore celles-ci ne sont-elles pas en mesure de manœuvrer correctement en raison d'un approvisionnement défectueux en essence : dans certains cas, il fallait des heures pour remplir les réservoirs d'un char, ce qui leur a été souvent fatal. Faute de carburant, de nombreux chars de la 1re DCR sont immobilisés le 14 mai dans la région de Charleroi. En revanche, les Allemands avaient prévu des camions chargés de jerrycans permettant d'assurer dans les délais les plus brefs l'approvisionnement de leurs blindés. Quand ils attaquent dans le secteur de Sedan, ils y concentrent la moitié de leurs forces mécanisées.

La conception de la guerre et l'encadrement posent également problème. Dès la fin de la Grande Guerre, les Français ont bien perçu ce qui ferait la spécificité de la guerre moderne : puissance de feu, mobilité, importance de la logistique et de la puissance industrielle de la nation. Mais tout est trop conçu pour une bataille préparée, méthodique, et pas pour une guerre éclair. Quand Marc Bloch incrimine l'incapacité du commandement [12], il pointe du doigt un critère essentiel, le rythme des opérations et la lenteur de la réaction du côté français : « D'un bout à l'autre de la guerre, le métronome des états-majors n'a pas cessé de battre plusieurs mesures en retard. » En fait, les Allemands, qui ont l'initiative, déjouent la tactique temporisatrice des Français. Leurs officiers prennent des initiatives et même des risques, à l'encontre des ordres reçus, si bien que la manœuvre allemande est fondée sur la vitesse et la mobilité. Guderian et Rommel ignorent les injonctions

d’Hitler leur demandant de ralentir leur progression. Du côté français, on a mis justement en cause la faible capacité d’autonomie des cadres et une armée obnubilée, à l’image du général Gamelin, par une gestion rationnelle de la guerre, si bien que le rythme est celui de la lenteur, illustrant une conception statique de la guerre et un système de commandement bien rigide. Informé le 13 mai à 22 h 35 de la menace allemande sur Sedan, Gamelin ne réagit que le 15 mai. Jean-Louis Crémieux-Brilhac évoque la surprise de ces officiers qui n’ont pas reconnu la guerre quand ils se sont trouvés face à face avec des Allemands, habitués qu’ils étaient à la guerre des tranchées. Quant au commandement, il apparaît désemparé au futur général Beaufre, alors officier auprès du général Doumenc qui rend visite le 13 mai au soir au QG du général Georges, responsable des opérations : « L’atmosphère est celle d’une famille où l’on veille un mort. » Les opérations militaires ont tout juste commencé, mais déjà le moral du commandement est « brisé [13] ».

Défaite inéluctable ? Non, comme on vient de le voir ; ou plutôt il était possible d’éviter de subir une déroute quand la guerre a commencé en septembre 1939. Ainsi la période dite de la « drôle de guerre », un véritable répit, n’est pas suffisamment mise à profit. Certes, le général Gamelin lui-même s’est efforcé de tirer les leçons de l’effondrement de la Pologne. L’état-major français a tout fait pour étudier et assimiler les méthodes utilisées par les Allemands pour vaincre les Polonais, et pour améliorer l’entraînement de l’armée française, mais trop souvent il s’est agi d’utiliser les hommes à couler du béton et à fortifier les positions. Mais il y a eu aussi beaucoup d’erreurs et d’immobilisme. Ainsi les Français ont-ils gaspillé huit mois de drôle de guerre en ne réunissant pas leurs forces blindées dans des unités cuirassées, comme le suggérait Charles de Gaulle. On sait que la 4e division cuirassée, confiée précisément au colonel de Gaulle, est absolument improvisée sur le champ de bataille. La manœuvre « Dyle » imaginée par le général Gamelin, consistant à porter en Belgique les meilleures forces françaises (à la fois par leur mobilité et par leur professionnalisme), était déjà contradictoire avec la doctrine défensive, et aventureuse (dans la mesure où la Belgique a déclaré sa neutralité en 1936), mais elle pouvait se concevoir pour éviter l’invasion et l’occupation du territoire national [14]. Le 20 mars, Gamelin y ajoute la variante « Breda » qui consiste, avec les unités mécanisées, à pénétrer encore plus avant et à faire jonction avec l’armée hollandaise. C’est dire que la stratégie française,

qui trouvait sa cohérence par rapport à toute une série de contraintes démographiques, historiques, géographiques, etc., est mise en défaut par cet aventurisme dans une bataille de rencontre. Quand le piège se referme sur l'armée française bousculée dans les Ardennes et encerclée en Belgique, l'interrogation de Winston Churchill, se référant au précédent de la Grande Guerre : « Où sont les réserves ? », n'en est que plus tragique. Il n'y en a pas, ou plutôt la localisation et la répartition des troupes est telle que les forces de réserve ne peuvent intervenir rapidement, rendant difficile toute contre-attaque.

Enfin, les forces allemandes bénéficient d'une succession de miracles. Lorsque les blindés et les troupes de Guderian foncent à travers les Ardennes, on assiste à un embouteillage géant de 41 000 véhicules dans un étroit corridor dont les forces françaises auraient pu profiter pour les attaquer, mais les rivalités entre terriens et aviateurs retardent la décision d'intervention et la concentration des moyens allemands est telle qu'elle balaie la Résistance française. Le « miracle de 1940 », du point de vue allemand, est aussi fondé sur l'importance de la peur provoquée dans les troupes françaises par l'avance des chars allemands. La panique de Bulson voit l'effondrement d'un front en raison de la rumeur de la présence de chars qui, à l'heure de l'attaque, n'ont toujours pas franchi la Meuse. Les troupes qui se trouvent dans ce secteur n'étaient pas destinées à se battre : elles refluent devant l'avance allemande, qui paraît si incompréhensible qu'on l'attribue à une 5e colonne. La peur des chars est amplifiée par l'utilisation des stukas dont la sirène se met en marche lors des descentes en piqué. Par la suite, la campagne de France est une *Blitzkrieg* improvisée et réussie malgré les ordres de prudence d'Hitler et du haut commandement allemand, car après la percée de Sedan, Guderian ne les respecte pas et décide de foncer vers l'ouest, en direction de la Manche, pour éviter de laisser le temps aux Alliés de constituer une nouvelle ligne de défense. Bref, comme le démontre Ernest May, il semble plus difficile d'expliquer la rapide victoire de l'Allemagne que la défaite française ; ses conclusions sont résumées dans son titre [15], *Strange Victory*, qui répond bien à celui du livre de Marc Bloch, qui n'était pas si « absurde » que ça.

3

Les *U-Boote* pouvaient renverser le cours de la guerre

par François-Emmanuel Brézet

« La seule chose qui m’ait vraiment effrayé au cours de la guerre, écrit Winston Churchill dans ses Mémoires, ce fut la menace des sous-marins. Même avant la bataille d’Angleterre, je pensais que l’invasion était condamnée à échouer. Après la victoire aérienne, les choses se présentaient bien pour nous ; c’était même le genre de combat que l’on devait être satisfait de livrer dans les conditions cruelles de la guerre. Mais à présent, nos lignes d’approvisionnement vitales, même sur les vastes étendues des océans et surtout aux approches de notre île, se trouvaient en péril. Cette bataille m’inquiétait davantage encore que le glorieux affrontement aérien qu’avait été la bataille d’Angleterre [1]. »

En proclamant par la suite, par analogie avec la bataille d’Angleterre qui se poursuivait, la « bataille de l’Atlantique », Churchill mettait l’accent sur un combat destiné à durer et dont l’issue était d’autant plus difficile à appréhender qu’il ne se présentait pas sous l’aspect de batailles flamboyantes mais sous celui de statistiques, de courbes et de diagrammes pas toujours faciles à interpréter.

L’échec d’une bataille menée sans merci

Après une année 1942 caractérisée dans l’Atlantique Nord par un accroissement inquiétant du tonnage marchand allié perdu, l’année 1943 s’annonçait pour les Alliés comme celle de tous les dangers ; inversement, pour le commandement des *U-Boote* [2] (BdU), le rapport entre le chiffre des *U-Boote* perdus et celui du tonnage coulé était suivi avec inquiétude.

Le bilan de l’opération conduite durant plusieurs jours à partir du 4 février 1943 par vingt et un sous-marins contre le convoi SC-118 (soixante et un bâtiments protégés par trois destroyers, un cutter [3], trois corvettes, dont la *Lobelia* des Forces françaises libres) était significatif :

treize bâtiments de commerce (59 765 BRT [4]) avaient été envoyés par le fond tandis que trois *U-Boote* avaient été coulés et quatre autres avariés. Le grand amiral Dönitz, qui venait de prendre, en remplacement du grand amiral Raeder, le commandement de la Kriegsmarine, tout en conservant celui opérationnel des sous-marins, l'avait qualifiée de « plus rude bataille de la guerre sous-marine ». Pour certains sous-marins, elle s'était poursuivie durant quatre nuits successives. Pour les Alliés, le choc avait été rude : « Une caractéristique inquiétante de ce passage de convoi, écrira l'historien Stephen Roskill, était que de lourdes pertes avaient été essuyées en dépit d'un nombre inhabituel de bâtiments d'escorte [5]. »

Pour les Alliés, le pire restait à venir. Le convoi SC-122 (soixante bâtiments escortés par deux destroyers, une frégate et trois corvettes) avait appareillé de New York le 5 mars, tandis que le convoi rapide HX-229 (quarante bâtiments escortés par quatre destroyers et une corvette) avait été mis en route le 8 mars. Ces convois devaient parcourir, à des vitesses différentes, des routes indépendantes. À l'Amirauté britannique, nul ne pouvait prévoir qu'en raison de déroutements successifs ordonnés pour parer à la menace des *U-Boote* signalés, le convoi HX-229 rattraperait le convoi SC-122, provoquant dans un espace restreint une accumulation rarement rencontrée de bâtiments.

Les convois avaient certes déjà fait l'objet d'attaques partielles, mais le BdU, conscient de la nouvelle situation, décida aussitôt de concentrer tous les sous-marins disponibles sur le nouvel objectif. Du 18 au 20 mars 1943, une véritable bataille rangée fut livrée, opposant quatre-vingt-onze bâtiments de commerce et dix-huit bâtiments d'escorte à quarante-quatre sous-marins. L'Amirauté fit rallier de son côté tous les bâtiments et aéronefs disponibles : la pression de ces derniers décida le BdU à mettre fin à l'opération au matin du 18 mars. Dönitz considérera avec raison cette bataille comme la plus grande victoire des *U-Boote* ; vingt et un bâtiments (140 842 BRT) avaient été envoyés par le fond au prix de la perte d'un unique sous-marin.

Durant ces trois premières semaines de mars, pour quinze sous-marins envoyés par le fond, les Alliés avaient perdu quatre-vingt-sept bâtiments, dont soixante-sept en convoi (quarante pour l'Atlantique Nord) : « Vers quoi pouvait se tourner l'Amirauté, écrira encore Roskill, si le système du convoi avait perdu de son efficacité ? Elle ne le savait pas ; mais elle devait

avoir senti, même si personne ne l'admettait, que la défaite la dévisageait [6]. »

L'inquiétude manifestée aussi bien par Churchill que par *the men on the spot*, les responsables quotidiens de la conduite de la bataille, montre qu'une victoire des *U-Boote* resterait longtemps une éventualité d'autant plus redoutée qu'elle aurait été en mesure de renverser le cours de la guerre : l'étranglement des liaisons maritimes entre les États-Unis et la Grande-Bretagne n'aurait pas permis aux alliés anglo-saxons de prendre pied en juin 1944 sur le continent européen et d'ouvrir ainsi, comme l'allié soviétique l'exigeait, le second front dont dépendait une issue victorieuse de la guerre.

Mais ce que l'Amirauté ignorait, en ce mois de mars 1943, c'était que la victoire était pourtant proche : le 24 mai, après une série d'attaques de convois infructueuses caractérisées par la perte de trente et un sous-marins et un rapport *U-Boote* perdus/tonnage BRT coulé de 1/10 000 pour le mois de mai, Dönitz décidait l'arrêt de la bataille dans l'Atlantique Nord. Il ne parviendra pas à la reprendre de façon durable par la suite : la Kriegsmarine avait donc perdu ce jour-là la bataille de l'Atlantique.

Cet échec venait confirmer les craintes de la direction allemande de la guerre sur mer, la Seekriegsleitung, depuis l'entrée en guerre des États-Unis. Dès avril 1942, parfaitement informée des capacités des chantiers américains, elle n'avait plus de doute : les programmes géants de construction de bâtiments de guerre seraient conduits à leur terme dans les délais étonnants fixés et il en serait de même pour le programme de construction de bâtiments marchands. Comme l'écrit Werner Rahn : « Au dernier quadrimestre 1942, la compétition pour la guerre au tonnage était devenue sans espoir [7]. »

Dönitz n'hésitera pas pour autant à faire reprendre, en septembre 1943, la guerre sous-marine sur les autres théâtres d'opérations au prix de pertes de plus en plus lourdes (365 *U-Boote* coulés pour 648 durant toute la guerre), pour un résultat de plus en plus faible (1,23 million BRT sur les 13 millions coulés durant la totalité de la guerre) [8].

Mais, en fin de compte, c'est l'étude du développement des forces sous-marines allemandes qui nous fournira les véritables raisons d'un échec en quelque sorte programmé.

Le refus d’une stratégie maritime adaptée

Entre 1933 et 1935 les derniers gouvernements de la république de Weimar, anticipant le succès de la politique de reconnaissance de l’« égalité des droits », *die Gleichberechtigung*, qu’ils avaient menée, avaient rassemblé le matériel nécessaire à l’assemblage rapide d’une douzaine de sous-marins. Le succès de l’opération avait été rendu possible par la politique secrète de construction à l’étranger de sous-marins. La mise en route du processus d’assemblage contrevenait aux stipulations du traité de Versailles qui déniait à la Reichsmarine le droit de posséder des sous-marins, aussi le chef de la direction de la marine, l’amiral Raeder, avait-il bien précisé que la construction ne pourrait commencer que lorsque le gouvernement en donnerait l’autorisation : tout en mettant en route le processus de réarmement de l’Allemagne, le gouvernement Schleicher avait conservé sous son strict contrôle le lancement de la réalisation d’une arme sous-marine.

Lors de l’arrivée d’Hitler au pouvoir, en avril 1933, Raeder prit rapidement conscience du fait que le nouveau chancelier refuserait tout programme de reconstruction de la marine qui mettrait en danger sa politique de rapprochement avec l’Angleterre : compte tenu des mauvais souvenirs laissés par la guerre précédente, la constitution d’une flotte de sous-marins paraissait exclue. Il faudra attendre la signature, le 18 juin 1935, du traité naval germano-britannique pour que le premier sous-marin puisse être assemblé. Sur l’ordre d’Hitler, la marine avait dû renoncer à la parité pour les sous-marins généreusement proposée par la Grande-Bretagne et annoncer qu’elle se contenterait d’un rapport révisable après accord de 45 % (22 400 tonnes). À la fin de l’année 1936, les mesures de construction anticipée avaient permis de mettre à l’eau trente-six sous-marins, mais le rythme dut ensuite se relâcher. Une guerre contre l’Angleterre était un sujet tabou, et comme la France, adversaire principal déclaré, était réputée peu vulnérable à la menace sous-marine, la construction d’une grande flotte sous-marine n’était réclamée par personne.

Alors que l’armée allemande et la Luftwaffe poursuivaient, avec le résultat que nous connaissons, un développement accéléré qui n’était limité que par les capacités de l’industrie allemande, la marine devait, au contraire, rester dans les strictes limitations du traité conclu. Ce ne fut qu’à partir de 1938 qu’Hitler consentit à reconnaître que, compte tenu de la politique européenne agressive qu’il conduisait, le risque d’une guerre avec

l’Angleterre devait être pris en considération. Le quota autorisé par le traité n’étant pas loin d’être atteint, la Kriegsmarine ouvrit dans la précipitation des négociations avec la Royal Navy permettant d’atteindre la parité avec la flotte sous-marine britannique.

Ce n’est donc pas en raison d’un aveuglement stratégique du commandement de la marine, ou de négligence dans la conduite des constructions décidées, que la Kriegsmarine va entrer dans la guerre, en septembre 1939, avec cinquante-sept sous-marins dont vingt-six seulement étaient véritablement en mesure d’être engagés sur le théâtre d’opérations principal : l’océan Atlantique.

Hitler, comme il le reconnaissait lui-même, redoutait la mer. Raeder s’était bien efforcé de lui faire prendre conscience du fait que la puissance d’une nation se mesurait aussi à l’aune de sa force sur mer, mais Hitler avait surtout retenu que la réalisation, à laquelle il avait pourtant donné son accord, de la puissante flotte de combat du plan Z demanderait un délai incompatible avec la stratégie de conquêtes territoriales qu’il comptait réaliser sur quatre ou cinq années.

Les premiers succès obtenus, le Führer ne parviendra jamais à comprendre l’obstination de l’Angleterre à vouloir poursuivre la guerre. Il rejettera alors la stratégie maritime proposée par son grand amiral contre le dernier adversaire sur mer au profit d’une stratégie d’élimination du dernier adversaire terrestre potentiel en Europe, l’Union soviétique, qu’il imaginait pouvoir éliminer en quelques mois.

Les contraintes logistiques de la nouvelle campagne entreprise ne permirent à aucun moment de faire bénéficier la construction de sous-marins de la priorité indispensable pour transformer en victoire décisive les premiers succès prometteurs obtenus. Lorsqu’il décidera, en novembre 1943, d’accorder à la défense de la « forteresse Europe » la priorité, Hitler montrera une fois de plus qu’il n’avait rien compris à l’importance stratégique de la bataille de l’Atlantique : au lieu de la privilégier, il fera porter tout l’effort sur l’amélioration de la défense des côtes et la concentration des troupes destinées à rejeter l’adversaire s’il parvenait néanmoins à prendre pied sur le rivage.

Après avoir pris tardivement conscience, en mai 1943, du caractère obsolète des sous-marins avec lesquels il avait commencé la guerre, Dönitz prit deux décisions importantes : lancer la mise au point d’un sous-marin à haute performance, le type XXI, et réaliser sa construction en série en

l’intégrant totalement dans l’organisation de production des armements des trois armées pilotée par Albert Speer.

Cette dernière décision fut une réussite dans la mesure où la marine, à défaut d’être prioritaire, se vit reconnaître la place qui lui revenait dans l’effort global et bénéficia d’une planification industrielle rigoureuse qui permit le lancement à grande échelle de la fabrication en série de sous-marins. Mais il était beaucoup trop tard : la destruction progressive par l’aviation alliée de la capacité industrielle d’armement ne tarda guère à provoquer pour certains matériels, comme les périscopes ou les batteries électriques, des goulots d’étranglement qui paralysèrent le planning de construction des bâtiments. Le premier sous-marin type XXI prit la mer quelques heures seulement avant la capitulation, alors même que, dans les chantiers allemands, des centaines de coques attendaient d’être achevées.

En faisant miroiter, contre toute évidence, aux yeux du Führer la capacité de cette future grande flotte sous-marine à renverser le cours de la guerre, Dönitz n’en acquit pas moins auprès de celui-ci un prestige et une considération qui lui valurent le privilège peu enviable de recueillir sa succession.

Les *U-Boote*, en dépit d’apparences trompeuses, n’auront donc à aucun moment été en mesure de renverser le cours de la guerre : ils n’en auront jamais eu vraiment les moyens. Il est parfaitement injuste d’en faire porter la responsabilité, comme cela est encore trop souvent le cas, à celui qui a été le véritable refondateur de la flotte allemande : le grand amiral Raeder. Les différents plans de reconstruction élaborés font état d’une flotte équilibrée dans laquelle la construction de sous-marins, loin d’être négligée, était en rapport avec les objectifs stratégiques fixés par le pouvoir politique.

Dès l’annonce du risque de guerre avec l’Angleterre, Raeder avait commencé à procéder aux ajustements nécessaires. Lorsque la guerre sera déclarée, il échouera dans ses tentatives pour faire comprendre au Führer, qui en assumait personnellement la direction, la nécessité d’accorder à la construction de sous-marins la priorité qui aurait pu les conduire au succès.

4

Hitler a devancé une attaque de Staline

par Jean LOPEZ et Lasha OTKHMEZURI

Parmi les légendes qui encombrent la perception de la Seconde Guerre mondiale, il en est une qui tient une place à part par sa radicalité : en déclenchant l'opération *Barbarossa*, le 22 juin 1941, Hitler n'aurait fait que devancer de quelques jours une offensive soviétique. On peut à bon droit qualifier cette thèse de révisionniste dans la mesure où elle renverse le jugement commun sur un des événements les plus importants du XXe siècle. Jugement qui est à prendre au sens juridique. Le tribunal militaire international de Nuremberg a en effet reconnu coupables « de complot et de crime contre la paix » – notamment d'agression préméditée contre l'URSS – le *Reichsmarschall* Goering, le feld-maréchal Keitel et le général Jodl, principaux conseillers militaires d'Hitler, ainsi que Joachim von Ribbentrop, ministre des Affaires étrangères, pour ne parler que d'eux. Les trois juges occidentaux de Nuremberg auraient-ils été abusés par leur collègue soviétique, le major général Iona Nikitchenko ? Goering, Keitel, Jodl et Ribbentrop auraient-ils dit la vérité en répétant jusqu'au bout que le IIIe Reich se trouvait en 1941 en état de légitime défense face à l'URSS ? L'Armée rouge s'apprêtait-elle à marcher sur Berlin ? « L'attaque perfide, prédatrice et parjure [1] » contre une Union soviétique pacifique ne serait-elle qu'un mensonge stalinien masquant des intentions délibérément agressives ?

La théorie du brise-glace

Le premier point à relever est l'ancienneté de cette thèse. Elle est en effet émise le jour même de l'attaque, le 22 juin 1941, dans la proclamation d'Hitler au peuple allemand, ainsi que dans son ordre du jour aux soldats du front de l'Est. Le Führer relève la présence de « 160 divisions russes » à sa frontière, rappelle d'innombrables violations de l'espace aérien allemand

par les avions rouges – c'est l'inverse qui est vrai – et invente de toutes pièces une pénétration armée de troupes soviétiques les 17 et 18 juin, « repoussée après de longs échanges de tirs [2] ». Le mensonge est classique – il avait déjà servi, à Gleiwitz, contre la Pologne le 31 août 1939 ; il n'a d'autre visée que de justifier devant l'opinion allemande la rupture unilatérale du pacte de non-agression signé le 23 août 1939. Aucun historien occidental n'a été dupe de cette fable dont Hitler semble avoir été l'inspirateur direct. De fait, la thèse de l'attaque préventive se trouve reléguée pendant quarante ans au rayon des artifices de la propagande nazie.

Elle resurgit au milieu des années 1980 sous la plume de Viktor Souvorov, pseudonyme de Vladimir Bogdanovitch Rezun, un officier du renseignement militaire soviétique passé à l'ouest en 1978 et condamné à mort dans son pays. Un premier article – « Qui planifiait une attaque en juin 1941, Hitler ou Staline ? » – paraît en mai 1985, suivi d'un livre en russe, publié à Paris en 1988, sous le titre *Ledokol* (*Le Brise-Glace*). L'ouvrage prend son envol international avec la version allemande (1989), puis anglaise (1990) et sa réédition en russe à Moscou, en 1992, un an après la disparition de l'URSS. Le *Times* de Londres et le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* lui font une publicité positive. Le succès populaire est phénoménal en Allemagne, en Autriche, dans les anciens pays satellites de Moscou et, surtout, en Russie où *Le Brise-Glace* dépasse les 10 millions d'exemplaires [3]. Après une querelle de vingt années qui a accouché de centaines de livres et d'articles, l'immense majorité des historiens rejettent l'ouvrage de Souvorov-Rezun et l'idée d'une guerre préventive. Il demeure néanmoins un noyau d'irréductibles, à des degrés divers, tels Joachim Hoffmann et Walter Post en Allemagne, Heinz Magenheimer en Autriche, Richard Raack aux États-Unis, Mikhaïl Meltiukhov et, plus prudemment, Vladimir Nevejine en Russie.

L'ouvrage de Souvorov n'est pas de type universitaire. C'est un pamphlet, un brûlot, un réquisitoire violent contre Staline transformé pour l'occasion en un diable omniscient capable de prévoir le cours de l'histoire mondiale vingt ans à l'avance. Souvorov accuse en effet le dictateur d'avoir contribué à l'arrivée d'Hitler au pouvoir, d'avoir déclenché la Seconde Guerre mondiale puis favorisé les victoires allemandes pour, le moment venu, passer à l'attaque et soviétiser l'ensemble d'une Europe en proie au chaos et écrasée par l'occupation nazie. L'Armée rouge était quasiment

prête à passer à l'action au moment où Hitler l'a devancée, de quelques jours seulement selon Souvorov. Les historiens n'ont guère eu de peine à démonter l'argumentaire du *Brise-Glace*, qui abonde en erreurs factuelles, citations tronquées, affirmations gratuites, et qui ne se préoccupe jamais des intentions allemandes. Malgré ces réfutations, l'ouvrage de Souvorov a enraciné jusqu'à aujourd'hui la thèse de l'attaque préventive dans des millions de consciences, à l'est du Rhin et jusqu'à l'Oural. Sa parution a néanmoins eu des retombées positives en ce qu'elle a forcé à l'ouverture, ou à la réouverture, de deux chantiers historiques importants. Le premier repose la question de la nature de la politique extérieure de Staline entre 1939 et 1941, et au-delà ; le second, adressé plus spécifiquement aux historiens militaires, vise à rendre compte du dispositif offensif de l'Armée rouge au moment où elle est attaquée par la Wehrmacht. Et pour lier les deux questions en une seule : à quel plan politique et stratégique l'Armée rouge s'apprêtait-elle à répondre à l'été 1941 ?

Barbarossa*, le plus ardent désir d'Hitler*

Avant d'esquisser quelques réponses à ces questions, il faut rappeler une certitude, parfaitement étayée après soixante ans de recherches sur les intentions d'Hitler. En attaquant l'Union soviétique, le maître du IIIe Reich n'a pas répondu à une menace militaire. Dès son arrivée au pouvoir en 1933, il a déclaré à ses généraux son intention de conquérir et coloniser l'est de l'Europe. L'historien Rolf-Dieter Müller [4] a montré que la Wehrmacht n'a cessé de développer des plans contre l'URSS et de pousser à une attaque surprise, jusqu'à l'automne 1939. Si la décision de détruire l'URSS est traditionnellement datée du 31 juillet 1940 – la directive datant du 18 décembre suivant –, elle a été précédée, en juin, par des préparatifs formés *à la seule initiative* du haut commandement de l'armée de terre. Hitler et la Wehrmacht n'ont eu de cesse de vouloir, en parfaite communion, régler son compte au « judéobolchevisme », bien avant que le pacte Ribbentrop-Molotov du 23 août 1939 ne donne aux deux futurs adversaires une frontière commune.

Non seulement Hitler ne craignait pas une attaque soviétique, mais au contraire il redoutait que de nouvelles concessions de Staline ne viennent, au dernier moment, le priver de sa croisade idéologique et raciale. On ne trouve pas mention de préparatifs d'attaque soviétique dans les discours

d'Hitler à ses généraux, notamment dans celui du 30 mars 1941, pas plus que dans les journaux personnels des maréchaux et généraux allemands commandant les armées massées à l'est. Le 11 mars 1941, von Bock, commandant du groupe d'armées Centre, note au contraire : « Des agents de renseignements venus de Lituanie parlent de grandes manœuvres russes dans les pays Baltes et affirment qu'elles masqueraient un déploiement pour attaquer l'Allemagne. Impossible à croire ! » Le 27 mars : « Bien peu de choses plaident en faveur de la probabilité d'une attaque russe [5]. » Quant au général Erich Marcks, le père d'une des versions du plan *Barbarossa*, il ira jusqu'à regretter que les Russes ne lui fassent pas la grâce d'attaquer les premiers [6].

Revenons à la première des questions réactivées par l'ouvrage de Souvorov, *Le Brise-Glace*. Que cherchait Staline : la sécurité des frontières de l'URSS ou l'exportation par la force, ou la subversion, ou les deux, du modèle soviétique ? Au risque de décevoir le lecteur, la réponse n'est toujours pas acquise. L'ensemble des spécialistes du champ se range selon un spectre continu, qui va de la recherche de la sécurité avant tout à la poursuite de la révolution mondiale. L'historienne allemande Bianka Pietrow-Ennker voit, quant à elle, la source du désastre de l'été 1941 dans la volonté stalinienne de courir ces deux lièvres à la fois. À ce gradient s'en superpose un second, sur la nature de Staline diplomate : le Géorgien est-il un réaliste, un pragmatique opportuniste ou bien un idéologue choisi par Lénine précisément pour sa propension à penser toujours en bolchevik ? Là encore, les portraits contradictoires abondent, le Russe Oleg Khlevniouk adhérant au second, l'Israélien Gabriel Gorodetsky au premier.

En ce qui concerne le présent article, la question est de dimension plus réduite. Elle est de savoir, au-delà de la place de l'idéologie dans la pensée de Staline, s'il existe des *preuves* de l'existence d'un « complot contre la paix » ourdi par lui, pour reprendre la terminologie du procès de Nuremberg. Souvorov en avance deux, qui seraient sorties de la bouche même de Staline : ses discours du 19 août 1939 [7] et du 5 mai 1941.

19 août 1939 : le jour où Staline a déclenché la Seconde Guerre mondiale ?

Le 19 août 1939, vers 22 heures, Staline convoque d'urgence une réunion secrète du Bureau politique et des chefs de la section russe du

Komintern, l’Internationale communiste. L’avant-veille, l’ambassadeur allemand à Moscou, Schulenburg, au nom de Ribbentrop, a proposé à Molotov la conclusion d’un pacte de non-agression entre le Reich et l’URSS. À cet instant crucial, donc, Staline aurait exposé en petit comité le rôle que doit jouer l’URSS, alors que l’Europe assiste à une marche à la guerre entre le Reich d’un côté, et la Pologne, soutenue par les Franco-Britanniques, de l’autre. Voici quelques lignes du texte reproduisant son discours : « La paix ou la guerre. Cette question est entrée dans sa phase critique. Sa solution dépend entièrement de la position que prendra l’Union soviétique. […] Si nous acceptons la proposition de l’Allemagne, que vous connaissez, de conclure avec elle un pacte de non-agression, l’Allemagne attaquera certainement la Pologne, et l’intervention dans cette guerre de l’Angleterre et de la France deviendra inévitable. Dans ces circonstances, nous aurons beaucoup de chances de rester à l’écart du conflit et nous pourrons avantageusement attendre notre tour. […] Donc, notre but est que l’Allemagne puisse mener la guerre le plus longtemps possible afin que l’Angleterre et la France soient fatiguées et à tel point épuisées qu’elles ne soient plus en état d’abattre l’Allemagne. […] En même temps, nous devons intensifier le travail idéologique dans les pays belligérants, afin que nous soyons bien préparés pour le moment où la guerre prendra fin. »

Ce texte montrerait la duplicité et la responsabilité de Staline dans le déclenchement de la guerre ; on pourrait aussi y retrouver l’idée maîtresse de Souvorov : l’Allemagne nazie était manipulée pour devenir le fourrier du communisme en Europe, le « brise-glace » de Staline. Il a été abondamment utilisé, d’abord par Goebbels, puis par les défenseurs de Souvorov. Dans ses Mémoires [8], Churchill cite en passant la réunion du Bureau politique du 19 août 1939. Dès 1958, l’historien allemand Eberhard Jäckel a émis des doutes sérieux sur l’authenticité du texte attribué à Staline [9]. Retraçant son parcours et celui de ses diverses variantes, il a conclu à un faux, peut-être fabriqué par l’homme qui l’a communiqué à l’agence Havas, le 28 novembre 1939, un journaliste suisse férocement anticommuniste, Henry Ruffin. La découverte d’un exemplaire du texte dans les archives soviétiques en 1996 a si bien relancé le débat que l’historien russe Sergej Slutsch a repris l’enquête en 2004. Après une remarquable critique interne et externe du document [10], il a démontré, avec toute la clarté nécessaire, qu’il s’agit bien d’un faux caractérisé, qu’aucune réunion du Politburo ne

s’est tenue ce jour-là et qu’en aucun cas Staline n’aurait fait part de ses réflexions stratégiques à cet organe, et encore moins au Komintern.

Le toast du Kremlin

Le second discours utilisé par Souvorov pour démontrer les intentions hostiles de l’Union soviétique est daté du 5 mai 1941. Son importance s’accroît du fait que c’est aussi la première prise de parole de Staline dans son nouveau rôle de président du Conseil des commissaires du peuple. Le 4 mai, en effet, le secrétaire général du Parti sort définitivement de la pénombre institutionnelle où il se tenait depuis 1924 et devient chef du gouvernement à la place de Molotov. À la différence du prétendu discours du 19 août 1939, celui-là n’est pas secret et il a réellement eu lieu, dans la grande salle du Kremlin, devant 2 000 officiers tout juste sortis des académies et facultés militaires, en présence du gotha politique et militaire soviétique. Après un exposé de quarante minutes, Staline porte plusieurs toasts accompagnés de brefs discours. L’analyse de ces différentes allocutions a fait couler d’autant plus d’encre qu’on n’en possède pas les textes originaux, seulement une version abrégée déposée en 1948 aux archives du Parti communiste d’Union soviétique, et des notes prises par des témoins. Le point commun à toutes les versions est que Staline s’est surtout employé à se féliciter des progrès de l’Armée rouge et à exhorter les officiers présents à ne pas craindre l’armée allemande. Mais, interpellé par un officier qui lui propose un toast à la paix, Staline change de ton : « Permettez-moi de corriger. […] En défendant notre pays, nous devons agir offensivement. Aller de la défense à une doctrine militaire de l’offensive. Nous devons transformer notre entraînement, notre propagande, notre agitation, notre presse dans le sens de l’esprit offensif. L’Armée rouge est une armée moderne et une armée moderne est une armée offensive [11]. »

Voir, comme Souvorov et ses défenseurs, dans cette sortie de Staline l’annonce pure et simple d’une guerre préventive contre l’Allemagne est par trop solliciter le texte. Comment prétendre que la guerre préventive est un « grand secret » et penser qu’il puisse être révélé au cours d’un toast ? Le discours ne dit rien qui ne soit connu de tous : l’Armée rouge est dressée à l’attaque depuis qu’elle existe. Staline n’a fait que développer, devant un public de spécialistes, un discours qu’il a tenu le 17 avril 1940 autour de l’opposition entre « la guerre défensive, c’est-à-dire arriérée » et « la guerre

offensive, c’est-à-dire moderne [12] ». Ce thème a été rebattu mille fois, depuis le début des années 1930, lors du grand conflit doctrinal qui a opposé Alexandre Svetchine, partisan de la défense stratégique, et Mikhaïl Toukhatchevski, apôtre des opérations offensives mécanisées dans la profondeur.

Peut-on au moins soutenir que Staline a voulu montrer les dents à Berlin ? Mais alors pourquoi la *Pravda*, qui place cette cérémonie à sa une du lendemain, n’en publie-t-elle que ces phrases insipides : « Dans son discours, le camarade Staline a souligné les changements profonds qui ont eu lieu dans l’Armée rouge pendant les dernières années et a souligné qu’elle s’est réorganisée et armée sur la base de l’expérience acquise de la guerre moderne [13]. » Résultat, le contenu du discours mettra un mois à parvenir chez Hitler, *via* des fuites recueillies par l’ambassade allemande à Moscou. Il est des avertissements plus frappants et plus directs ! Sachant que tous les discours de Staline paraissent systématiquement dans la *Pravda*, il faut en déduire qu’il a *interdit* au rédacteur en chef de publier celui-là. Pour une raison simple : il ne veut ni fâcher ni alarmer le Reich.

Quelques jours après cette soirée, Staline dira à Joukov, le chef d’état-major général, n’avoir visé qu’à renforcer le moral des jeunes officiers présents en insistant sur deux idées : l’Armée rouge est forte et la Wehrmacht n’est pas invincible. Quoi d’étonnant, trois semaines après que la Wehrmacht a détruit les armées yougoslave et grecque au prix de pertes infimes ? On comprend que les cadres de l’Armée rouge aient eu quelque appréhension à l’idée d’avoir, un jour, à affronter une armée qui semble alors invincible au monde entier. C’est bien ainsi que l’a entendu Chtcherbakov, secrétaire du Comité central, lors d’une réunion, les 8 et 9 mai, avec les dirigeants des médias soviétiques auxquels il demande de « démasquer le mythe de l’invincibilité de la Wehrmacht [14] ». Le lendemain, Palgounov, chef du département presse au ministère des Affaires étrangères, montre aussi qu’il a compris le toast du chef. Il envoie à la direction de la propagande au Comité central ses propositions de directives à adresser aux journaux. On y relève que doivent être publiés des articles « analysant de manière objective les opérations militaires de l’armée allemande de 1939 à 1941, où seront soulignées les faiblesses tactiques et stratégiques de la Wehrmacht et les bévues de leurs adversaires [15] ». Tout cela ne ressemble en rien à des bouffées d’agressivité préludant

à un plan de guerre préventive : c'est au contraire la marque d'une peur profonde de l'ennemi potentiel.

La frappe préemptive proposée par Joukov

L'on peut être tenté de rapprocher le discours du 5 mai de plusieurs réunions et décisions qui surviennent dans la décade suivante. Prises toutes ensemble, elles sembleraient indiquer – comme le font les partisans de Souvorov – que la soirée du 5 mai 1941 a vu Staline opérer un changement de cap dans les relations soviéto-allemandes pouvant préluder à une guerre.

Le 13 mai, l'état-major général ordonne le transport vers l'ouest de quatre armées et d'un corps d'infanterie stationnés dans l'intérieur du pays, soit environ 500 000 hommes. Cette mesure peut être rapprochée de la décision, prise quelques jours auparavant par Timochenko et Joukov avec, bien entendu, l'approbation – néanmoins obtenue difficilement – de Staline de procéder à une mobilisation partielle clandestine, sous prétexte de grandes manœuvres. Au total, 802 000 hommes ont été rappelés, ce qui a permis de renforcer les effectifs de 99 des 198 divisions destinées au théâtre d'opérations occidental [16].

Le 14 mai se tient une réunion du Haut Conseil militaire à laquelle assistent Jdanov, Malenkov, Timochenko, Joukov, Boudienny, Chapochnikov. À l'ordre du jour, un rapport d'Alexandre Zaporojets, chef de la direction générale de la propagande militaire, présentant un « Bilan de l'inspection concernant la question de l'instruction politique dans les unités de l'Armée rouge ». De quoi a-t-on parlé ? Très certainement du mémorandum que Zaporojets avait remis en janvier à Andreï Jdanov sur « L'état de la propagande de guerre dans la population ». Ce texte dénonçait les « progrès d'un état d'esprit pacifiste » et relevait que, pour la majorité, le devoir internationaliste de l'Armée rouge primait toujours sur la défense de la patrie socialiste. On peut d'autant mieux faire cette supposition qu'en acceptant la candidature de Zaporojets au Comité central au printemps 1941 Staline a semblé cautionner ces critiques et encourager à insuffler un peu d'élan guerrier aux Soviétiques.

Enfin, le 15 mai, Joukov et son ministre de tutelle, Timochenko, proposent à Staline de frapper de manière préemptive [17] l'armée allemande en cours de concentration sur les frontières occidentales de l'URSS. Il écrit « préemptive » et non « préventive ». Une frappe

préventive se déclenche dès lors que l'on juge inévitable une guerre ; ce peut être avant même que l'adversaire ait pris des mesures militaires. La frappe préemptive, en revanche, ne devance que de peu celle d'un adversaire sur le point de terminer ses préparatifs d'attaque. Ce plan, qui a fait couler des flots d'encre [18], se présente comme une note manuscrite du général Vassilievski d'une quinzaine de pages où l'on peut lire : « L'Allemagne et ses Alliés peuvent déployer en tout 240 divisions contre l'Armée rouge. En gardant à l'esprit qu'en ce moment précis l'Allemagne tient son armée dans un état de mobilisation complète, avec des services arrière entièrement déployés, elle dispose du potentiel d'anticiper notre propre déploiement et de nous asséner un coup par surprise. Afin d'empêcher cela, je considère nécessaire […] de ne pas permettre au haut commandement allemand de s'emparer de l'initiative, de préempter son déploiement et d'attaquer l'armée allemande au moment où elle se déploie et de la priver ainsi du temps nécessaire à l'organisation d'un front et à la coordination des différentes composantes de ses forces. » Le plan propose de monter la principale attaque soviétique à partir de Lvov, en direction de Cracovie et de l'Oder. Dans un second temps, cette force obliquerait vers le nord de façon à détruire les groupes d'armées Centre et Nord autour de Varsovie et en Prusse-Orientale.

Sur les trois points présentés, on peut exposer quelques remarques qui les éliminent, selon nous, du dossier « guerre préventive ».

Premièrement, les quatre armées ramenées de l'est et du sud se tiennent à 300 kilomètres de la frontière, étalées sur 500 kilomètres. Elles ne représentent qu'un cinquième des forces déjà concentrées, et pas les mieux équipées. Leur acheminement est si lent qu'il n'est pas achevé le 22 juin. Il est impossible de voir dans ce mouvement une volonté offensive. De la même façon, le déploiement des réservistes ne fait que répondre à l'accroissement alarmant des forces allemandes en Pologne, révélé le 5 mai à Staline par un rapport du renseignement militaire ; il ne fait que corriger en partie des effectifs divisionnaires très en dessous des dotations prévues en temps de guerre [19].

Ensuite, si le durcissement de la propagande est en effet à l'ordre du jour de multiples réunions (14 mai, 4 et 9 juin), rien de clair n'en sort avant le rapport de Chtcherbakov débattu le 20 juin – quarante-huit heures avant l'attaque allemande. « La confrontation est inévitable, écrit-il. […] La politique extérieure de l'URSS n'a rien à voir avec le pacifisme. […] Il faut

utiliser contre l’Allemagne une stratégie offensive. L’enseignement prodigué à tous les types de troupes de l’Armée rouge doit s’imbiber d’esprit offensif. […] L’armée allemande n’a pas encore trouvé un rival [à sa mesure]. Une collision avec elle n’est pas très éloignée [20]. » Mais le Haut Conseil militaire se sépare ce 20 juin… en demandant une nouvelle rédaction du texte [21] ! À cette indécision des propagandistes, il y a une raison simple : Staline ne permet aucune allusion publique à une belligérance avec le Reich. Comment préparer le peuple à une guerre contre un ennemi anonyme ?

Enfin, le plan de frappe préemptive Joukov-Timochenko est mal ficelé, vague, sans calendrier et irréaliste du point de vue de la logistique et de celui des effectifs. Sur ce dernier point, il contredit plusieurs déclarations de Timochenko posant comme un axiome – respecté durant toute la guerre – que, pour obtenir un succès offensif, il faut disposer, sur les « directions principales, de forces doubles ou triples de celles de l’adversaire ». Or, si, globalement, l’attaque du 22 juin 1941 voit 3,3 millions de soldats de l’Axe se jeter contre 2,9 millions de Soviétiques, ce sont les Allemands qui bénéficient d’une supériorité de 3 à 4 contre 1 dans les secteurs d’attaque. Par ailleurs, le plan du 15 mai n’a rien d’original dans ses propositions opérationnelles, reprenant les plans stratégiques définis depuis 1940. Staline l’a-t-il seulement lu ? Joukov l’affirmera au cours d’interviews donnés dans les années 1960. Il ajoute n’avoir eu d’autre accueil à sa proposition qu’un hurlement de Staline : « Êtes-vous devenus fous ? Voulez-vous provoquer les Allemands ? » Quoi qu’il en soit, le *Vojd* (le « guide ») n’a pas donné suite à ce qui apparaît plus comme un document de travail qu’un plan de guerre.

Les quatre piliers cognitifs de Staline

La journée du 5 mai 1941 nous semble en réalité moins importante du fait du toast de Staline que de la nouvelle catastrophique qu’il apprend le matin même. Le général Philippe Golikov, chef du renseignement militaire, a en effet envoyé ce jour-là à l’ensemble de la direction politique et militaire un rapport dévastateur sur les préparatifs allemands. « Dans les deux derniers mois, sur notre frontière, le nombre de divisions allemandes est passé de 70 à 137. Parmi elles, le nombre de divisions de panzers a doublé, passant de 6 à 12. Avec les divisions roumaines et hongroises, cela

fait environ 130 divisions [22]. » Au même moment, et indépendamment, Vsevolod Merkoulov, chef du NKGB [23], remet une note de synthèse où Staline lit : « Les préparatifs pour la guerre à Varsovie et sur l’ensemble du territoire du gouvernement général se déroulent de manière ouverte, les officiers et soldats allemands parlent publiquement de l’imminence du conflit entre l’Allemagne et l’URSS, comme d’une affaire faite. La guerre devrait commencer après les semailles de printemps. […] Les Allemands envisagent, par une frappe directe, de s’emparer d’abord de l’Ukraine puis, fin mai, de continuer leur offensive vers la Caucase. Les officiers allemands cantonnés dans le gouvernement général apprennent le russe de manière très accélérée et [ont reçu chacun] des cartes topographiques de la zone frontalière de l’URSS [24]. » Joukov, nous l’avons vu plus haut, se fait l’écho des conséquences de cette concentration massive dans sa proposition de frappe préemptive et en tire des conclusions : « En ce moment précis l’Allemagne tient son armée dans un état de mobilisation complète, […] elle dispose du potentiel d’anticiper notre propre déploiement et de nous asséner un coup par surprise. »

Si le rapport Golikov a alarmé au plus haut point Joukov et Timochenko, il n’a pu rester sans effet sur Staline. Il provoque un premier ébranlement des quatre « piliers cognitifs » de la politique stalinienne d’entente avec Hitler. Par cette expression, nous entendons la série de jugements, d’*a priori*, de projections qui sous-tendent, enferment et corsètent la perception qu’a Staline de la situation créée à sa frontière occidentale. Ces quatre piliers l’aveuglent littéralement, lui cachent le paysage politique et stratégique désastreux dans lequel l’a mené sa politique depuis août 1939. Examinons ces piliers cognitifs.

1. *Staline est convaincu qu’Hitler ne peut pas entreprendre une guerre sur deux fronts. Tant qu’il lutte contre la Grande-Bretagne, l’URSS est tranquille. Le seul danger véritable contre l’URSS est celui d’une coalition de toutes les forces impérialistes.* Ce point semble de bon sens : l’Allemagne n’a-t-elle pas perdu la Première Guerre mondiale pour avoir eu à combattre à l’est et à l’ouest ? Pour cette raison, Staline ne voit dans le plan *Barbarossa* – qu’il connaît depuis la fin décembre 1940, c’est-à-dire bien avant la plupart des généraux allemands – qu’un scénario possible *après* une capitulation britannique. Mais il néglige deux faits. D’abord, la lutte contre l’Empire britannique ne concerne que la Luftwaffe et la marine,

pas l'armée de terre, qui concentre le gros de l'effort militaire germanique ; celle-ci est disponible pour une campagne à l'est. Ensuite, Staline ne saisit pas le poids de l'idéologie dans les décisions d'Hitler ; il ne voit dans le dictateur allemand qu'une sorte de Bismarck petit-bourgeois. Il ne croit pas non plus à une différence de nature entre les démocraties et l'État national-socialiste. Il estime que leurs différences s'effaceront toujours, *in fine*, dans une commune hostilité à l'URSS. Vis-à-vis de la Grande-Bretagne, il reconduit le schéma mental des bolcheviks durant la guerre civile russe : elle est et demeure l'adversaire principal de l'URSS, le plus dangereux car le mieux à même, par tradition, de nouer une coalition contre elle. Aussi tous les avertissements prodigués par Churchill, dont celui du 19 avril 1941, ont-ils un effet exactement contraire dans l'esprit de Staline : Londres ment, intoxique, ne cherche qu'à le brouiller avec Berlin. Le 10 mai 1941, l'étrange expédition de Rudolf Hess – l'homme le plus proche d'Hitler – vers l'Angleterre met un comble à l'angoisse de Staline qui y voit le prodrome du « front impérialiste » qu'il redoute. Raison de plus, décide-t-il, pour redoubler de grâces en direction de Berlin.

2. *Pour Staline, il existe au sein du Reich des luttes de faction. Certaines sont favorables à une entente avec l'URSS, d'autres défavorables, notamment dans l'armée ; Hitler subit les influences croisées des unes et des autres. Il faut encourager la faction favorable à une entente durable en coopérant pleinement et éviter d'encourager la faction agressive par des gestes belliqueux.* C'est encore un travers stalinien hérité du léninisme. Tout pouvoir porte en lui-même sa propre contestation, tout bolchevik a son menchevik, tout Staline a son Trotski. En fait de faction, les milieux allemands hostiles à une attaque de l'Union soviétique sont marginaux : une partie de l'appareil diplomatique, une poignée de généraux en retraite. Il faut d'ailleurs noter que c'est aussi le 5 mai 1941 que l'ambassadeur Schulenburg, au cours d'un petit déjeuner, a prévenu son homologue Dekanozov des intentions agressives d'Hitler, geste peut-être unique dans les annales diplomatiques. Le Soviétique n'y a vu qu'une machination de plus de la faction hostile à la paix, un comble s'agissant de Schulenburg, détenteur de la tradition russophile du Reich bismarckien. Cette vision d'une politique allemande dépendant d'un rapport de forces entre factions internes du IIIe Reich va alimenter l'*appeasement* stalinien jusqu'à un point qui aurait fait rougir Neville Chamberlain lui-même. La liste des

concessions, cadeaux, signes de détente et de bonne volonté ne cesse de grossir à partir de janvier 1941. Elle va des livraisons massives de grain et de matériaux stratégiques à un quasi-alignement diplomatique sur les positions de Berlin, du refus de protester contre les survols de l'URSS par la Luftwaffe à la réduction des allocations de carburant à l'Armée rouge pour en fournir à la Wehrmacht [25].

3. *Le déploiement de la Wehrmacht ne signifie pas la guerre, répète Staline. Il peut n'être qu'un étalage de force préalable à une renégociation globale visant à soutirer de nouveaux avantages et concessions à l'URSS.* Depuis décembre 1940, Staline s'attend à une rencontre avec Hitler, redéfinissant les termes du pacte de non-agression de 1939. Il en guette avidement les signes. Il est en réalité le jouet d'une campagne d'intoxication allemande, reprise par les journaux anglo-saxons, selon laquelle Hitler voudrait obtenir un passage à travers l'URSS vers l'Irak pour ses troupes, ou un accroissement de l'aide économique soviétique, voire la cession des pays Baltes ou de l'Ukraine. Le 22 juin 1941, Staline attend quatre heures avant de donner l'ordre de riposter à l'attaque allemande [26]. Et encore la directive ne porte-t-elle pas sa signature. Il croit donc encore possible une offre de transaction d'Hitler.

4. *Même si la Wehrmacht se décidait à attaquer, il lui faudrait, selon les experts de l'Armée rouge, au moins quinze jours pour mobiliser et rassembler pleinement ses forces avant d'engager vraiment la bataille. L'Armée rouge aurait alors le temps d'appliquer son propre plan de guerre.* Le rapport de Golikov du 5 mai ruine cette certitude. Staline sait dorénavant qu'Hitler peut attaquer à tout moment. Néanmoins, il croit encore et toujours possible de l'apaiser, de l'amadouer, de l'acheter. D'où les démonstrations d'amitié de plus en plus voyantes, dont la plus spectaculaire est le communiqué de l'agence officielle Tass du 14 juin qui dément toutes les rumeurs de guerre et proteste, assez veulement, de l'amitié germano-soviétique.

Le faux mystère du déploiement de l'Armée rouge

Considérons maintenant le déploiement de l'Armée rouge sur sa frontière occidentale et la structure de ses forces, deux éléments dont

l’interprétation constitue le gros de l’ouvrage de Souvorov. Il y voit la preuve d’une volonté d’attaquer. Il relève à cet effet une multitude d’indices offensifs, presque tous réels : l’Armée rouge dispose de 5 corps parachutistes ; elle concentre environ 10 000 chars en 20 corps mécanisés à moins de trois cents kilomètres de la frontière ; une flottille fluviale se déploie sur le Dniepr et le canal reliant ce fleuve au Boug ; des unités de montagne sont présentes dans la partie sud du front, prêtes à avancer dans les Carpates ; la masse de l’aviation et des dépôts militaires est serrée contre la frontière ; d’énormes travaux améliorent la desserte routière et ferroviaire est-ouest dans les territoires annexés en 1939 et 1940. L’ensemble de ces faits, répète Souvorov, ne peut s’expliquer dans le cadre d’une stratégie défensive, *donc* la stratégie choisie est 100 % offensive, *donc* Staline s’apprête à attaquer Hitler.

C’est sur ce point que Souvorov est le plus aisément réfutable. Le déploiement et la nature des moyens militaires de l’Armée rouge sont de nature offensive, c’est indéniable. Mais ils ne contiennent en eux rien qui détermine une attaque préventive. Cette intention ne peut se lire sur le terrain : peu de choses différencient un déploiement contre-offensif d’un déploiement visant à une frappe préventive. En revanche, tous les scénarios de guerre prévus par l’Armée rouge depuis vingt ans sont tournés vers la contre-offensive immédiate, et c’est à ces scénarios qu’obéit la localisation des forces près de la frontière.

En janvier 1939, la revue *Znamia* publie un roman de Nikolai Chpanov intitulé *La Première Frappe*. En voici l’argument. Le 18 août d’une année non spécifiée, à 16 h 37, la DCA soviétique détecte l’approche d’avions allemands. À 17 h 01, la bataille aérienne s’engage. À 17 h 30, le dernier avion allemand s’enfuit. À 17 h 34, les avions soviétiques commencent à éliminer la DCA et les aérodromes ennemis, et l’Armée rouge franchit la frontière. Le point culminant de la contre-offensive se situe à l’aube du 19 août, alors que les bombardiers soviétiques attaquent les sites industriels de Nuremberg, Fürth et Bamberg : les ouvriers allemands des usines bombardées entonnent *L’Internationale* avant de se soulever pour venir en aide à l’Armée rouge. Parallèlement, les Tchèques s’insurgent et, en France, les communistes s’emparent du pouvoir. La guerre se termine le 19 août à 17 heures pile. Ce roman serait passé inaperçu si Staline ne l’avait lu, annoté et fait envoyer dans six maisons d’édition (y compris celle pour la

jeunesse). Le 22 mai, ce roman de science-fiction intègre le programme d'enseignement des écoles et académies militaires.

Au-delà de l'anecdote, le roman de Chpanov capture un certain nombre des présupposés sur lesquels sont bâtis les plans de guerre de l'Armée rouge. Tous les théoriciens et grands chefs soviétiques – à l'exception d'Alexandre Svetchine, d'Alexandre Verkhovsky et de Gueorgui Isserson – ont validé ces plans depuis la fin des années 1920. Le scénario envisagé est le suivant :

1. L'ennemi a besoin de quinze à vingt et un jours pour concentrer toutes ses forces et lancer son offensive. Durant cette « période initiale », il n'engagera que des opérations de moindre importance, sur terre et dans le ciel.

2. L'Armée rouge doit profiter de ce délai pour immédiatement imposer sa volonté et saisir l'initiative. À cet effet, elle aura, dès le temps de paix, positionné des armées de l'avant (*peredovaïa armia*) maintenues quasiment sur pied de guerre. Leur première tâche sera de bloquer les incursions ennemies pour protéger la mobilisation générale en URSS.

3. La deuxième tâche de ces armées sera de passer, dès J + 3 si possible, à la contre-offensive, de façon à porter la guerre sur le sol ennemi. Chaque armée sera flanquée d'un ou de plusieurs corps mécanisés qui pénétreront de deux cents kilomètres dans le dispositif adverse pour empêcher son déploiement et le placer dans un état de déséquilibre mortel. Cette offensive dans la profondeur sera précédée et protégée par un assaut aérien et aéroporté massif.

4. Une seconde vague d'armées, née de la mobilisation générale, prendra le relais des armées de l'avant pour s'enfoncer jusqu'au cœur de la puissance ennemie.

C'est l'obéissance à ce schéma dogmatique – incorporé dans les différents plans de mobilisation, dont le dernier date de mars 1941 – qui explique le déploiement et la structure de l'Armée rouge en 1941, et nullement une quelconque frappe préventive.

Nous voici au cœur du drame qui se jouera en juin et juillet 1941. La Wehrmacht frappera d'un seul coup, par surprise, avec *toutes* ses forces réunies. Il n'y aura pas de « période initiale ». Elle détruira en quelques jours les « armées de l'avant » avec leur énorme matériel, souvent plus moderne que le sien. Deux cents des trois cent quarante dépôts militaires seront saisis, plus de huit cents avions détruits au sol dans les premières

heures. Sa victoire initiale lui a été grandement facilitée par le refus de Staline de placer les unités sur pied de guerre, comme le lui demandaient Joukov et Timochenko. Résultat, le 22 juin 1941, les divisions rouges ne sont pas rassemblées, les munitions n'ont pas été distribuées, les avions n'ont pas été dissimulés sur leurs terrains, les procédures de transmission ne sont pas opérationnelles. Il est incontestable que cette impréparation s'explique par la crainte de Staline de « provoquer l'Allemagne ». Malgré cela, les dégâts n'auraient pas eu l'ampleur qu'ils ont eue si les chefs militaires soviétiques avaient changé leur scénario de guerre et donc adapté leur déploiement à la posture politique imposée par Staline. Ils partagent avec celui-ci la responsabilité du désastre.

En guise de conclusion, nous pouvons fermement rejeter l'idée qu'Hitler n'a fait que devancer de quelques jours une attaque de Staline. À l'été 1941, l'Armée rouge n'a aucune intention d'attaquer. L'opération *Barbarossa* est bien ce qu'a jugé le tribunal de Nuremberg, une agression longuement préméditée, qui s'est donnée le prétexte d'une menace rouge inexistante. Pour autant, peut-on écarter l'idée que Staline n'aurait *jamais* attaqué l'Allemagne ? Evidemment non. Toute sa stratégie, depuis la signature du pacte de non-intervention du 23 août 1939, consiste à recueillir le maximum de fruits (jolie récolte que la Biélorussie et l'Ukraine occidentales, la Carélie finlandaise, les pays Baltes, la Bessarabie et la Bucovine du Nord) du conflit sans y être directement mêlé. Il n'entrevoit d'y entrer, avec des forces modernisées, qu'après que les Alliés et le Reich se seront mutuellement épuisés. Attendre le moment propice pour partir en guerre, tout en utilisant le temps gagné pour renforcer l'appareil militaire, n'est-ce pas ce que font les États-Unis au même moment ? Selon plusieurs témoignages, Staline estime que l'Armée rouge ne sera pas prête avant 1942. Aucune attaque soviétique, donc, n'aurait pu être entreprise avant cette date. Il n'y a rien de scandaleux en soi à cet attentisme.

Sauf que Staline s'est placé dans une position extrêmement dangereuse car rien n'a marché comme il l'a prévu. La Wehrmacht est maîtresse du continent européen et sa conquête lui a coûté si peu qu'elle se trouve au plus haut de sa puissance militaire et politique en 1941. L'URSS n'a pas d'États amis dans le monde, et beaucoup de ceux qui croyaient en elle l'ont quittée, dégoûtés par le spectacle des effusions entre Ribbentrop et Staline. Pis encore, elle se trompe d'ennemi, jugeant Londres plus dangereuse que Berlin. Et elle s'attend toujours à voir le Japon attaquer à l'est, malgré le

pacte de neutralité signé le 13 avril 1941. Staline n'a pas su voir que les plans de l'Armée rouge étaient totalement inadaptés, qu'ils faisaient même le jeu de l'ennemi en concentrant toute l'armée d'active dans une zone frontalière politiquement hostile, invitant la Wehrmacht à un assaut surprise. Il a avalé ce que lui ont dit les militaires avec suffisance : la surprise obtenue contre la Pologne *ne peut pas* réussir face à l'Armée rouge. A-t-il vraiment conscience des carences de son outil militaire ? Ce n'est pas certain, habitué qu'il est à juger en termes quantitatifs – l'Armée rouge à trois à cinq fois plus de matériel que la Wehrmacht. Voit-il le niveau misérable de l'encadrement ? On peut en douter puisqu'il ne refuse jamais de gonfler les effectifs, sans se préoccuper pour autant de savoir si l'instruction suit. Il ne voit pas plus que ses généraux qu'une armée bâtie pour une contre-offensive massive et immédiate doit être puissante ET agile. Si l'Armée rouge est puissante, elle est en revanche rigide, désorganisée et sans professionnalisme aucun.

Le choix [27] de l'*appeasement* face à Hitler rend explosif l'ensemble de ces erreurs : l'Armée rouge n'est déployée ni pour l'offensive ni pour la défensive, elle n'est mobilisée qu'à moitié, sa ceinture fortifiée occidentale (la ligne Molotov) est loin d'être achevée, l'esprit public est endormi. Pourtant, à l'instar de Timochenko et de Joukov, Staline perçoit bien que l'été 1941 est celui de tous les dangers. Mais il maintient son pari : en gavant l'oie germanique, en cédant tout ce qui peut l'être, en se bouchant les oreilles devant les sirènes churchilliennes, la période dangereuse peut être franchie. Tel est son credo. Et si l'Allemand n'a pas attaqué avant juillet, alors il ne le fera plus avant l'été 1942, pour des raisons climatiques. Ce jeu au bord du gouffre, au jour le jour, est irresponsable, comme l'est celui d'Hitler, pour d'autres raisons. L'addition globale de ce double jeu suicidaire est celle du conflit entre l'Axe et l'URSS : 30 à 35 millions de morts.

5

Pearl Harbor, une victoire japonaise

par Pierre GRUMBERG

Le 7 décembre 1941, à 7 h 51 locales, 183 avions japonais débouchent au-dessus de Pearl Harbor, la grande base américaine d'Hawaï où l'on achève un paisible *breakfast* dominical. Pendant que 89 bombardiers et avions torpilleurs s'en prennent aux cuirassés, 94 bombardiers et chasseurs ravagent les terrains d'aviation. Onze minutes plus tard, la rade est ensevelie dans un nuage noir. Et le calvaire n'est pas fini : à 8 h 54, une vague de 163 avions passe la seconde couche : 75 bombardiers en piqué contre les navires, 88 chasseurs et bombardiers en palier contre les aérodromes.

Quand à 10 heures s'estompe le fracas des moteurs japonais, la *Pacific Fleet* est encore noyée sous la fumée. Mais le spectacle que devine son commandant, l'amiral Husband Kimmel, est effrayant. Sur les 8 cuirassés dont il disposait avant l'attaque, l'*Arizona* a explosé, l'*Oklahoma* a chaviré. Le *West Virginia* et le *California,* coques crevées, reposent sur la vase. Le *Nevada* s'est échoué en tentant de sortir du port. Le *Pennsylvania,* le *Tennessee* et le *Maryland* sont endommagés, ainsi que onze autres grosses unités. Sur 390 avions, 198 sont détruits. Quant au bilan humain, il est aussi très lourd : 2 403 tués (dont 1 177 sur l'*Arizona,* et 68 civils), 1 178 blessés. En face, comparativement, les pertes subies par l'escadre commandée par Nagumo Chüichi sont négligeables : 29 avions et 5 submersibles de poche, emportant avec eux 55 aviateurs et 9 sous-mariniers.

Désastre : c'est l'impression évidente qui se dégage de tous ces chiffres. Le nombre et la qualité des bâtiments hors de combat, la disproportion des pertes, la panique et l'humiliation de la surprise contrastent avec l'audace des Japonais, leur détermination, leur efficacité… Désastre : c'est logiquement le mot choisi par les historiens pour qualifier l'attaque. Des Américains, bien sûr, mais aussi des Français : *Le Désastre de Pearl Harbor,* c'est ainsi que Raymond de Belot, un des premiers à consacrer un

livre à l’épisode, titre son livre en 1946. La tradition continue : « La marine [américaine] vit un des pires désastres de son histoire [1] », écrit en 2011 Hélène Harter. « Seule l’absence providentielle des porte-avions a évité un désastre total [2] », note pour sa part Jean Quellien en 2015.

Cette perception généralisée d’une écrasante défaite américaine est en outre accentuée par une amplification fréquente du bilan. En plus des cuirassés coulés et endommagés, Henri Michel note ainsi dans *La Seconde Guerre mondiale* (2004) que « la plupart des quatre-vingt-six autres navires étaient perdus ». Laurent Joffrin indique lui en 2005 dans *Les Grandes Batailles navales* que les Japonais détruisent « les trois quarts de la flotte américaine ». Les Français, bien entendu, n’ont pas l’exclusivité de ces imprécisions : la page du site Web « *On this Day* » de la BBC explique que cent dix-huit navires ont été coulés ou endommagés, énormité que personne n’a corrigé. Ce qui montre à quel point l’idée du désastre – et par contraste celle du triomphe nippon – est bien ancrée.

Des dégâts plus apparents que réels

Et pourtant… Si Kimmel le vaincu pouvait s’élever en cette matinée du 7 décembre 1941 au-dessus des incendies, il constaterait que les dégâts infligés à sa flotte sont loin d’être aussi graves qu’il le croit. En revanche, cela n’échappe pas à son très compétent remplaçant, Chester Nimitz, dès son arrivée sur place le 24 décembre. De fait, sur les quatre-vingt-deux navires de guerre présents le 7 décembre au matin, seuls trois d’entre eux – l’*Arizona*, l’*Oklahoma* et l’*Utah* – sont irrémédiablement perdus. Les deux premiers ont été lancés respectivement en 1915 et 1916. Lents (21 nœuds), ils ont déjà atteint leur date de péremption et sont incapables d’affronter leurs puissants rivaux japonais. L’ex-cuirassé *Utah* est encore plus ancien : lancé en 1909, il a été converti en navire-cible. La rade étant peu profonde (douze à quatorze mètres), l’*Oklahoma* aurait pu être récupéré si la Navy l’avait estimé nécessaire. Elle ne s’en prive pas pour les seize autres navires touchés, vite renfloués – pour ceux qui ont coulé –, puis réparés et réexpédiés au combat. Neuf des victimes naviguent ainsi en juin 1942, dont trois cuirassés – ils sont expédiés dès la fin décembre en Californie pour modernisation ; trop lents pour accompagner les porte-avions, ils serviront essentiellement d’artillerie super-lourde dans les opérations amphibies. Quant aux avions, trois convois de cargos et un mois réparent les dégâts.

Les pertes humaines sont il est vrai importantes. Mais là encore, la proximité des installations et des hôpitaux limite les dégâts. La surprise au port, en fait, est une chance : si la *Pacific Fleet* était sortie en mer à la rencontre de l'ennemi, écrira Nimitz plus tard, « nous n'aurions pas perdu 3 800 hommes mais 38 000 ». Le coup est rude pour une Navy à court d'effectifs entraînés, mais pas irréparable, d'autant que les marins rescapés des unités immobilisées, notamment les cuirassés, sont reversés temporairement sur des unités légères plus utiles.

Ainsi donc, l'un des raids les plus audacieux de tous les temps (Tokyo se trouve à 6 200 kilomètres d'Honolulu), mené par vingt-huit navires de surface (dont six porte-avions portant 414 avions) et vingt-trois sous-marins, a abouti à la mise hors de combat définitive de deux cuirassés en préretraite et d'un navire-cible et, temporaire, de trois autres cuirassés (également obsolètes), plus quelques dégâts au menu fretin. Sur quatre-vingt-deux unités de combat immobilisées au mouillage et totalement surprises, ce score modeste, pourtant accessible à tous, justifie-t-il la réputation de triomphe qui fait toujours référence ?

Pour Yamamoto, la mission n'est pas accomplie

Les Japonais sont-ils au moins satisfaits ? L'archipel célèbre le raid comme une victoire décisive, équivalente à la destruction de la flotte russe à Tsushima, en 1905. En réalité, l'amiral Yamamoto Isoroku, qui a défendu l'attaque en posant sa démission sur la table, est déçu. L'opération devait mettre hors jeu la *Pacific Fleet* pour six mois, soit assez de temps pour que la marine impériale puisse mener à bien l'ambitieux programme stratégique fixé à Tokyo en 1941 par le gouvernement de Tojo Hideki : s'emparer de la Malaisie britannique, des Philippines américaines, des Indes néerlandaises (et de leur précieux pétrole), de la Birmanie (clé de l'approvisionnement de la Chine nationaliste que le Japon n'arrive pas à vaincre), avant de conquérir la Nouvelle-Guinée, tremplin vers l'Australie… Or, les trois porte-avions basés à Pearl Harbor, et qui sont les objectifs prioritaires de Genda Minoru, le concepteur du plan, sont absents le 7 décembre. Pas par chance, comme on le lit souvent : deux sont partis livrer des avions aux bases avancées que Washington – qui a prévu la guerre mais sans prévoir où et quand elle éclatera – s'attend à voir assaillies. Le troisième est à l'entretien sur la côte ouest. Leur escorte de six croiseurs lourds et quatorze

destroyers est également indemne. Sur le reste des autres cibles de choix, le contrat d’immobilisation pour six mois n’est rempli que pour cinq des huit cuirassés présents dans la rade et aucun des deux croiseurs lourds. Le compte n’est pas bon.

Bien loin de signaler une grande victoire, la fumée de l’*Arizona* masque en fait un succès tactique sans conséquence, dont le chercheur américain Alan Zimm (voir bibliographie) a recensé les causes. À commencer par le chaos qui préside à la conception du plan. Yamamoto et Genda s’opposent sur la priorité des cibles. Le premier met en tête les cuirassés, symbole de puissance étatique, tandis que le second, plus affûté, a compris l’importance capitale des porte-avions. Aggravée par la mésentente d’officiers rivaux qui se détestent au point d’en venir aux mains, l’improvisation règne. On s’aperçoit juste avant le raid qu’un des porte-avions n’a pas l’autonomie nécessaire pour la mission : après avoir pensé à l’abandonner en mer (!), on se résout à y entasser des bidons supplémentaires…

À la mauvaise conception opérationnelle s’ajoutent des choix tactiques hasardeux. Alors que Genda est informé que les porte-avions américains sont absents de la rade, il mise sur leur hypothétique retour et gaspille une formation entière de précieux avions torpilleurs contre un mouillage où la grande silhouette de l’*Utah* joue efficacement le rôle de leurre. Juste avant l’attaque, on réalise que rien n’est prévu si l’effet de surprise est perdu : on bricole alors un signal visuel (une unique fusée pour cent quatre-vingt-trois avions…) qui, mal compris, jette le désordre dans les formations et porte la durée de l’assaut à onze minutes, contre une minute trente prévue. Enfin, la deuxième vague, équipée de bombes de 250 kilos que l’on sait trop légères pour infliger de gros dommages aux cuirassés, est tout de même dirigée contre eux. Sans résultat, évidemment.

Aux erreurs de conception et d’exécution s’ajoutent les déficiences de l’armement. Si les torpilles ont été astucieusement modifiées pour tenir compte de la faible profondeur, les bombes de 800 kilos qui doivent percer l’épais blindage des cuirassés sont bricolées à partir de vieux obus de marine. Trop lourdes pour être portées par les bombardiers en piqué, elles sont embarquées sur des avions torpilleurs qui les larguent de 3 000 mètres pour maximiser l’énergie cinétique au détriment de la précision. Et leur fiabilité est lamentable : sur quarante-neuf bombes larguées (il n’y en a pas plus…), dix font mouche, mais seulement quatre fonctionnent (dont celle qui détruit l’*Arizona*). Les bombes de 250 kilos, trop légères contre les

cuirassés, on l’a vu, ne sont guère plus efficaces contre les objectifs au sol. Conçues pour pénétrer au cœur des navires, elles creusent des trous profonds avant d’exploser : l’énergie destructrice dirigée ainsi vers le haut ne cause que des dégâts limités.

Enfin, le manque de protection chronique des avions japonais combiné à la densité croissante de la DCA américaine entraîne des pertes plus importantes que le bilan ne le laisse supposer. Si l’on ajoute en effet aux avions détruits ceux qui sont endommagés, cinquante-cinq des cent quatre-vingt-trois appareils de la première vague (30 %) puis quatre-vingt-cinq des cent soixante-sept de la seconde (50 %) sont hors de combat, définitivement ou temporairement. La perte de cinquante-cinq aviateurs, élite d’une élite sévèrement sélectionnée, a également un impact bien plus important que les chiffres bruts ne le suggèrent. Tout cela tend à relativiser l’impact d’une « troisième vague », prétendument refusée par Nagumo au commandant de l’aviation du raid, Fuchida Mitsuo, qui aurait souhaité attaquer les installations du port restées intactes. En fait, Fuchida a très certainement menti pour embellir son rôle après guerre. Mais Nagumo n’avait de toute façon ni le temps, ni les forces, ni l’audace (car les porte-avions américains n’ont pas été localisés) pour monter une telle attaque. Elle n’aurait de toute façon rien donné : les avions n’étaient pas équipés pour attaquer les réserves de pétrole (bien plus difficile à incendier qu’on ne le croit) et trop peu nombreux pour causer des dommages significatifs au port. La seule option crédible pour valoriser le raid aurait été un débarquement dans la foulée. Opération que les ambitions logistiques démesurées de la marine impériale (elle se prépare on l’a vu à attaquer en Malaisie, aux Philippines…) rendaient impossible.

Pour le Japon, une seule issue : la capitulation sans conditions

Non seulement la mission n’est pas accomplie, non seulement les Américains n’ont pas subi le désastre espéré, mais le prix que vont payer les Japonais pour leur maigre succès est exorbitant. Désormais fer de lance de la Navy, les porte-avions américains prouvent leur valeur aux yeux des partisans des cuirassés en multipliant les coups de lance dans le flanc nippon. Après des raids lancés dès le 1er février 1942, ils humilient l’orgueil de la marine impériale en bombardant Tokyo (18 avril), puis bloquent en mer de Corail (4-8 mai) l’offensive visant l’Australie. Yamamoto, forcé

alors à réussir ce qu’il a manqué à Pearl Harbor, met en œuvre le plan lamentable qui mène à Midway du 4 au 7 juin et à la perte (irrémédiable vu les faibles capacités industrielles nippones) de quatre de ses porte-avions.

Yamamoto avait promis six mois de succès en cas de réussite de Pearl Harbor… Son pari est manqué. L’aurait-il remporté que l’issue du conflit n’aurait pas changé pour autant. Dès que la première bombe explose à Hawaï, le Japon est voué à la destruction. En attaquant sans déclaration de guerre, acte impardonnable par une opinion américaine dont le sentiment d’humiliation est amplifié par le racisme, Tokyo se condamne à une lutte sans merci. « Quel que soit le délai nécessaire pour surmonter cette invasion préméditée, le peuple américain dans sa juste puissance combattra jusqu’à la victoire absolue », jure ainsi Roosevelt le lendemain de l’agression (le serment sera formalisé en exigence de reddition inconditionnelle lors de la conférence de Casablanca, le 24 janvier 1943). Ainsi, par le mode d’action choisi, le régime militaro-fasciste dirigé par le général Tojo ferme l’unique porte diplomatico-militaire qui restait entrouverte : forcer une Maison-Blanche démoralisée à négocier.

Pas question en effet pour le Japon de se battre dans la durée avec une Amérique déjà en plein réarmement. Le 19 juillet 1940, le Congrès a commandé dix-huit grands porte-avions, sept cuirassés, six super-croiseurs, vingt-sept croiseurs… Sans compter 15 000 avions (cet arsenal ne sera pas nécessaire pour renverser la tendance : la marine impériale est battue dès la fin 1942 par la Navy d’avant guerre). L’archipel, s’il parvient à équiper une puissante flotte au prix du sacrifice de son économie, produit en 1940 onze fois moins d’acier, quatre fois moins d’aluminium et 518 fois (!) moins de pétrole que les États-Unis. La pénurie d’or noir est d’ailleurs une des raisons qui justifie aux yeux de Tokyo l’entrée en guerre : il s’agit de s’emparer des gisements des Indes néerlandaises. Mais ce mazout est à 5 000 kilomètres des bases les plus méridionales de la marine impériale, qui n’a pas assez de pétroliers pour l’acheminer et n’a rien prévu pour les protéger.

Si encore les Japonais pouvaient concentrer toutes leurs forces contre les États-Unis… Impossible : depuis 1937, l’armée impériale est embourbée dans l’invasion de la Chine. Incapable de trouver une issue, elle a dû laisser à la marine, son archirivale, le soin d’une nouvelle option stratégique : s’emparer du pétrole néerlandais, puis couper les Chinois de leurs soutiens occidentaux en saisissant la Malaisie, la Birmanie et (pourquoi pas ?)

l’Inde. En somme, résume l’historien britannique H.P. Willmott (voir bibliographie sélective), il s’agit donc pour vaincre la Chine, première puissance démographique mondiale, de neutraliser les États-Unis, première puissance économique et industrielle, puis d’attaquer l’Empire britannique, première puissance coloniale. Le tout en laissant une armée énorme en Mandchourie face à la menace soviétique, première puissance militaire. C’est vrai, cette dernière est en difficulté face à la Wehrmacht. Elle n’a pas pour autant perdu, comme Tokyo le constate rapidement.

Ainsi donc l’aventure de Pearl Harbor consiste-t-elle à se lancer dans le vide du haut d’une falaise, en priant sur une grève des lois de Newton. Au début, certes, on vole… Pourtant, à la différence du coyote de *cartoon* qui poursuit sa course dans le vide avant de réaliser l’absence du sol, les Japonais savent à quoi s’en tenir. En octobre 1940, ils ont fondé un Institut d’étude de la guerre totale, où trente-six des plus brillants esprits sont chargés d’étudier les chances du pays en cas d’affrontement avec les États-Unis. Leur rapport, rendu en août 1941, est sans équivoque : fin 1944, l’Empire sera écrasé, et l’URSS se retournera contre ses restes. Personne à Tokyo n’en tient compte. Foin des Cassandres, l’antique force morale du samouraï l’emportera sur la gravitation universelle ! Pour le coyote, tout finit au fond du ravin par un champignon de poussière. Pour Tojo, et malheureusement pour le peuple japonais qui l’a suivi, ce ravin porte le nom d’Hiroshima.

6

Rommel était un bon chef de guerre

par Vincent ARBARÉTIER

La question de savoir si Rommel est un bon chef de guerre pourrait, à première vue, paraître saugrenue. S'il est un nom de général allemand dont le public se souvient, c'est bien celui de Rommel, appelé communément, par ses ennemis comme par ses alliés, le « Renard du désert ». Les films portant sur la Seconde Guerre mondiale, en Afrique du Nord comme sur le débarquement en Normandie de juin 1944, en témoignent par le rôle central qu'occupe ce personnage devenu légendaire, mort en héros martyr de l'antinazisme, lavant par son sacrifice l'honneur de la Wehrmacht. Sa veuve, ses anciens subordonnés allemands ou italiens, dont le général Speidel devenu l'un des premiers chefs de la nouvelle Bundeswehr de la deuxième moitié des années 1950, ainsi que ses anciens ennemis, à l'instar du général britannique Desmond Young, prisonnier ayant succombé à la notoriété de son geôlier chevaleresque, ne ménagèrent pas leurs éloges à l'égard de ce général prestigieux et apparemment exemplaire.

À partir des années 1980, le mythe se fissura. On attribua à Rommel des crimes de guerre en France et en Italie ; d'anciens subordonnés révélèrent certains défauts gênants de ce chef pourtant apparu à d'autres comme exemplaire : il ne faisait pas l'économie du sang de ses hommes, comme à Tobrouk de mai à juin 1941, s'entêtant à vouloir conquérir de vive force une place alors inexpugnable ; il devenait facilement incontrôlable, s'en référant directement à Hitler dont il semblait finalement très proche, et ne tenait aucun compte des conseils de modération de ses supérieurs hiérarchiques ou de ses subordonnés immédiats.

Ce chef était charismatique. En témoignent les correspondances de ses aides de camp, Heinz Werner Schmidt et Hans-Albrecht Schraepler. Par sa présence, systématiquement là où l'action semblait plus délicate qu'ailleurs, il prenait la bonne décision au niveau tactique et illustrait par son attitude ce que l'on pouvait attendre du « chef de l'avant », proche de l'action et de ses

hommes, capable de les motiver et de retourner en sa faveur le cours des événements. Toutefois, si cette attitude convenait parfaitement à un officier de troupes, aux petits échelons tactiques, elle semblait en revanche ne pas être tout à fait adaptée au commandement d'une grande unité, où la présence au sein du poste de commandement constituait la règle générale.

Son parcours initial

De milieu purement civil, le jeune Erwin Rommel se destina à l'origine aux armes techniques, sans succès, malgré un esprit plutôt scientifique hérité de son père et de son grand-père paternel, tous deux professeurs de mathématiques ; il échoua ainsi dans ses tentatives d'intégrer l'artillerie ou le génie du Wurtemberg. Il fut toutefois retenu dans l'infanterie et y montra d'emblée d'indéniables qualités d'endurance physique malgré une faible constitution. Révélant une forte volonté, le jeune Erwin sut très vite montrer à ses camarades et à ses chefs ses qualités de meneur d'hommes. À ce titre, après son service militaire, il fut sélectionné pour fréquenter une école d'officiers à Dantzig, où il obtint d'excellents résultats. Au cours de son baptême du feu, en 1914, il montra qu'il était audacieux, et ce malgré les pertes subies par ses hommes ; il ne songeait qu'à aller de l'avant. Il intégra un peu plus tard une unité d'infanterie de montagne, au sein de laquelle il s'illustra tant en Roumanie qu'en Italie, notamment au cours de la bataille de Caporetto. Voulant absolument acquérir la croix « Pour le Mérite », il n'hésita pas à risquer sa vie – et celle de ses hommes – pour remporter des victoires tactiques sur l'ennemi en lui imposant son rythme et en apparaissant là où il était le moins attendu. Ayant capturé plus de 6 000 prisonniers à la tête de quelques centaines de combattants d'élite de *Stosstruppen* engagés en novembre 1917 à Longarone, il finit par obtenir la médaille tant convoitée.

À la fin de la Première Guerre mondiale, toujours dans la Reichswehr, Rommel se singularisa par son sens du *leadership* et effectua un temps de commandement dans une compagnie du 13e régiment d'infanterie, avant de devenir instructeur à l'École d'infanterie de Dresde. De 1933 à 1935, il commanda le 3e bataillon de chasseurs du 17e régiment d'infanterie de Gotzlar. Il fut ensuite instructeur à l'école des officiers d'infanterie de Potsdam, puis détaché du ministère de la Défense auprès des Jeunesses hitlériennes. Remarqué par Adolf Hitler, après la publication de ses

souvenirs de guerre [1], il fut affecté au commandement de sa garde personnelle en 1938. De 1935 à 1939, Rommel passa du grade de lieutenant-colonel à celui de général de brigade (*Generalmajor*), et ce bien que non breveté d'état-major. Cela lui valut d'ailleurs de nombreuses inimitiés parmi les autres généraux de la Wehrmacht, qui le surnommèrent le « clown du Führer », eu égard à son rôle de commandant de sa garde rapprochée.

Les principes que Rommel appliqua lors de son expérience d'officier subalterne de la Première Guerre mondiale et enseigna par la suite aux officiers élèves qu'il allait former furent les suivants :

— le chef d'une troupe doit toujours être à l'avant, à la fois pour être vu de ses hommes, et donc pour influer sur leur moral, mais aussi pour gérer en temps et en lieu les problèmes tactiques rencontrés ;

— la transmission des ordres et des comptes rendus est primordiale, et le chef doit toujours disposer à proximité de moyens de communication ;

— la surprise tactique doit être appliquée chaque fois que cela se présente, et ce en entretenant chez l'ennemi une confusion aussi grande que possible sur le nombre et la nature de notre troupe, permise souvent par un stratagème ou une manœuvre de déception ;

— l'attaque tactique est toujours préférable à la défensive, surtout si celle-ci est statique, car elle confisque tout sens de l'initiative à l'ennemi.

Ce furent ces principes, commentés par Rommel dans ses Mémoires, que l'instructeur inculqua à ses élèves, à Dresde, à Potsdam ou à Wiener Neustadt.

Choisi par Hitler pour commander en 1940 l'une des dix *Panzerdivisionen* du début de la guerre, la 7e, Rommel devait bientôt mettre en pratique et développer ces principes tactiques, acquis au niveau d'une unité élémentaire d'infanterie de montagne, dans le cadre du commandement d'une grande unité de blindés. Audace et surprise restèrent ses maîtres mots.

Le chef tactique en France : vitesse et commandement à la voix

Lorsque les Allemands franchirent la Meuse le 13 mai 1940, après avoir attaqué la Hollande et la Belgique, la surprise fut totale dans le camp allié. La division de Rommel, alors à l'entraînement, fit partie de la série de *Panzerdivisionen* qui débouchèrent des Ardennes. Après avoir franchi, non

sans quelques difficultés initiales, la Meuse à Dinant, le général Rommel prit la décision de poursuivre plus avant, dans une chevauchée mémorable qui devait le mener en à peine plus d'un mois à Cherbourg.

Durant ce mois de campagne intense où Rommel, comme ses soldats, compensait son manque de sommeil par des amphétamines, le rythme de la progression de la division « fantôme » fut tellement rapide que Rommel fut rappelé à l'ordre par son commandant de corps d'armée, le général Hoth, qui avait lui aussi parfaitement compris les attendus du plan Manstein, mais veillait à ce que le soutien logistique et les appuis ne manquent pas à ses subordonnés.

La propagande allemande fit de Rommel un chef de guerre nazi « modèle », mais ce dernier, durant la campagne de France, montra aussi qu'il était souvent négligent de la vie de ses subordonnés et qu'il ne supportait pas que ces derniers le contredisent. Il sut toutefois parfaitement s'adapter au changement de tactique des Français, notamment lors de la deuxième partie de la campagne, lorsque Weygand fit mettre en place ses unités en « hérissons » sur les axes principaux, afin de stopper la progression des blindés allemands. Rommel adopta alors la *Flächenmarsch* [2], ses blindés évoluant comme une flotte de haute mer progressant « à la boussole » dans un dispositif élargi ne tenant compte ni des axes ni des localités, appuyés seulement et localement par les stukas devenus une véritable artillerie volante d'accompagnement.

Le chef opératif

En Afrique du Nord, où il devait mener initialement une manœuvre défensive en vue d'aider les Italiens, dont les forces avaient été mises en déroute durant le mois de décembre 1940, Rommel, indiscipliné intellectuellement, n'attendit même pas que ses forces fussent complètes pour reconquérir la Cyrénaïque. Les compétences tactiques qu'il démontra de nouveau au début de l'année 1941 ne font aujourd'hui aucun doute, mais sa valeur comme responsable d'une armée sur un théâtre – ce qu'il devint en 1942 – semble toutefois souvent remise en question. En effet, ses relations difficiles avec ses chefs italiens, que ce soient Gariboldi ou Bastico – en février 1941 il avait peu d'estime pour eux –, font qu'il était devenu un officier incontrôlable. Il apprit cependant à mieux connaître ses alliés et récompensa de nombreuses fois les soldats de Mussolini [3]. On

reproche aussi à Rommel, notamment certains historiens américains, d'avoir été un « fonceur », tacticien hors pair, mais complètement inconscient du « poids logistique » des opérations qu'il engageait. S'il est vrai que Rommel transmettait son énergie personnelle à ses subordonnés, en les poussant sans cesse à agir plus vite et plus loin, il n'a également cessé, comme en témoignent ses carnets et sa correspondance, de demander à ses supérieurs à Rome et à Berlin davantage de moyens matériels et de ravitaillements.

Reste son bilan : durant le premier semestre 1941, Rommel avait reconquis tout le territoire libyen perdu, à l'exception de Tobrouk, dont il ne s'empara qu'en juin 1942, avant sa folle poursuite des Britanniques en Égypte jusqu'à El-Alamein. À Tobrouk, il fut fait, à cinquante ans, maréchal. Ce fut l'apogée de sa carrière.

Après l'échec d'El-Alamein, dû entre autres au rapport de forces très défavorable à l'Axe, mais aussi à la ténacité de Montgomery, sinon à son « génie » stratégique, Rommel réussit en deux mois une retraite remarquable vers la Tunisie, où il parvint encore à vaincre localement les forces américaines qui avaient débarqué en Afrique du Nord début novembre. En Tunisie, jusqu'en février, Rommel eut beaucoup de mal à s'entendre ensuite avec les généraux von Arnim [4] et Messe [5], ce dernier étant pourtant le meilleur des généraux italiens de la Seconde Guerre mondiale.

Par la suite, en Normandie, l'incroyable énergie déployée en quelques mois par ce soldat hors pair ne put, là aussi, enrayer la défaite devenue inéluctable des armées allemandes. Son concept de défense « de l'avant [6] » sur les plages aurait pu payer, comme cela avait été le cas en Italie, à Anzio, si le déséquilibre des forces n'avait été, notamment dans les airs, aussi défavorable à la Wehrmacht.

Rommel fut-il un chef exemplaire ?

Dans de nombreux témoignages, de ses subordonnés et de certains de ses ennemis, Rommel apparaît comme un chef exemplaire qui fit preuve, notamment en Afrique, d'un comportement éthique peu commun chez les généraux allemands de l'époque. Il fut le chef allemand de la Seconde Guerre mondiale le plus populaire, notamment chez ses anciens ennemis, et ses relations assez étroites avec certains dignitaires du régime nazi, que

beaucoup d’historiens soulignent aujourd’hui, ne l’empêchèrent toutefois nullement de désobéir à des ordres déshonorants concernant le traitement de certaines catégories de prisonniers. Le Français libre Pierre Messmer [7], capitaine de Légion étrangère à Bir Hakeim, l’atteste. Dès l’hiver 1941, avec l’échec de la prise de Moscou, le front africain était condamné dans l’esprit d’Hitler et du haut commandement, pour qui seul comptait le front soviétique.

Rommel fut sans doute un général doué tactiquement, très semblable à d’autres de ses camarades allemands, fervent patriote certes, mais indifférent à la politique, même si son carriérisme l’a poussé à fréquenter certains dignitaires nazis, comme Goebbels. À partir de l’été 1942 [8], il connaissait l’existence de la Shoah mais refusait d’en parler publiquement et demanda plusieurs fois à ses subordonnés immédiats de ne jamais aborder ce sujet en sa présence. Vis-à-vis d’Hitler, qu’il fréquenta en tant que chef de sa garde personnelle avant la campagne de France, notamment pendant la campagne de Pologne, il avait ressenti et exprimé de l’admiration pour celui qui avait su redonner à l’Allemagne le goût de la victoire. Le stratège Hitler de 1940 avait ainsi suscité l’adhésion inconditionnelle du jeune tacticien Rommel. Ils s’étaient dédicacés mutuellement leurs livres respectifs : *Mein Kampf* et *L’infanterie attaque.* Ce n’est qu’après El-Alamein, alors que Rommel avait désobéi aux ordres du Führer, qui consistaient à combattre sans « esprit de recul », et ce jusqu’au sacrifice suprême de l’*Afrika Korps*, qu’il perdit sans doute ses illusions à l’égard d’Hitler.

Le souvenir de Rommel

Rommel fut-il un général ordinaire de la Wehrmacht ou bien l’« Hannibal des temps modernes », comme le laissent à penser ses thuriféraires britanniques ? Sans doute ne fut-il ni l’un ni l’autre. Très ambitieux, il acquiert dès la Première Guerre mondiale des qualités de « meneur d’hommes » et de tacticien qui le placent au-dessus du général « moyen » breveté de la Wehrmacht. Comme Dietl – l’autre général d’armée de la Wehrmacht non breveté – dans le Grand Nord, il a le sens du terrain et démontre une juste intuition face à l’ennemi dans l’instant donné. Toutefois, au contraire de Manstein ou de Guderian, il n’a pas le goût des grandes manœuvres sur de larges espaces. Il n’aime pas les travaux d’état-

major et n’a pas de culture historique bien établie. Nazi, opportuniste à l’occasion, il se démarque néanmoins de la politique raciste du IIIe Reich et montre du respect pour son adversaire. Il n’est pas aimé par ses officiers mais est adoré par la troupe, qui apprécie de l’avoir parmi elle, sur le terrain. Très médiatisé par les services de propagande de Goebbels, Rommel profite de sa renommée pour attirer l’attention des Allemands sur le théâtre secondaire que représente l’Afrique du Nord par rapport à la Russie, après juin 1941. Instrumentalisé par Hitler, il ne comprend pas que ce dernier ne l’utilise que pour pallier les déficiences italiennes et fixer un peu plus longtemps les Alliés sur le théâtre méditerranéen. Une fois en Normandie, Rommel a une vision tactique juste mais stratégiquement erronée. Il cherche à convaincre, sans succès, le Führer qui ne croit plus qu’en lui-même. Rommel fut sans doute le général idéal sur le front méditerranéen, mais n’aurait certainement guère fait mieux que son ancien camarade Paulus en Russie, comme l’ont montré, à la fin de sa carrière, ses limites dans le commandement des très grandes unités. Parfait divisionnaire, il devient un chef d’armée médiocre qui sous-estime l’environnement dans lequel il opère, ainsi que des fonctions aussi importantes que la logistique ou le renseignement. Habitué à une certaine autonomie au plan tactique, il ne supporte pas les oukases du niveau politique et entretient également des rapports difficiles avec l’ensemble de ses alliés et de ses collaborateurs immédiats. Indubitablement, la légende qui l’entoure encore est davantage le produit de la propagande nazie, voire alliée, que celui du jugement des historiens militaires actuels.

7

Les cheminots, fers de lance de la Résistance française et acteurs majeurs de la Libération

par Sébastien ALBERTELLI

La Résistance occupe une place de choix dans la mémoire des Français, mais le combat clandestin n'a pas laissé – et pour cause – beaucoup d'images. Parmi elles figurent en bonne place les photos de locomotives couchées sur le flanc et de wagons enchevêtrés au milieu de voies arrachées. Les images animées qui ont marqué les esprits viennent, quant à elles, pour l'essentiel des films de fiction réalisés après la guerre. Ainsi *La Bataille du rail*, prix spécial du jury au « Tournoi international du cinéma » de Cannes en 1946, a-t-il grandement contribué à enraciner dans les esprits le lien étroit qui unit la Résistance et le monde ferroviaire. Ce film soutenu par la SNCF bénéficia d'une intense campagne publicitaire et connut un succès considérable. Une scène particulièrement spectaculaire, filmée dans les conditions du réel sous quatre angles différents, montre un train transportant des blindés allemands basculer dans le vide à la suite du sabotage d'une voie ferrée. Pour le réalisateur, René Clément, ce film n'était pas vraiment une fiction, mais plutôt un documentaire. Un documentaire qui ne mettait en avant aucune figure héroïque individuelle, ni aucune organisation clandestine, mais s'organisait tout entier autour d'un héros collectif : le cheminot. Celui-ci n'avait-il pas, comme l'annonçait le préambule qui défilait au début du film, combattu pendant quatre ans pour forger une « arme redoutable » qui, le jour du débarquement, avait contribué « puissamment à la désorganisation des transports » et, par conséquent, « à la défaite allemande dans la bataille de la Libération » ? L'image, en tout cas, a fait florès : les cheminots sont depuis considérés comme les membres d'une corporation ayant constitué le fer de lance de la Résistance, ayant joué un rôle prépondérant dans la paralysie des transports ennemis et s'étant ainsi révélée décisive dans la défaite des Allemands lors

des combats de 1944. Comme toutes les images trop simples, celle-ci mérite d'être retouchée.

L'appel aux cheminots

Le prestige des cheminots ne date pas de la Libération. En juin 1940, ils forment sans doute l'une des rares corporations dont chacun s'accorde à dire qu'elle n'a pas démérité pendant la guerre. Ils sont alors plus de 400 000. Ils seront environ 406 000 début 1942 et près de 425 000 deux ans plus tard. Dans un pays démembré par l'occupant, leur activité maintient une certaine unité ou, tout du moins, une certaine continuité territoriale.

Personne ne mésestime l'importance des transports ferroviaires dont les cheminots assurent la bonne marche. Pour les Allemands, le réseau ferré constitue un outil essentiel au service à la fois de leur entreprise de pillage du pays et de la mobilité de leurs troupes. Ils perçoivent très vite les cheminots comme hostiles. Ils se méfient d'eux et multiplient les arrestations : chaque mois, quelques dizaines en 1941, plus d'une centaine à partir de juin 1943 et plus de deux cents à partir d'octobre 1943. Deux sur cinq sont rapidement libérés, mais un sur quatre connaît un destin tragique, en France ou dans les camps. Au moins trente et un cheminots figurent parmi les mille sept personnes fusillées au mont Valérien. L'importance que les Allemands accordent au réseau ferroviaire et aux cheminots suffit à expliquer l'intérêt que ceux-ci suscitent chez les Alliés et les organisations de résistance. Le réseau ferré fait partie, au moins à partir de 1942, des cibles privilégiées de la RAF. Sur les ondes de la BBC, les appels aux cheminots se multiplient pour qu'ils entravent le trafic ennemi. Certains mentionnent des sabotages auxquels ceux-ci se seraient déjà livrés, mais la plupart témoignent surtout d'une foi dans leur volonté d'agir et dans leur capacité à le faire. À Londres, les services secrets britanniques et gaullistes élaborent des plans de sabotage des voies ferrées – notamment le fameux plan Vert, destiné à être déclenché au moment du débarquement en France – et cherchent à associer les hommes du rail à leur exécution. En France, les résistants engagés dans la lutte armée ciblent les voies ferrées avec une intensité croissante jusqu'à la Libération. En juin 1941, alors que la Wehrmacht se rue sur l'URSS, Moscou ordonne au parti communiste clandestin d'entraver par tous les moyens le transport de troupes et d'armes vers l'est. « Que les trains déraillent, peut-on lire dans *L'Humanité*

clandestine du 15 août 1941, que les wagons brûlent, que les ponts sautent, c’est pour le bien du peuple, c’est pour la France. » L’appel s’adresse tout particulièrement aux cheminots : « Cheminots patriotes, faites dérailler les trains » (*L’Humanité*, 3 avril 1942) ; « Il faut saboter les transports d’armes, de vivres et de troupes allemandes. […] Les bandits ne doivent plus être un seul instant en sécurité sur nos voies ferrées » (*La Tribune des cheminots*, septembre 1941).

L’engagement résistant

La présence de nombreux cheminots parmi les résistants n’est plus à démontrer : toutes les organisations clandestines en comptent dans leurs rangs, qu’il s’agisse de mouvements – communistes ou non – ou de réseaux plus spécialisés et placés directement sous l’autorité des services londoniens. Ainsi René Hardy, attaché à la veille de la guerre à la régulation des grandes lignes à Montparnasse, a-t-il été chargé par Henri Frenay, le chef du mouvement Combat, d’organiser le sabotage des voies ferrées et de préparer un plan de sabotage de ces mêmes voies pour le jour du débarquement.

Certains sont enclins à considérer qu’il existerait une sorte d’héroïsme *naturel* des cheminots qui aurait tout aussi *naturellement* conduit la corporation à s’engager unanimement dans la Résistance. Mieux vaut observer qu’un certain nombre de facteurs ont pu prédisposer certains cheminots à un tel engagement. Parmi ces facteurs, la révolte face à un pillage dont les agents de la SNCF pouvaient mieux que quiconque mesurer l’ampleur et l’hostilité suscitée par l’encadrement militaire auquel l’occupant les soumettait. En outre, dans une corporation dotée d’une forte tradition syndicale – quatre cheminots sur cinq étaient syndiqués avant la guerre – et largement influencée par les idées communistes, l’esprit de corps et les réflexes de solidarité n’étaient assurément pas de vains mots. Mais, surtout, chaque cheminot pouvait aisément comprendre que ses fonctions le plaçaient à l’un des points les plus vulnérables de la machine de guerre allemande. La presse clandestine comme la BBC s’échinaient à le leur rappeler : « Vous êtes, cheminots, de tous les Français, ceux qui ont entre les mains le plus puissant instrument de défaite de l’ennemi » (*Bulletin des chemins de fer,* 1943). Aussi chaque organisation de résistance cherchait-elle à se ménager des appuis parmi eux.

Faut-il pour autant admettre que tous les cheminots aient été résistants ? Cette idée a longtemps eu cours au sein de la corporation. Aujourd'hui encore, la vision des cheminots comme héros collectif de la nation reste un élément fort de l'identité cheminote. La raison en est que deux mémoires se sont combinées dès la Libération, par-delà ce qui les opposait, pour diffuser « une vision consensuelle et monolithique d'une corporation engagée dans la Résistance [1] » : une mémoire d'entreprise, incarnée par Louis Armand – ingénieur en chef de la SNCF, résistant précoce, Compagnon de la Libération, devenu directeur général adjoint puis directeur général de la SNCF –, et une mémoire communiste, forte de grandes figures politiques et surtout syndicales, notamment Pierre Semard, fusillé comme otage en 1942. La force de cette mémoire consensuelle est d'avoir largement débordé les limites de la corporation pour toucher un public nettement plus large, si large en définitive que la résistance cheminote a d'une certaine façon fini par incarner la Résistance tout entière.

En fait, non seulement tous les cheminots n'ont certainement pas été résistants, mais ici comme ailleurs l'engagement résistant est resté un acte essentiellement individuel. Cette réalité a longtemps été masquée par l'existence d'une association – Résistance-Fer – présentée comme l'héritière d'une organisation centrale de résistance des cheminots qui aurait agi sous l'Occupation. De fait, les services londoniens ont envisagé en 1943 de rassembler dans une « Organisation Fer » tous les cheminots dispersés dans les diverses formations clandestines. Aucune, toutefois, n'acceptait volontiers de se priver des compétences des cheminots qu'elle comptait dans ses rangs et, en définitive, ce projet ne s'est jamais concrétisé. Il aura donc fallu attendre l'automne 1944 pour que certains cadres de la SNCF entreprennent de regrouper les cheminots résistants au sein d'une association d'entraide : baptisée Résistance-Fer, celle-ci est déclarée en préfecture le 27 décembre 1944. Mais Louis Armand jouit d'une influence suffisante pour la faire reconnaître comme l'héritière d'une unité combattante : c'est chose faite en octobre 1947, lorsque la Commission nationale d'homologation des forces de la France combattante reconnaît officiellement Résistance-Fer comme un réseau « action » ayant agi sous la direction d'Armand à partir du 1er octobre 1943. Une décision qui ne manque pas de susciter un certain trouble, notamment chez des cheminots qui, bien que résistants, n'ont jamais entendu parler d'un tel réseau. Et pour cause…

Résistance cheminote

Les cheminots décidés à agir contre l'occupant se sont donc engagés, comme la plupart des résistants, au hasard des rencontres, des affinités et des sollicitations dont ils étaient plus que d'autres susceptibles de faire l'objet. Leur contribution pouvait en effet être précieuse. En premier lieu, les cheminots circulaient et bénéficiaient même parfois de laissez-passer spéciaux leur permettant de franchir la ligne de démarcation. Or, un train offre de multiples caches à ceux qui en sont familiers. Les témoignages abondent – il n'est qu'à lire les multiples ouvrages du colonel Rémy consacrés à la ligne de démarcation – de cheminots ayant assuré le transport, à l'intérieur d'une zone ou entre les deux zones, du courrier, de la presse clandestine ou d'individus. Certains hommes du rail ont ainsi été des maillons essentiels de réseaux d'évasion ou de véritables messageries clandestines travaillant au service des organisations de résistance. Emmanuel d'Astier de La Vigerie a ainsi raconté comment, fin 1942, il avait passé la ligne de démarcation avec Lucie Aubrac, dissimulé dans un wagon de chaussures.

Les cheminots, à quelque niveau de la hiérarchie qu'ils se situassent, occupaient par ailleurs des postes d'observation privilégiés qui leur permettaient de recueillir une foule de renseignements sur le trafic ferroviaire organisé au profit des Allemands. Certaines de ces informations, notamment sur le pillage économique de la France, alimentaient la presse clandestine. D'autres étaient surtout utiles aux militaires alliés : c'était le cas de ceux qui permettaient de localiser les troupes ennemies et de suivre leurs déplacements – les fameux TCO, transports en cours d'opération –, mais aussi de ceux qui concernaient les horaires des trains, les lieux les plus propices à des attaques ou les résultats concrets de bombardements ou de sabotages.

On a tendance à considérer que les hommes du rail étaient les mieux placés pour passer à l'action. Rien n'est moins sûr. Sans aucun doute, les cheminots pouvaient, comme les ouvriers dans les usines, pratiquer un sabotage dit *insaisissable* qui consistait notamment à diminuer les rendements par un manque d'entrain, une application tatillonne des règlements ou un défaut d'entretien des machines. Dans les ateliers, la police constata parfois que du sable avait été jeté dans les boîtes à graisse des wagons ou que des tuyaux de freins avaient été sectionnés. Bien des éléments soulignent en revanche que la corporation se montrait beaucoup

plus rétive à l’idée d’endommager les locomotives ou les voies. Ces réserves tenaient autant au respect profond à l’égard des machines que ressentaient ceux qui étaient chargés d’en assurer la bonne marche qu’à la peur qu’inspirait le risque de blesser ou de tuer des camarades chauffeurs et mécaniciens, voire des passagers. Ainsi, si les voies ferrées constituaient assurément une cible privilégiée des groupes armés de la Résistance, il faut se garder de penser que les cheminots ont été systématiquement associés à de telles actions. De ce point de vue, la création en 1943 d’un groupe franc constitué de cheminots au sein du mouvement Vengeance, en zone nord, apparaît comme une rareté. Chez les combattants communistes des FTP, les quelques dizaines de cheminots arrêtés en région parisienne représentent moins de 10 % des effectifs de ces groupes armés et leurs fonctions à la SNCF ne semblent guère leur avoir été utiles pour perpétrer des sabotages sur les voies. En définitive, il est généralement admis que les cheminots ont donné leur pleine mesure dans les actions destinées à entraver l’acheminement des renforts allemands en Normandie au moment du débarquement. Force est toutefois de constater qu’il est aussi illusoire de prétendre mesurer la part des cheminots dans l’exécution des plans de sabotage destinés à interrompre le trafic ferroviaire que d’espérer démêler la part respective des sabotages et des bombardements dans le chaos auquel le réseau ferré a été soumis à partir de juin 1944.

« À qui pose la question : qui a libéré la France ? il n’est pas facile de répondre sans commettre injustices ou erreurs », écrivait l’ancien responsable des groupes armés communistes, Charles Tillon. Le propos vaut pour tous les acteurs qui se montrent trop prompts à revendiquer pour eux-mêmes le mérite d’avoir libéré le pays. Il vaut naturellement aussi pour les historiens.

Pendant un temps, le poids de la mémoire a accru – consciemment ou non – les erreurs et les injustices : des acteurs ont sombré dans l’oubli faute d’avoir voulu, pu ou su entretenir la flamme, tandis que d’autres, à l’image des cheminots, occupaient une place qui peut aujourd’hui paraître excessive. L’historien s’applique à ramener cette place à de plus justes proportions. Encore doit-il se garder, dans un mouvement de balancier trop prononcé, de minimiser le rôle des cheminots, nombreux, qui ont fait le choix de s’engager dans la Résistance.

Louis Armand ne disait finalement pas autre chose lorsque, vantant la contribution des cheminots aux difficultés éprouvées par les Allemands

après le débarquement, il soulignait que cette intervention avait « été suffisamment opérante pour qu’on ne lui fasse pas l’offense de la survaloriser dans l’inventaire des facteurs qui ont permis le succès des opérations sur le front ouvert à l’Ouest, en juin 1944 ».

8

L’économie soviétique ne pouvait rivaliser avec le potentiel industriel du Reich

par Olivier Wieviorka

Que la victoire à l’Est, en 1945, ait résulté d’une supériorité industrielle de l’URSS constitue, hier comme aujourd’hui, une réalité difficile à admettre. Les stratèges nazis peinèrent à la reconnaître. « Hitler fut responsable de la défaite allemande. Il ne sut pas utiliser les ressources de la stratégie ; il gaspilla ses forces en vains efforts et en résistance inutiles, à des endroits et des moments mal choisis [1] », confia le général Tippelskirch, enclin à minorer les performances russes. Et nos contemporains, spectateurs du naufrage soviétique de la fin des années 1980, ne peuvent que s’avouer sceptiques à l’égard d’un supposé miracle obtenu sous les plis du drapeau rouge. Ils sont en revanche plus disposés à saluer les performances du complexe militaro-industriel nazi et à applaudir les prouesses d’Albert Speer. Alors que l’Allemagne était constamment pilonnée par les bombardiers alliés, le Reich, grâce à son ministre de l’Armement, vit, il est vrai, sa production de guerre s’accroître jusqu’en juillet 1944 – un résultat remarquable. Et pourtant… Les plus récentes recherches invitent à poser un regard lucide sur ces deux systèmes productifs. Elles confirment qu’au rebours d’une image convenue l’Allemagne fut une puissance industrielle relativement faible tandis que l’Union soviétique, à l’inverse, sut développer un impressionnant outil productif à vocation militaire.

Veillées d’armes

À la veille de la Seconde Guerre mondiale, l’Allemagne restait une puissance moyenne. En 1939, le PIB cumulé de la France et du Royaume-Uni – empires inclus – dépassait de 60 % les PIB cumulés du Reich et de l’Italie mussolinienne [2]. En 1933, 29 % de la population active allemande

travaillait encore dans l'agriculture – une branche de surcroît peu productive car faiblement modernisée. Le niveau de vie global s'en ressentait. Dans les ménages ouvriers, les dépenses de nourriture, de boisson et de tabac représentaient de 43 à 50 % du budget moyen, auxquels s'ajoutaient 12 % pour le logement [3].

Dès son arrivée au pouvoir, pourtant, Hitler lança un ambitieux programme de réarmement. À ses yeux, la guerre réglerait l'ensemble des problèmes que son pays affrontait. Elle offrirait à la paysannerie les terres dont elle manquait, à l'industrie les matières premières qui lui faisaient défaut, et assurerait l'hégémonie aryenne sur les races prétendument inférieures. Le Führer ne lésina pas. Il prévit dès 1933 de dépenser 35 milliards de Reichsmarks (RM) sur huit ans, alors que le revenu national équivalait à 43 milliards. Le plan, en d'autres termes, se proposait d'affecter de 5 à 10 % du PIB à l'effort de défense – un pourcentage impressionnant. Cet effort porta ses fruits. En 1940, le Reich alignait 2 440 tanks, 5 440 avions et 5,4 millions d'hommes [4] – un bilan qui ne doit cependant pas abuser.

L'économie allemande pâtissait en effet de réelles faiblesses. Les matières premières restaient une denrée rare – à commencer par le pétrole. Certes, Hitler espéra compenser cette pénurie en confiant à Hermann Goering le soin de lancer, en 1936, un « plan de quatre ans » qui devait, espérait-il, permettre de fabriquer 5,4 millions de tonnes d'essence synthétique. De même, le pacte germano-soviétique du 23 août 1939 apporta un répit bienvenu. En 1940, l'URSS assurait 74 % des besoins en phosphate du Reich, 65 % du chrome, 55 % du manganèse et 34 % du pétrole importé, mais il s'agissait là d'un modeste expédient. Privée de devises en raison d'un commerce extérieur atone, l'Allemagne ne pouvait – à la différence du Royaume-Uni ou de la France – importer les armes ou les matières premières nécessaires à son effort de guerre. Par ailleurs, sur le front de l'emploi, la situation était tendue, tant en raison des effectifs mobilisés par l'armée que de la ponction exercée par une agriculture improductive. Les succès remportés par le Reich en Pologne en 1939 puis en Europe occidentale en 1940 masquent cette évidence : à la veille de la Seconde Guerre mondiale, le Reich n'était en aucun cas prêt à affronter une guerre longue. Les chars allemands tombaient fréquemment en panne – certes comme bien d'autres blindés –, comme l'avaient révélé l'*Anschluss* en 1938 puis la conquête de la Pologne en 1940 [5] ; la France et le

Royaume-Uni comblaient leur retard : dans les cinq premiers mois de 1940, l'industrie aéronautique allemande produisait moitié moins que ses homologues française et britannique. Et la qualité du *made in Germany* laissait à désirer : le Spitfire anglais comme le Dewoitine 520 français équivalaient le Me-109 allemand, pourtant considéré comme un chasseur hors pair [6].

Côté soviétique, les problèmes étaient tout aussi aigus. Certes, Staline avait procédé à une industrialisation à marche forcée dans les années 1930. Le premier plan (1928-1933) avait multiplié par 3,5 l'investissement dans le secteur secondaire, effort poursuivi par la suite. Mais les résultats réels déçurent : ainsi la production industrielle ne progressa-t-elle, selon les estimations, que de 41 % à 72 % entre 1928 et 1932 [7]. Sur cette base, l'Union soviétique renforça néanmoins ses dépenses militaires – elles représentaient 16 % de son budget en 1936 et 32,5 % en 1940 contre un modeste 1,3 % en 1929 [8]. L'intendance suivait. Alors qu'ils ne produisaient aucun char en 1929, les arsenaux en sortirent plus de 3 000 par an à partir de 1934.

Cet effort dissimulait cependant des faiblesses bien réelles. D'une part, la démographie du pays, saignée par les famines, les purges et le mauvais état sanitaire de la population, stagnait. Si 147 millions d'habitants peuplaient en 1926 le paradis des Soviets, ils n'étaient aux termes du recensement de 1937 que 156 millions – en lieu et place des 180 millions imprudemment prédits par Staline en janvier 1934 [9]. Par ailleurs, la population active, en 1940, travaillait à hauteur de 45 % dans les kolkhozes. Cette forme d'exploitation agricole mobilisait donc trop d'actifs pour des résultats pitoyables, puisqu'elle peinait à nourrir la population. Le secteur secondaire, par ailleurs, pâtissait d'une faible productivité due à la surexploitation des hommes, à l'inefficacité de la planification et aux gaspillages divers et variés. Du coup, l'effort d'armement montrait des limites évidentes. Bien des matériels étaient vétustes, trop d'unités sous-dotées. À la veille de l'offensive allemande du 22 juin 1941, le 14e corps mécanisé alignait par exemple 520 vieux T-26 et non les 1 031 chars moyens ou lourds prévus [10]. Et si l'aviation rassemblait 9 576 appareils de combat, bien des avions, anciens, souffraient de surcroît d'une sur-utilisation, tandis que les nouveaux modèles, l'Iliouchine 11-2 *Sturmovik* par exemple, entraient tout juste en service au printemps de 1941.

À l’heure où les panzers s’élançaient à l’assaut de la steppe russe, aucun camp, au total, n’était assuré de vaincre. Certes, l’Union soviétique disposait de sérieux atouts dont le Reich était en partie dépourvu : une population comparativement plus importante, des ressources en matières premières et une solide base industrielle. Encore fallait-il que le régime soviétique adapte un système productif rigide qui reposait largement sur la terreur et l’exploitation d’une main-d’œuvre servile mobilisée dans le sinistre cadre du Goulag.

Hitler mesurait, pour sa part, les faiblesses économiques du Reich, bien que la conquête d’une partie du continent européen lui ait apporté les ressources des pays conquis – la France au premier chef. Si la Belgique, par exemple, dépensa sous l’Occupation 83,3 milliards de francs belges pour les besoins de sa population, l’occupant en préleva 133,6 milliards *a minima* [11]. Mais ces apports restaient insuffisants pour mener une guerre longue. En 1941, la marine militaire et marchande allemande consommait par exemple 90 000 tonnes de pétrole par mois ; mais la production nationale ne se montait qu’à 52 000 tonnes et ses réserves atteignaient tout juste 220 000 tonnes [12], auxquelles pouvaient s’ajouter, cependant, les ressources des territoires alliés ou conquis (Roumanie, Alsace, Galicie), ainsi que l’essence synthétique.

À cette aune, l’attaque contre l’Union soviétique résolvait une équation à plusieurs inconnues. Elle rompait avec la gênante équivoque suscitée par le pacte germano-soviétique en défiant une fois pour toutes l’adversaire idéologique numéro un du nazisme, le judéo-bolchevisme. Par ailleurs, la défaite de Staline priverait Churchill de l’unique allié continental sur lequel il pouvait encore tabler, ce qui l’amènerait peut-être à s’assoir à la table des négociations. La conquête d’un *Lebensraum* oriental, enfin, offrirait à une paysannerie les terres dont elle rêvait et assurerait tant la sécurité alimentaire (*via* l’Ukraine) que pétrolière (*via* Bakou) du peuple élu. La Wehrmacht, cependant, devait emporter la décision dans les plus brefs délais : l’Allemagne n’avait en aucun cas les moyens de mener une guerre longue.

La campagne de Russie, côté soviétique

L’Armée rouge se chargea de briser ces rêves prométhéens en stoppant dès l’hiver 1941 les panzers devant Moscou et Leningrad. Bien des

kilomètres, pourtant, séparaient encore les rives de la Moskova des berges de la Spree, d'autant que les Allemands s'étaient emparés de territoires vitaux pour l'URSS : mobilisant en 1940 63 % de la force de travail, cet espace soudainement confisqué produisait alors 38 % du blé et 33 % de la production industrielle soviétique. Le régime parvint cependant à limiter les dégâts en évacuant dès l'été 1941 les hommes et le matériel. Entre juin et novembre de cette même année, près de 915 000 wagons furent chargés. Vingt-cinq millions de personnes furent déplacées, 1 530 entreprises relocalisées [13], ce qui offrit une base pour le redressement industriel à venir. Pour emporter définitivement la victoire, l'Armée rouge devait toutefois disposer d'un outil militaire adéquat qui, en 1941, restait à construire. Mais contre toute attente, le système stalinien le forgea.

De fait, la production de matériel militaire ne cessa de croître. L'Union soviétique produisit 8 331 avions de combat en 1940, 21 681 en 1942, 33 205 en 1944. De ses usines sortirent 2 794 blindés en 1940, mais 28 983 en 1944, 40 547 canons en 1941 contre 122 385 en 1944 [14]. Ces résultats exceptionnels, loin de ressortir d'un improbable miracle, résultent plus prosaïquement de choix économiques assumés et appliqués, il est vrai, sans états d'âme.

Le régime soviétique, tout d'abord, transféra la main-d'œuvre des secteurs jugés secondaires – agriculture et industries de biens de consommation – vers les usines d'armement. En termes globaux, le secteur de la défense mobilisait 28,2 millions d'hommes en 1942 (contre 14,3 millions en 1940), aux dépens des secteurs alloués aux besoins civils : ces derniers chutèrent de 46 millions entre 1940 (72,5 millions d'hommes) et 1942 (26,5 millions d'hommes), un choc titanesque [15]. Bénéficiant de cet accroissement du facteur travail, les industries de guerre profitèrent également de l'apport du facteur capital. Les machines leur furent prioritairement affectées, ce qui accrut la productivité. Ainsi les usines de la défense, base 100 en 1940, virent-elles leur productivité passer à l'indice 301 en 1944, tandis que les industries civiles régressaient : sur une même base 100 en 1940, leur productivité atteignait un très modeste indice 69 en 1945 [16]. Les autorités soviétiques, par ailleurs, privilégièrent la construction d'un nombre réduit de modèles, tant pour les blindés que pour l'aviation, ce qui favorisa le développement d'une production en série et engendra de substantielles économies d'échelle.

Cet effort se doubla d’une intense pression sur la main-d’œuvre, encore qu’il faille se montrer ici nuancé. Le péril menaçant en 1941 le régime stalinien fut si grave que le maître du Kremlin desserra l’étau qui enserrait la société soviétique. Sur le plan économique, cette très relative libéralisation amena le pouvoir à relâcher son étreinte sur la paysannerie. Les kolkhoziens étendirent ainsi le modeste lopin dont ils disposaient depuis 1935, grignotant quelque 5 millions d’hectares, ce qui leur permit de s’enrichir tout en fournissant plus de 50 % des achats alimentaires des citadins [17]. En revanche, les prolétaires furent soumis à rude épreuve. Mal nourris – le pain fournissait alors de 80 à 90 % des ressources procurées par le rationnement – leur consommation par tête, déjà maigre avant *Barbarossa*, se réduisit des deux tiers entre 1940 et 1943 [18]. En outre, l’ouvrier, en 1944, travaillait en moyenne quotidiennement plus de neuf heures, six jours sur sept [19] – compte tenu des jours défalqués pour absence ou pour maladie. Le travail, enfin, fut militarisé. La loi du 26 décembre 1941 mobilisa le monde des usines pour la durée de la guerre. Tout départ, désormais assimilé à une désertion, était sanctionné par une peine de cinq à huit années de camp, peine qui, à Sverdlovsk, frappa même des adolescents âgés de quatorze à vingt ans [20]…

Quoi qu’il en soit, c’est bien la réorientation des facteurs de production, du secteur civil vers le secteur militaire, qui explique les succès de l’Union soviétique. Car son économie fut globalement à la peine. Le produit intérieur brut chuta de 20 % entre 1940 et 1945, et la population active se rétracta, passant de 87 millions à 67 millions d’hommes entre 1940 et 1944 [21]. En revanche, l’effort de défense absorba des ressources croissantes : si 17 % du produit national brut lui étaient consacrés en 1940, il en absorbait 61 % en 1943 puis 53 % en 1944 [22] – une ponction colossale en partie atténuée par l’aide des Alliés.

Dans le contexte tendu de la guerre froide, les Occidentaux ont volontiers exalté le concours prêté à l’Armée rouge, sous-entendant que les Soviétiques, sans leur aide, n’auraient pas pu hisser le drapeau rouge au fronton du Reichstag. Ces derniers rétorquèrent que le concours anglo-américain, quoique bienvenu, n’avait que modestement pesé. Comme bien souvent, la vérité se situe à mi-chemin de ces affirmations contradictoires.

En termes quantitatifs, la contribution anglo-américaine n’a pas été considérable. Washington a fourni à Moscou 10,6 millions de dollars durant la guerre, soit 24 % de l’aide accordée par l’Oncle Sam à ses alliés (Londres

en reçut 30 millions) [23]. Cet apport, de surcroît, arriva tardivement : 57 % du *lend-lease* (en valeur) parvint aux Soviétiques dans les dix-huit mois séparant juillet 1943 de décembre 1944. Ce soutien, enfin, fut civil avant tout : sur 1 dollar, 25 cents seulement allèrent directement au budget militaire [24]. Concluons : avec ou sans prêt-bail, Joukov aurait vaincu Paulus dans les ruines glacées de Stalingrad.

On ne saurait pour autant sous-estimer la contribution anglo-américaine. Car en fournissant à la population des ressources alimentaires – céréales, *corned beef* et autres produits laitiers –, les Occidentaux permirent à l'Union soviétique de procéder à sa réallocation des ressources, en évitant de solliciter jusqu'à l'épuisement des civils affamés. De plus, les machines modernes fournies aux entreprises contribuèrent à élever leur productivité. Enfin, les camions comme les matériels de communication offerts à l'Armée rouge l'aidèrent à mener une guerre mobile, donc adaptée à sa doctrine stratégique, qu'elle aurait été incapable de conduire sans le concours bienvenu de la puissante Amérique. Le facteur qualitatif, en outre, s'ajoutait au facteur quantitatif. Grâce aux additifs de la chimie américaine, l'indice d'octane s'élevait – et le même moteur gagnait 30 % en vitesse. Les 347 stations radio et radar aidèrent grandement l'Armée rouge et les locomotives livrées épaulèrent les chemins de fer soviétiques dans leur soutien logistique. Bref, sans être déterminant, le soutien du Nouveau Monde a donc été plus qu'utile : le contre-exemple allemand le confirme.

Une économie allemande à la peine

L'Allemagne, on l'a dit, était dans l'incapacité de mener une guerre longue. À la différence du Royaume-Uni, elle ne disposait pas de colonies, ce qui gênait son approvisionnement en matières premières. Bien entendu, elle pillait les ressources de ses alliés ou des pays conquis – les champs pétrolifères de Ploesti en Roumanie et du lac Balaton en Hongrie furent ainsi sollicités. De même, les ersatz compensèrent certaines pénuries. Le Buna (120 000 tonnes produites en 1943) se substitua ainsi au caoutchouc naturel (8 000 tonnes seulement furent importées en 1943) [25], mais ces expédients, insuffisants, montrèrent leurs limites à partir de 1943. En revanche, les Allemands restèrent, à la différence de la Grande Guerre, convenablement nourris. L'extermination de millions de Juifs, la famine délibérément créée à l'est, ainsi que le rationnement drastique imposé à

l’ouest dégagèrent des surplus alimentaires, dûment pillés par les occupants, dont les ventres allemands purent se repaître.

Le problème de la main-d’œuvre, par ailleurs, restait aigu. De fait, 18 millions d’Allemands portèrent au total l’uniforme entre 1939 et 1945, ce qui contraignait à une alternative douloureuse : fallait-il mobiliser des soldats au risque de priver les usines d’ouvriers, ou procéder au choix inverse, sachant que 60 000 pertes mensuelles ponctionnèrent le front de l’Est entre juin 1941 et mai 1944 ? Le Reich opta pour le premier terme et mobilisa largement ses conscrits – à la différence, par exemple, des États-Unis. Ce prélèvement fut alors compensé par les moyens les plus divers. Les autorités s’appuyèrent largement sur les femmes – elles composaient 34 % de la force de travail dans la production de guerre en 1943 contre 25,4 % aux États-Unis [26], mais ce recours se révéla assez vite insuffisant. Les autorités nazies s’appuyèrent alors sur la contrainte. Après avoir un temps recouru au volontariat, ils transformèrent les prisonniers de guerre en travailleurs libres, imposèrent le travail obligatoire dans les territoires qu’ils contrôlaient, et transformèrent les captifs de l’Armée rouge ainsi que les déportés en esclaves. Cette politique offrit à l’économie de guerre la main-d’œuvre qui lui manquait : à l’automne 1944, près de 8 millions d’étrangers, civils et prisonniers de guerre mêlés, peinaient dans les usines et dans les champs du Reich [27]. Si leur productivité, celle des déportés avant tout, était parfois inférieure de 40 % aux standards allemands, leur coût dérisoire, au vu des rations de famine servies aux victimes du Moloch nazi, assurait la rentabilité du système [28].

Malgré l’insuffisance des matières premières et la contrainte de la main-d’œuvre, et en dépit des bombardements qui pilonnèrent l’Allemagne à partir de 1943, la production d’armement, on l’a dit, tripla entre février 1942 et juillet 1944. Se présentant dans ses Mémoires comme un preux technocrate aveuglé par le charisme du Führer, Albert Speer s’est non sans immodestie attribué les mérites de ce miracle [29]. En procédant à une rationalisation des processus de fabrication, en limitant les gaspillages, en favorisant une heureuse entente entre les industriels et les militaires, il serait parvenu à développer, avant l’effondrement final, l’outil militaire du Reich.

Cette vision occulte pourtant des réalités moins amènes. Les choix opérés, tout d’abord, furent dans l’ensemble inappropriés. Alors que l’Allemagne, à partir de 1944, était acculée à la défensive à l’ouest comme à l’est, elle développa des armes offensives – V-1 et V-2 par exemple – qui

engloutirent des sommes importantes pour des résultats négligeables. De même, la production en série connut quelques ratés. Ainsi Speer ordonna-t-il de subdiviser la construction des sous-marins de type XXI afin de mobiliser *a minima* des cales sèches trop sollicitées et de réaliser de substantielles économies d'échelle. Mais sur les quatre-vingts bâtiments livrés à la fin de 1944, pas un n'était opérationnel [30]. Comme pour bien d'autres armes, les ingénieurs avaient brûlé les étapes, oubliant que de longs mois séparent la conception d'un prototype de sa fabrication en série.

La Luftwaffe, en revanche, constitue une exception puisque la production, en 1943, doubla par rapport à ses niveaux de 1941-1942. Mais il serait ici hasardeux d'évoquer un miracle. Les responsables, le maréchal Milch en tête, renoncèrent à produire des prototypes et privilégièrent la construction en série. Le nombre d'appareils sortis des chaînes ne doit cependant pas abuser. Les niveaux atteints résultèrent de la croissance combinée du facteur travail et du facteur capital. Grâce à sa proximité avec Hitler, Speer obtint en effet d'importantes allocations de matières premières et Himmler fournit la main-d'œuvre servile nécessaire en puisant dans le réservoir des camps de la mort. Cette stratégie obligea cependant à renoncer à l'innovation. La Luftwaffe construisit donc surtout des modèles anciens, le Me-109 par exemple [31] – une réalité que de brillantes innovations, le chasseur à réaction Me-262 par exemple, ne sauraient éclipser. Les choix opérés accélérèrent par conséquent l'obsolescence des ailes allemandes.

Si les historiens ont volontiers salué les prouesses tactiques et stratégiques de l'Armée rouge, ils ont plus rarement crédité l'Union soviétique d'une réussite économique durant la Seconde Guerre mondiale. Tout suggère, pourtant, que le régime stalinien parvint à doter ses troupes d'un outil industriel militaire adéquat, en procédant à un transfert brutal mais efficace des ressources allouées au secteur civil vers les industries de la défense. À cette aune, l'apport anglo-américain fut utile mais en aucun cas décisif. Dès 1942, l'URSS réussit à « produire plus que l'Allemagne dans quasiment toutes les catégories d'armes. Pour les petites armes et l'artillerie, le rapport était de 3/1 ; pour les chars, elle atteignait le rapport renversant de 4/1 – différentiel aggravé par la qualité supérieure du T-34. Même pour les avions de combat, la marge était de 2/1. C'est cette supériorité industrielle, contrairement à toute attente, qui permit à l'Armée rouge, d'abord, d'absorber la seconde grande offensive de la Wehrmacht,

puis, en novembre 1942, de lancer toute une série de contre-attaques dévastatrices [32] », note l'historien Adam Tooze.

L'économie allemande réagit et rattrapa en partie son retard sur l'Union soviétique en 1944. Mais il était trop tard. Le Reich ne pouvait rivaliser avec les potentiels industriels additionnés de l'URSS, du Royaume-Uni et des États-Unis, alors même qu'il enregistrait, sur tous ses théâtres d'opérations, des revers, voire des désastres. Manquant d'hommes et de matières premières, malgré les rapines opérées par les nazis dans l'Europe entière, souffrant d'une base industrielle étroite, il entama un redressement en trompe l'œil. Les autorités préférèrent sacrifier aux exigences de la propagande pour aligner des chiffres spectaculaires réchauffant le cœur des Allemands plutôt que de produire selon les règles de l'art. Envoyés au combat dans des appareils surclassés, les pilotes de la Luftwaffe acquittèrent au prix fort ce pari hasardeux.

Experte en manipulation, la propagande rouge ne parvint cependant jamais à imposer l'image bien réelle de la réussite économique soviétique. À l'inverse, sa rivale nazie, tout aussi manipulatrice, réussit à accréditer, au mépris de l'évidence, la vision fallacieuse d'une industrie de guerre vaillante, capable de résister sous les bombes jusqu'au dernier souffle du régime hitlérien. Un mythe que les recherches historiques démentent désormais.

9

Montgomery, un général surestimé

par Daniel FELDMANN et Cédric MAS

La personnalité et l'action du *Field Marshal* Montgomery sont d'interminables sujets de polémique. Alors qu'il est quasiment le seul chef britannique victorieux pendant la Seconde Guerre mondiale, il est aussi le plus contesté. Porté aux nues par tout un peuple pour sa victoire à El-Alamein, sa valeur en est suspecte : n'est-il tant vanté que parce qu'il faut un héros aux Britanniques ?

Montgomery gagne toutes ses campagnes avec une armée britannique aux lourds handicaps, face à une armée allemande au sommet de sa puissance. Son bilan militaire n'a, parmi les Alliés, pas d'équivalent, mais sa postérité n'en profite pas : il concentre des critiques qui surprennent par leur nombre et leur constance. Ces reproches commencent pendant la guerre. Les Américains, renforcés des écrits postérieurs des généraux allemands et de certains auteurs britanniques, sont les plus critiques. C'est qu'en mettant en avant le moindre contretemps chez Montgomery, ils valorisent leurs propres généraux.

Le caractère de Montgomery le rend, il est vrai, antipathique. Le personnage n'est pas social et se délecte des conflits. Devenu une célébrité mondiale après El-Alamein, il irrite par sa vanité, ses mesquineries ou ses remarques vexatoires sur ses pairs et ses supérieurs. Mais évaluer la performance militaire de Montgomery demande de laisser de côté sa personnalité pour se concentrer sur les opérations et sur ce qu'il obtient de ses armées.

« *Monty* »

Bernard Law Montgomery s'engage en 1908. Grièvement blessé en octobre 1914, il occupe pendant le reste de la Grande Guerre des fonctions d'état-major obscures. Il n'est ni au bon endroit ni au bon moment. Entre

les deux guerres, Montgomery alterne des postes dans les colonies britanniques (Inde, Égypte, Palestine) et des missions d'instructeur au prestigieux Staff College. Il est en Irlande à la fin de la guerre d'indépendance en 1921, et il dirige en 1938-1939 une contre-insurrection rapide et réussie contre la révolte arabe de Palestine.

Au sein de l'armée britannique, Montgomery est un officier au professionnalisme absolu et qui remplit sa mission quels que soient le contexte et l'environnement. Son mentor, Alan Brooke, dirige l'armée à partir de 1941. Esprit indépendant, passionné par son métier, toujours prompt à empiéter sur les responsabilités de ses supérieurs, et, après la mort de sa femme, n'ayant guère de vie en dehors de l'armée, Montgomery est autant admiré que considéré comme ingérable par sa hiérarchie.

À cinquante-trois ans, il conduit avec une compétence remarquée une division d'infanterie au sein du corps expéditionnaire britannique en France, jusqu'au rembarquement à Dunkerque de juin 1940 – sans que son unité combatte le gros des Allemands. Puis il s'occupe de la défense de l'Angleterre, multipliant exercices et manœuvres. Enfin, en août 1942, Montgomery prend, par un coup du sort, la tête des forces constamment battues par Rommel en Égypte.

Rommel est sur le point d'attaquer à Alam el-Halfa quand Montgomery arrive. Celui-ci n'a que trois semaines pour parer au coup et impose de « changer de méthode » : il va contre tout ce qui se fait avant lui (planifier une éventuelle retraite vers le Nil, morceler les unités par brigades interarmes, ignorer le lien entre armée et aviation, etc.), et d'autant plus facilement qu'il déteste son prédécesseur, le *Field Marshal* Auchinleck. Il tient un discours simple et ferme qui redonne du jour au lendemain le moral aux troupes. Sa volonté de se créer une personnalité médiatique contre l'aura du « Renard du désert » fait merveille. Malgré l'avis des spécialistes, il exige que ses blindés restent enterrés et servent comme de l'artillerie à courte portée.

Après avoir percé, Rommel pense attirer à lui les tanks ennemis pour les défaire en rase campagne. En interdisant les contre-attaques pour reprendre les secteurs perdus, Monty le prive de toute chance de succès. On lit parfois que le plan défensif d'Alam el-Halfa existe avant l'arrivée de Montgomery, qui n'aurait fait que le reprendre de son prédécesseur. C'est peut-être vrai pour ce qui est du lieu où livrer bataille ; en aucun cas pour le renversement décisif de tactique.

L’offensive de Montgomery à El-Alamein débute huit semaines après Alam el-Halfa. L’armée italo-allemande est la plus puissante jamais commandée par Rommel et la supériorité de Montgomery – moins de 2/1 – n’est pas écrasante, d’autant que l’ennemi s’est puissamment fortifié [1].

Sa compréhension des systèmes sous-tendant chacune des armées permet à Montgomery de concevoir une bataille privant les Allemands de leurs avantages : des attaques puissantes percent de nuit les positions fortifiées, mais plutôt que de chercher une exploitation, les Alliés, canons antichars et tanks en tête, s’enterrent la journée pour résister aux prévisibles contre-attaques ennemies. Le coup est répété dans des zones différentes tous les trois ou quatre jours pour empêcher Rommel de reprendre l’initiative. Forcer un combat statique plutôt que mobile rend le brio tactique des vétérans de l’*Afrika Korps* inutile. Cela permet en outre aux Alliés de tirer le maximum du soutien de l’aviation et d’une artillerie à portée du front. Monty conserve alors l’initiative et force l’ennemi à engager ses réserves, ce que Rommel hésite à faire. La résistance dure ainsi deux semaines, mais l’issue est implacable : Montgomery remporte une victoire totale, détruisant l’ennemi qui s’effondre sur place sans avoir été encerclé.

Mais une fois l’ennemi en déroute, Monty échoue à mener la poursuite. S’il s’est bien constitué un grand corps blindé, il le lance de façon désordonnée, et d’un seul ensemble, sans égard pour ce que le ravitaillement permet. Les tanks se perdent dans le désert, tombent en panne d’essence. Par manque d’initiative des tankistes sur le terrain, une route reste ouverte le temps que Rommel s’échappe. L’échec de ses blindés est un paramètre que Montgomery intègre pour l’avenir : ses forces ne sont pas capables de vaincre par la manœuvre.

La victoire d’El-Alamein est célèbre par ses effets revigorants sur un peuple qui accumulait les défaites face aux Allemands. Cet impact psychologique masque pourtant le rôle décisif des choix militaires de Montgomery. De même, la fuite miraculeuse de Rommel attire plus l’attention que l’avancée rapide de Montgomery. On oublie quelles étaient les distances et les contraintes logistiques, ou tout simplement que Tripoli est plus éloignée des bases égyptiennes que des positions alliées en Algérie. Il n’y a pourtant guère à redire sur ses opérations de l’hiver 1942-1943, ni sur ses percées des lignes Mareth et de l’oued Akarit. Et son échec, méconnu, à la fin de la campagne (Enfidaville) est sans conséquences.

La campagne d'Europe du Nord-Ouest

Tout en menant campagne en Tunisie, Montgomery intervient de façon décisive dans la conception de l'opération *Husky*, le débarquement en Sicile : il obtient que l'assaut soit concentré à portée de l'aviation, alors que le plan initial prévoit des attaques éparpillées. Mais ses manières lui créent des inimitiés et c'est le général Alexander qui est désigné pour diriger l'opération. En juillet 1943, Montgomery débarque en Sicile au côté de Patton. Passé le succès initial, la campagne reste laborieuse. Les Allemands se retirent en bon ordre. Plus tard, en Italie, Monty, placé dans un secteur secondaire, progresse lentement sur la côte Adriatique.

En janvier 1944, Montgomery prend le commandement des forces terrestres devant débarquer en Normandie. Il a sous ses ordres environ 1 million d'hommes. Immédiatement, il force la main aux autres services (marine, aviation) pour augmenter l'ampleur de la première vague du débarquement, qui passe de 4 à 8 divisions [2]. Ce changement est décisif pour le succès : débarquer en force dès le 6 juin 1944 interdit aux Allemands de rattraper le déséquilibre initial.

Puis Montgomery mène la difficile bataille pour sortir de la tête de pont de Normandie (juin-août 1944). Il impose aux Allemands d'engager leurs réserves blindées là où lui concentre sa puissance de feu. Ne jamais laisser échapper l'initiative, éviter les reculs et frustrer Rommel, Rundstedt ou Kluge de toute possibilité de contre-offensive ou manœuvre, voilà qui lui semble plus important qu'une percée hypothétique et vulnérable aux contre-attaques. Privilégiant le moral de ses hommes à la possession territoriale, Montgomery se satisfait d'une tête de pont plus réduite que prévu, dès lors qu'il peut déployer son plan et priver la Wehrmacht de ses qualités manœuvrières. Que Caen ne soit pas conquise avant juillet n'a pas d'importance tant que les Allemands sont réduits à faire les pompiers d'un bout à l'autre du front, s'usant inexorablement, jusqu'à la rupture.

À l'été 1944, le Royaume-Uni commence à manquer de troupes, les pertes ne sont plus toutes remplacées. Malgré tout, Montgomery parvient à attaquer constamment, à défaire totalement l'ennemi, et à préserver la puissance de ses forces. Son approche méthodique et l'exploitation de sa puissance de feu ne laissent aucune chance à l'ennemi de renverser le cours de la bataille. Après avoir pris du retard sur le planning initial, la percée du front puis l'exploitation permettent aux Américains comme aux

Britanniques d’atteindre la Seine, de la franchir et de libérer jusqu’à la Belgique des mois plus tôt que prévu.

Mais alors qu’il remporte sa plus grande victoire, Montgomery se voit retirer, fin août, le commandement terrestre (il devient *Field Marshal* en compensation). N’ayant plus que les Anglo-Canadiens sous ses ordres, il tente de franchir le Rhin à Arnhem lors de l’opération *Market Garden* (septembre 1944), une opération qui est comme la négation de ce qu’il a pratiqué jusque-là. L’attaque est une poussée d’Eindhoven à Arnhem sur un axe unique coupé de six cours d’eau. Son effort ne peut se balancer d’une direction à l’autre. Au point d’arrivée, les Allemands concentrent leurs réserves plus rapidement que les Alliés. De plus, les atouts essentiels des Anglo-Canadiens sont délaissés : leur puissante artillerie est loin en arrière et les groupements aéroportés ne s’adaptent pas à la présence, pourtant connue, d’unités blindées près de leurs objectifs. Sans le pont final à Arnhem, le terrain conquis n’est qu’un cul-de-sac. L’opération est l’échec le plus célèbre de Monty, même si, avec le recul, ce qui étonne est que les Alliés soient parvenus si près du but, alors que cette opération osée est si éloignée du style comme des capacités des forces de Montgomery.

Accusant le coup, et mobilisé au dégagement d’Anvers qu’il avait, comme d’autres, négligé, Montgomery reste en retrait à l’automne 1944. Quand l’ennemi contre-attaque dans les Ardennes (décembre 1944), il coordonne efficacement la défense au nord du saillant, mais les tensions avec les Américains et ses maladresses lors d’une conférence de presse attirent plus l’attention que sa réussite militaire. Puis il saigne la défense allemande à l’ouest du Rhin en février 1945 (opérations *Veritable* et *Grenade*), avant de terminer la campagne sur les rives de la mer Baltique, près de Lübeck, devançant les Soviétiques.

Quel chef militaire est Montgomery ?

Le rapide examen des campagnes de Montgomery montre qu’il n’a pas de méthode de combat établie, mais qu’il conçoit chaque opération comme un affrontement de deux systèmes dont il faut analyser les avantages et les inconvénients. Monty n’a pas de configuration ou de manœuvre « type » – encerclement, bataille de destruction, opération en profondeur… –, mais quelques grands principes : priorité au moral, combinaison des armes et conservation de l’initiative pour imposer son rythme à l’ennemi. Il les

applique quelle que soit la configuration du terrain (désert, fortifications, plaine, fleuve, forêt, côtes) ou de la bataille (défense, attaque, manœuvre, débarquement).

Les Alliés ont à partir de 1943 une supériorité numérique indispensable à l'attaque, mais qui n'est pas suffisante pour vaincre, comme le montrent les difficultés de Clark en Italie ou, à l'automne 1944, de Patton devant Metz et de Hodges à Aix-la-Chapelle [3]. Montgomery parvient à rendre ses victoires inexorables. Il dicte sa volonté à l'ennemi, qui peut retarder l'échéance, mais sans espoir de se rétablir. Comme un joueur d'échecs, Monty crée une situation où lui comme son adversaire voient qu'à moins d'une grossière erreur les Alliés l'emporteront. Il gagne sans poker menteur, sans panache, mais avec professionnalisme, méthode et une prise de risque minimale.

Cette manière de faire la guerre conduit au reproche le plus fréquent adressé à Montgomery, être « trop prudent », un reproche trouvant son origine chez Eisenhower qui écrit en avril 1943 : « [Montgomery] ne fera jamais volontairement un mouvement avant d'être absolument certain du succès […], avant d'avoir concentré tellement de moyens que n'importe qui obtiendrait le résultat. » On pense à l'été 1943, où Monty exige des moyens lourds avant de passer le détroit de Messine dans un secteur non défendu. Mais la réalité des campagnes montre que Montgomery n'a que rarement joui de l'écrasante supériorité matérielle (au-delà de 3/1) qu'on lui imagine. Il attaque à moins de 2/1 à El-Alamein, et environ deux semaines après le débarquement en Normandie il y a pendant quelques jours parité entre Alliés et Allemands. C'est avant tout par sa préparation et sa méthode qu'il mobilise aux points clés le maximum de ses moyens, et bien plus que l'ennemi. Eisenhower mélange les deux points dans un raccourci trompeur : le général qui ne saurait faire usage de tous les moyens à sa disposition serait mauvais ; or c'est ce qui est critiqué chez Montgomery, « trop prudent ».

De même, l'importance chez Montgomery de l'artillerie ou des assauts préparés n'a rien à voir avec les méthodes de 1918. En privilégiant les offensives courtes sur des fronts réduits, avec son souci du moral et sa maîtrise du rythme, Monty se démarque définitivement de la Grande Guerre. Refusant de s'entêter si les combats deviennent trop sanglants, il change constamment d'axe d'attaque à El-Alamein, en Normandie, en Rhénanie. Il dose et gère plutôt qu'il ne s'obstine. La limite de la technique

est que sa concentration sur un front étroit permet, en retour, la concentration de l’ennemi : les attaques ne peuvent donc pas percer avant l’épuisement des réserves ennemies.

En fait, Montgomery tient compte des particularités et des limites de ses troupes. Ce qui serait adapté aux Allemands ou aux Soviétiques ne convient pas aux Britanniques. Maintenir le moral de conscrits non endoctrinés, et loin de leur mère patrie, demande d’autant plus d’attention que, par son accumulation de victoires, l’ennemi est perçu comme redoutable. La pénurie d’hommes aggrave cette fragilité – se retrouver encerclé puis détruit serait catastrophique. Enfin, le matériel, aussi médiocre que l’entraînement, limite la capacité de manœuvre.

Le reproche le plus pertinent adressé à Montgomery est peut-être son incapacité à encercler l’ennemi (El-Alamein, Tunisie, Sicile, Falaise). Il est vrai que ce n’est jamais son objectif : il préfère épuiser l’ennemi jusqu’à sa destruction, rendant la percée mécanique. Mais les opérations ouvrent parfois des opportunités d’encerclement que Monty tente de saisir, sans jamais réussir. La bataille mobile distend les communications et il perd vite le contrôle des événements.

Surtout, Montgomery n’a aucun goût pour la théorisation de ce qu’il fait. Il est avant tout un praticien, se contentant d’énoncer des généralités (« avoir la maîtrise de l’air », « conserver le moral », « déséquilibrer l’adversaire », etc.) qui ne permettent pas de saisir la finesse de ce qu’il met en œuvre. Comme ses méthodes n’ont ni panache ni romantisme, elles ne font guère l’objet d’analyses serrées : ses succès restent incompris. Et ne pas théoriser lui fait aussi ignorer les limites de sa technique de commandement, par exemple lorsque les circonstances – le terrain, les communications, l’étendue du front rapportée aux réserves disponibles – l’empêchent de basculer son effort principal sur différents axes pour conserver l’initiative. Ainsi à Mareth en mars 1943, en Italie à l’automne 1943, et surtout à Arnhem en 1944.

Depuis les années 2000, suite aux travaux séminaux de Stephen Hart ou John Buckley, les historiens découvrent les qualités de Montgomery, compétent dans des batailles rangées comme lors des débarquements les plus complexes, et commandant sans *a priori* toutes nationalités et tous types de troupes. Rares sont les officiers alliés à pouvoir en dire autant.

Plus profondément, Montgomery adapte ses techniques à ses moyens et à ses objectifs plutôt que de copier l’ennemi. Il n’essaie pas de « faire de la

Wehrmacht » avec des troupes britanniques. Mieux encore, il fait en sorte que ses principaux subordonnés partagent les valeurs sous-jacentes à ses plans, ce qui se traduit par une cohérence d'exécution que l'on peine à retrouver chez les Américains. Et lui-même n'est ni fasciné ni impressionné par les Allemands, considérant qu'ils ont leurs qualités et leurs défauts, qu'il intègre comme un paramètre parmi d'autres.

Montgomery mérite sa place au panthéon des grands chefs militaires de la Seconde Guerre mondiale. S'il avait été magnanime plutôt que méprisant pour ses pairs ou Eisenhower, et s'il n'avait pas brandi avec une telle arrogance la haute opinion qu'il avait de lui-même, le débat de savoir s'il est surestimé n'aurait pas même lieu.

10

La *Waffen-SS* : des soldats d'élite

par Jean-Luc Leleu

Dans le Panthéon des corps militaires d'élite, la *Waffen-SS* tient assurément une place à part, où la fascination se mêle à l'odeur de soufre. L'idée communément répandue est que le fanatisme des soldats SS les aurait tout autant conduits à mépriser le danger sur les champs de bataille qu'à se conduire impitoyablement envers leurs adversaires, sur le front ou dans les territoires occupés. Cette pensée n'est pas nouvelle. Elle s'était déjà imposée au sein de la population allemande après le premier hiver de la guerre à l'est [1]. En somme, le regard s'est cristallisé des décennies durant sur le postulat que l'élitisme militaire et la criminalité étaient, dans le cas des soldats SS, les deux faces d'un même fanatisme guerrier. L'une ou l'autre de ces deux perspectives a ainsi été privilégiée, selon l'inclination des auteurs, qui ont le plus souvent passé sous silence ce qui n'allait pas dans leur sens. Du côté des apologistes du fait d'armes et de la bravoure militaire, le phénomène, perceptible en France depuis les années 1970 (en particulier au travers des ouvrages de Jean Mabire), n'a rien perdu de son actualité. Pour s'en convaincre, il n'est que de compulser les revues d'histoire qui fleurissent dans les kiosques de nos jours. Il n'y a guère de mois sans qu'une couverture, un article, voire un numéro spécial soit consacré à l'organisation SS en général, ou à sa branche militarisée (la *Waffen-SS*) en particulier.

Sans prétendre épuiser le sujet en quelques pages, et au-delà des remarques forcément généralistes pour une organisation armée qui a vu passer quelque 800 000 personnels dans ses rangs, plusieurs aspects permettent de se faire une idée plus exacte de ce que fut la valeur professionnelle des troupes de la *Waffen-SS* pendant le conflit. Car comment définir autrement l'élitisme militaire, sinon par la capacité d'un corps de troupes à remplir sa mission avec rapidité et efficacité (c'est-à-dire avec le minimum de pertes) ? Pourtant, comme nous le verrons, il est

nécessaire d'ajouter à cette définition une dimension incontestablement moins objective : le regard porté sur ces hommes, ici largement conditionné par la propagande.

L'élitisme, valeur suprême de la SS

Le culte de la SS pour l'élitisme faisait intrinsèquement partie de son idéologie. Quel que soit le champ d'action investi par la SS, elle a voulu en avoir le monopole ou, à tout le moins, en être une avant-garde. Revendiquée par Heinrich Himmler, cette ambition reposait sur un double fondement, avec d'abord la conviction d'incarner une supériorité raciale qui apparaissait comme la mère de toute vertu à l'« Ordre noir » (comme la SS s'appelait elle-même). Cette supériorité était garantie par une sélection raciale des candidats – sur des critères médicaux, de taille, d'apparence physique et d'ascendance –, ainsi que par une série de règles de vie encadrant non seulement les militants SS, mais aussi leurs épouses. L'élitisme autoproclamé de la SS reposait ensuite sur la conviction d'incarner l'idéologie nationale-socialiste la plus pure et, à ce titre, d'être l'organe exécutif le plus fiable au service du régime et de son chef, Adolf Hitler. En ce sens, l'écrasement de l'aile révolutionnaire de la NSDAP, le 30 juin 1934, a constitué un acte fondateur : avoir été capable, au nom de la fidélité en Hitler, d'être l'instrument de la purge et d'exécuter des « camarades du Parti » sera encore invoqué par Himmler en octobre 1943 pour démontrer qu'il irait jusqu'au bout dans l'élimination des Juifs [2].

Aussi, lorsque la SS a affiché dans les années 1930 des ambitions dans le domaine militaire (jusque-là strictement réservé à l'armée), l'a-t-elle fait avec la volonté d'être la meilleure. Tel le roi Midas qui transformait en or tout ce qu'il touchait, la SS prétendait transformer tous ses militants en soldats. Il ne s'agissait pas d'en faire des *militaires* investis de la seule mission de faire la guerre, mais des *soldats politiques* portés par leur idéologie et combattant en permanence en son nom, avec ou sans armes [3].

Niveau d'instruction militaire à la veille du conflit

Rappelons tout d'abord quelques vérités élémentaires. Si le combat sur le terrain n'est pas une activité intellectuelle (ou si peu), il ne laisse également de place au courage que dans des proportions limitées, et en tout

état de cause bien inférieures aux représentations qui nous en sont généralement données dans les films de guerre. En effet, la valeur professionnelle d'une troupe militaire repose d'abord et avant tout sur un socle de compétences techniques – savoir utiliser les armes et les matériels à sa disposition – et tactiques – savoir, à chaque échelon hiérarchique, se déployer sur le terrain en fonction de la mission et assurer la coopération interarmes. À ce socle de compétences s'ajoutent des capacités individuelles d'endurance en dépit des privations – soif, faim, manque de sommeil – ou de conditions climatiques défavorables – froid, chaleur, intempéries. D'autres facteurs d'ordre moral peuvent venir transcender les soldats – attachement aux chefs, esprit de corps, adhésion à la mission, etc. –, mais il serait assez vain de croire que l'aspect moral puisse pallier les déficiences techniques et tactiques évoquées ci-dessus, sinon au prix de lourdes pertes. Or, de telles victoires à la Pyrrhus ne peuvent, par la force des choses, être renouvelées dans le temps.

Quelle a donc été la valeur professionnelle des troupes SS pendant la Seconde Guerre mondiale ? Assurément variable en près de six années de conflit et, tout aussi assurément, faible à ses débuts. Amalgames de détachements paramilitaires créés de toutes pièces à partir de 1933 et de formations de gardes de camp de concentration, les unités armées SS comptaient environ 25 000 soldats d'active à la veille de la guerre. Force paramilitaire dépourvue de traditions, ces unités avaient eu tout à créer. Force est de reconnaître qu'elles le firent mal, à commencer par la formation militaire dispensée aux premières promotions d'élèves officiers SS (1 138 officiers sortis des *SS-Junkerschulen* avant guerre). Ces derniers ont le plus souvent été formés par d'anciens sous-officiers avec peu de moyens, et encore moins de compétences et de temps. De manière révélatrice, l'instruction des élèves officiers SS s'échelonnait sur dix à seize mois avant guerre, au lieu de vingt-quatre pour l'armée de terre (*Heer*). Parmi les candidats se trouvaient une foule d'individus médiocres ou déclassés à qui la SS a offert une chance de promotion sociale. Ainsi, près de la moitié des élèves de ces premières promotions n'étaient pas reconnus aptes à devenir officiers par l'armée de terre, démentant les propos ultérieurs des apologistes et des ex-généraux SS [4]. Les officiers supérieurs SS ne donnaient eux-mêmes guère l'exemple, se faisant par exemple tirer l'oreille par l'inspecteur des troupes SS pour ne pas s'être présentés à un exercice tactique qu'il avait ordonné [5]. À cela s'est ajoutée une

centralisation tardive de l'instruction, seulement à partir de 1937, créant des disparités entre unités SS en fonction de la valeur de leur commandant.

La Waffen-SS *à l'épreuve de la guerre*

En dépit d'un manque manifeste de valeur professionnelle, les premières campagnes victorieuses de la guerre ont permis aux unités SS de jouer leur rôle. Face à des adversaires surclassés en nombre ou bousculés par une brillante stratégie allemande, les troupes SS ont assurément réussi en jouant d'audace. Les revers ponctuels n'ont pas émoussé la volonté de ces troupes d'appartenir à l'élite. Les représailles sur les civils et les militaires capturés ont surtout permis d'effacer dans le sang les échecs subis. Ainsi l'exécution d'une centaine de prisonniers de guerre britanniques à Wormhout en mai 1940 a fait suite à une attaque meurtrière au cours de laquelle les soldats SS étaient montés à l'assaut « épaule contre épaule », au cri de « *Heil Hitler* », et sans appui d'armes lourdes [6].

Cette absence de professionnalisme a été durement sanctionnée après l'ouverture de la guerre à l'est. Dès lors que la campagne s'est inscrite dans la durée, de tels comportements téméraires n'étaient plus possibles. Cinq mois après le déclenchement de l'opération *Barbarossa*, le nombre de soldats SS tués à l'est s'élevait à 10 403, soit 9 % des effectifs de campagne SS au déclenchement de l'opération… et un taux de mortalité deux fois supérieur à celui de l'armée de terre [7]. Une telle saignée a conduit les commandants d'unité SS, sinon à se remettre en cause, du moins à trouver des solutions palliatives. La première d'entre elles a consisté à reconsidérer l'instruction des recrues, en leur imposant dans les unités de dépôt une formation au plus proche des conditions qu'elles allaient ensuite rencontrer. L'ancien commandant des formations de garde des camps de concentration, Theodor Eicke, a en ce sens posé les bases de l'instruction prodiguée au sein de toutes les unités SS à partir de la fin de l'année 1941 [8]. Au demeurant, les soldats SS ont beaucoup appris des soldats de l'Armée rouge, comme en attestent les retours d'expérience des commandants d'unité de la division *Das Reich* en 1942. Il manquait en effet aux soldats SS une instruction poussée dans des domaines pourtant essentiels du combat d'infanterie : engagement en forêt ou de nuit, capacité de se camoufler et de se retrancher rapidement, maintien d'une très stricte discipline de feu. Surtout, il ne devait « plus se produire d'attaques en

meute comme elles ont été courantes dans les campagnes précédentes, et encore aussi au début de la campagne russe [9] ».

L'acquisition de panzers et d'un surcroît de puissance de feu a constitué un second volet pour tenter de limiter les pertes induites par les lacunes professionnelles de la troupe. Au rebours des pratiques en vigueur au sein des institutions militaires traditionnelles, les unités SS n'ont ainsi cessé d'intriguer, de l'hiver 1941 à l'été 1942, afin d'être transformées en divisions blindées. Court-circuitant les relations hiérarchiques, agissant parfois à l'insu de Himmler, les commandants d'unité SS ont parfaitement su jouer de leur influence et du prestige chèrement acquis par leurs unités pour parvenir à leurs fins [10].

Cette conversion en unités blindées a certes permis aux plus anciennes des unités SS de disposer d'une puissance de feu supérieure, mais a en corollaire engendré d'autres difficultés, cette fois d'ordre tactique. Pour manœuvrer des masses de chars au combat, les chefs SS ont dû payer leur expérience aux prix de pertes autrement évitables. Lors du premier engagement du corps d'armée blindée SS à Kharkov, en février-mars 1943, une trentaine de panzers de la division *Das Reich* ont dû ainsi être sabotés pour ne pas tomber intacts aux mains des Soviétiques [11]. Et lorsqu'un commandant de bataillon d'infanterie mécanisée a été nommé à la tête du régiment blindé de la *Leibstandarte SS Adolf Hitler* en novembre 1943, l'effet s'est révélé désastreux : le potentiel de l'unité a été réduit en un mois au quart de ses panzers, le divisionnaire étant même obligé de stopper une attaque frontale qui virait au désastre [12]. Le commandant du corps d'armée blindé SS avait lui-même déploré, à l'issue de la bataille de Kharkov, que l'attaque frontale était encore « trop préférée », au détriment de manœuvres tactiques plus élaborées – fixation et attaque sur les flancs, attaque nocturne, etc. –, pour leur part « trop rarement menées ». Et de devoir rappeler à ses commandants d'unité cette évidence tactique : faute d'alternative, il insistait sur la nécessité d'établir des plans d'attaque dans lesquels l'axe d'effort principal soit clairement énoncé [13].

C'est pourtant au printemps 1943 que les formations à recrutement allemand de la *Waffen-SS* ont sans doute présenté la meilleure valeur militaire. Elles disposaient à cette date d'un équipement abondant, de personnels encore assez largement motivés et de cadres formés à la dure école de la guerre à l'est. La politique de la SS encourageait précisément la promotion de jeunes officiers, encore trentenaires, et dont la principale

qualité militaire à ses yeux était leur hardiesse au combat. Ce type d'officiers SS « risque-tout » (*Draufgänger*) s'est ainsi imposé à la tête des régiments et divisions blindées SS dans les deux dernières années de la guerre. Il a longtemps contribué à maintenir à niveau des unités SS dont le recrutement se délitait. À partir de l'automne 1943, la SS est en effet arrivée à une situation de crise d'effectifs : à vouloir augmenter sans cesse le nombre des divisions SS, les personnels nécessaires au remplacement des pertes ont commencé à manquer. La situation n'a fait qu'empirer, obligeant la direction SS à baisser le niveau du recrutement, jusqu'à incorporer massivement dans des unités à recrutement allemand des individus qui ont considérablement fait chuter leur valeur. À la 9e division SS, par exemple, plus de la moitié des effectifs, en janvier 1945, étaient nés en dehors du « Grand Reich », et la plupart estimaient que ce dernier avait déjà perdu la guerre [14].

Une élite européenne ?

Les thuriféraires de la SS se sont plu après 1945, au temps de la guerre froide, à présenter la *Waffen-SS* comme le prototype de l'armée européenne (et implicitement « antibolchevique ») que les dirigeants de l'époque appelaient de leurs vœux. La vérité est ailleurs. La SS a longtemps échoué à séduire de nombreux volontaires dans les pays conquis ou neutres. La division SS *Wiking*, présentée à sa création comme le prototype de l'unité « germanique », ne comptait dans ses rangs qu'une part relativement faible de volontaires étrangers au moment de l'offensive contre l'URSS en juin 1941, soit à peine 6 % de ses effectifs (1 142 étrangers sur 19 377) [15]. En écartant les très nombreux contingents d'Allemands ethniques (*Volksdeutsche*) nés en dehors du Reich (notamment dans les États du bassin danubien), les 37 367 volontaires étrangers « germaniques » servant sous l'uniforme SS représentaient encore au 31 janvier 1944 un chiffre « effroyablement bas », de l'aveu même du responsable du recrutement, soit 7,5 % des soldats SS à cette date [16]. Si leurs effectifs se sont assurément accrus au cours des quinze derniers mois du conflit – dès lors que la SS a, de mauvais gré, partiellement renoncé à ses préceptes racistes –, force est de constater que les unités étrangères de la *Waffen-SS* ont en général joué un rôle militaire mineur pendant le conflit, employées le plus souvent dans la lutte contre les partisans jusqu'en 1943, puis jetées dans la fournaise des

batailles où elles ont rapidement fondu. La défense de Berlin par quelques centaines de soldats SS étrangers en mai 1945 – parmi lesquels des Français –, tant vantée par les apologistes de l'Ordre noir après guerre, ne doit donc pas faire illusion. Au demeurant, ce sont les soldats – la plupart allemands – appartenant au corps de bataille motorisé et blindé SS qui se sont adjugé au cours de la guerre 90 % des croix de chevalier de la croix de fer, l'une des plus hautes distinctions militaires allemandes [17]. Même si ce critère est éminemment discutable – compte tenu de l'instrumentalisation qui en a été faite par le régime nazi –, il n'en donne pas moins une idée du faible rôle militaire joué par les contingents étrangers au sein de la *Waffen-SS.*

Aux origines du mythe : lobbying et propagande

Il est à présent intéressant de revenir aux origines de la réputation d'élitisme si étroitement associée aux troupes SS. Certes, cette réputation n'était pas sans fondement. La ténacité, le courage ou le fanatisme – selon l'appréciation de chacun – se sont rencontrés au cours des campagnes et batailles, à l'image des soldats du régiment SS *Deutschland,* qui ont préféré mourir sur place plutôt que de reculer face à une contre-attaque de blindés britanniques en mai 1940. Là où réside la différence avec d'autres troupes dites « d'élite », c'est la manipulation qui a été faite de tels actes par Himmler. Ainsi, dans le cas cité, il s'est empressé de donner à lire le rapport du commandant de régiment à Hitler, qui a été visiblement impressionné [18]. Une telle valorisation de ses troupes par Himmler auprès d'Hitler – sans cesse répétée au fil de leurs entretiens – avait toute l'apparence de ce que nous appelons aujourd'hui du *lobbying.* L'objectif poursuivi par Himmler était double : légitimer aux yeux d'Hitler la fonction militaire de la SS – qui venait ainsi concurrencer l'armée – et profiter de l'état de guerre pour étendre plus encore l'influence de l'organisation SS au sein du régime. Or, toute montée en puissance ne pouvait se justifier que dans le seul domaine militaire. C'est ce qu'a fait la SS dès les premiers mois du conflit : ses effectifs sont ainsi passés de 0,6 à 2,4 % des effectifs de l'armée de terre de septembre 1939 à juin 1940 [19].

Dans ses intrigues visant à faire de la *Waffen-SS* la « vitrine idéologique » de l'Ordre noir, Himmler a trouvé en Hitler un interlocuteur réceptif et conciliant : que la « troupe du Parti », incarnant à la fois une élite raciale et idéologique, fût aussi une élite militaire était un discours que le

Führer était tout prêt à entendre [20]. Avec l'échec de l'opération *Barbarossa* aux portes de Moscou et la crise de confiance qui s'est ensuivie entre Hitler et ses généraux en décembre 1941, le dictateur a d'ailleurs vu dans la *Waffen-SS* « l'exemple de la future Wehrmacht nationale-socialiste », ouvrant ainsi progressivement la voie à son développement, jusqu'à en faire le modèle de la société allemande en armes [21]. Les récipiendaires des plus hautes distinctions militaires ont d'ailleurs servi à ce dessein. Grâce à la promotion d'officiers SS issus de classes sociales modestes, le régime a ainsi pu exalter le modèle du soldat dont l'efficience militaire puisait sa source dans son adhésion au national-socialisme [22].

Cette volonté politique du régime destinée à favoriser la branche armée de la SS est venue relayer l'entreprise de séduction déjà menée depuis plusieurs années par l'Ordre noir auprès de la société allemande. Car une donnée déterminante doit être bien saisie pour comprendre l'image d'élitisme associée à la *Waffen-SS* : contrairement à la Wehrmacht, armée de conscription dans laquelle pouvait être mobilisé tout citoyen du Reich en âge de porter les armes, la *Waffen-SS* n'a jamais été que la branche armée d'une organisation du parti nazi. À ce titre, elle ne pouvait – théoriquement – incorporer que des volontaires. Pour séduire le grand nombre de candidats nécessaires à son accroissement, l'esthétique et l'élitisme étaient des vecteurs publicitaires incontournables. Les premières campagnes de propagande de la SS pour son recrutement, s'appuyant sur un argumentaire idéologique aride, n'avaient pas vraiment suscité l'enthousiasme, en dehors du cercle de militants SS pressés par l'Ordre noir de rejoindre sa branche armée. Le chef du recrutement SS avait d'ailleurs très tôt tiré ce constat en soulignant dès novembre 1940 qu'il lui était « impossible d'assurer le recrutement dans la durée […] si nous ne devenons pas effectivement la garde du Führer [23] ». En conséquence, ses services avaient fait appel, à partir de 1941, à un graphiste talentueux, Ottomar Anton, dont les affiches à l'esthétique soignée ont offert de la *Waffen-SS* une image extrêmement séduisante, propre à susciter des vocations parmi les jeunes, principalement visés. Jusqu'en 1944, les affiches d'Anton ont rythmé la plupart des campagnes de recrutement menées par la SS aussi bien au sein du Reich que dans les territoires occupés.

Dans cette entreprise de séduction, ces affiches n'ont toutefois représenté qu'un support de propagande parmi d'autres. Conscient de l'importance de l'image de son organisation auprès du public et des dirigeants allemands,

Himmler a posé dès le printemps 1940 les bases d'une parfaite communication en créant une compagnie de propagande SS, confiée au directeur de l'hebdomadaire SS *Das Schwarze Korps*, Gunter d'Alquen. Un tel coup de force a été légitimé, avec l'appui d'Hitler, par le prétexte que l'armée empêchait toute évocation des troupes SS [24]. Moins que la création de cette unité, c'est son format qui trahissait les immenses ambitions d'emblée affichées par la SS dans ce domaine : alors qu'il n'y avait pas suffisamment de compagnies de propagande pour en affecter une à chaque armée de la Wehrmacht, une section de correspondants de guerre a été prévue pour couvrir les opérations des trois formations de campagne SS et de la division de police lors de la campagne de 1940. Ce régime d'exception s'est pratiquement maintenu jusqu'à la fin de la guerre. Inondant littéralement la presse et les actualités allemandes, l'unité a ainsi semé les germes d'une propagande dont la postérité connaît encore de beaux jours. Dès 1940, 282 reportages écrits par les correspondants de guerre SS avaient trouvé preneur dans la presse allemande, chacun de ces textes ayant été en moyenne publié six fois pour un total de 1 716 parutions. Et cela n'était qu'un début. En 1942, le nombre des parutions atteignait déjà près de 7 200. Par ailleurs, 11 000 clichés étaient publiés dans les organes de presse du Reich au cours des trois premières années de fonctionnement de l'unité SS. Enfin, en 1941 comme en 1942, les actualités hebdomadaires projetées dans les salles de cinéma comportaient en moyenne chacune deux à trois passages sur la *Waffen-SS* [25]. Le phénomène n'a fait que s'accentuer au fil du temps. À la fin de l'année 1941, Goebbels constatait ainsi que les unités de la *Waffen-SS,* qui pourtant représentaient moins de 5 % des effectifs engagés à l'est, occupaient « au moins 30 à 40 % » des articles des journaux et des magazines illustrés, s'inquiétant des répercussions qu'un tel déséquilibre pouvait avoir sur le moral de l'armée de terre qui devait « porter dans son ensemble le lourd fardeau de la campagne à l'est [26] ». De telles réserves de la part de Goebbels n'ont plus eu cours après 1942, lorsque la *Waffen-SS* a été promue par le régime aux abois comme le modèle militaire à suivre.

La réception de cette propagande par le public ne saurait se comprendre sans considérer quelques atouts dont la *Waffen-SS* a disposé pour sa promotion, à commencer par les deux runes SS qui, tels des éclairs, figuraient une « accumulation d'énergie et sa rapidité [27] ». Outre cette esthétique graphique, la *Waffen-SS* a par ailleurs su se démarquer des autres

organisations du Parti et de la Wehrmacht par un uniforme distinct, et cela toujours à son avantage. L’uniforme noir des soldats de la garde personnelle d’Hitler avant guerre était associé à la plupart des images où apparaissait le dictateur, tandis que la blouse et le couvre-casque camouflés – introduits dès le printemps 1940 – ont durablement assimilé, dans l’esprit du public, les troupes SS à des unités de choc. La manière de filmer celles-ci a d’ailleurs contribué à renforcer cette impression : tandis que les *cameramen* de l’armée privilégiaient l’image des interminables colonnes de fantassins progressant à travers les steppes russes en 1941 et 1942, ceux de la SS filmaient au plus près des combats des soldats SS sur fond d’isbas en flammes. Enfin, la SS a également innové en organisant un système de courriers qui lui a permis de fournir aux médias allemands, plus rapidement que la Wehrmacht, des articles, films et clichés propres à séduire le public avide d’informations récentes et d’images spectaculaires [28].

La contre-propagande alliée

Pour terminer, on ne saurait comprendre la prolongation du mythe du soldat d’élite SS après guerre sans évoquer le rôle joué par la contre-propagande alliée. La publicité faite autour des unités SS par le IIIe Reich les désignait naturellement comme les cibles privilégiées des médias adverses. Surtout, la réputation d’élitisme militaire et de brutalité qui précédait les troupes SS a conduit les forces alliées qui ont eu à les combattre – et à les vaincre – à en tirer une fierté naturelle. En France, les maquisards eux-mêmes ont eu une tendance évidente à voir des formations SS parmi toutes les unités allemandes qui leur étaient opposées [29]. Or, si la ténacité des troupes SS n’était pas encore un vain mot à l’été 1944, elles y ont également perdu beaucoup de leur substance. Pourtant, les services de renseignements alliés semblent avoir éprouvé quelques difficultés à faire le deuil de la valeur de leurs adversaires SS. D’évidence, ce phénomène trahissait une fascination et un complexe d’infériorité cultivé depuis les combats en Normandie. Une certaine déception est même apparue chez les interrogateurs alliés qui ont vu défiler devant eux des hommes peut-être fanatiques, mais sans grande valeur professionnelle [30]. La 9e division SS *Hohenstaufen*, dont « une masse gelée, rompue de fatigue et affamée » d’individus avaient rejoint les camps de prisonniers dans les Ardennes, s’est ainsi attirée un réquisitoire sans concession. Mis bout à bout, l’ensemble

des données disponibles la « qualifi [ait] difficilement dans son statut “d’élite” [31] ». L’étude statistique menée sur ces captifs a largement conforté cette impression, impression renforcée lorsqu’une étude similaire sur une autre division a révélé en comparaison le décalage existant entre cette élite supposée et une bonne formation d’infanterie ordinaire de l’armée [32].

Deux mois avant la fin de la guerre, les services de renseignements américains commencèrent à revoir leur position à l’égard de la *Waffen-SS.* On assistait en l’occurrence à une véritable prise de distance avec le mythe. Il put être déterminé à quel point la SS avait su tirer un « plein avantage » des critères de sélection physique de ses personnels afin de les promouvoir dans sa propagande. De même, l’idée du caractère « souvent exagéré » de leur « importance militaire » commençait à émerger [33]. Ce constat tombait cependant trop tardivement. Le mythe était solidement installé.

11

La Seconde Guerre mondiale, une affaire d'hommes

par Fabrice Virgili

Eisenhower, Joukov, MacArthur, Montgomery ou Rommel parmi les militaires, Churchill, Hirohito, Hitler, Mussolini, Roosevelt, Staline pour les *hommes* d'État et, parmi les Français, de Gaulle, Laval, Leclerc, Moulin, Pétain, Weygand… L'on pourrait poursuivre longtemps la liste des noms masculins incarnant la Seconde Guerre mondiale avant qu'y figurent les premières femmes. Ni militaires ni politiques, elles sont pour la plupart des figures de dévouement, de martyres, parfois de résistantes, de traîtresses aussi. Lorsque la Seconde Guerre mondiale embrasa le monde, celui-ci était, plus encore qu'aujourd'hui, largement dominé par les hommes. Le pouvoir était en leurs mains. Certes, dans une moitié de l'Europe, comme aux États-Unis, les femmes votaient depuis une vingtaine d'années, mais elles n'étaient qu'une poignée à avoir des responsabilités politiques, moins encore à avoir une place dans la chose militaire. Alors quel rôle pouvaient-elles jouer dans la guerre ? Aucun ou presque, et les statistiques, longtemps aveugles au genre, ne prenaient pas le soin de les dénombrer. Les Français du commando Kieffer présent lors du débarquement de Normandie sont connus à l'unité près : 177 ; mais sait-on combien de femmes participèrent aux opérations ? Pourtant, opératrices radio, conductrices, infirmières, reporters de guerre, elles débarquèrent aussi sur les côtes françaises en juin (Normandie) puis en août 1944 (Provence). Si des photographies en témoignent, si quelques phrases dans les ouvrages de référence ou dans des livres de Mémoires portent trace de leur présence, ces éléments ne donnent pas de quoi en faire un phénomène statistique. Car, fondamentalement, « elles ne comptent pas » : dans la bataille, seul le combattant, celui qui donne la mort, en un mot le guerrier, serait important.

Femmes en uniforme

Cependant, et en se limitant d'abord aux armées régulières alliées engagées dans le second conflit mondial, tous les pays comptaient des femmes sous l'uniforme : combattantes dans l'Armée rouge, auxiliaires dans les corps australiens, britanniques, canadiens, états-uniens, français libres ou polonais [1]. À l'exception notable du Japon, il en est de même pour l'Axe : *Wehrmachtshelferinnen* de l'armée allemande, *Servizio Ausiliario Femminile* de la République sociale italienne et *Lottas* finlandaises. Au total, des centaines de milliers de femmes dont les statuts et les fonctions variaient selon les armées, mais qui toutes portaient l'uniforme de leur pays. Peu d'entre elles laissèrent leur nom à la postérité, et encore le firent-elles avec un désignant masculin, comme le commandant Marina Raskova, fondatrice de trois régiments d'aviation féminins, dont les pilotes furent par la suite connus sous leur désignation allemande de « sorcières de la nuit », ou, toujours dans l'Armée rouge, le lieutenant Liudmyla Mykhailivna Pavlychenko, tireur d'élite créditée de 309 soldats ennemis tués entre juin 1941 et juin 1942, date à laquelle, blessée, elle fut retirée du front puis envoyée en tournée aux États-Unis. Pour la France libre, songeons au lieutenant Torrès, devenue Suzanne Massu, à la tête de l'unité Rochambeau des conductrices ambulancières de la 2e DB. Dans le Pacifique, le lieutenant-colonel Sybil Irving fut nommée à la tête de l'*Australian Women's Army Service.* Au sein de la Luftwaffe, le capitaine de l'air Hanna Reitsch, pilote d'essai et nazie convaincue, alla jusqu'à proposer ses services pour créer une unité de pilotes suicides à l'image des kamikazes japonais. Elle fut la seule Allemande décorée de la croix de guerre de 1re classe. Quelques femmes furent ainsi reconnues, gradées et décorées, à côté de centaines de milliers d'hommes.

Civiles, donc victimes…

Ce ne sont pas ces exceptions qui amènent à considérer la guerre autrement que comme une « affaire d'hommes ». C'est un paradoxe de considérer la guerre comme un monopole masculin et de voir dans les deux conflits mondiaux qui ont déchiré le XXe siècle des « guerres totales », mobilisant *toutes* les ressources des belligérants. Pendant le premier conflit, et plus encore lors du second, la totalité des populations furent, non seulement mobilisées pour l'effort de guerre, mais devinrent des objectifs de guerre, un paramètre nouveau du déroulement des opérations. Le front et

l’arrière, au moins pour l’Europe continentale, ne se distinguaient plus ; le front traversant, parfois à plusieurs reprises, l’ensemble du territoire et de la société. Une guerre totale n’est plus seulement une guerre des combattants, c’est celle de toute la population. Certes, sur le champ de bataille, les pertes demeuraient essentiellement militaires, donc masculines. Mais en bien des lieux, lorsqu’il s’agissait de bombarder une ville, d’assassiner une population, d’effectuer des représailles, les victimes étaient alors principalement civiles, des deux sexes et de tous âges. Le « total » n’est pas masculin, il englobe directement les femmes, comme victimes, mais aussi comme actrices par les stratégies mises en œuvre pour survivre, échapper, participer aux événements. Il les concerne également car les femmes devinrent des objectifs de guerre et les autorités civiles et militaires intégrèrent leur existence dans les politiques menées et les décisions prises [2].

… des bombes

Dès le début de la guerre, les civils étaient devenus des objectifs militaires. L’attaque japonaise contre la Chine commença en août 1937 par une dizaine de jours de bombardements de la ville de Shanghai, avant que l’armée impériale ne débarque pour mener les opérations terrestres. En Europe, l’offensive allemande contre la Pologne en septembre 1939 fut accompagnée des bombardements aériens de Varsovie. Il ne s’agissait pas de détruire des objectifs militaires, mais bien de s’en prendre aux civils, parce qu’il y avait des femmes et des enfants des deux sexes, afin de montrer la détermination de l’assaillant et de faire plier l’adversaire, incapable de protéger « ses » femmes et « ses » enfants. Plusieurs milliers de tués à Shanghai, près de 25 000 à Varsovie, dès le début du conflit, les civils se retrouvaient au cœur de la bataille. En France comme en Angleterre, le sort de Varsovie poussa les pouvoirs publics à multiplier abris et protections et à faire évacuer les enfants des villes vers les campagnes. Le masque à gaz, arme défensive du soldat depuis l’été 1915, était désormais distribué aux hommes et aux femmes des villes françaises de 1939.

… des déplacements

Quelques mois plus tard, en mai 1940, lors de l'offensive allemande à l'ouest, la Luftwaffe renouvelait l'opération contre Rotterdam. Le nombre de victimes était moindre, un millier environ, mais appliqué à la Hollande neutre cela frappa une nouvelle fois les esprits. Autre effet de cette offensive, le gigantesque exode provoqué par l'avance de la Wehrmacht. Huit millions de femmes, d'hommes âgés et d'enfants fuirent sur les routes, de Belgique d'abord, puis de France. Combien de photographies, là encore, témoignent d'une population des deux sexes, dont de nombreuses femmes sans nouvelles de leurs maris mobilisés. Cette catastrophe humanitaire pour la France fut une aubaine stratégique pour l'armée allemande. En accentuant l'effet de panique par le mitraillage des colonnes de réfugiés, les routes envahies furent facilement bloquées, rendues inutilisables pour les troupes franco-britanniques. Ainsi les premiers mois de la guerre marquèrent-ils l'entrée massive des femmes dans les rangs des victimes. Le *Blitz* sur les villes d'Angleterre, d'août 1940 à la mi-mai 1941, puis l'amplification des campagnes de bombardement anglo-américaines sur l'Europe allemande à partir de 1942-1943 ne firent que confirmer ce phénomène ; le bombardement stratégique, dont l'intention était de briser le moral et la volonté du pays adverse, incluait explicitement les femmes et les enfants comme objectif militaire. Au total, on estime à 600 000 civils le nombre d'Européens tués sous les bombes, et à 1 million les blessés [3]. Quant aux réfugiés et personnes déplacées, comment évaluer précisément les dizaines de millions de personnes plus ou moins contraintes de se déplacer, personnes évacuées, réfugiées, travailleurs volontaires ou forcés, prisonniers, déportés ? Encore une fois, les statistiques nous le laissent difficilement appréhender. Pourtant, photographies, rapports et témoignages nous révèlent la présence massive de femmes, parfois majoritaires parmi ces populations. Combien, après guerre, n'avaient plus de foyer à retrouver, parce que détruit ou occupé par d'autres ?

… des assassinats de masse

L'autre violence qui provoqua massivement la mort de femmes fut l'assassinat des Juifs d'Europe par les nazis. L'analyse de genre n'est pas forcément pertinente pour comprendre ce qui se passe dans la chambre à gaz, tant la volonté des bourreaux était justement d'annihiler toute humanité aux victimes, de les détruire jusqu'à la cendre. Femmes et hommes y

connurent un sort commun. Mais si la volonté génocidaire du nazisme visait la destruction totale et absolue de la population juive, les modalités en furent parfois distinctes pour les deux sexes. Dans l'organisation des rafles et des premiers convois partis de France vers Auschwitz, la population fut essentiellement masculine ; dans les sept premiers convois du 27 mars au 19 juillet 1942, 95 % des 7 073 déportés étaient des hommes. Puis, dès le lendemain, du fait de l'arrestation massive de femmes lors de la rafle du Vél' d'Hiv', les convois devinrent, à quelques exceptions près, mixtes. Au total, sur les 75 280 Juifs de France déportés en Allemagne, l'on compte 31 625 femmes, soit 42 %, dont seules 913 survécurent. Les décalages dans la déportation, comme lors de la sélection faite par les nazis à l'arrivée des convois, envoyant directement à la mort enfants, vieillards, femmes enceintes ou accompagnées d'enfants, n'ont pas d'effet sur le résultat de la mise à mort, mais soulignent la prise en compte par les bourreaux du sexe des victimes. Les effets de genre jouaient de manière contradictoire. D'abord parce que l'arrestation des hommes fut un avertissement enjoignant aux femmes de se cacher. Après l'arrestation, parce que leur supposée fragilité aux yeux des médecins SS les destinait plus rapidement à la chambre à gaz.

À l'est, l'organisation des tueries menées par les *Einsatzgruppen* à l'encontre des populations juives montre aussi un crescendo. Les exécutions de masse visèrent d'abord la population masculine adulte, puis, au cours de l'été 1941, les femmes en nombre de plus en plus important, enfin, à partir de la mi-août, les enfants des deux sexes firent également partie des Juifs à assassiner [4]. Les possibilités d'échapper à ces massacres étaient terriblement réduites. Le bilan établi en février 1942 par le commandant SS Jäger de l'application de la « Solution finale » à la Lituanie, alors déclarée « sans Juif », dénombre 136 421 Juifs assassinés, dont 46 403 hommes, 55 556 femmes et 34 464 enfants [5]. Le moindre nombre d'hommes, 46 %, s'explique par la mobilisation d'une partie de ceux-ci dans l'Armée rouge avant l'invasion allemande. Sans préjuger de ce que fut leur sort de combattants soviétiques, leur statut de soldat les avait protégés du génocide.

Une violence spécifique : le viol

Aux violences faites aux femmes comme aux hommes, il convient d'ajouter celles qui concernèrent spécifiquement les femmes, au premier

rang desquelles les violences sexuelles. Longtemps ignorés de la recherche car ne paraissant pas modifier le sort de la bataille, les viols furent pourtant commis à différents moments, sur différents fronts et par des soldats de différentes armées, contre de très nombreuses femmes. Il convient de distinguer, d'une part, les viols commis isolément par des soldats qui, échappant au contrôle de leur hiérarchie, commirent un crime sexuel et, d'autre part, les viols participant à la « terrorisation » des populations ciblées. Dans le premier cas, des soldats profitaient du pouvoir que leur donnait l'uniforme en facilitant l'entrée au domicile de leurs victimes. La menace de leurs armes contribuait à imposer un rapport sexuel ; enfin, l'éloignement de leur société d'origine, le brassage des populations et de la troupe au gré des événements accentuaient leur sentiment d'impunité. Ils violèrent, le plus souvent isolément, des femmes dont ils considéraient qu'elles étaient à la merci de leur désir et de leur puissance. Parce que le viol était interdit en temps de paix comme dans tous les codes militaires, ces soldats furent plus ou moins poursuivis. Certains condamnés très sévèrement, parfois à mort et exécutés, d'autres bénéficiant de plus d'indulgence de leurs officiers, blâmés, sanctionnés ou transférés sur un autre théâtre d'opérations. Ainsi des membres de la Wehrmacht, coupables d'avoir violé des Françaises pendant l'Occupation, purent-ils être condamnés à de la prison ou transférés sur le front russe. Des soldats américains, coupables de viols en Angleterre, en France ou en Allemagne [6], furent jugés par les cours martiales de leurs armées et, dans certains cas, condamnés à mort et exécutés par pendaison, parfois devant leur victime et sa famille. Cette criminalité sexuelle, favorisée par le contexte de guerre, n'en reste pas moins la somme d'actes individuels. Différents furent les viols commis par centaines, par milliers, voire davantage encore. Le cas le plus connu concerne ceux d'Allemandes par des soldats de l'Armée rouge. Les chiffres évoqués sont exprimés en centaines de milliers lors de l'offensive soviétique sur le territoire du Reich [7]. Lutte sans merci, l'affrontement germano-soviétique se transforma pour les soldats de l'Armée rouge en une guerre de revanche. Si la mortalité des prisonniers de guerre ou les massacres des populations furent bien moindres que ce qu'avaient subi soldats et civils soviétiques, les viols furent particulièrement massifs. Leur crainte, largement renforcée par la propagande nazie, avait d'abord provoqué l'exode des populations, voire le suicide de celles qui les anticipèrent. Leur réalité venait affirmer la

puissance soviétique sur les femmes allemandes, une fois leurs hommes vaincus. C'était également un moyen d'infliger à la prétendue « race des vainqueurs » une souillure biologique majeure : les enfants à naître « aryens » seraient désormais à moitié slaves, caucasiens ou asiatiques. Cette forme de viol de conquête ne fut pas propre à l'Armée rouge. En Italie méridionale, les troupes coloniales du corps expéditionnaire français s'en rendirent coupables par milliers. Dans la dernière étude sur le sujet, Julie Le Gac avance le chiffre de 3 000 à *5* 000 viols de femmes italiennes [8]. Ces viols étaient à la fois une razzia, c'est-à-dire un pillage toléré depuis la conquête coloniale pour intégrer ces combattants des tribus du Rif et de l'Atlas au sein de l'armée française, et un châtiment d'une population perçue comme ennemie, donc à soumettre. Le ressentiment est resté vif parmi les populations du sud de l'Italie, même si les victimes, de tous âges, furent prises en charge par la société locale. Des plaintes furent déposées et des indemnités obtenues des autorités françaises, certaines encore versées dans les années 1970.

Autre cas de figure, les viols commis dans le cadre de politiques de terreur menées, en France par exemple, en mai-août 1944, par l'armée allemande pour empêcher toute aide des populations aux maquis. Ils furent accompagnés d'autres violences, d'exécutions d'habitants, le plus souvent masculins, d'incendies, de pillages. L'ensemble de ces crimes de guerre étaient commis lors de parcours de la terreur qui traversaient toute une région. Les femmes de plusieurs villages de Bretagne, de la vallée du Rhône, du Sud-Ouest ou des Alpes ont été les victimes de cette politique dont l'objectif tactique était de pétrifier les populations une fois le débarquement de Normandie réussi. Quoique ces exactions figurassent dans la liste des crimes de guerre établie en 1943 par la United Nations War Crimes Commission et fussent qualifiées par la loi n° 10 du Conseil de contrôle allié du 20 décembre 1945 de crimes contre l'humanité [9], personne ne fut condamné pour ce motif lors des procès de Nuremberg.

Agir pour survivre

La présence massive de femmes parmi les victimes de la guerre pourrait suffire à démontrer qu'en rien la guerre ne fut une affaire d'hommes. Cependant, de ces femmes resterait l'image dominante d'êtres passifs, victimes des événements, ne pouvant ni ne voulant agir sur leur cours, et

pas davantage sur leur sort personnel. Ce serait oublier combien, face aux menaces que nous venons d’envisager, ont été développées des stratégies d’évitement ou d’atténuation. Dans le cadre particulièrement contraint d’une guerre, dans l’horizon morbide de ces années dites aussi bien sombres que noires, femmes et hommes déployèrent toutes sortes d’énergies pour y échapper, pour y vivre ou au moins y survivre. Se protéger, se chauffer, se vêtir, se nourrir furent pour beaucoup, en particulier les populations ouvrières et urbaines, une tâche quotidienne. Non une attente, mais bien une quête de ce qui allait permettre de faire vivre les leurs. Dans ce rôle, les femmes se trouvaient au premier plan ; dans la répartition des rôles, l’entretien et l’approvisionnement du foyer leur revenaient. Gestion des tickets de rationnement, files d’attente, autoproduction, troc, marché noir, sacrifice de leurs rations pour la famille : nourrir les siens était pour beaucoup une obsession. Pour la plupart, traverser la guerre fut une épreuve solitaire, en l’absence d’un mari soldat, prisonnier, travailleur volontaire ou requis, déporté. Mais, à la différence du premier conflit mondial, il n’y avait plus d’arrière. À l’exception des États-Unis et du Canada, tous les belligérants connurent au moins la guerre aérienne (le Royaume-Uni), le plus souvent les combats terrestres et l’occupation de leur propre sol.

Pour échapper à ce quotidien mortifère et dans l’immense brassage des populations que fut la guerre, hommes et femmes se rencontrèrent, s’aimèrent fugacement ou plus longuement. Ces amours se traduisirent à l’échelle du continent par des centaines de milliers de naissances au père inconnu, oublié, disparu [10]. Il s’agit là, peut-être, du seul domaine pour lequel on ne considère plus la guerre comme une affaire exclusivement masculine, le seul dont la responsabilité (im) morale n’incomberait qu’aux femmes. Car, tandis que la sexualité masculine demeurait une affaire privée, le contrôle de celle des femmes par des autorités se substituant aux époux s’accrut en temps de guerre. Ce furent elles en effet qui, pendant le conflit et dans l’après-guerre, eurent à porter, accoucher, abandonner ou élever ces innombrables enfants ; à en subir la condamnation et le rejet familial, moral et social, voire parfois, comme en Norvège, un ostracisme organisé à l’échelle gouvernementale.

Des résistantes

L’action des femmes ne concerna pas uniquement les choix d’ordre privé, familial ou professionnel. Préparer le repas, soigner et trouver des vêtements étaient certes des tâches domestiques mais quand elles étaient prodiguées à un aviateur allié abattu caché, elles s’inscrivaient dans une des principales missions des réseaux de résistance en Europe de l’Ouest. Moins spectaculaires qu’un sabotage, peu revendiqués après guerre, ces agissements conduisirent rarement à la demande et à la délivrance de médailles ou de statuts reconnaissant leur action comme résistantes. Cela n’en demeurait pas moins extrêmement risqué, tout autant que les autres formes d’engagement résistant. Dès le début de l’Occupation, dans les premiers réseaux, des femmes s’engagèrent. La faiblesse des initiatives et des effectifs, la faillite masculine de la défaite avaient rendu les hommes qui voulaient poursuivre la lutte moins regardants. Non seulement les bonnes volontés étaient bienvenues, mais rapidement les contraintes de la clandestinité montrèrent l’intérêt d’avoir des femmes dans un réseau. Moins suspectes aux yeux des Allemands ou des policiers, il leur était plus facile de faire le guet, de transporter dans un innocent cabas, un landau ou à même le corps tracts ou journaux clandestins, parfois des armes. En dehors de quelques exceptions, les assignations de genre furent rapidement rétablies dans la clandestinité, dans les réseaux urbains comme au maquis. Pourtant, quelques femmes se retrouvèrent à la tête de réseaux comme Marie-Madeleine Fourcade (Alliance) ou Germaine Tillion (Musée de l’Homme) en France, Anne Sofie Østvedt en Norvège (XU) et Andrée De Jongh en Belgique (Comète). D’autres furent des figures importantes de la résistance communiste, telles l’Italienne Carla Caponi, Hannie Schaft aux Pays-Bas ou encore la Française Marie-Claude Vaillant-Couturier. Déportée à Auschwitz puis à Ravensbruck, cette dernière témoigna lors du procès de Nuremberg. Du côté communiste, signalons également l’action des partisanes : en URSS occupée mais aussi en Yougoslavie, au sein de l’ELAS grecque ou des *Partigiane* italiennes.

Globalement, les femmes furent bien moins nombreuses que les hommes au sein de la Résistance, de l’ordre de 10 % à 15 %, proportion que l’on retrouve avant guerre au sein des partis politiques. Elles n’en furent pas moins victimes de la répression. Un peu moins de 8 000 Françaises furent déportées, soit 12 % des déportations dites de répression. La quasi-totalité d’entre elles furent regroupées dans le camp de concentration de Ravensbrück, principal camp de femmes du IIIe Reich. Cent vingt mille

femmes, de toutes nationalités, y furent détenues de 1939 à 1945. Plusieurs dizaines de milliers y moururent [11]. Le gouvernement de Vichy avait obtenu des Allemands qu'aucune femme ne soit fusillée sur le sol français. À l'exception notable de la Belge Suzanne Spaak, fusillée dans la cour de la prison de Fresnes le 12 août 1944, les résistantes condamnées à mort par les tribunaux militaires allemands étaient déportées en Allemagne, pour y être guillotinées. Olga Bancic, membre du groupe Manouchian de la FTP-MOI, contrairement à ses camarades masculins fusillés au mont Valérien le 21 février 1944, a été guillotinée trois mois plus tard à la prison de Stuttgart. Sort identique pour France Bloch-Sérazin, à la prison de Hambourg, ou Véra Obolensky à la prison de Plötzensee à Berlin. Ce fut également le cas pour les Allemandes. Gertrud Seele fut exécutée pour avoir caché des Juifs et tenu des propos défaitistes dans la même prison berlinoise en janvier 1945. La plus connue d'entre elles, Sophie Scholl, fondatrice avec son frère Hans du groupe de La Rose blanche, est exécutée à Munich le 22 février 1943. Ces femmes devinrent des martyres, rejointes par d'autres, dont Danielle Casanova, morte en déportation, Bertie Albrecht, qui se suicida dans la prison de Fresnes pour éviter de parler, ou la partisane soviétique Zoïa Kosmodemianskaïa, pendue le 20 novembre 1941, son corps exhibé pendant plusieurs semaines et mutilé. Ces femmes, mortes pour s'être opposées au nazisme, devinrent des icônes. Parce que femmes, elles représentaient tout autant la détermination de peuples se dressant tout entiers, femmes incluses, contre l'occupant, que la barbarie de l'oppression nazie qui s'en prenait aussi violemment aux femmes.

Si des femmes rejoignirent, avec tous les risques encourus, la Résistance, d'autres firent le choix inverse en s'engageant du côté du nazisme.

Nazies et collaboratrices

En Allemagne d'abord, au-delà des organisations de masse destinées aux jeunes filles (*Bund Deutscher Mädel*) et aux femmes (*Nationalsozialistische Frauenschaft*), afin d'encadrer la population du Reich dans toutes ses composantes, certaines d'entre elles s'engagèrent résolument dans la violence nazie. Environ 3 500 femmes entrèrent dans la SS et devinrent gardiennes de camps de concentration [12]. Elles ne se démarquaient pas de la cruauté de leurs homologues masculins, mais plusieurs furent, après la découverte des camps et leur arrestation, affublées de surnoms spécifiques

aux femmes, telle la Sorcière de Buchenwald (Use Koch), la Bête d'Auschwitz (Maria Mandl) ou encore, toujours à Auschwitz, la Hyène (Irma Grese). Plusieurs d'entre elles furent condamnées et pendues après guerre par les tribunaux militaires alliés.

Dans le reste de l'Europe, ce fut le choix de la collaboration. En France, le Rassemblement national populaire (RNP) de Marcel Déat fut probablement l'organisation qui recruta le plus de femmes en s'adressant tout particulièrement aux épouses de prisonniers. Présentes dans les organisations politiques (RNP, Parti populaire français de Doriot), on en trouve également au sein des organisations paramilitaires, telles la Légion des volontaires français ou la Milice de Joseph Darnand ; jamais en situation de porter les armes, mais comme infirmières, dactylos, traductrices. Ces compétences étaient également recherchées par les troupes d'occupation, qui recrutèrent très largement parmi la population féminine en France, mais aussi dans le Reich, où 70 000 Françaises partirent travailler volontairement. Enfin, le cliché de la femme bavarde et insouciante désigna les femmes comme délatrices actives, même si les dénonciations, si précieuses pour les forces de répression, émanaient bien des deux sexes. Cet engagement collaborationniste fut, d'une part, sévèrement réprimé à la Libération – la proportion de femmes condamnées et emprisonnées dépassa largement celle des temps de paix – et, d'autre part, davantage attribué à l'influence d'un mari ou d'un amant, à l'appât du gain, à l'immoralité, qu'à un véritable choix idéologique et à des convictions.

Pourquoi alors une « affaire d'hommes » ? Les femmes tondues dans les pays d'Europe libérés, les *Trümmerfrauen* en Allemagne de l'immédiat après-guerre et les employées japonaises de l'armée américaine d'occupation du Japon représentent trois figures de femmes qui aident à mieux comprendre pourquoi l'après-guerre se reconstruit sur l'idée d'un conflit masculin.

Dans tous les pays d'Europe qui avaient été occupés, recouvrer l'indépendance nécessitait la mise à l'encan des traîtres. Partout, les choix idéologiques avaient fracturé la communauté nationale, celles et ceux qui avaient fait celui de la collaboration dans le cadre de l'Europe nazie allaient payer. Quoique réalisée dans un cadre national, parfois micro-local, l'épuration fut un phénomène européen. Le nazisme avait failli emporter le

continent, il convenait de s'assurer que ses partisans fussent partout désormais hors d'état de nuire. L'épuration fut aussi un événement particulièrement « genré », car accusations et châtiments différaient en fonction du sexe de l'accusé. Bien que des femmes se fussent engagées dans la collaboration sous toutes ses formes, s'imposa l'image dominante de la collaboratrice « horizontale », c'est-à-dire de celle qui avait entretenu des relations sexuelles avec les soldats d'occupation. Bien qu'avec un effet moindre sur le cours de la guerre que la propagande en faveur du nazisme ou le travail pour les Allemands, être une « poule à boches » en français, une *tyskpigger* en danois, une *moffenhoerren* en néerlandais et même une *jerrybag* dans les îles Anglo-Normandes paraissait symboliquement d'une extrême gravité. Aussi des dizaines de milliers de femmes furent-elles tondues en Europe, non pas à la place d'un autre châtiment, mais en plus d'un internement ou d'une condamnation par les tribunaux chargés de sanctionner la collaboration. Quelle que fût la réalité politique de leur collaboration, s'imposait l'image de corps de femmes châtiées pour une trahison avant tout sexuelle. Alors que la sexualité des hommes, tels les prisonniers, les travailleurs libres ou requis en Allemagne, ne préoccupait personne, à l'inverse toute l'Europe sanctionna les femmes qui avaient « fauté ». Il s'agit là de la réaffirmation d'un contrôle masculin sur le corps des femmes, dont les hommes avaient eu peur qu'il ne leur échappe dans le trouble des années de guerre.

Pendant que dans le reste de l'Europe l'on punissait les collaboratrices, dans l'Allemagne en ruine émergeait la figure d'autres femmes, urbaines ou réfugiées, vivant dans les villes détruites et contribuant à leur déblaiement. En juillet 1946, par la loi n° 32 du Conseil de contrôle allié, toutes les femmes entre quinze et cinquante ans pouvaient être employées pour le déblaiement des gravats. Dans une Allemagne au sex-ratio très défavorable aux hommes, morts, disparus ou prisonniers – le déficit masculin était de 7 millions –, les *Trümmerfrauen*, les « femmes des ruines », contribuèrent massivement à effacer les marques les plus visibles de la guerre et à engager la reconstruction du pays. Pour remplacer les hommes absents, elles retroussaient leurs manches et, sous le contrôle allié, préparaient de jolis foyers à la nouvelle Allemagne, prêtes à s'effacer au retour de leurs maris. Cette image de souffrance et d'innocence annulait progressivement ce qui avait été leur engagement dans le national-socialisme. Quelques mois

plus tôt, au début de l’année 1945, elles étaient pourtant encore 500 000 employées de la Wehrmacht et 4 000 dans la *Waffen-SS* [13].

Contrairement à tous les autres belligérants, rien au Japon n’avait conduit le gouvernement et l’état-major à mobiliser les femmes. Au-delà des manifestations de patriotisme et de la répétition continuelle de leur acceptation du sacrifice de leurs fils, frères ou époux, les femmes japonaises furent maintenues à distance. Cet éloignement donnait une image de douceur et de soumission des femmes qui s’accordait aux stéréotypes occidentaux et américains de la Japonaise. Après la capitulation du Japon, le 15 août 1945, l’occupation de l’archipel commença le 28 août avec le débarquement des troupes alliées. Un des pans de la politique de démilitarisation du Japon menée par le général MacArthur, devenu gouverneur militaire du pays, s’appuyait sur la population féminine. Parce qu’elles étaient considérées comme naturellement plus pacifiques, le droit de vote des femmes fut imposé dans la nouvelle Constitution. Le système familial féodal fut remplacé par de nouvelles lois civiles ; enfin, la création d’associations de femmes fut encouragée pour diffuser les nouveaux idéaux démocratiques et contribuer à la démilitarisation-dévirilisation de la société japonaise [14].

Collaboratrices dont on mettait en avant la sexualité pour mieux oublier l’engagement, déblayeuses besogneuses qui effaçaient les ruines du nazisme en l’attente de leurs maris captifs, Japonaises si pacifiques qu’elles ne pouvaient avoir été belliqueuses : ces trois figures féminines de la sortie de guerre sont venues rétablir les hommes dans leur attribution guerrière. C’est sur les champs de bataille que la guerre avait été gagnée, que s’écrivait l’histoire de ses héros. S’achevait une guerre d’hommes. Il importait, en raison de la profondeur des traumatismes qu’ils avaient aussi vécus, que ces derniers reconstruisent une virilité mise à mal par les défaites, les occupations, la peur et la souffrance. Un sort à bien des égards partagé par les femmes – dont l’injonction multiséculaire à souffrir en silence les rendait plus discrètes en ce lendemain de guerre.

12

L’armée italienne était mauvaise

par Hubert HEYRIÈS

« Quand l’officier italien crie : “À la baïonnette !”, tout le monde entend : “À la camionnette !”[1] », pouvait-on entendre dans les rues de Marseille lors du dernier conflit mondial. Cette ironie mordante ne faisait qu’exprimer avec des mots simples l’idée courante que « l’armée italienne était mauvaise », qu’elle était composée d’*Italiani*, *brava gente* (« Italiens, braves gens ») prêts à fuir le combat à la moindre occasion. De fait, au cours de la guerre, du 10 juin 1940, lorsque l’Italie fasciste, alliée de l’Allemagne nazie, entra en guerre contre la France, au 8 septembre 1943, quand fut rendu public l’armistice signé avec les Alliés le 3 septembre, après l’arrestation de Mussolini le 25 juillet et l’effondrement du fascisme, l’armée et le soldat italiens firent souvent l’objet de quolibets et de mépris.

Et pourtant, l’examen critique d’une réalité historique désormais mieux connue donne de l’armée italienne une tout autre image, plus sombre ou plus noble [2]. Alors, comment expliquer ce jugement dévalorisant ?

Un fond de vérité

Ce stéréotype négatif reposait sur un fond de vérité qui semblait s’inscrire dans la continuité des désastres de Custoza face à l’Autriche, lors des guerres du *Risorgimento* de 1848 et de 1866, d’Adoua (en Tigré-Érythrée) en 1896 et de Caporetto en 1917, comme si l’armée italienne apparaissait telle une éternelle vaincue – même la victoire de Vittorio Veneto d’octobre 1918 fut déniée par les Alliés. Au cours de la guerre, défaites retentissantes et échecs désastreux ne cessèrent en effet de se succéder. Dans les Alpes, l’offensive jugée si facile contre des Français déjà vaincus par les Allemands échoua pourtant entre le 20 et le 24 juin 1940. L’attaque de la Grèce le 28 octobre 1940, déclenchée essentiellement par souci de prestige – Mussolini, en quête de victoire facile, craignait de se

voir isolé face à un Hitler triomphant qui avait envahi la Roumanie sans lui en parler –, ne put l'emporter face à un ennemi nettement moins nombreux et moins bien armé. En Libye, la 10e armée italienne se fit écraser par les Britanniques à Beda Fomm, les 5 et 6 février 1941, « un rare exemple d'anéantissement moderne en rase campagne [3] ». En quelques heures, les Italiens perdirent ainsi 133 000 prisonniers dont vingt-trois généraux, 1 290 canons, 400 chars, des milliers de véhicules et des centaines d'avions. Ils ne durent leur salut qu'à l'arrivée de l'*Afrika Korps* aux ordres d'Erwin Rommel. Dans le même temps, ils s'effondraient en Éthiopie en quelques mois à peine (entre janvier et mai 1941), face à des forces britanniques essentiellement indiennes et africaines, inférieures en nombre. En URSS, la 8e armée ou ARMIR (armée italienne en Russie), basée en Ukraine, fut enfoncée sur le Don par la contre-offensive soviétique lancée en décembre 1942 dans le contexte de la bataille de Stalingrad. Forte de 220 000 hommes, elle perdit, entre décembre 1942 et février 1943, plus de la moitié de ses effectifs – soit 85 000 tués ou portés disparus et près de 30 000 blessés ou victimes de gelures. Et puis, surtout, le 8 septembre 1943, en Italie, les troupes, faute d'ordres clairs – les forces armées devaient seulement réagir à « d'éventuelles attaques d'une quelconque autre provenance » – et confrontées le lendemain à la « fuite » du roi et du gouvernement de Rome vers les ports des Pouilles, connurent un effondrement sans égal. Les Allemands ne pardonnèrent pas ce qu'ils vécurent comme une trahison. Ils firent alors de l'Italie, jusqu'au sud de Rome, un véritable camp fortifié. Ils créèrent un régime fantoche – la République sociale italienne – à la tête duquel ils placèrent Mussolini après l'avoir libéré, et ils firent prisonniers des centaines de milliers de soldats italiens sur tous les théâtres d'opérations.

Les Italiens donnaient par ailleurs une bien piètre image d'eux-mêmes. Beaucoup adoptèrent des attitudes de renoncement et d'attentisme passif, espérant rentrer chez eux le plus vite possible [4]. La grande majorité d'entre eux se montraient hermétiques à la propagande fasciste d'une guerre régénératrice et impérialiste au service d'une patrie en quête de reconnaissance et de puissance. Rommel porta des jugements très durs, estimant que les Italiens éprouvaient un complexe d'infériorité face à l'ennemi, qu'ils montraient une médiocre capacité combative, « toujours prêts à jeter l'éponge ». Et un officier d'artillerie anglais, Christopher Seton-Watson, se souvint que, dans le flot des prisonniers italiens qu'il

voyait défiler le 13 mai 1943 en Tunisie, quelques Italiens riaient, l'un d'eux faisait le V de la victoire, un autre, quelques minutes auparavant, était passé en jouant de la mandoline.

Les conditions dans lesquelles le soldat italien vécut la guerre suscitèrent également mépris, pitié ou moqueries [5]. Le ravitaillement fit en permanence et partout défaut. En France, dans les zones occupées, des rapports français l'accusaient d'être le premier à proposer du troc pour de la nourriture ou de l'argent. Ailleurs, en Afrique du Nord, des soldats se sentirent humiliés de demander des vivres aux Allemands. La plupart souffrirent de la soif car l'eau manqua aussi bien dans le désert – certains tankistes burent l'eau du réservoir de leurs chars – que dans les montagnes albanaises – un officier écrivit un jour qu'il s'était fait la barbe avec du vin ! En Épire et en Albanie, durant l'hiver 1940-1941, certains donnèrent une image misérable dans leur uniforme d'été et avec leurs chaussures qui prenaient l'eau et qui perdaient leurs semelles. Des *alpini* de la division *Tridentina* remplaçaient leurs brodequins par de longues pantoufles albanaises enveloppées d'une bâche d'auto pour « pouvoir glisser sur la boue », comme ils disaient. Les brodequins constituèrent en effet un problème qui ne fut jamais réglé et les soldats victimes de gelures furent nombreux aussi bien dans les Alpes franco-italiennes (2 150 cas) qu'en Albanie (12 000 cas) et bien sûr en URSS. Ces chaussures ferrées et les bandes molletières qui ralentissaient la circulation sanguine favorisaient en effet le gel des pieds. Le commandement italien en Russie eut beau réclamer des *valenki* russes – ces grosses bottes imperméables qui chaussaient les soldats russes –, le *Comando supremo* (l'état-major général) ne prit que de timides mesures. Cela se révéla catastrophique l'hiver suivant, lorsqu'il fallut retraiter dans la neige et le froid.

Mal équipés, mal habillés, mal nourris, les Italiens bénéficiaient de surcroît d'un armement médiocre. Certes, les fusils-mitrailleurs Breda et les « *semovente* » – des canons autoportés qui associaient un châssis de char M13/40 et un obusier de 75/18 – se montrèrent très efficaces au combat, mais leur nombre fut toujours réduit. Dans l'ensemble, Rommel reconnut dans ses Mémoires : « Il y avait de quoi voir les cheveux se dresser sur la tête quand on pensait avec quel armement le Duce envoyait ses troupes au combat [6]. » Les Italiens furent en effet dotés de vieux fusils Carcano-Mannlicher, modèle 1891, qui ne tiraient plus quand la température atteignait – 20 °C, l'obturateur se bloquant. Les canons antichars se

révélèrent impuissants face aux chars Grant, Sherman et T-34 bien supérieurs aux blindés italiens. Ces derniers firent pâle figure : les L3, au début de la guerre, étaient surnommés « boîte à sardines » par les Allemands et « boîte à cercueil » par les Italiens tant ils étaient de petite taille. Puis les chars moyens M13/40 et M14/41 se révélèrent peu rapides, mal protégés, d'une puissance de feu inférieure et sans liaison radio. Même les avions arrivèrent en Afrique du Nord sans filtre antisable !

Par ailleurs, certaines divisions dites mécanisées (*autotrasportate*), comme la *Torino*, manquaient cruellement de camions. Les soldats les surnommèrent ironiquement *autoscarpe* (littéralement « autochaussures ») [7]. Or les distances à parcourir étaient considérables, aussi bien en Afrique du Nord – 2 000 kilomètres séparaient Tripoli d'El-Alamein – qu'en URSS. Là, les divisions *Pasubio* et *Torino* firent des centaines de kilomètres à pied en 1941-1942, à raison de dix heures par jour, pendant des semaines, pour rejoindre le front. Mais jamais les Allemands n'acceptèrent de fournir les camions dont les Italiens avaient besoin. À l'heure de la retraite, non seulement à El-Alamein en novembre-décembre 1942, mais aussi sur le Don en janvier-février 1943, ce fut un désastre et des dizaines de milliers de soldats ne purent échapper à la capture ou/et moururent d'épuisement. Le ressentiment des Italiens envers leurs alliés allemands devint alors plus profond.

Le commandement ne se révéla pas non plus souvent à la hauteur. Au niveau opérationnel, il n'y eut jamais de commandement intégré car l'armée de terre, la marine et l'armée de l'air firent pratiquement toujours la guerre chacune de leur côté. À Rome, de 1940 à 1943, se succédèrent trois chefs d'état-major général (Pietro Badoglio, Ugo Cavallero et Vittorio Ambrosio), quatre sous-secrétaires d'État à la Guerre (Ubaldo Soddu, Alfredo Guzzoni, Antonio Scuero et Antonio Sorice) et cinq chefs d'état-major de l'armée (Rodolfo Graziani, Mario Roatta, Vittorio Ambrosio, Ezio Rossi et de nouveau Mario Roatta). Comme l'écrivit le général Giacomo Zanussi dans ses Mémoires : « La valse de nos chefs ne pouvait qu'avoir des répercussions défavorables [8]. » Au sommet, Benito Mussolini, le Duce, qui concentrait tous les pouvoirs politiques et militaires – ne laissant au roi que le titre honorifique de chef suprême des armées –, n'arriva jamais à s'imposer à Hitler. Il échoua d'abord dans ce qu'il appela la « guerre parallèle » – en France, en Grèce et en Afrique du Nord – et dut se soumettre à l'obligation amère de mener une « guerre subalterne » à partir

de 1941 – en tant que force de complément de l'armée allemande. Il prit en outre des décisions absurdes. Non seulement il refusa de décréter la mobilisation générale en 1940, car il pensait que le conflit était déjà terminé, mais il fit encore congédier de l'armée 600 000 hommes en octobre-novembre 1940, ce qui désorganisa en profondeur les divisions qu'il fallut en toute hâte reconstituer pour attaquer la Grèce le 28 octobre. Enfin, il négligea le front vital de l'Afrique du Nord pour entamer des campagnes dans les Balkans et en URSS dont l'objectif idéologique l'emporta sur l'intérêt stratégique. Une défaite en Libye et en Tunisie exposait en effet la Sicile à l'invasion anglo-américaine ! Mais rien n'y fit. Des quantités considérables d'hommes, de matériels, d'armements, de munitions, d'avions manquèrent ainsi aux Italo-Allemands en Afrique du Nord, face à un adversaire définitivement plus fort fin 1942.

Pour couronner le tout, le soldat italien donna l'image bien peu militaire du *Matamoro*, ce personnage de la *commedia dell'arte* si populaire en Europe, fanfaron, bravache et poltron, vantard et surtout coureur de jupons [9]. Les exemples abondent. En France, le maire de Brignoles dut demander en février 1943 à la brigade de gendarmerie locale de « faire peur » aux jeunes filles trop disposées à flirter avec les soldats italiens. Les Grecs surnommèrent rapidement l'armée italienne « l'armée *s'agapò* », que l'on pourrait traduire littéralement par « l'armée je t'aime », tant les jeunes soldats couraient après les filles. En Thessalie, un paysan se souvint d'ailleurs que les soldats de la division *Pinerolo*, des « don Giovanni » selon lui, venaient une heure ou deux dans le village s'amuser avec les femmes puis s'en allaient. Certains d'entre eux avaient des fiancées officielles. En Libye également, Rommel reprocha aux Italiens de prendre souvent des libertés de toute sorte avec la population féminine arabe, au risque de renforcer l'hostilité des populations indigènes.

Ainsi, l'*a priori* devint si négatif que les rares succès remportés par les soldats italiens furent systématiquement passés sous silence ou minimisés dans les bulletins militaires allemands et alliés au profit des unités germaniques, comme ce fut le cas en Tunisie, en février-mai 1943 [10]. Dans de telles conditions, le soldat italien finit par perdre confiance en lui. Luciano Vigo, un vétéran de la campagne de Russie, se souvint de l'accueil que les Allemands lui réservèrent en 1941 : « Comme ils nous regardent mal ! Il me semble qu'ils nous méprisent, ils nous considèrent d'une race

inférieure, des ariens *[sic]* impurs. Comme soldats, nous les faisons rire, dans le meilleur des cas [11]. »

Une réalité plus sombre

Pour autant, les Italiens ne furent pas toujours de « braves gens » qui faisaient rire. En dépit de ses défaites militaires, l'armée italienne remplit en effet des missions d'occupation et de répression dans de nombreux territoires. Dans les Balkans, en 1941, l'Italie profita de l'intervention de l'armée allemande pour annexer les territoires de Ljubljana, de la Slovénie méridionale ainsi qu'une partie de la Dalmatie. Les Italiens occupèrent également une grande partie de la Grèce, contrainte par Berlin de signer l'armistice le 23 avril 1941 alors que les forces italiennes n'avaient pu l'emporter ni en octobre 1940 ni en mars 1941. En France, quoique vaincus sur les Alpes, ils purent s'installer dans quelques villages à la frontière – grâce à l'armistice de Villa Incisa du 24 juin 1940 – puis envahirent une grande partie du Sud-Est après novembre 1942.

Ces victoires jugées imméritées exaspéraient les populations occupées. Les Français se montrèrent les plus acerbes. Ils ne pardonnèrent jamais aux Italiens le « coup de poignard dans le dos » du 10 juin 1940. Ils se sentirent ulcérés et humiliés de voir arriver des troupes italiennes d'occupation alors qu'ils n'avaient pas été vaincus par l'Italie. En novembre 1942, le capitaine Brocchi, officier italien du renseignement militaire (le SIM) à Nice, nota : « La population française nous accueillit mue, visiblement, par un sentiment pire que la haine : le mépris. […] Les Français […] répétaient que la seule armée française invaincue avait été celle des Alpes, que les Italiens ne seraient restés en France que quelques mois, que les bersagliers arrivés avec la plume sur le chapeau seraient repartis avec la plume dans le postérieur [12]. » Ce sentiment de revanche ne disparut pas. En Tunisie, à l'heure de la victoire, en mai 1943, un général français agressa verbalement le général italien Giovanni Mancinelli, chargé de négocier la reddition de la Ire armée italo-allemande, en lui rappelant qu'en 1940, « l'Italie a tiré dans les fesses de la France, mais maintenant c'est lui qui aura la grande joie de tirer dans les fesses [des Italiens] [13] ».

Dans les territoires occupés, le soldat italien sut aussi se montrer sans états d'âme, comme l'Allemand, quoique avec moins de moyens et de résultats.

En France, tandis que des soldats acquis aux idées fascistes se montraient heureux d'humilier les populations, les relations furent souvent tendues [14]. Ainsi le 3 mars 1943 une dizaine d'*alpini* lynchèrent-ils dix jeunes gens de Sault-Brénaz, dans l'Ain, pour s'être montrés discourtois envers un commerçant italien. Les troupes italiennes pratiquèrent des opérations de ratissage contre les maquis et les foyers de réfractaires au Service du travail obligatoire, notamment en Haute-Savoie et en Corse. Les tribunaux militaires de la 4e armée sur le continent et du 7e corps d'armée en Corse prononcèrent de nombreuses condamnations à l'encontre de résistants ou de soldats des Forces françaises libres (FFL). Ces derniers furent arrêtés et torturés par l'OVRA (*Organizzazione di Vigilanza e Repressione dell'Antifascismo*) et par des carabiniers, dans la villa Lynwood à Nice, dans la caserne Marbeuf à Bastia ou encore dans la caserne Battesti à Ajaccio, tristement célèbres.

Ce fut toutefois sans commune mesure avec ce qui se produisit ailleurs [15]. En Ukraine, même si la répression se révéla moins dure que dans les autres secteurs de l'URSS contrôlés par les Allemands, des unités italiennes pratiquèrent aussi des ratissages, détruisirent des villages, déportèrent les populations, fusillèrent des civils. Dans les Balkans, notamment en Slovénie et en Dalmatie, la répression devint féroce sous la direction du général Mario Roatta, nommé à la tête de la 2e armée de janvier 1942 à février 1943. Le 1er mars 1942, pour « inculquer aux soldats une mentalité fasciste de conquérants » et transformer le « bon Italien » en guerrier fasciste, il signa la circulaire n° 3C qui servit de manuel d'antiguérilla prônant l'exécution d'otages sur les lieux du sabotage, l'incendie des villages des partisans ou encore la déportation de la population. Selon lui, le traitement réservé aux rebelles ne devait pas « se résumer à la formule : dent pour dent, mais tête pour dent ». De son côté, le général Mario Robotti, commandant le 11e corps d'armée en Slovénie, regretta : « On tue trop peu. » Une politique semblable à une épuration ethnique fut alors menée à l'aide d'une soixantaine de camps en Italie et d'une dizaine d'autres en Dalmatie, où transitèrent plus de 100 000 Slaves dans des conditions de vie terribles. Dans l'île de Rab, par exemple, entre 10 et 20 % des prisonniers moururent de faim, de froid, de maladies et d'épuisement en 1942-1943.

En Grèce [16], les généraux Cesare Benelli, commandant la division *Pinerolo* et Carlo Geloso, commandant les forces italiennes d'occupation, appliquèrent eux aussi la tactique de la contre-guérilla de Roatta, au début

de l’année 1943, notamment en Thessalie où des massacres furent perpétrés à Domokos, à Pharsale, à Oxinia et à Domenikon. À Domenikon, le 16 février 1943, pour venger la mort de leurs camarades tués par des résistants, des soldats de la *Pinerolo* vidèrent le village de ses habitants, le firent bombarder par l’aviation, et exécutèrent cent cinquante hommes qu’ils jetèrent dans une fosse commune. À Larissa, dans un camp de concentration, plus de mille prisonniers grecs furent fusillés, d’autres furent torturés. Des dizaines de milliers de civils moururent de faim et de maladies à la suite des réquisitions imposées par les troupes d’occupation italiennes et allemandes. En 1946, le ministère grec de la Prévoyance sociale, faisant recenser les dommages de guerre, calcula que quatre cents villages subirent des destructions partielles ou totales à cause d’unités allemandes et italiennes.

Quant à l’Afrique – en Libye, en Tunisie et en Éthiopie –, l’armée italienne y commit également des crimes de guerre. Déjà, dans les années 1920, le général Graziani était devenu célèbre en « pacifiant » la Libye – surtout la Cyrénaïque – au prix sans doute de 100 000 déportés et 30 000 victimes. Mais, au cours de la guerre, les forces italiennes exécutèrent en Afrique du Nord des milliers d’Arabes et de Berbères, dont elles craignaient le soulèvement encouragé par l’arrivée des Britanniques. Des troupes régulières pillèrent leurs biens et firent des arrestations massives en abusant de la loi militaire. En février 1942, le général Piatti rationalisa la répression en faisant détruire les camps de nomades, tuer les troupeaux et déporter les populations soumises à la famine. Le camp de prisonniers de Giado, ouvert en février 1942 à des centaines de kilomètres au sud de Tripoli, dans le désert, accueillit ainsi 3 000 prisonniers dont 600 moururent des suites des conditions d’internement, de malnutrition, d’épuisement au travail et de maladies.

La justification militaire de tels actes masquait mal un racisme bien présent. En témoigne le sort discriminatoire réservé à des prisonniers britanniques indiens, maoris, juifs de Palestine internés dans des camps particuliers, comme celui de Zliten, en violation de la convention de Genève de 1929. Des cas d’assassinat et de torture furent relevés. Ainsi le 28 mai 1942, près de Bir Hakeim, dans un camp de transit, un soldat italien tua-t-il cinq prisonniers indiens simplement parce qu’ils n’étaient pas blancs [17]. L’antisémitisme habitait également des militaires italiens comme les généraux Vittorio Ambrosio, Renzo Dalmasso, Renato Coturri, confortés

par les lois fascistes raciales de 1938. En France, dans certains cas, la protection des Juifs releva bien moins d'humanisme que de corruption de soldats ou de pragmatisme militaro-politique dans le but de marquer une autonomie vis-à-vis des Allemands [18]. En Libye, des centaines de Juifs furent arrêtés et déportés dans des camps d'internement militaires installés dans le désert. Et en Ukraine, « au moins dans un cas, un groupe de Juifs fut consigné à un *Sonderkommando* [unité allemande chargée de la Solution finale] pour leur élimination [19] ». Si le rôle des troupes italiennes dans la guerre nazie de terreur et d'extermination fut mineur, il n'en fut pas moins réel.

Cette image plus sombre du soldat italien ne doit toutefois pas occulter celle du combattant qui fit preuve de courage et de sens du sacrifice.

Le sens de l'honneur et du sacrifice

Dans l'échelle de la terreur, « les troupes italiennes furent certainement moins féroces [20] » que les troupes allemandes et que les oustachis croates. Il ne s'agit aucunement de minimiser les crimes de guerre dont l'armée italienne se rendit coupable. Mais de fait, les ordres les plus durs de Mario Roatta exclurent les femmes et les enfants des représailles et interdirent les massacres de masse. Les crimes de guerre furent en effet isolés et de circonstance. Et, dans l'ensemble, la contre-guérilla se solda par un échec.

Dans bien des cas, en effet, le sens de l'honneur l'emporta [21]. Conscients d'être les dépositaires d'une civilisation humaniste, les militaires italiens, dans leur ensemble, se sentirent culturellement étrangers aux méthodes brutales allemandes et refusèrent de s'associer à l'extermination des Juifs en restant attachés à des principes humanitaires. Les *alpini*, notamment, ne combattirent pas pour Mussolini ou le fascisme, mais par obéissance, confiance dans leurs officiers, respect de leur dignité, et « pour sauver leur peau » sans trahir leurs camarades. Élément caractéristique de ce besoin d'exemplarité, la justice militaire italienne instruisit, entre 1940 et 1943, 112 786 affaires débouchant sur 85 015 condamnations dont 41 684 pour les seules forces armées non indigènes. Au total, une centaine de peines de mort furent prononcées à l'encontre de militaires, dont au moins la moitié furent exécutées. Tous les crimes italiens ne restèrent pas impunis. Par exemple, la destruction d'un village tunisien le 14 février 1943 et l'assassinat de huit civils par des soldats de la 161^{e}

section des boulangers firent l'objet d'une enquête rigoureuse des carabiniers. Cette dernière déboucha sur cinq condamnations à mort et douze peines à la réclusion [22].

Au feu, le sens de l'honneur s'accompagna également de courage manifeste. En Afrique du Nord, des divisions italiennes jouèrent parfois un rôle décisif permettant à Rommel de tenir le champ de bataille. Ainsi à Bir el-Gobi, le 19 novembre 1941, alors que les Britanniques lançaient une vaste offensive pour refouler les Italo-Allemands de Cyrénaïque, la division blindée italienne *Ariete* stoppa-t-elle l'attaque britannique de la 12e brigade blindée, permettant à Rommel de disloquer le 30e corps britannique entre le 20 et le 23 novembre. L'*Ariete* laissa sur le champ de bataille 40 % de ses chars, mais ses blindés, quoique de qualité inférieure, surent repousser les chars britanniques. Plus tard, les corps d'armée italiens, d'infanterie et de blindés, se firent anéantir dans les combats d'arrière-garde à El-Alamein en novembre 1942, submergés par l'offensive de la 8e armée britannique. Or les Italiens ne déméritèrent pas : sur les 30 000 prisonniers faits par les Alliés, 19 726 étaient italiens et plus de 10 000 allemands ! De même, lors de la retraite du Don, du 19 au 31 janvier 1943, les divisions alpines *Julia*, *Cuneense* et *Tridentina* se sacrifièrent pour permettre aux Italo-Allemands d'évacuer, et préférèrent mener des combats d'arrière-garde meurtriers tout en étant constamment harcelés par les partisans plutôt que de se rendre. Au prix de pertes considérables, elles parcoururent 350 kilomètres, à pied, dans la neige et le froid, par – 30 °C, – 40 °C, voire – 50 °C, sans camions, sans vivres, sans canons antichars, sans couverture aérienne, sans radio. Le 30 janvier 1943, le capitaine de la *Tridentina*, Giovanni Battista Stucchi, décrivit ainsi les pauvres survivants : « Je voyais s'écouler devant moi une interminable caravane de spectres, de fantômes, de figures qui n'avaient presque plus rien gardé d'humain. Ils avançaient en chancelant, en trébuchant, en traînant les pieds sur la neige […] en silence. […] L'aspect de ces visages creusés, décharnés, le regard qui se lisait dans ces yeux rougis et hallucinés donnaient l'impression d'assister à un défilé de créatures qui, soumises à un martyr prolongé, avaient perdu la lumière de la raison. […] Couverts de loques ou de vêtements déchirés, [ils avaient] souvent les pieds enveloppés de morceaux de couverture ou de restes de capote ou de pelisse superposés en plusieurs couches [23]. » Mais ils restaient libres ! Cette retraite des *alpini* entra dans la légende. Un survivant de la *Julia*, le sous-lieutenant médecin Giulio Bedeschi, transfigura ainsi

leur histoire dans son roman *Centomila gavette di ghiaccio* (*Cent mille gamelles de glace*) [24] publié au début des années 1960 et devenu un best-seller mondial, traduit en plusieurs langues et vendu à ce jour à plus de 4 millions d'exemplaires dans le monde. Ces soldats devenaient les héros-martyrs de la guerre dont le courage atteignait le sublime. D'autres unités que les *alpini*, dans le flot de la retraite, firent honneur au drapeau. Le 6e bersagliers, qui fut une des rares unités à conserver son artillerie et à bénéficier de camions pour transporter vivres, munitions, carburant et blessés, se couvrit ainsi de gloire, notamment en défendant la ville de Pavlograd le 17 février 1943 pour permettre le repli sur le Dniepr des Allemands et des restes de l'ARMIR. Le général Gerhard Steinbauer, qui commandait la tête de pont de Dnipropetrovsk, salua ainsi le colonel du régiment Mario Carloni : « L'armée allemande, et moi en particulier, vous est profondément reconnaissante. […] Votre nom et celui de votre régiment sont désormais célèbres dans l'armée allemande qui vous estime et vous apprécie hautement [25]. »

En Tunisie, les forces italiennes montrèrent qu'elles savaient se battre. Pour la première fois depuis le début de la guerre, 3 à 4 divisions allemandes furent placées sous le commandement opérationnel d'un général italien, Giovanni Messe, aux côtés de 6 divisions italiennes. Cette 1re armée, formée en février 1943 avec les restes des troupes de Rommel qui avaient évacué la Tripolitaine, se distingua en arrêtant les Britanniques d'abord à Mareth El-Hamma du 17 au 25 mars 1943, puis à Enfidaville du 20 au 23 avril, décrochant toujours dans l'ordre et la discipline. Sans couverture aérienne, des unités italiennes se battirent jusqu'au dernier homme et jusqu'à la dernière cartouche, « avec une valeur remarquable et un magnifique élan, dépassant en bravoure les Allemands [26] », comme l'écrivit le général Messe dans ses souvenirs, non sans exprimer un fort sentiment patriotique. Ces unités se rendirent d'ailleurs les dernières, le 13 mai 1943, après la 5e armée allemande vaincue dans le nord de la Tunisie. Deux jours plus tard, le *Times* reconnut que « beaucoup d'unités italiennes [avaient] mérité le respect des troupes britanniques en raison de leur esprit combatif démontré dans l'ultime phase de la campagne africaine [27] ». Le général Messe obtint alors le maréchalat et le respect des Allemands et des Alliés.

Dans la débâcle de septembre 1943, des actes de courage isolés sauvèrent encore l'honneur de l'armée italienne [28]. Ainsi, sur l'île de

Céphalonie, en mer Ionienne, la division *Acqui* préféra-t-elle se battre plutôt que de capituler face aux Allemands. Le prix à payer fut lourd. Sur 11 500 militaires, à peine 3 500 retournèrent en Italie après la guerre. Et que dire de la « résistance sans arme » des 650 000 militaires italiens qui, prisonniers des Allemands au cours de ce mois funeste, préférèrent dans leur écrasante majorité être déportés dans des camps en Allemagne ou dans les régions limitrophes plutôt que de rejoindre la République sociale italienne, comme 10 à 15 % d'entre eux et 30 % des officiers le firent. Ils vécurent ainsi des conditions de captivité particulièrement éprouvantes. Quarante mille moururent de faim, de maladies et d'épuisement au travail. Mais ces souffrances écrivirent sans doute « l'une des plus belles pages de l'histoire des forces armées italiennes [marquée par] la fidélité plutôt que [par] la trahison [29] ».

À la Libération, les crimes de guerre italiens ne furent pas jugés, et les actes de bravoure des soldats furent oubliés. Dans un contexte de guerre froide naissante, si l'Italie restait un pays vaincu, elle n'en était pas moins en pleine reconstruction démocratique et républicaine, choisissant le camp américain. Il valait mieux oublier ou masquer ce qui s'était passé dans les Balkans et en URSS. Il devint alors commode de systématiser l'idée selon laquelle l'armée italienne avait été mauvaise et composée de soldats incapables de se comporter en bourreaux. Le jugement doit être nuancé. Instruments d'une force d'occupation, de répression et de persécution, les soldats ne se comportèrent pas toujours en « braves gens ». Et en opération, le courage des Italiens se montra souvent et à bien des égards remarquable et comparable à celui des autres combattants, avec des moyens nettement inférieurs. Rommel, pourtant si critique, dut reconnaître : « Le soldat italien était plein de bonne volonté, généreux, bon camarade et, compte tenu des conditions dans lesquelles il se trouvait, avait donné un rendement supérieur à la moyenne. […] Beaucoup de généraux et d'officiers suscitèrent notre admiration du point de vue humain comme du point de vue militaire [30]. » Au fond, l'armée italienne n'était pas si mauvaise. Elle fit souvent ce qu'elle put avec ce dont elle disposait.

13

Le Pacifique, un théâtre secondaire

par Benoist BIHAN

Vu d'Europe, il est aisé de ravaler au rang de théâtre d'opérations secondaire l'Asie et le Pacifique, à égalité avec la Méditerranée – voire après. Qu'ont après tout de commun avec la lutte contre l'« ennemi principal » en Europe l'Allemagne nazie, les chocs aéronavals et amphibies dans le Pacifique, les combats dans la jungle birmane, les batailles pour la domination de la Chine ? Pas grand-chose, certes – quoique. Mais lire la guerre du Pacifique au prisme de son pendant européen, c'est se fourvoyer sur les enjeux et les conséquences d'un conflit qui, loin d'être un théâtre annexe, est en réalité une guerre parallèle, puis imbriquée après le 7 décembre 1941 dans celle qui déchire l'Europe de septembre 1939 à mai 1945.

La domination de l'Asie n'est pas un enjeu secondaire

Cette autre Seconde Guerre mondiale, largement méconnue en France, est pourtant plus longue. Loin de commencer avec l'attaque le 7 décembre 1941, par l'aéronavale japonaise, de Pearl Harbor, prélude à une offensive générale des forces nippones contre les colonies européennes d'Asie du Sud-Est et du Pacifique central, et le protectorat américain des Philippines, elle débute en réalité le 7 juillet 1937, lorsque le Japon envahit la Chine. De même que l'on pourrait faire commencer la Seconde Guerre mondiale en Europe dès la crise des Sudètes, soit à partir de mars 1938, on pourrait faire débuter la guerre du Pacifique dès le 19 septembre 1931, lorsque l'armée japonaise s'empare de la Mandchourie, nominalement chinoise, pour en faire un protectorat nippon, le Mandchoukouo, dirigé par l'empereur fantoche Pu Yi, dernier représentant de la dynastie mandchoue renversée en Chine par la Révolution de 1911. Et la guerre du Pacifique, on le sait, se termine presque quatre mois après la fin des hostilités en Europe : le

2 septembre 1945, date de signature de la reddition sans conditions de l’empire du Japon aux puissances alliées.

Loin d’être une part annexe d’une Seconde Guerre mondiale qui se serait jouée en Europe, la guerre du Pacifique est donc un conflit longtemps distinct de celle-ci, et que l’on pourrait plus exactement appeler « guerre pour l’Asie » : si on se bat dans le Pacifique entre 1941 et 1945, on se bat aussi au même moment dans toute l’Asie du Sud-Est, de la frontière indienne à la Chine et, depuis 1937, au cœur de celle-ci. Et les opérations aéronavales débordent dans l’océan Indien. La géographie de la guerre du Pacifique, seule, interdit de la considérer comme secondaire : elle implique, directement ou indirectement – sans compter les États-Unis ! –, plus de 40 millions de kilomètres carrés de surface terrestre – un gros quart des terres émergées –, abritant la moitié de la population mondiale en 1939, et un théâtre d’opérations maritime représentant, si l’on y inclut l’océan Indien, près de 250 millions de kilomètres carrés, soit plus que l’ensemble des terres émergées, et près de la moitié de la surface de la Terre.

Ces chiffres vertigineux ne marquent toutefois pas à eux seuls l’importance d’un conflit. Mais les enjeux de la guerre du Pacifique sont aux moins équivalents à ceux du conflit européen. La lutte engagée contre le Japon impérial est la contrepartie pour le contrôle de l’Asie de celle livrée à l’Allemagne nazie. Les mêmes acteurs s’y retrouvent d’ailleurs côté allié : les États-Unis, le Royaume-Uni et son immense Empire, mais aussi l’URSS, dont le rôle est essentiel au début et à la fin du conflit. Plus anecdotique, les Pays-Bas, maîtres de l’Indonésie (les « Indes néerlandaises ») depuis le XVIIe siècle, figurent aussi au rang des belligérants qui combattent à la fois l’Allemagne nazie et le Japon.

La France y joue un rôle, au travers de ses colonies : l’Indochine vichyste, ouverte sous la contrainte aux forces japonaises à partir de septembre 1940, fournit à celles-ci de précieuses bases lors de leurs offensives de 1941-1942. C’est d’Indochine que partiront les bombardiers et avions torpilleurs qui, le 10 décembre 1941, coulent les navires de ligne HMS *Prince of Wales* et *Repulse*, chassant la Royal Navy des eaux asiatiques jusqu’en 1944. Côté gaulliste, le Pacifique revêt une grande importance : le premier territoire à se rallier au général de Gaulle est la partie française du condominium franco-britannique sur les Nouvelles-Hébrides (l’actuel Vanuatu), le 22 juillet 1940 ; la Nouvelle-Calédonie, qui suit le 24 septembre, fournira aux Américains une base essentielle aux

opérations menées dans le Pacifique Sud-Ouest en 1942. Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Wallis et Futuna donneront aux Forces françaises libres un bataillon du Pacifique, qui se bat à Bir Hakeim (26 mai-11 juin 1942) et débarque en Provence en août 1944.

Ces pays, avant tout le Japon et les États-Unis, et dans une moindre mesure le Royaume-Uni et l'URSS, s'y disputent – comme l'Allemagne et l'URSS en Europe – la domination sur rien de moins qu'un hémisphère, le plus peuplé de surcroît : difficile de balayer de tels enjeux d'un revers de la main.

Cet affrontement est en réalité en gestation depuis l'orée du XXe siècle. En 1894-1895, un bref conflit oppose le Japon à la Chine. Tokyo y gagne la grande île de Formose, et des ambitions. Dix ans plus tard, en 1904-1905, l'armée et la marine nippones mettent fin, à Moukden [1] et Tsushima [2], aux velléités impériales russes en Mandchourie et en Corée… et réveillent celles du Japon, qui entend se tailler en Asie un empire à l'égal de celui de son modèle en la matière, la Grande-Bretagne. Voici posées les bases d'un affrontement triangulaire entre Japon, États-Unis et Chine. La Chine, voilà l'enjeu premier de la guerre du Pacifique, qui n'existe pas hors de la volonté japonaise d'en faire son empire des Indes, et du tropisme sinophile américain qui, depuis 1911 et l'instauration de la république de Chine, voit dans l'ex-empire du Milieu le futur partenaire démocratique idéal de Washington. L'URSS, héritière de l'Empire russe, et le Royaume-Uni tiennent dans cette partie de grande stratégie le rôle d'observateurs intéressés, avant d'en devenir des acteurs à part entière.

Avant même le début de la Seconde Guerre mondiale, tous les États riverains du bassin du Pacifique intègrent donc les enjeux propres à celui-ci à leurs calculs stratégiques. Dès le courant des années 1920, la Royal Navy considère – comme, fort logiquement, l'US Navy – la marine impériale japonaise comme l'adversaire principal [3]. Mais, et cela a des conséquences directes sur l'Europe, l'URSS aussi ne cesse sous Staline de lorgner vers l'Asie. Les forces soviétiques en Extrême-Orient sont, à la fin des années 1930, la portion la plus compétente et la mieux équipée de l'Armée rouge, preuve s'il en était que le dictateur soviétique considère le Japon comme une menace pressante. Le court conflit frontalier de Khalkhin-Gol (Nomonhan pour les Japonais), entre le 11 mai et le 16 septembre 1939, couronnement d'une série d'incidents de frontière entre Japonais et Soviétiques, n'est pas qu'un épisode secondaire de la rivalité nippo-

soviétique. Il affecte au contraire directement l’attitude de l’URSS en Europe.

Dans un livre très documenté [4] publié en 2012 et au sous-titre éloquent – « La victoire de l’Armée rouge qui a façonné la Seconde Guerre mondiale » –, l’historien américain Stuart D. Goldman explique comment la volonté d’éviter une guerre sur deux fronts – Allemagne et Japon – constitue la préoccupation essentielle de la diplomatie soviétique à la fin des années 1930. La montée en 1938-1939 des tensions avec le Japon est au cœur des motivations de Staline : lorsqu’il envoie son ministre des Affaires étrangères Molotov signer le pacte germano-soviétique, le 23 août 1939, les combats font rage à Khalkhin-Gol, et bien que la victoire soviétique semble ne plus devoir faire de doute, l’URSS ne sait pas encore si le conflit demeurera limité. Et même après l’invasion allemande de juin 1941, Staline ne dégarnira qu’avec la plus extrême réticence le théâtre d’Extrême-Orient.

Le Pacifique a une influence directe sur la guerre en Europe

Après Pearl Harbor, les événements dans le Pacifique ne vont cesser d’affecter, à des degrés variables, la conduite de la guerre en Europe. Certes, les alliés anglo-américains, dès la conférence Arcadia (22 décembre 1941-14 janvier 1942), s’accordent pour donner à l’Europe la priorité des efforts militaires. Américains et Britanniques estiment que l’Allemagne représente un danger plus grave et immédiat que le Japon, qu’ils savent en particulier incapable de s’en prendre directement au continent américain – alors que le IIIe Reich a prouvé qu’il pouvait frapper Londres, même sans grand résultat militaire, et que la Wehrmacht est encore aux portes de Moscou. Mais cette priorité n’empêche pas le Pacifique de rapidement influer sur la stratégie des deux alliés.

Pour le Royaume-Uni, l’ampleur et la rapidité de l’expansion japonaise en Asie du Sud-Est ne tardent pas à faire de la défense de l’Inde un enjeu qui ne le cède qu’à la sauvegarde de la Grande-Bretagne elle-même. La préservation du joyau de l’Empire depuis plus d’un siècle est, pour Churchill, un but de guerre essentiel, qui justifie à lui seul la défense acharnée de la route maritime par la Méditerranée et le canal de Suez.

La défense de l’Australie en est un autre, qui se double de la nécessité pour les Britanniques de maintenir uni le Commonwealth. Néo-Zélandais et, surtout, Australiens fournissent en effet au Royaume-Uni des renforts

essentiels à la lutte en Méditerranée. Ces divisions qui font face à Rommel ne sont toutefois pas un cadeau des ex-dominions à leur ancienne métropole, mais une contrepartie à l'assurance que Londres est en mesure d'assurer leur défense avancée. L'offensive japonaise de décembre 1941 a donc sur la stratégie méditerranéenne et, partant, européenne du Royaume-Uni une influence directe, tout particulièrement après la chute de Singapour en février 1942, où disparaît une division australienne. Les Australiens ne cachent pas à Londres – qui n'en peut mais – leur ressentiment devant l'incapacité de la Grande-Bretagne à venir en aide à son ancien dominion [5] et exigent le basculement de leurs forces vers le Pacifique. Ceci, de même que la fixation en Inde d'une large part de l'*Indian Army*, diminue d'autant dans les opérations à venir en Europe le poids militaire relatif du Royaume-Uni, de plus en plus privé de ressources humaines mobilisables.

Pour les États-Unis, l'importance du Pacifique réside d'abord dans l'effet psychologique de l'attaque sur Pearl Harbor, « jour d'infamie » jusqu'à aujourd'hui ; Hitler – qui déclare la guerre aux États-Unis par solidarité avec le Japon ! – et les nazis ne sont qu'un adversaire secondaire aux yeux des GI, dont l'hostilité à l'égard des Japonais est considérablement aggravée par le racisme mutuel des combattants et les méthodes de guerre nippones, faisant du Pacifique – ce n'est pas, non plus, « secondaire » – le théâtre de guerre le plus brutal après le front germano-soviétique [6]. Le Pacifique ne tient véritablement la seconde place derrière l'Europe dans les préoccupations américaines qu'entre la reddition des forces allemandes en Tunisie, en mai 1943, et la confirmation de la réussite de l'opération *Overlord*, avec la percée alliée hors de Normandie en juillet-août 1944. Avant, la défense de l'Australie et des îles Hawaï revêt une importance essentielle, notamment pour l'US Navy qui renâcle à envoyer vers l'Atlantique des moyens encore comptés alors que l'absence de chaque navire se fait cruellement ressentir dans le Pacifique. Ce n'est donc qu'après la fin de la longue lutte pour Guadalcanal, précisément en février 1943, sachant qu'ils ont définitivement brisé l'élan japonais – et le dos de la marine impériale – que les États-Unis jouent pleinement le jeu du « *Germany First* » proclamé à Arcadia.

Mais, dès la victoire sur Hitler acquise, l'enjeu asiatique reprend toute sa place dans les calculs de Washington, d'autant que la promesse d'une victoire prochaine sur le IIIe Reich devrait impliquer rapidement un nouvel acteur dans la guerre du Pacifique : l'URSS. Les derniers mois de la

Seconde Guerre mondiale sont ainsi une véritable course à l’Asie entre Américains et Soviétiques [7]. Cette course s’achève sur la ligne de départ du premier conflit armé de la guerre froide, la guerre de Corée : la partition entre les deux moitiés du pays, le 38e parallèle, est celle partageant les zones d’occupation respectives des forces soviétiques, qui se déversent à l’été 1945 sur la Chine du Nord, après avoir pulvérisé l’armée japonaise, et des forces américaines débarquant après la reddition du Japon. Et la décision américaine d’employer l’arme atomique sur Hiroshima (6 août 1945), mais surtout de mener un second bombardement sur Nagasaki, le 9 août, est autant une démonstration de puissance en direction de Moscou qu’une injonction de se rendre envoyée à Tokyo… La reddition du Japon doit d’ailleurs plus à la peur des élites militaristes japonaises d’une occupation soviétique – entendre « communiste » – qu’à celle d’une destruction par le feu nucléaire [8].

Dans le camp opposé, il est évident que le Pacifique océanique – la guerre contre les Américains – constitue pour le Japon l’effort principal à partir de décembre 1941. Cet effort, même s’il est en réalité surtout celui de la marine – la grande affaire de l’armée impériale demeure la Chine –, empêche le Japon de jouer le moindre rôle contre l’URSS. La défaite subie à Khalkhin-Gol, la fixation en Chine de l’essentiel de ses effectifs terrestres s’opposent à l’élaboration d’une stratégie d’ensemble de l’Axe. Il est vrai que ni Berlin ni Tokyo ne l’envisagent sérieusement. Mais il est difficile de ne pas penser qu’Hitler, que son racisme pour les Américains – « négroïdes enjuivés » – aveugle, n’ait pas au moins estimé que le Japon attirerait contre lui l’essentiel des moyens américains, qu’il sous-estime totalement. Ce calcul a pesé sur la guerre en Europe, tandis que le fait que l’URSS, seule des cinq principales puissances belligérantes, ait échappé à une guerre sur plusieurs fronts a sans doute favorisé la victoire soviétique sur l’Allemagne.

Art de la guerre et conduite des opérations : l’influence majeure du Pacifique

On le voit, la guerre du Pacifique a eu une influence profonde sur la conduite stratégique de l’ensemble des principaux belligérants de la Seconde Guerre mondiale, qu’ils soient demeurés cantonnés à l’Europe ou non. Mais le Pacifique a également eu une influence considérable sur la conduite militaire des opérations. Outre l’arme atomique, qui n’intervient

que dans les derniers jours de la guerre, alors que les hostilités sont déjà terminées en Europe, la guerre du Pacifique et ses extensions en Asie continentale tiennent une place essentielle dans le développement des principales innovations doctrinales, opérationnelles et tactiques de la Seconde Guerre mondiale.

Dans une direction inattendue d'abord : l'URSS. Comme l'a montré Jacques Sapir [9], l'art opératif soviétique et la doctrine de la bataille, puis des « opérations dans la profondeur » qui en constituent la mise en œuvre par l'Armée rouge, sont en partie nés, et se sont largement développés en Mandchourie : en 1904-1905, sur la base des expériences de la guerre russo-japonaise dont le père de l'art opératif, Alexandre Svetchine, est vétéran [10] ; en 1939, lorsqu'en pleines purges staliniennes Gueorgui Joukov [11] inflige aux Japonais la défaite de Khalkhin-Gol, conduisant son opération selon les principes – adaptés aux contraintes diplomatiques imposées par Staline – de la bataille dans la profondeur ; en 1945, enfin, lorsque l'Armée rouge victorieuse de la Wehrmacht désintègre en quelques jours les forces nippones en Mandchourie et démontre sa maîtrise des opérations dans la profondeur dans une offensive stratégique qui deviendra un cas d'école [12].

Dans une direction plus évidente ensuite : les États-Unis sont très largement tributaires de la guerre du Pacifique et de leur préparation pour celle-ci dans trois domaines : les opérations aéronavales et sous-marines, en premier lieu et sans surprise ; les opérations amphibies, ensuite ; le bombardement à longue distance, enfin.

S'agissant du premier domaine, la guerre du Pacifique constitue le creuset dans lequel se forgent non seulement l'US Navy, mais l'essentiel de la pensée navale contemporaine. Rôle du porte-avions, emploi – efficace, à l'inverse des *U-Boote* allemands – des sous-marins pour mener une guerre impitoyable au commerce tout en ne se privant pas d'attaquer de grandes unités à l'occasion [13], mais aussi emploi tactique du radar pour la défense aérienne comme le combat de surface, et plus largement développement d'une approche véritablement interarmes du combat aéronaval où l'ensemble des bâtiments de tous types, organisés en *Task Forces* en fonction de leurs missions, coopèrent étroitement entre eux et avec les aéronefs tant en attaque qu'en défense [14].

Quant aux opérations amphibies, si les Britanniques ont leur part d'innovations, notamment au travers des raids de commandos menés en

1940-1942 le long des littoraux européens, ceux-ci ne font qu'adapter au contexte moderne leur vieille tradition de « descentes » sur les côtes adverses. Une seule condition : que celles-ci ne soient pas, ou faiblement, défendues. Or la libération de l'Europe nécessite précisément de pouvoir mener des assauts amphibies de vive force, face à des défenses préparées. La solution vient du Pacifique, et spécifiquement du corps des Marines. Dès les années 1920, et particulièrement dans les années 1930, les Marines développent la doctrine et les matériels qui doivent leur permettre de s'emparer des îles du Pacifique. Dans le cadre du plan Orange, le plan de guerre de l'US Navy contre le Japon, et de ses successeurs, la mission des Marines – qui, bien que formant corps, dépendent de l'US Navy – est de s'emparer et de défendre les bases permettant aux navires américains de ravitailler sur la route du Japon. C'est pour conduire cette mission que vont être développés la batellerie de chalands et de barges de débarquement, les blindés amphibies, l'organisation tactique adaptée… qui seront ensuite mis à profit, mais par l'US Army, en Afrique du Nord, en Italie, et en Europe en 1943-1944, tandis que les Marines – et des unités de l'US Army – porteront au sommet de leur art les opérations amphibies dans le Pacifique en 1944-1945. D'ampleur comparable au débarquement en Normandie pour les Américains (3 divisions), l'assaut sur Saipan dans les Mariannes, lancé le 15 juin 1944, est toutefois conduit au milieu de l'une des plus grandes batailles navales de l'Histoire [15] et par des troupes ayant fait non dix heures, mais dix jours de mer depuis Pearl Harbor, à presque 6 000 kilomètres de distance – la distance entre les ports britanniques et les plages de la baie de Seine, où débarquent les Alliés le 6 juin 1944, est d'environ 250 kilomètres.

Le développement par l'United States Army Air Forces de bombardiers lourds, capables d'effectuer des raids à longue portée – les B-17 et B-24 qui mèneront la campagne contre l'Europe, les B-29 qui bombarderont le Japon – doit tout lui aussi à la préparation d'une guerre contre Tokyo. La mission première des bombardiers de l'USAAF avant guerre, en effet, est la défense lointaine des côtes américaines contre les flottes adverses : le viseur Norden, employé pour les raids contre l'industrie allemande, a été conçu à l'origine pour détruire des cuirassés. Ceux-ci sont, avant tout, nippons, et les premiers B-17 ne seront pas préparés pour l'Europe, mais envoyés dans le Pacifique – soixante exemplaires neufs seront détruits au sol dans les premières heures de l'offensive japonaise vers les Philippines.

On peut enfin créditer la guerre du Pacifique de la naissance d'une doctrine militaire destinée après 1945 à un grand succès : celle de Mao Zedong, popularisée par ses écrits sur la guerre révolutionnaire [16]. Si c'est la guerre civile chinoise qui la voit pleinement réalisée, la pensée militaire de Mao se forge en effet autant face aux Japonais qu'aux nationalistes de Tchang Kaï-chek, et est donc indissociable de la guerre du Pacifique.

Le rapide reflux d'Asie des États européens, qui y régnaient jusqu'ici en quasi-maîtres, après 1945, reflux auquel Mao a contribué directement et indirectement, par l'aide militaire chinoise ou par la diffusion de ses écrits théoriques, est d'ailleurs sans doute la plus grande et la plus durable des conséquences de la guerre du Pacifique. L'essor de la Chine et de l'Inde, le dynamisme de l'Asie du Sud-Est, mais aussi la complexe situation politico-stratégique doublée de malaise culturel du Japon et l'inextricable conflit intercoréen sont les produits directs de la guerre du Pacifique. Sa fin précipitée par la reddition du Japon – alors que l'on pensait que le conflit se poursuivrait encore un an au moins – n'a pas réellement permis d'en préparer le règlement : il n'y eut ni Yalta ni Potsdam pour l'Asie, juste de vagues ententes. Aussi l'histoire de la première moitié du XXIe siècle a-t-elle de très fortes chances d'être celle du règlement, y compris par les armes, de tous les comptes – et ils sont nombreux – non soldés en 1945 en Asie et dans le Pacifique. S'il n'y avait qu'un argument pour affirmer que le Pacifique, loin d'avoir été un « théâtre secondaire », a bien été un conflit dont la mémoire est aussi essentielle que l'a été sa place dans le cadre plus large de la Seconde Guerre mondiale, c'est bien celui-ci.

14

Le débarquement de Provence, une opération inutile

par Claire MIOT

« J’avais toujours été, depuis le début, opposé à l’opération *Anvil,* et j’avais préconisé son abandon complet, pour deux raisons principales. Tout d’abord, nous avions besoin – pour *Overlord* – des navires de débarquement ; en outre, elle affaiblissait le front italien au moment même où nous y progressions avec une grande chance d’atteindre Vienne avant les Russes […]. Mais *Anvil* [ou *Dragoon*] eut lieu le 15 août et fut, à mon sens, l’une des plus grandes erreurs stratégiques de la guerre [1] », écrit sévèrement le maréchal britannique Montgomery, commandant des forces terrestres de l’opération *Overlord* dans ses Mémoires publiés plus de vingt ans après le débarquement en Provence, le 15 août 1944. Contestable d’un point de vue militaire face à l’enlisement des Alliés en Italie, celui-ci serait également devenu, aux yeux de Montgomery comme à ceux d’autres responsables britanniques, à commencer par Churchill lui-même, une erreur géopolitique majeure. En concentrant les troupes alliées en France et non en Italie puis dans les Balkans, *Anvil-Dragoon* aurait laissé le champ libre aux Soviétiques pour étendre leur mainmise sur l’Europe centrale et orientale.

Certains historiens ont repris cette légende noire, soulignant la responsabilité d’un Roosevelt complaisant vis-à-vis de Staline dans une décision peu justifiable sur le plan militaire et lourde de conséquences sur l’après-guerre. André Kaspi et Jean-Baptiste Duroselle écrivent ainsi que « si les États-Unis et la Grande-Bretagne avaient devancé l’Union soviétique dans les Balkans, comme en Europe centrale, ils auraient ainsi résolu quelques-uns des problèmes les plus préoccupants de la guerre froide [2] ». Mais c’est moins la mauvaise réputation d’*Anvil* – rebaptisée *Dragoon* au mois d’août 1944 – que son absence dans l’historiographie de la Seconde Guerre mondiale qu’il s’agit de souligner. Celle-ci a largement privilégié les travaux sur le *D-Day,* considéré par les Alliés comme la bataille décisive. *Anvil-Dragoon* apparaît, au contraire et dès l’origine, secondaire. De fait, le

débarquement de Provence, qui mobilise quelque 400 000 hommes, plusieurs fois repoussé, est finalement lancé à un moment où le sort de la bataille européenne paraît scellé, au moins à moyen terme. À l'est, les Soviétiques ont lancé l'opération *Bagration* le 22 juin 1944. Dès la fin juillet, l'Armée rouge a recouvré les territoires perdus en 1941 et conquis la Pologne orientale jusqu'à la Vistule. À l'ouest, après avoir piétiné dans le bocage normand plusieurs semaines, les Alliés parviennent à percer à la fin du mois de juillet 1944 [3]. Enfin, à l'échelle de la France, la libération de Toulon, Marseille ou encore Lyon par la Ire armée française du général de Lattre de Tassigny, qui combat au sein du 6e groupe d'armées américain du général Devers, pèse peu au regard du retentissant symbole de la libération de Paris le *25* août 1944. *Anvil-Dragoon* apparaît alors comme une opération trop tardive pour rester dans les mémoires collectives et les livres d'histoire.

Pourtant, chose suffisamment rare pour qu'on doive la souligner, Hitler ordonne dès le 17 août la retraite des troupes allemandes stationnées dans le sud de la France. La veille, face à la percée alliée en Normandie, il a également accepté qu'une partie des unités se replient. Le risque d'une prise en tenaille de l'essentiel des troupes de la Wehrmacht en France est alors réel, montrant l'efficacité d'*Anvil-Dragoon* comme soutien à *Overlord.* De plus, Hitler, comprenant l'intérêt logistique fondamental de la prise de ces ports pour les Alliés, a sommé ses officiers de défendre Marseille et Toulon jusqu'au dernier homme, démontrant, là encore, l'importance stratégique de la côte provençale pour le sort de la bataille occidentale.

Autant d'éléments qui invitent à s'interroger sur la portée militaire et diplomatique du « second *D-Day* ». Certes, il est indiscutable qu'à l'échelle de la guerre mondiale le débarquement en Provence demeure un théâtre d'opérations secondaire. Mais il faut prendre garde à ne pas attribuer *a posteriori* à cette opération un rôle et une ampleur que ses concepteurs ne lui avaient pas donnés eux-mêmes ! Avec quelques variations, les alliés anglo-américains ont, dès l'origine, conçu *Anvil* comme un appui au débarquement dans le nord-ouest de la France qui devait, lui, constituer l'opération majeure de l'année 1944. La question de l'efficacité du débarquement dans le sud de la France doit donc être posée à l'aune de celle qu'on attendait effectivement de cette opération. De plus, si, au niveau continental, l'impact militaire d'*Anvil* peut paraître relativement limité, à l'échelle de la France et de sa population, celui-ci est tout autre : le

débarquement de Provence permet la libération de tout le quart sud-est du territoire national avant l'automne 1944. Enfin, pour les Français, son utilité – politique et diplomatique cette fois – est de taille ! Si la participation française dans l'opération *Overlord* est numériquement marginale, tel n'est pas le cas pour l'opération *Anvil*, où les Français de la Ire armée constituent plus des deux tiers des effectifs débarqués. Leur chef, le général de Lattre de Tassigny, cosigne la capitulation sans conditions de l'Allemagne nazie le 8 mai 1945.

Aux origines d'une opération contestée

Le lancement d'*Anvil* sur les côtes provençales, à partir du 15 août, tient presque du miracle, tant l'opération a été compromise jusqu'au dernier moment. Roosevelt et les stratèges américains sont majoritairement convaincus de l'intérêt du débarquement sud dans le cadre d'une stratégie frontale contre l'Allemagne, mais Churchill ainsi que son état-major ne l'entendent pas de cette oreille, et préfèrent jouer la carte de la stratégie périphérique, d'abord en Afrique du Nord, puis en Italie. Staline, entré dans le jeu diplomatique après l'opération *Barbarossa*, le 22 juin 1941, soutient fermement l'ouverture d'un second front européen.

C'est au cours des conférences *Trident* (Washington, 12-25 mai 1943) et *Quadrant* (Québec, 14-24 août 1943) que les alliés anglo-américains décident de faire du débarquement en Europe de l'Ouest une priorité pour l'année 1944. À *Trident*, ils envisagent de « peut-être envahir le sud de la France et ainsi aider l'opération à travers la Manche [4] », et à *Quadrant*, les Américains imposent la primauté de l'opération dans le nord-ouest de la France, désormais appelée *Overlord*. Le débarquement dans le sud de la France doit être au service exclusif de cette dernière [5]. Staline rappelle la nécessité de l'ouverture du second front en Europe à la conférence de Téhéran (28 novembre-1er décembre 1943). S'il ne s'agit plus d'un impératif vital, puisque l'Armée rouge, d'abord acculée, a obtenu de retentissantes victoires à Stalingrad (février 1943) puis à Koursk (août 1943), le chef du Kremlin plaide en faveur d'une sanctuarisation d'*Overlord*, complétée d'un débarquement dans le sud de la France [6]. De fait, Roosevelt soutient les demandes de Staline contre les réticences de Churchill, et l'accord militaire signé par les trois alliés prévoit que l'opération *Overlord* sera lancée pendant le mois de mai 1944, en même

temps qu’une opération dans le sud de la France [7]. La première mouture du plan envisage un assaut de part et d’autre de la rade d’Hyères avec 2 ou 3 divisions, puis le débarquement de 7 autres divisions permettant une exploitation vers Lyon. Le port de Marseille, indispensable au déchargement des hommes et du matériel, doit être pris au plus vite [8].

Toutefois, jusqu’à la fin du printemps 1944, la préparation du débarquement sud est compromise par les échecs alliés en Italie contre une défense allemande farouche. De plus, la logistique fait défaut, et l’arsenal de la démocratie n’est pas en mesure de fournir le nombre de navires de débarquement nécessaires. Eisenhower, à la tête du SHAEF (Supreme Headquarters Allied Expeditionary Forces), est pourtant favorable à une opération d’importance dans le sud de la France, et ce pour plusieurs raisons. Il est d’abord sensible aux engagements pris vis-à-vis des Soviétiques lors de la conférence de Téhéran et considère que le succès d*’Overlord* dépend intimement de celui *d’Anvil*. De plus, selon lui, la prise du port de Marseille est absolument nécessaire au ravitaillement des lignes alliées sur tout le front de l’Europe occidentale. Mais, face aux difficultés logistiques, à l’enlisement italien et aux pressions britanniques, les Américains finissent par accepter de dissocier les deux débarquements en France : suite à un compromis trouvé le 21 mars, *Anvil* sera lancé après la chute de Rome et réduit à une simple opération de diversion, ce qui limite, il est vrai, grandement son intérêt stratégique.

La prise de Rome n’intervient que le 4 juin, suivie, deux jours plus tard, par le *D-Day* normand. Les difficultés n’en sont pas pour autant réglées. Churchill, désormais préoccupé par la percée soviétique à l’est, insiste alors pour remplacer *Anvil* par une opération en Istrie, ce qui permettrait aux troupes de s’engouffrer dans la trouée de Ljubljana, ouvrant la route de Vienne et de l’Europe de l’Est. Face aux fins de non-recevoir américaines, Churchill négocie auprès de Roosevelt jusqu’aux premiers jours du mois d’août, arguant, cette fois, du nécessaire renforcement des troupes d*’Overlord* étrillées dans la bataille des haies. Il n’est pas loin d’y parvenir : le 7 août, en effet, le CCS (Combined Chiefs of Staff, état-major combiné interallié) demande l’avis d’Eisenhower et de Wilson, chef suprême des forces alliées en Méditerranée, chargé de l’organisation de l’opération, au sujet d’une possible suppression *d’Anvil* et de la réaffectation de ses ressources pour *Overlord* [9], et ce n’est que le 11 août que le général Wilson reçoit finalement l’ordre d’exécuter les plans de l’opération *Anvil.*

De fait, les Britanniques, d'abord pour des raisons militaires, puis pour des raisons stratégiques, doutent largement de l'opportunité d'*Anvil*. Le sort du second débarquement en France dépend, à l'été 1944, de la capacité des Américains à imposer leurs conceptions stratégiques, dès lors qu'ils fournissent l'essentiel des ressources humaines et matérielles, comme le souligne alors non sans une certaine clairvoyance le ministre résident britannique Harold Macmillan : « J'avais acquis le sentiment qu'au regard de la lourde contribution des forces américaines dans la campagne européenne et qu'au regard de la situation générale, nous devrions renoncer si Eisenhower et Marshall insistaient au sujet *d'Anvil* [10]. »

Une opération réussie

Les opposants à *Anvil* ont également argué des risques que comportait une telle opération amphibie. Churchill n'avait-il pas évoqué au mois d'août 1944 au conseiller diplomatique de Roosevelt, Harry Hopkins, le scénario catastrophe d'« une attaque difficile, par mer, contre le rivage bien fortifié de la Riviera […] où abondent les formidables positions escarpées, les crêtes et les ravins [11] » ? Force est de constater qu'il n'en est rien et que l'assaut du 15 août est une réussite.

Les différents scénarios de l'opération sont assez optimistes. Si un premier plan d'ensemble présenté le 28 avril 1944 imagine une prise de Toulon à J + *25*, donc anticipe une assez forte résistance sur la côte, le plan *Rankin*, formalisé en juin 1944, prévoit trois hypothèses : soit une retraite allemande partielle, soit une évacuation totale, soit, enfin, une capitulation sans conditions [12]. Il est vrai que les défenses allemandes n'ont rien de comparable avec celles de la côte normande. À la veille du débarquement, 210 000 Allemands – armée de terre, marine et aviation confondues – sont stationnés dans le midi de la France, sur les 950 000 hommes affectés sur le front de l'Ouest [13]. Les fortifications allemandes sont bien moindres que celles du mur de l'Atlantique. Enfin, ni la Kriegsmarine ni la Luftwaffe ne sont en mesure de s'opposer aux forces aériennes et navales alliées. Dès le soir du 15 août, l'état-major de la 19e armée allemande note que tout reflux des forces débarquées est désormais impossible à court terme [14].

Mais les résultats vont au-delà des espérances. Ainsi le général Brosset, commandant la 1re division française libre, peut-il se féliciter que le « débarquement a été une étonnante réussite [15] ». Tout d'abord, nul

scénario à la *Omaha Beach* sur les plages de Saint-Tropez ou de Cavalaire. Alors que le pourcentage de pertes du 6 juin s'élève à 6,6 % [16], les unités débarquées en Provence présentent, au soir du 15 août, 2,4 % de pertes [17]. Deux jours plus tard, ces pertes sont de 3 546 pour quelque 130 000 hommes débarqués, et à la fin du mois d'août elles atteignent 9 371 blessés, disparus ou tués [18]. Derrière ces statistiques globales se cachent toutefois des combats violents. Ainsi la bataille de Toulon, entre le 20 et le 27 août, laisse-t-elle plus de 1 000 soldats de la 9e division d'infanterie coloniale française hors d'état de se battre [19].

Toutefois, la libération de la côte provençale puis de la vallée du Rhône ou de la route Napoléon prend les allures d'une joyeuse chevauchée, certes ralentie par des problèmes logistiques du fait de l'étirement rapide et inattendu des lignes de ravitaillement. L'armée française défile dans Marseille le 29 août, alors que la cité phocéenne devait être atteinte à J + 30 ; Lyon, qui devait tomber à J + 90, est libérée le 3 septembre [20]. Dijon est prise par la Ire armée française et des groupements FFI le 11 septembre, alors que le 17 août les Alliés pensent qu'il est impossible pour les forces *d'Overlord* d'atteindre « la région de Dijon avant novembre [21] ». Surtout, la réussite du débarquement permet l'ouverture et la mise en marche rapide des ports méditerranéens. Marseille accueille les premiers navires le 15 septembre, Toulon le 20. Pour le seul mois d'octobre 1944, ces deux ports reçoivent 425 000 tonnes de matériel américain sur un total de 1 309 000 tonnes déchargées en Europe [22].

Une seule ombre au tableau, qui peut sembler de taille : malgré le nombre important de soldats allemands faits prisonniers par les troupes débarquées en Provence [23], près de 130 000 hommes sur 209 000 ont rejoint sans trop d'encombre Dijon, à l'image des 45 000 à 100 000 rescapés de la poche de Falaise du front normand [24]. Ces hommes, réorganisés et renforcés, participent à la farouche résistance allemande qui retient les Alliés des Ardennes à la frontière suisse jusqu'au printemps 1945. Un des objectifs de l'opération *Anvil-Dragoon* – prendre en tenaille l'essentiel des unités allemandes en France – se solde là par un bilan mitigé.

La part des Français

Ce constat remet-il pour autant en cause l'utilité *d'Anvil-Dragoon* par rapport aux autres options possibles, à commencer par la percée en Istrie,

appelée de leurs vœux par les responsables britanniques ? Les difficultés militaires alliées en Normandie en juin-juillet 1944 laissent entrevoir le risque que les Alliés occidentaux auraient pris en dispersant des forces supplémentaires en Italie. Churchill lui-même est bien obligé d'admettre qu'*Anvil-Dragoon* « apporta une aide importante au général Eisenhower en amenant une nouvelle armée sur son flanc droit et en lui ouvrant une ligne de communication dans cette région [25] ».

Renoncer à *Anvil* faisait aussi prendre le risque aux Alliés de se passer des 7 divisions françaises armées et entraînées par eux, et aguerries par les combats menés au sein du corps expéditionnaire français en Italie. En effet, en décembre 1943, de Gaulle a arraché, contre l'envoi de ces forces en Italie, l'engagement de la part des Alliés que toutes les troupes françaises seraient employées dans les opérations prévues en métropole. Les débats de l'hiver et du printemps 1944 autour de l'annulation d'*Anvil* ont toutefois fortement inquiété les Français, exclus des négociations, et en mars Giraud puis de Gaulle ont accepté de fournir des unités supplémentaires pour nourrir le front italien tout en insistant sur « l'importance, pour les Français, de la bataille de France [26] ». La prise de Rome a renforcé l'impatience des Français, et l'entrevue du 27 juin 1944 entre de Lattre et le général américain Patch illustre les risques qu'auraient pris les Alliés à ne pas honorer leurs engagements vis-à-vis des Français. Alors que Patch annonce qu'en cas d'annulation de l'opération *Anvil* les Français suivraient la VIIe armée américaine « sur le théâtre d'opérations où cette grande unité serait engagée, sans doute alors sur le front Italien, en direction de l'Autriche », de Lattre proteste violemment et déclare qu'« aucun soldat français ne sera envoyé sur un autre théâtre d'opérations que celui prévu et décidé [27] ». Les Alliés – y compris les Britanniques – ont en réalité bien conscience que « les Français s'opposeront farouchement à tout emploi du CEF dans les combats à venir sur la ligne Pise-Rimini [28] ». Or, à l'été 1944, les Anglo-Américains, entrés en France, ne peuvent plus faire l'économie du soutien du Gouvernement provisoire de la République française dont la légitimité est reconnue par l'essentiel de la population métropolitaine.

Enfin, Eisenhower compte sur l'appui des maquis, particulièrement actifs dans le sud-est de la France. D'autant que la résistance intérieure a fait ses preuves lors du premier débarquement. Or, le concours des maquis du sud-est de la France serait largement facilité par la présence d'unités régulières françaises lors du débarquement [29].

Mauvaise décision ? Le débarquement de Provence fut surtout une décision sous contrainte, qui montre les difficultés matérielles mais aussi tactiques auxquelles sont alors confrontés les décideurs anglo-américains, contredisant l'image d'un arsenal des démocraties inépuisable et d'une défaite inéluctable de l'Allemagne nazie. Elle traduit aussi un nouveau rapport de forces au sein de la coalition : les Américains, pourvoyeurs d'hommes et de matériel, sont alors capables d'imposer aux Britanniques leurs visions stratégiques où les enjeux militaires de court terme l'emportent, il est vrai, sur les perspectives politiques et diplomatiques de l'Europe d'après guerre. Enfin, même de manière secondaire, et encore marginalisée, la France émerge, *via* la participation de son armée à la libération du territoire, comme partenaire à part entière, et non plus comme simple théâtre d'opérations.

15

Le soldat américain ne sait pas se battre

par Nicolas Aubin

Le soldat américain ne sait pas se battre [1]. Qui le dit ? Tout le monde. Ceux qui les ont côtoyés pendant la guerre et même l'histoire officielle américaine. Ayant collationné les commentaires des prisonniers de guerre allemands recueillis à leur insu, deux sociologues concluent que les combattants allemands « portent sur les Américains un jugement nettement moins favorable que sur les Britanniques, parce qu'on suppose que leurs succès sont dus à la seule supériorité matérielle, ce que les soldats de la Wehrmacht jugent déloyal. En tant que soldats, dit-on, les Américains sont "lâches et mesquins", ils n'ont "aucune idée" de ce qu'est la "vraie guerre, la dure", ils sont "incapables de renoncements" et "inférieurs" aux Allemands "dans le combat rapproché". Un général d'armée note à propos de ses expériences en Tunisie : "Ces salopards, ils se mettent tous à courir une fois qu'on les a bien serrés." Un général raconte aussi, à propos des combats en Italie : "D'une manière générale, on estime que l'Américain est un mauvais combattant, à quelques exceptions près, parce qu'il n'a aucun élan intérieur" [2] ». C'est un mou ! Le GI n'arrive pas à la cheville du soldat russe, « un bon soldat » courageux et rustique. Finalement, seul l'allié italien serait encore plus lâche et incompétent. Ce sentiment se retrouve dans tous les rapports de la Wehrmacht, quelle que soit la période. Fin 1944, l'OKH, l'état-major de l'armée de terre allemande, juge toujours le soldat américain dépendant d'appuis matériels considérables, incapable de combattre au corps-à-corps ou la nuit, se rendant très facilement. « Ils sont trop prudents et rigides lors de leurs attaques, négligents, car abusant des communications radio en clair, et prévisibles, n'opérant qu'entre la fin de la matinée et minuit [3]. » Sans surprise, tous les officiers généraux allemands invités aux États-Unis après la guerre souligneront que, décidément, par rapport à l'excellence militaire allemande, l'US Army a fait pâle figure et qu'elle peut dire merci à son industrie.

Côté allié, ce n'est guère mieux. Les Français ne masquent pas leur dédain à l'égard de cette armée à la tenue si décontractée et à l'histoire si courte, incapable de faire la guerre sans un luxe d'*impedimenta* aussi inutiles que révélateurs [4]. Au même moment, début 1943, Montgomery écrit au War Office que « les soldats américains ne se battent pas ; ils n'ont pas la lueur de la bataille dans les yeux ». Mais au moins les exonère-t-il car « s'ils ne veulent pas se battre, c'est qu'ils n'ont pas confiance en leurs généraux. […] J'ai dit à Eisenhower et à Alexander que la bonne façon de mettre l'armée américaine en état de combattre est d'éduquer d'abord les généraux [5] ». Bien sûr, il serait aisé de balayer ces arguments, soit viciés par les œillères idéologiques nazies, soit fruits de la partialité de Monty.

Cependant, après guerre les critiques fusent de l'US Army elle-même. Les premières émanent du responsable de la section historique. Samuel L.A. Marshall, au terme d'une enquête de terrain réalisé auprès de 400 compagnies d'infanterie entre 1944 et 1945, constate que seuls 15 % des fantassins ont utilisé leurs armes pendant la campagne européenne. Paralysés, ils auraient été le plus souvent cloués au sol par un ennemi plus agressif, ne parvenant à s'en sortir qu'à force d'appuis-feux massifs [6]. En 1979, en pleine période traumatique post-Vietnam, le colonel Trevor N. Dupuy élabore un complexe système mathématique de modélisation des combats. Passant à cette moulinette 81 engagements, il conclut que la performance du soldat allemand est supérieure de 20 % à celle du GI [7]. Le coup de grâce est porté par l'Israélien Martin van Creveld au terme d'une comparaison des systèmes militaires allemand et américain. Il conclut à la nette supériorité du premier, le second se contentant de mener une guerre sur le modèle d'une grande entreprise, considérant ses soldats comme une simple matière première, à l'instar des autres équipements, dont il faut optimiser les flux pour obtenir la victoire mécaniquement par simple accumulation [8]. Cette victoire du management est ensuite reprise par d'autres auteurs célèbres, au point de devenir le titre de la thèse de John Ellis : *Brute Force* [9].

Mais, à la fin des années 1980, plusieurs auteurs partent en croisade contre ce dénigrement. Le premier coup est porté par John Sloan Brown [10]. Brown conteste le mode de calcul de Dupuy, exagérément favorable à la Wehrmacht. Élaborant son propre système, il affirme que les troupes de l'Oncle Sam lui ont été supérieures, *Panzerdivisionen* exceptées. Dans les années suivantes, plusieurs études réévaluent considérablement la

performance américaine [11], mais elles doivent être prises avec du recul, étant écrites par des officiers américains, parfois fils de vétérans. Alors qu'en est-il ? L'US Army a-t-elle donné les moyens aux GI de se battre correctement ? Le GI a-t-il su en user correctement ?

Expliquer un baptême du feu désastreux

À charge, nous possédons plusieurs rapports soulignant la médiocrité des premiers engagements en Afrique du Nord (novembre 1942-mai 1943). Certes, la campagne est victorieuse, mais à quel prix ? À Kasserine, les Américains ont été humiliés [12]. Les documents confirment les observations faites par les Allemands. Le GI peine à combattre de nuit, à se mouvoir sous le feu et à répliquer. Ils précisent que les fantassins ne tiennent pas assez compte du terrain ; délaissant les sommets, ils circulent dans les vallées et, comme les reconnaissances sont rares, ils tombent dans des embuscades coûteuses. Les soldats s'aventurent au-delà du parapluie de l'artillerie sans l'appui de blindés, ce qui prouve la médiocrité de la coopération interarmes, et ils font preuve de naïveté quand une fois les positions ennemies conquises ils s'y installent alors que les Allemands ont pour habitude de les pilonner systématiquement. Les GI négligent trop souvent le camouflage, ont tendance à se regrouper, ne maîtrisent ni le tir antiaérien ni la lutte contre les mines [13]. Par la suite, force est de constater que la performance des troupes américaines sur les rives du Rapido en Italie, dans le bocage normand, dans la boue de Lorraine et dans la forêt de Hürtgen, pour ne citer que les régions les plus célèbres, n'invite guère aux louanges. Ce sont autant de batailles marquées de lenteurs et de pertes excessives, avec des fantassins en apparence pataugs et manquant d'agressivité [14].

Samuel Marshall l'explique donc par les réticences du GI à user de son arme, conséquence de l'isolement du combattant sur le champ de bataille, d'un manque de cohésion et, *last but not least*, de la culture pacifique et policée de la société américaine. Soulignant l'échec de la propagande, Marshall note que les soldats se battaient moins par idéologie que pour rentrer au pays le plus vite possible. Il leur aurait alors manqué une haine capable de surmonter leur peur sous le feu. De là à en déduire que pour lui une armée de citoyens est moins performante qu'une armée de sujets abrutis par l'endoctrinement d'un régime totalitaire, le pas est vite franchi. Cette

thèse n’est pas tenable. Tout d’abord, ses enquêtes sont introuvables dans les archives [15]. Nul dans le service historique n’ayant participé aux entretiens en 1944-1945, comment Marshall aurait-il pu rencontrer seul 400 compagnies en moins de trois cents jours, alors qu’elles n’étaient que rarement retirées de la ligne de front ? Preuve est faite que le chiffre de 15 % de tireurs avancé par Marshall n’est au mieux qu’une estimation, au pire une pure invention. D’ailleurs, il est contredit par la consommation astronomique de munitions, 5 millions de cartouches de fusils M1 pour la seule 90th ID, une division pourtant réputée fragile. Quant à son explication socioculturelle sur l’inaptitude du citoyen, elle ne résiste pas à l’examen. Le climat n’est pas plus pacifique aux États-Unis qu’en Europe. L’interdit moral de tuer pèse sur toutes les sociétés et, à ce compte-là, les homicides sont même plus fréquents outre-Atlantique et le pays s’est largement construit par la violence [16]. La désinvolture du GI, combinaison d’un uniforme débraillé mais avant tout adapté à la guerre, d’un train de vie étranger aux Européens, d’un manque de martialité et d’une familiarité à l’égard de la hiérarchie, s’explique aisément. Le GI demeure un citoyen, temporairement en uniforme, méritant le respect et l’attention, un citoyen qui a grandi dans une société où les droits individuels, le pragmatisme et la consommation sont érigés en valeurs suprêmes. Pour l’US Army, cette décontraction n’est pas un symptôme de fragilité, mais au contraire un moyen de tisser une relation de confiance, d’intégrer le citoyen, de soutenir son moral et de lui permettre d’offrir davantage que s’il n’était mû que par la contrainte. Ajoutons que les fantassins sont conscients d’avoir été versés dans l’infanterie faute d’avoir obtenu de bons résultats aux tests physiques, d’intelligence et de culture générale, et ils savent qu’ils ne reverront pas leurs familles avant la fin de la guerre, au contraire des marins ou des aviateurs. Il est donc essentiel pour l’armée de leur manifester du respect, de l’affection et de ne pas laisser la rumeur dire qu’ils ne sont que de la chair à canon. Aussi l’armée encourage-t-elle la diffusion des caricatures de Bill Mauldin qui peint deux archétypes, « Willie and Joe », fantassins grincheux et débraillés, égratignant souvent leur hiérarchie, mais qui endurent stoïquement les dangers. Eisenhower a compris qu’ils servaient d’exutoires à la rancœur du GI. D’ailleurs, les pertes prouvent qu’il n’est pas un pleutre : à partir du 6 juin 1944, 2 000 à 3 000 fusiliers tombent chaque mois par division d’infanterie, c’est-à-dire la moitié des effectifs théoriques. Le GI n’agite pas davantage le drapeau blanc. Cinquante-trois

mille sont internés durant la guerre, le chiffre le plus bas des belligérants. L’acte d’accusation s’effondre. Il faut chercher ailleurs.

Les treize semaines d’entraînement de base puis celles des formations spécialisées préparent-elles à la réalité de la guerre ? N’oublions pas que, contrairement aux nations européennes, l’US Army est composée à 99 % de mobilisés n’ayant aucune expérience militaire. Elle incorpore 11 millions d’appelés de 1940 à 1945, à partir d’un noyau de 189 000 professionnels en 1940. Rares sont les appelés à avoir connu la Première Guerre mondiale ou à être passés par la garde nationale – qui d’ailleurs ne proposait pas avant guerre un véritable entraînement militaire. L’armée est confrontée à un formidable défi : transformer ces millions de citoyens totalement ignorants de la guerre en soldats alors qu’elle manque dramatiquement de personnel d’encadrement et d’instruction. Où les trouver quand l’état-major envisage de lever 219 divisions à partir de… 9 divisions d’active ? Finalement, si « seulement » 80 divisions seront mises sur pied, l’effort est colossal. La 9th ID est ainsi ponctionnée au profit des 78th, 82nd et 88th ID. Les cadres y forment en urgence de jeunes officiers et sous-officiers – en dix jours à la 29th ID – qui ensuite diffusent leurs savoirs à d’autres. Cette stratégie, la seule possible pour grandir assez vite, conduit à un appauvrissement régulier des unités les plus opérationnelles, impose un *turn-over* néfaste et inquiète la troupe qui part au front sans ses cadres, restés au pays pour poursuivre leur mission d’entraînement. La formation n’est pas toujours efficace. Des courriers de recrues fourmillent de plaintes : « temps perdu, exercices mal planifiés, manque de confiance dans les officiers, sous-officiers illettrés et abrutis, impossibilité de progresser ». Il est vrai que même les cadres professionnels manquent d’expérience. « Ce sont des jeunes hommes raffinés, [constate le commandant de la 30th ID à propos de ses officiers], beaucoup ont un charisme naturel, mais ils ne savent rien. Et c’est ce que beaucoup de gens oublient. Ce sont de bons garçons, mais nous devons les former. » De surcroît, trop d’officiers incompétents restent en poste ; la faute à la politique d’avancement à l’ancienneté pratiquée dans l’entre-deux-guerres, mais aussi aux promotions abusives au sein de la garde nationale, sans oublier, pour les échelons supérieurs, au népotisme des généraux Marshall et McNair, respectivement commandants en chef de l’US Army et des Army Ground Forces. Les hommes pestent contre cette « satanée armée ». L’esprit de corps souffre des tensions entre professionnels inutilement hautains, volontaires de la garde nationale qui

pensent à tort avoir un savoir-faire militaire, et recrues, simples civils en uniforme perdus dans des unités aux origines métissées [17]. On manque aussi de matériels. Les années 1940-1943 sont enfin des années de réflexions doctrinales intenses que les programmes d'entraînement peinent à suivre. Dans l'effervescence des casernes, des sous-officiers paresseux entraînent les recrues avec les manuels de la guerre d'hier tandis que d'autres expérimentent et que les officiers généraux imaginent la guerre de demain. La situation en 1941-1942 n'a donc rien à voir avec le réarmement de la Wehrmacht en 1933 opéré dans un terreau favorable, ni même avec l'expérience de 1917 où les *Doughboys* avaient été entraînés par des Français. Nombre de déboires en Tunisie et en Italie s'expliquent.

La situation s'améliore cependant nettement dès 1943 grâce aux grandes manœuvres, possibles dans les espaces infinis américains, la mise en place de procédures d'entraînement standardisées validées par des tests variés, la réalisation de dizaines de films tournés avec l'aide d'Hollywood, l'ouverture de centres spécialisés – désert, jungle, assaut amphibie… – et les premiers retours d'expérience. Des vétérans circulent de camp en camp pour partager leur expérience : « Les entraînements doivent être plus réalistes, [estiment-ils], des tireurs d'élite installés sur les flancs doivent tirer à balles réelles au plus près des recrues, des chars doivent rouler sur les trous d'hommes, les leaders doivent être déclarés perdus afin de forcer leur second à prendre en charge l'unité et il faut apprendre à combattre avec des unités décimées. Il ne sert à rien d'apprendre à tirer à genou », ajoutent-ils. Deux cent quarante mille tonnes de munitions réelles seront consommées à l'exercice. L'US Army s'enrichit aussi des méthodes anglaise et australienne. Ces réformes paient et en juin 1944 le commandant du 162e d'infanterie est « plus que satisfait » de ses remplaçants. Les hommes eux-mêmes déclarent que l'épreuve du feu n'a « pas été pire que les manœuvres ». Même si sa préparation n'est pas parfaite [18], le GI est en 1944 le combattant physiquement et mentalement le mieux entraîné des belligérants, mieux que le *Landser* allemand jeté dans la bataille de plus en plus rapidement [19].

Pourquoi des défaillances perdurent-elles en 1944 ?

Peut-être parce que la majorité des divisions vivent en France leur baptême du feu. Mais, au terme d'une étude minutieuse, Peter Mansoor

constate que ces défaillances collectives se raréfient. Aux tergiversations des 83 rd, 90th et 106th ID répondent l’héroïsme de la 29th ID à Omaha, la maestria manœuvrière des divisions blindées engagées par Patton en août 1944 ou l’efficacité de la 100th ID en Alsace début 1945. Toutes novices. Pour l’historien, le facteur décisif expliquant la réussite ou l’échec du premier engagement demeure *in fine* la qualité de l’encadrement. Il cite la remarquable entrée en scène de la 104th ID, qu’il explique par la présence en son sein de vétérans de la 1st ID, particulièrement de son commandant Terry Allen. Quant aux défaillances individuelles, les historiens Samuel Marshall, encore lui, et Russell F. Weigley les expliquent par la gestion bureaucratique lamentable des remplacements qui aurait conduit des millions de bleus à être jetés dans les pires conditions dans la fournaise [20]. À la fin de la guerre, 2 670 000 GI auront ainsi rejoint une division, le double de ceux ayant débarqué comme combattant déjà endivisionné. La 90th ID aura accueilli 35 000 renforts en 1945, soit 3 100 par mois. Or, à cause du nombre limité de divisions déployées par les Américains, celles-ci furent maintenues au combat sans interruption de leur débarquement jusqu’au 8 mai 1945, c’est donc directement en première ligne que débarquaient ces bleus, seuls ou en petit groupe, souvent la nuit. Ils rencontraient leur lieutenant avant de se coucher en terre inconnue, parfois dans la boue et le froid, entourés d’étrangers, vivant le lendemain leur baptême du feu sans avoir échangé un seul mot avec eux. Stephen Ambrose a collecté des témoignages poignants soulignant la souffrance de ces malheureux, leur déshumanisation – à quoi bon leur parler, apprendre leur nom, la rumeur prétendant que la moitié seraient tués ou blessés dans les trois jours [21] –, le sentiment d’abandon, les vétérans ne voulant pas prendre de risques supplémentaires aux côtés de bleus forcément maladroits. Cette gestion inhumaine a indubitablement gâché du sang et dégradé l’efficacité globale des divisions. Elle contraste avec le système allemand où chaque division conservait dans sa région d’origine une base arrière qui formait des renforts, moyen de maintenir une cohésion géographique. Ceux-ci ne rejoignaient pas directement le front, le plus souvent ils étaient incorporés à l’occasion d’une période de repos. Pour autant, il faut nuancer cet angélisme. Ce système n’a pas résisté aux terribles saignées en Union soviétique. Dans les faits, les divisions privées de renforts étaient virtuellement annihilées avant d’être reconstruites. Le niveau des *Infanterie-Divisionen* s’est largement dégradé. Au front, l’état-

major ne pouvait connaître l’état réel de ses divisions, réduites parfois à de pauvres régiments ou d’une valeur combative variable selon l’origine, ce qui provoqua de nombreux déboires, au contraire des forces américaines dont le potentiel était maintenu par un flux régulier. Le système allemand n’était d’ailleurs pas opératoire pour l’US Army, contrainte de combattre à 5 000 kilomètres de ses bases, par-delà un océan. Sans visibilité, l’état-major n’avait d’autre choix que de former un immense réservoir de fantassins expédiés en flux réguliers. L’idéal aurait été de les intégrer lors d’une période de repos, mais il était difficile de retirer des divisions compte tenu de leur nombre limité, et ce nombre ne pouvait être augmenté en raison du manque de cadres et de navires pour les déployer. Bien que son essence ne pût être changée, il est certain que le système était largement perfectible et des commandants de division l’améliorèrent en créant leurs propres Instruction Centers [22], tandis qu’Eisenhower ouvrait des dépôts d’instruction au Havre et ordonnait, tardivement, en mars 1945, de ne plus envoyer les remplaçants individuellement mais par sections.

Une autre explication réside dans le manque d’anticipation tactique de l’armée. À l’instar de nombreux belligérants, il faut attendre que les combattants se cassent les dents sur des terrains inconnus pour que les procédures d’entraînement soient actualisées. Les GI découvrent avec amertume que leurs tactiques ne fonctionnent pas dans l’enfer du bocage. Pourtant, certaines régions du pays de Galles auraient pu servir de terrain d’entraînement. Ce ne fut pas le cas. De même, ce n’est que fin 1944 que sont ouvertes aux États-Unis les premières « *nazis towns* », indispensables pour entraîner au combat urbain. Indubitablement, les GI ont payé cher le prix de l’inexpérience, la leur et celle de leur armée. Cette inexpérience est particulièrement visible quand on compare la doctrine américaine avec les moyens mis à disposition des soldats. Sa philosophie est simple : le meilleur moyen de gagner la guerre le plus vite possible est d’infliger un maximum de dommages avec un minimum de pertes. Il s’agit d’une doctrine d’anéantissement reposant sur le feu et non sur le choc. C’est en clouant l’ennemi au sol, sous un déluge d’acier, que l’armée américaine pense retrouver sa liberté de mouvement permettant d’envelopper ou de pénétrer une position et de l’anéantir. Ce feu est assuré prioritairement par les appuis – artillerie, aviation, blindés – et subsidiairement par une partie du groupe de combat d’infanterie, l’autre étant chargée de la manœuvre [23]. Théoriquement, la supériorité locale est acquise par le fusil M1 Garand, « le

meilleur instrument de combat jamais conçu », selon Patton, le seul fusil semi-automatique du monde, c’est-à-dire que l’éjection de la cartouche et l’engagement d’une nouvelle sont automatiques. Le fusilier dispose d’une puissance de feu inédite. Mais le soldat en profite peu. Il a d’abord été entraîné au tir de précision ; ensuite, quand en 1944 de nouveaux conseils encouragent le tir de saturation sur zone, le GI hésite, car tirer c’est trahir sa position, les cartouches américaines émettant fumée et couleur contrairement aux allemandes. Ce manque de punch est aggravé par l’absence dans le groupe de combat d’une vraie mitrailleuse. Contrairement aux Allemands qui disposent d’une redoutable MG-42 pour 9 hommes, les GI doivent se contenter d’un fusil-mitrailleur pour 12 : le BAR. Conséquence, le groupe de combat américain ne peut seul obtenir la supériorité du feu [24]. À l’échelon de la compagnie, l’écart devient dramatique, 28 pistolets-mitrailleurs et 15 mitrailleuses côté allemand, contre 2 mitrailleuses légères côté américain. Même décimée et réduite à 30 hommes, une compagnie allemande demeure un adversaire redoutable tant que ses MG restent opérationnelles. Comme de nombreux terrains, tel le bocage, cloisonnent le champ de bataille, isolent le groupe et rendent les appuis problématiques, cette infériorité explique largement l’attitude prudente de l’infanterie américaine [25].

Mais l’explication essentielle reste la pénurie initiale de cadres, plaie qui ne sera jamais totalement cicatrisée. À l’instar des autres armées, l’espérance de vie d’un sergent ou d’un lieutenant n’est que de quelques mois, les premières semaines étant décisives. L’US Army renouvelle l’ensemble de ses lieutenants en Italie tous les quatre-vingt-huit jours. Il faudra plusieurs mois pour qu’une division possède un noyau expérimenté ; plusieurs mois, cela amène à 1945, puisque la plupart des divisions ont été engagées en 1944.

Un soldat réactif, une armée permissive

Mais arrêter l’étude à ces constats serait encore faire injure aux GI et à l’US Army. En effet, si les Américains sont entrés en guerre inexpérimentés et handicapés par des tactiques erronées, ils ont remarquablement appris sur le tas. Le GI n’est pas qu’un rouage de la machine, il est un protagoniste conscient et inventif. C’est là son principal atout. Le plus grand crédit à accorder à l’US Army, à la différence d’autres comme la British Army, c’est

d’avoir été permissive. En Normandie, le contraste est saisissant entre les fantassins hésitants des premières semaines, paralysés par le cloisonnement des haies, peinant à coopérer avec l’artillerie et les blindés, et ceux de la mi-juillet. En quelques semaines des tactiques d’assaut nouvelles sont mises au point et la coopération avec les blindés s’améliore, en particulier grâce à un interphone qui permet au fantassin de communiquer avec le chef de char. Bradley comprend qu’il faut laisser à chaque division les mêmes unités indépendantes – bataillon de chars, de tanks-destroyers… – afin de faciliter la coopération. Les blindés sont plus mobiles une fois appareillés avec un coupe-haie dû au sergent Cullin. Chaque section trouve des solutions pour augmenter sa puissance de feu et rester mobile tandis que les appuis gagnent en précision et en réactivité avec l’amélioration des échanges radio. Une toile se tisse entre les Piper Cub d’observation toujours plus nombreux, l’aviation d’appui, l’artillerie et les fantassins. Ainsi les frappes tombent-elles au plus près, parfois moins de 100 mètres. Toutes les semaines, des officiers collectent des innovations émanant du terrain et les relaient *via* des brochures et des journaux. Chaque division ouvre un centre de réentraînement. Au moment de *Cobra* [26], l’US Army est devenue une experte du combat en milieu bocager, supérieure dans l’offensive à son adversaire [27]. L’histoire se répète pour le combat urbain. D’abord désorientés à Brest, les GI de la 29th ID inventent des procédures méthodiques qui sont appliquées avec bonheur par ceux de la 1st ID à Aix-la-Chapelle quelques jours plus tard, preuve de la rapidité à diffuser l’information et de la capacité des GI à la digérer. La ville, défendue par 5 400 ennemis, est réduite en neuf jours par seulement 2 000 fantassins, qui infligent 10 pertes pour 1 reçue [28]. Il n’y eut pas de Stalingrad dans l’ouest de l’Allemagne. Michael Doubler démontre que le processus se retrouve sur tous les terrains : régions fortifiées, forêt ou montagne… Dans les Ardennes – seule offensive allemande qui l’a un tant soit peu mis en difficulté depuis Kasserine –, le soldat américain démontre sa ténacité, son adaptabilité, sa souplesse.

C’est au terme de cette phase d’apprentissage, vers la fin 1944, que l’armée dans son ensemble atteint sa maturité tactique et peut mettre en œuvre sa philosophie guerrière. Son équilibre lui permet d’infliger des pertes considérables. Loin de simplement amasser troupes et matériels, l’US Army invente une guerre en réseau pour synchroniser et décupler l’efficacité de chaque arme. L’aviation et l’artillerie offrent des appuis

certes massifs, mais surtout d'une réactivité et d'une précision redoutables. Les groupes de combat d'infanterie font tous équipe avec des chars, maîtrisant autant l'assaut que la poursuite. Le GI devient un soldat immergé dans une bataille interarmes et il faut évaluer sa performance à l'aune de cette doctrine [29]. Les Américains forgent de surcroît un outil homogène qui ne repose pas sur une poignée de divisions d'élite privilégiées, au contraire des Allemands. Cette œuvre d'anéantissement se réalise de plus en plus à moindre coût, le ratio de pertes au cours de l'offensive du printemps 1945 baisse de moitié par rapport aux combats de 1944. Affirmer que le soldat américain compenserait une infériorité par des appuis, c'est méconnaître le changement fondamental dans la nature même de la guerre.

L'infériorité du GI est donc bel et bien un mythe. Comme tout mythe, il repose sur un substrat historique : le soldat américain a d'abord été hésitant, souffrant d'un dramatique déficit de cadres et donc d'un commandement trop souvent défaillant, d'une inexpérience et d'un dépaysement considérables. Le mythe s'est ensuite épanoui en réponse au choc culturel vécu par les autres combattants à leur contact, mélange de jalousie à l'égard de l'opulence et de la technicité américaine, d'incompréhension face à cette civilisation et réflexe d'autodéfense face au sentiment de déclassement qui les étreint. Il a été nourri par le prisme idéologique nazi. Convaincus d'incarner une humanité supérieure en lutte contre le matérialisme, les nazis interprètent la doctrine américaine du feu comme la concrétisation de leurs clichés, oubliant qu'eux-mêmes ont gagné à l'aide de panzers et d'avions ! Il déshumanise leur ennemi, seulement apte à détruire, alors qu'eux-mêmes seraient des artistes de la guerre. Ce mythe est irréductiblement lié à un autre, celui de la prétendue supériorité militaire allemande.

La réalité est que le GI, sans être fanatisé, est devenu un combattant efficace, intégré à une machine de guerre redoutable.

16

Le corps expéditionnaire français en Italie : un sacrifice inutile

par Julie Le Gac

« Il paraît nécessaire d'éviter résolument la fixation de la majeure partie de nos forces disponibles sur un théâtre d'opérations secondaire, tel que le front italien, où les pertes peuvent être lourdes pour un bénéfice médiocre ou nul, du point de vue de la politique française. Il est certain que meubler le front d'Italie avec des forces françaises en leur faisant miroiter la vaine gloire de délivrer Rome, tandis que les forces anglo-américaines seraient “réservées” pour l'action principale du Nord, est un plan qui sert les intérêts anglais et américains et néglige délibérément les nôtres. Il n'est pas possible que nous puissions courir ce risque au moment de l'action décisive en France [1] », déclara le comité de défense du Comité français de libération nationale à Alger le 3 novembre 1943.

Pourtant, à la fin du mois de novembre 1943, les premiers éléments du corps expéditionnaire français (CEF) gagnèrent la péninsule. Ses effectifs s'étoffèrent jusqu'à atteindre 95 000 hommes, soit environ 10 % des effectifs alliés, au moment de la libération de Rome, le 4 juin 1944. Les troupes du général Juin firent bien plus que « meubler le front d'Italie » : elles jouèrent un rôle décisif dans la rupture de la ligne Gustav, en mai 1944, qui permit aux Alliés d'entrer victorieusement dans Rome le 4 juin. Les victoires remportées en Italie exigèrent néanmoins de lourds sacrifices, à tel point que la bataille de Monte Cassino fut surnommée le « Verdun de la Seconde Guerre mondiale [2] ». La résistance acharnée de la Wehrmacht, repliée derrière les défenses érigées aux sommets des Abruzzes, imposa aux troupes alliées une longue et éprouvante guerre de positions. La rigueur de l'hiver 1943-1944 accrut les souffrances d'hommes contraints d'évoluer dans la boue et la neige. Au total, plus de 6 500 soldats du CEF y perdirent la vie et 23 000 furent blessés. Ces pertes furent comparativement plus importantes que celles de la campagne de France ; l'encadrement, en

particulier, paya un lourd tribut, avec 11 % des officiers tués et 23 % blessés [3].

Ces lourdes pertes nourrirent le flot de critiques françaises, comme alliées, à l'encontre d'une campagne dès l'origine très controversée. Nombreux furent ainsi ceux qui n'hésitèrent pas à considérer la campagne d'Italie comme superflue. Le colonel Le Goyet évoqua une « victoire quasi inutile [4] », tandis que l'historien John Ellis la qualifia de « victoire vaine » (« *a hollow victory* ») [5]. Les choix tactiques alliés furent vivement critiqués : l'historien militaire britannique John Fuller dénonça notamment « une campagne dans laquelle le manque de sens stratégique et d'imagination tactique fut unique dans l'histoire militaire [6] ». Dès l'origine opposés à l'option méditerranéenne, les Américains incriminèrent son inefficacité et son coût : Henry Stimson, secrétaire d'État à la Guerre, condamna le 23 mars 1944 une « diversion dispendieuse [7] », tandis que le général Wedemeyer, un des principaux promoteurs du *Victory Program*, vilipenda une « affaire mineure qui nous a coûté inutilement beaucoup de vies [8] ».

Un tel sacrifice sur une terre étrangère et un théâtre d'opérations considéré comme mineur fut-il vain ? Usante, la campagne d'Italie demeura certes confinée à un rôle secondaire, et son influence sur la victoire finale des Alliés fut toujours très discutée. Néanmoins, la contribution du CEF dans la péninsule renforça le crédit de la France auprès des Anglo-Américains et permit d'accroître en conséquence son rôle sur la scène militaire comme sur la scène diplomatique. Surtout, ces premières victoires acquises en Europe au prix de lourds efforts accrurent la confiance et la cohésion d'une armée en pleine reconstruction.

Des victoires secondaires

Quelle fut la portée des succès obtenus de haute lutte par le corps expéditionnaire français en Italie ?

Précisons d'emblée que le rôle joué par les Français dans la victoire de Monte Cassino n'a rien d'un mythe : ce fut bien la stratégie audacieuse conçue par Juin qui permit de surprendre les Allemands et la vivacité des troupes françaises, et en particulier des goumiers marocains, dans l'exécution de la manœuvre qui les contraint à abandonner ses solides défenses de la ligne Gustav. Le 4 juin 1944, après des mois d'immobilisme

frustrant, les Alliés remportaient un premier succès d'envergure dans la péninsule depuis la libération de Naples, en octobre 1943, et pénétraient enfin victorieusement dans Rome, l'ancienne capitale du fascisme, celle du catholicisme, la Ville éternelle… Le symbole était important ; Roosevelt ne s'y trompa pas : « Rome est bien plus qu'un objectif militaire. […] La première des capitales de l'Axe est conquise, et d'une, le tour des autres viendra », déclara le président américain le 4 juin 1944. Ce succès fit aussi taire, un temps, les railleries de la propagande allemande sur la lenteur de la progression alliée en Italie. Cependant, les efforts consentis par le CEF dans la rupture de la ligne Gustav ne permirent pas de remporter une victoire définitive contre la Wehrmacht. Le choix du général Clark, commandant de la Ve Armée américaine, contre l'avis du commandant – britannique – du XVe groupe d'armées alliées, le général Alexander, de privilégier la prise de Rome à l'encerclement des troupes allemandes de Kesselring accorda en effet à celles-ci un répit qui favorisa leur repli vers le Nord et l'érection d'une nouvelle ligne défensive dans les Apennins, la ligne Gothique, sur laquelle les Alliés, affaiblis par le départ de 7 divisions à l'été 1944, butèrent de nouveau jusqu'en avril 1945.

Le retrait de 7 divisions – dont l'intégralité du corps expéditionnaire français, à partir de juillet 1944, pour fournir les troupes nécessaires au débarquement de Provence – relança le débat sur la pertinence de la campagne d'Italie. Controversée dès ses prémices, la stratégie méditerranéenne alliée s'imposa surtout par défaut et par opportunisme [9]. Américains et Britanniques se devaient de combattre en Europe avant qu'il ne soit possible de lancer l'opération *Overlord* afin de ne pas laisser l'URSS seule affronter l'Axe. Dès lors, l'objectif principal attribué à ce théâtre d'opérations, une fois la capitulation de l'Italie acquise, fut d'immobiliser autant de troupes allemandes que possible dans la péninsule, afin de dégarnir les fronts de l'Est et de l'Atlantique. Or, dans cette guerre d'attrition, il est malaisé de déterminer qui, dans les faits, immobilisa qui. Les effectifs du XVe groupe d'armées alliées furent constamment supérieurs à ceux de la Wehrmacht. Alexander alignait 17 divisions contre 13 pour Kesselring en novembre 1943, 26 contre 21 en mai 1944, et 22 contre 21 en septembre 1944. L'approvisionnement en hommes, en munitions et en vivres s'avéra en outre plus coûteux pour les Alliés, *via* la Méditerranée, qu'il ne l'était pour les Allemands par les Alpes. Difficile dans ces conditions de trancher le débat de la pertinence d'une campagne

qui suscita tant d'animosité entre Américains et Britanniques. Pour les partisans de la stratégie méditerranéenne, la campagne d'Italie fut décevante, parce qu'elle est toujours demeurée dans l'ombre d'*Overlord* et que le débarquement de Provence la priva de forces capitales. Pour ses détracteurs, à l'inverse, il était amplement temps de limiter des opérations vaines et coûteuses. La controverse agitait également les rangs français. Pour le Comité français de libération nationale, l'Italie n'avait jamais constitué plus qu'un « préliminaire », comme le rappelait de Gaulle à Wilson en mars 1944, car « en tant que Français, son intérêt suprême ne pouvait être que la bataille pour la libération de la France [10] ». Il importait dès lors d'y jeter toutes les forces disponibles. Juin, en revanche, conscient du fait que la dissolution du CEF marquait la fin de son commandement opérationnel, critiqua vivement l'abandon de grandes ambitions pour le théâtre d'opérations italien : la mission du CEF était à ses yeux inachevée et le sacrifice consenti perdait dès lors une partie de son sens.

Il ne saurait être question, pour autant, de négliger l'impact des victoires remportées par le CEF dans la péninsule.

Une mise à l'épreuve réussie

À leur arrivée en Italie, rien ne prédisposait les Français à jouer un rôle de premier plan. Lorsque Juin atterrit à Naples le 25 novembre 1943, aucun chef allié ne prit la peine de l'accueillir à l'aéroport. Il est vrai que l'enlisement du front préoccupait Clark et Alexander. Mais la raison principale de cette absence était ailleurs. Le corps expéditionnaire français représentait alors bien peu de chose : une seule division dont la qualité au feu demeurait encore à démontrer, tant la défaite de 1940 avait fait vaciller la réputation de l'armée française. Le terme même de corps expéditionnaire français, préféré pour des « raisons d'opportunité et de discrétion [11] », reflète la position subalterne des Français. Habillées, réarmées et nourries par les Américains, les forces tricolores dépendaient de ces derniers. Bien que plus âgé et plus expérimenté que Clark, Juin était tenu à l'écart de la préparation des opérations et les troupes françaises étaient mises à la disposition des Américains qui décidaient de leur emploi. Autre signe de méfiance, le CEF ne disposait pas de canal radio propre pour communiquer avec Alger.

Ce n'est que progressivement, en montrant sa valeur sur le terrain que le corps expéditionnaire français parvint à gagner la confiance des Alliés et à se tailler sa place. Si les débuts du corps expéditionnaire français sur le Pantano, en novembre-décembre 1943, dans le cadre de l'offensive coordonnée par le général américain Lucas furent difficiles, voire ratés, faute d'organisation et par désir de trop bien faire, le CEF montra dès le départ sa pugnacité. De janvier à mars 1944, lors des premières grandes offensives lancées sur Cassino, le CEF désormais renforcé par une deuxième division demeura confiné dans de frustrantes missions de soutien. Mais il accomplit sa tâche avec abnégation et remporta même des victoires significatives, comme celle du Belvédère en janvier 1944.

Lorsque se prépara la grande offensive de mai 1944, l'opération *Diadem*, les Français ne furent au départ pas plus associés à la conception des opérations. Informé du plan décidé par la Ve armée, Juin s'émut du rôle secondaire dévolu à ses hommes, alors que Britanniques et Américains se réservaient selon lui l'honneur de marcher sur Rome [12]. Il suggéra dès lors aux Américains une manœuvre, jugée plus audacieuse : elle surprendrait les Allemands en attaquant là où ils s'y attendaient le moins, à savoir à travers les monts Aurunci, réputés infranchissables, comme les Allemands avaient attaqué par les Ardennes en 1940. Parvenir à convaincre les Alliés ne fut guère aisé et Juin savoura une première victoire symbolique. Il y perçut en effet « l'estime profonde en laquelle le commandement de la Ve armée tenait les Français depuis qu'il les avait vus à l'œuvre au cours de la campagne d'hiver [13] ». Si les Français ne mirent pas, bien sûr, à eux seuls, en déroute la Wehrmacht, leur action fut unanimement saluée. Le 24 mai 1944, le général Eisenhower félicita le général de Gaulle : « Bien que je n'aie pas un seul instant douté que l'armée française renaissante se distinguerait dès les premiers instants de son entrée dans la bataille, […] je tiens à vous faire part personnellement de ma fierté à l'égard de la valeureuse performance en Italie du corps expéditionnaire français [14]. » Le 6 juin 1944, le général Marshall salua à son tour les soldats du CEF qui « ont fait revivre l'armée française [qu'il connaissait], celle de la Marne et de Verdun [15] ». La prise d'armes organisée à Sienne, le 14 juillet 1944, en présence des généraux et diplomates alliés constitua d'une certaine manière la consécration symbolique de la renaissance de l'armée française. Certes, ce statut lui était toujours officiellement refusé, mais, au moment de son départ d'Italie, c'étaient bien des hommages dignes d'une armée qui lui

furent rendus. Quelques semaines plus tard, en septembre 1944, de Lattre commandait officiellement une Ire armée française, et non plus un simple corps placé sous tutelle américaine. Les victoires remportées en Italie comptaient pour beaucoup dans cette marque de reconnaissance.

Le crédit des Alliés se traduisit également sur la scène diplomatique : d'abord simple spectateur, le Comité français de libération nationale fut progressivement associé à la politique italienne des Alliés. Les Français ne furent avertis qu'*a posteriori* de la signature du « long armistice », le 29 septembre 1943, ou encore de la décision d'accorder à l'Italie le statut de cobelligérant, le 13 octobre 1943. Massigli, commissaire aux Affaires étrangères, dénonçait régulièrement cette « politique du fait accompli », mais Britanniques et Américains rechignaient à l'idée d'associer les Français à la préparation de la gestion des territoires libérés et plus largement de la paix, car ces négociations étaient déjà suffisamment difficiles à trois. Churchill parvint néanmoins à convaincre des Américains très réservés de la nécessité d'associer un minimum les Français : aux travaux du Conseil consultatif pour l'Italie, dont le rôle n'était, comme son nom l'indique, que consultatif et à ceux de certaines sous-commissions de la commission de contrôle alliée. Il estimait en effet que « ce serait une terrible gifle pour les Français si leur candidature était déboutée, […] ils ont un corps au front qui se bat bien [16] ».

Une étape capitale dans la reconstruction de l'armée française

Ces victoires permirent à l'armée française de regagner confiance en elle et d'exorciser les démons de l'étrange défaite. Ainsi, le 19 mai 1944, l'Assemblée consultative provisoire d'Alger salua-t-elle « avec émotion les troupes françaises qui ont brisé les premières le front allemand en Italie. Elles prouvent ainsi au monde non seulement la valeur et la haute capacité de l'armée française et de ses chefs, mais encore que la défaite de 1940 est la conséquence d'une gigantesque trahison et non de la déchéance de la Nation et de son armée [17] ». Les victoires remportées par le CEF eurent pour certains un parfum de revanche. Contre les Allemands tout d'abord. Le 4 juin 1944, le général Guillaume jubilait : « Terrorisés, les mêmes officiers, les mêmes hommes qui hier encore, pleins de morgue, prétendaient asservir le monde, implorent les mains levées votre pardon. Quelle revanche [18] ! » Ces succès vengeaient également l'humiliation infligée en 1940 par l'Italie.

« Pour la Ire brigade qui sera représentée au défilé de la victoire, cet événement marque bien la revanche au “coup de poignard dans le dos” de juin 1940 [19] », remarquait ainsi le chef de la Ire brigade française libre.

Tant d’épreuves, finalement surmontées, soudèrent en outre les hommes du CEF. Lorsque s’achève la campagne d’Italie, il compte 4 divisions mêlant Français et coloniaux, venus d’Afrique du Nord pour la grande majorité, mais aussi quelques bataillons issus d’Afrique subsaharienne. Ces victoires furent ainsi celles de « la plus grande France », comme se plut à le rappeler la propagande. Plus encore, pour la première fois, gaullistes de la Ire DMI, héritière de la Ire DFL et anciens de l’armée d’Afrique, dont de nombreux cadres étaient restés fidèles au régime de Vichy et aux idéaux de la Révolution nationale, combattaient dans un même ensemble. Certes, des tensions demeurèrent, en particulier parmi ceux qui s’étaient affrontés en Syrie en 1941. Des Français libres reprochaient aux cadres de l’armée d’Afrique leur attachement persistant au maréchal Pétain, tandis que ces derniers accusaient les premiers d’arrogance et d’opportunisme. Mais dans l’épreuve, puis dans le succès, des liens se tissèrent entre les hommes du CEF, et Juin, initialement raillé par les gaullistes qui le surnommaient « juin 1940 », parvint à convaincre les gaullistes par son talent militaire. Aussi, dans Rome libérée, le chef du CEF put-il célébrer la victoire d’une armée française réunifiée. Lors de la cérémonie organisée au palais Farnèse, le 7 juin 1944, il déclara : « Notre armée d’Italie, c’est l’armée de la France, c’est une armée bien française. On y trouve des gens de toutes provenances. Je citerai d’abord ceux qui sont venus de très loin sous leur labarum : la croix de Lorraine. Je n’oublie pas la vieille armée d’Afrique, qui n’avait jamais perdu le sens de ses traditions, le sens de l’honneur, et qui est venue avec ses drapeaux, portant des noms de victoires remportées un peu partout à travers le monde et qui portaient déjà des noms d’Italie [20]. »

Les victoires remportées par le CEF au prix de lourds efforts, sans être négligeables, demeurèrent celles d’un théâtre d’opérations destiné à jouer les seconds rôles. Ces sacrifices ne furent cependant pas vains. En prouvant la valeur au combat de ces troupes, ils accrurent l’autonomie du général de Lattre pour la libération du territoire national et autorisèrent la France à mieux faire entendre sa voix dans le concert des nations alliées. Ces premiers succès sur le sol européen, quatre années après la défaite de 1940, permirent également de renforcer la cohésion d’une armée encore en reconstruction.

Néanmoins, cette « magnifique victoire et de marque bien française [21] » fut immédiatement rejetée dans l’ombre du débarquement de Normandie dès le 6 juin 1944 et n’occupe depuis lors qu’une place très marginale dans les commémorations officielles et la mémoire nationale de la Seconde Guerre mondiale [22]. Un oubli qui tend à conforter, à tort, l’idée selon laquelle la participation française en Italie fut inutile.

17

Les bombardements aériens ont vaincu l'Allemagne

par Patrick FAÇON

Les bombardements entrepris sur l'Allemagne nazie et les territoires de l'Europe occupée tout au long de la Seconde Guerre mondiale reposent sur une opinion communément répandue chez nombre de dirigeants politiques et militaires de ce temps, selon laquelle une campagne aérienne stratégique intensive et continue pourrait briser l'esprit de résistance d'une nation. Cette conviction est fondée sur des théories largement développées par les prophètes de la nouveauté guerrière et technologique que constitue l'aviation militaire au tout début du XXe siècle. Ceux qui s'en font les tenants, rompant purement et simplement avec des canons militaires dépassés à leurs yeux, relèguent le concept de bataille terrestre ou navale décisive dans les oubliettes de l'Histoire et parent l'arme aérienne de toutes les vertus. Ils l'érigent en un outil décisif, capable de saper de façon durable et profonde les bases d'une société ennemie et de l'amener à résipiscence.

La bataille livrée dans le ciel du IIIe Reich de 1940 à 1945 s'inscrit dans un cadre de la sorte. Aussi, tant au cours des hostilités que dans les décennies qui suivent, suscite-t-elle d'amples polémiques et controverses. Les tenants de l'arme aérienne, posant en quelque sorte les fondements d'un mythe, la considèrent comme l'outil guerrier qui a permis de vaincre l'Allemagne nazie. Tout au contraire, leurs adversaires, considérant les moyens qui lui ont été accordés et les résultats à leur sens très médiocres qu'elle a obtenus, ne souscrivent en rien à cette thèse. Ces approches antinomiques présentent la particularité d'être toutes deux simplistes ; la réalité de l'offensive aérienne sur le territoire du Reich est bien plus complexe et nuancée que ces opinions si extrêmes et antagonistes pourraient le laisser croire. Aujourd'hui encore, analystes stratégiques et historiens continuent de s'interroger et de s'opposer à son propos.

De la doctrine de guerre douhétienne

Tous ceux qui, portés par une sorte d'emballement doctrinal et technicien, défendent la thèse de la victoire par la puissance aérienne, ont été frappés par l'incapacité des armées traditionnelles à forcer les lignes de front continues et puissantes apparues au cours du premier conflit mondial. Le massacre de 10 millions de combattants dans les gigantesques et vaines batailles d'attrition qui caractérisent la guerre de tranchées ne fait que les confirmer dans l'idée selon laquelle l'avion, censé se jouer des obstacles de toutes sortes, est bien l'arme décisive capable de frapper les nations en plein cœur et, en fin de compte, de les vaincre sans en occuper le territoire.

Certes, les résultats obtenus pendant la guerre de 1914-1918 ont pu paraître décevants. Les raids menés par l'aviation allemande sur Londres et quelques autres villes d'Angleterre se sont révélés, somme toute, fort décevants. Il n'en a pas été autrement des attaques lancées par les bombardiers alliés sur les cités germaniques. Aux yeux de ceux qui ont été les promoteurs d'une telle stratégie, il ne s'est agi que de faire sentir le poids de la guerre à des populations s'estimant à l'abri derrière la Manche ou le Rhin. Les épigones de la puissance aérienne n'en pensaient pas moins obtenir des résultats autrement plus décisifs en engageant des formations bien plus étoffées et destructrices si un autre conflit venait à se produire.

Au cours des années 1920-1930, les idées liées à la guerre aérienne stratégique connaissent une vogue pour le moins singulière. Elles sont rassemblées en une théorie plus ou moins cohérente par le général italien Giulio Douhet, qui discerne dans le bombardier lourd l'instrument capable de produire des effets dévastateurs et déterminants sur les systèmes de production et le moral des civils. Parce qu'elle relègue les forces terrestres et navales à des missions défensives et fait de l'arme aérienne l'outil offensif par excellence, la démarche douhétienne est considérée non seulement comme hérétique par les adversaires du prophète d'outre-Alpes, mais elle entraîne aussi des conflits majeurs avec les armées traditionnelles.

D'abord, Douhet prête à l'aviation de bombardement stratégique un caractère dissuasif, estimant qu'elle constitue un facteur d'empêchement des conflits qui réduirait à néant toute tentative d'agression de la part de n'importe quel adversaire, sous peine de terribles représailles. Surtout, il la considère comme une arme décisive dans la mesure où elle confère à un assaillant la capacité de frapper en premier et de provoquer un choc psychologique si profond chez la population urbaine ennemie, en ayant

recours au besoin à des armes chimiques, qu'aucune autre solution qu'une reddition n'aurait de sens. Le recours à cette méthode permettrait de tuer dans l'œuf une guerre d'attrition qui entraînerait, à n'en point douter, comme celle de 1914-1918, des millions de morts et de blessés. Le droit de la guerre, tel qu'il résulte de la tradition, n'a jamais exclu le fait de tuer ou de blesser des non-combattants. Les principes qui réglementent la protection des populations en cas de conflit s'accommodent fort bien de l'éventualité de les atteindre sans intention de le faire. Les Alliés ne justifieront pas d'une autre façon les méthodes qu'ils emploieront contre les villes d'Allemagne ou du Japon pendant la Seconde Guerre mondiale.

Les écoles de pensée britannique et américaine

La doctrine de Douhet est une source d'inspiration d'autant plus intéressante pour les aviateurs anglo-saxons que la culture stratégique de leurs pays respectifs est fondée sur la capacité de leurs forces armées à assurer la protection à plus ou moins grande distance de leurs côtes, mais aussi à projeter ces forces armées le plus loin possible en vue d'attaquer l'ennemi sur son propre territoire. Jusqu'à l'avènement de la puissance aérienne, cette tâche est traditionnellement dévolue aux forces navales. Toutefois, les chefs aériens américains et britanniques, forts de leurs convictions, estiment nécessaire, voire indispensable, d'assurer désormais des missions de la sorte. Il en va ainsi du général britannique Trenchard ou encore du général américain Mitchell qui, tous deux, ont commandé au plus haut niveau de la hiérarchie aérienne pendant la Grande Guerre.

L'école britannique du bombardement stratégique a entrepris de jeter les bases d'un emploi de cette pratique opérationnelle dès la Première Guerre mondiale, en se dotant d'un corps aérien autonome, l'Independent Air Force. Le général Trenchard, qui en a assuré le commandement, affirme sa ferme intention, en cas de conflit avec un ennemi qui ne peut être que l'Allemagne, de pilonner les centres urbains s'ils venaient à abriter des objectifs militaires, y compris des usines dans lesquelles des ouvriers travaillent pour le compte de la défense nationale. Son mémorandum en date de mai 1928 prédit de la manière la plus claire qui soit qu'il est bien plus facile de briser le moral des civils que celui d'une armée en campagne. De son côté, le général Sykes, qui a dirigé la Royal Air Force dans les derniers mois de la Grande Guerre, affirme : « Le développement présent de

la force aérienne nous apporte l'assurance que la puissance militaire sera employée à des attaques directes contre le moral des sujets non combattants d'une nation ennemie. » Très nettement, la doctrine britannique du bombardement stratégique est dirigée, dès avant le conflit, vers l'attaque des ressources morales de l'ennemi.

Aux États-Unis, Mitchell se montre plus mesuré, mais le colonel William Sherman, professeur à l'Air Corps Tactical School dans la seconde moitié des années 1920, ne cache pas qu'« aucun trait de la guerre future ne promet des conséquences d'une nature aussi terrible que des attaques surprises […] lancées par avion contre des populations civiles sans méfiance ». C'est dans ce véritable creuset de la doctrine aérienne américaine qu'est forgée la méthode dont les ennemis de l'Amérique seraient justiciables lors d'une guerre.

Cependant, les aviateurs d'outre-Atlantique s'intéressent bien plus à la dislocation de ce qu'ils nomment l'« *Industrial Fabric* », le tissu industriel, qu'à l'attaque des populations, jugée immorale. Les officiers supérieurs qui, au cours des années 1930, planifient ces campagnes, les Spaatz, les Eaker, les LeMay, les Hansell et les Doolittle, commanderont les phalanges aériennes américaines au combat de 1941 à 1945. Ils prévoient de s'attaquer aux centres de gravité économiques et industriels, estimant indispensable de frapper les industries en amont, cibles essentielles à l'effort de guerre, telles que les ressources en pétrole, les matières premières, ou encore le système de transport. En procédant de cette façon, ils sont convaincus de déclencher une réaction en chaîne au sein de la machine de guerre ennemie. Le tarissement des approvisionnements en carburant aboutirait à la paralysie à la fois des forces armées et de l'économie d'un quelconque adversaire. La destruction des centres de production très spécialisés, tels que ceux des roulements à billes, concentrés dans une seule ville d'Allemagne du Sud, Schweinfurt, est censée engendrer des conséquences comparables.

Dès la seconde moitié des années 1930, un conflit paraissant inéluctable, les aviateurs britanniques et américains s'emploient à réunir les informations relatives aux points faibles de leurs futurs adversaires, établissant les dossiers de centaines d'objectifs situés sur le territoire du Reich. Dans le même temps, ils procèdent au développement d'appareils capables de remplir des missions à caractère stratégique, en l'occurrence des quadrimoteurs de bombardement lourds à long rayon d'action ; Lancaster, Halifax ou encore Stirling en Grande-Bretagne ; B-17 Flying

Fortress et B-24 Libérator aux États-Unis, sans parler du B-29 Superfortress, destiné à une autre tâche dont l'échéance est bien plus lointaine, l'attaque du Japon.

La guerre à l'ouvrier allemand

Chez Winston Churchill, l'idée d'une offensive aérienne stratégique sur l'Allemagne et l'Europe occupée s'impose dès la fin de la bataille d'Angleterre. Son armée de terre et sa marine étant dans l'incapacité d'agir, le Premier ministre britannique décide de faire appel au Bomber Command de la Royal Air Force, souhaitant faire sentir à la population ennemie, bien à l'abri derrière le glacis conquis par la Wehrmacht en Europe occidentale, le poids de la guerre. Les petites formations engagées de nuit au-dessus de l'Europe, à partir du printemps 1941, visent essentiellement les industries du pétrole et de l'aéronautique. Néanmoins, ces attaques dites de précision se heurtent à d'immenses difficultés d'ordre technique, qui contraignent les aviateurs britanniques à réviser leurs méthodes en profondeur. Au début de 1942, ils décident d'avoir recours à des raids sur zone (*Area Bombing*), dirigés vers la destruction systématique des agglomérations allemandes, pensant qu'en écrasant ces dernières sous des tapis de bombes explosives et incendiaires, ils pourront atteindre un double objectif : en finir avec les centres de production qui y sont dispersés et ne peuvent être atteints par des attaques directes ; porter un coup fatal au moral de la population.

Menées sous l'égide de lord Cherwell, conseiller scientifique de Churchill, des études approfondies ont en effet révélé que le maillon le plus vulnérable du système de production ne concerne ni les ressources en matières premières, ni les usines de transformation et d'assemblage, mais l'ouvrier qui y travaille. Dès lors, dans le contexte d'une guerre qui devient chaque jour un peu plus totale, la doctrine britannique du bombardement vise à briser les ressorts psychologiques des civils. La directive du 14 février 1942, conçue par l'état-major de la Royal Air Force, en accord avec les plus hautes autorités politiques et scientifiques du pays, est d'une implacable logique. Elle fait de la sape du moral de la population ouvrière l'objectif central de l'offensive aérienne stratégique.

Elle présuppose qu'une offensive soutenue de dix-huit mois sur 58 des plus grandes villes du pays, où vivent quelque 22 millions de personnes, permettra d'en finir avec la volonté de combattre du peuple allemand. À la

fin de 1942, le général Portai, chef d'état-major de la Royal Air Force, est on ne peut plus explicite à ce sujet. Planifiant une immense campagne de bombardement pour les années 1943-1944, il enjoint au Bomber Command de déloger 25 millions d'Allemands, d'en tuer 900 000 et d'en blesser au moins 1 million. Tant et si bien que les historiens britanniques les plus sérieux n'hésitent pas à conclure que le Bomber Command a mené « une guerre contre l'ouvrier allemand [1] ».

La direction de cette offensive revient au général Harris, nommé à la tête du Bomber Command en février 1942. Faisant montre d'un zèle et d'une obstination rares, convaincu de pouvoir gagner la guerre par l'unique recours à la puissance aérienne, celui-ci s'emploie à développer les capacités de son grand commandement de façon à lui permettre d'entreprendre des raids massifs, tels que celui du 30 mai 1942 où, pour la première fois, plus de 1 000 bombardiers sont lancés sur une ville, en l'occurrence Cologne.

La conception de l'aviation stratégique américaine constitue l'antithèse de celle qu'appliquent les Britanniques. Les premiers éléments de la 8e Air Force arrivent en Grande-Bretagne au cours des premières semaines de 1942, forts d'une méthode opérationnelle qui suscite les doutes les plus profonds au sein de la Royal Air Force. Aux raids de nuit, les aviateurs d'outre-Atlantique préfèrent les attaques de jour à haute altitude, où la précision des bombardements s'impose comme un primat. Leur chef, le général Eaker, de la même façon que Douhet, a de tout temps affirmé la capacité du bombardier lourd, véritable croiseur du ciel, à forcer les défenses ennemies. Il est convaincu que ses quadrimoteurs, organisés en de puissantes phalanges protégées par les centaines de mitrailleuses qu'elles embarquent, atteindront leurs objectifs. Cette approche est définitivement validée par la directive AWPD-42, rédigée de la main du général Hansell, le père de cette doctrine. Si la problématique de la chasse d'accompagnement est abordée par quelques officiers de haut rang, la croyance commune est fondée sur un principe : les avions de bombardement engagés dans de telles opérations n'auront nul besoin d'escorte face aux intercepteurs ennemis.

L'offensive aérienne combinée

L'année 1942 s'identifie aux balbutiements de l'offensive aérienne sur l'Allemagne. Si le Bomber Command commence à frapper avec bien plus

d’intensité les villes du Reich, la 8e Air Force cantonne dans l’immédiat ses attaques à l’Europe occupée. Elle ne commence à aborder le territoire allemand proprement dit qu’en janvier 1943, alors que se produit un tournant décisif dans la stratégie anglo-saxonne. Lors de la conférence interalliée de Casablanca (Anfa), Britanniques et Américains prennent en effet la décision d’intégrer leur campagne aérienne dans le processus d’invasion amphibie de l’Europe occidentale. Les directives adressées en ce sens aux chefs aériens sont sans ambiguïté aucune : « Votre objectif, précisent-elles, consiste à obtenir progressivement la destruction et le démantèlement de l’armature militaire, économique et industrielle de l’Allemagne, et à saper le moral du peuple allemand de manière à affaiblir mortellement sa volonté de résistance. »

Dès lors, le Combined Chiefs of Staff (l’état-major combiné interallié), la plus haute autorité stratégique militaire alliée, entreprend de lier l’action des aviations américaine et britannique. Elle la situe dans le cadre d’une offensive aérienne combinée (*Combined Bomber Offensive*), visant à n’accorder aucun répit à l’Allemagne nazie en la bombardant de jour comme de nuit. La directive *Pointblank*, en date de juin suivant, confirme les finalités stratégiques de l’opération telles qu’elles ont été déterminées à Anfa. Elle confie à Harris et à Eaker le soin de mettre à bas les ressources industrielles nazies (pétrole, caoutchouc, chantiers navals, roulements à billes). Elle y adjoint la nécessité vitale, en prévision d’un débarquement à venir, de chasser du ciel la Luftwaffe.

Dans l’histoire de l’offensive aérienne stratégique, l’année 1943 marque une importante montée en puissance, mais elle se traduit aussi par de cuisants échecs pour les Alliés. Au printemps, Harris engage la bataille de la Ruhr, cœur industriel du Reich, dont il attend des effets décisifs. La bataille de Hambourg (juillet-août), si elle atteint un niveau de violence extrême, inflige d’immenses pertes à la population civile et sème l’inquiétude au sommet de l’État nazi, ne met pas pour autant l’Allemagne à genoux. Pis encore. En octobre, Eaker subit une sévère défaite lors d’un raid sur les usines de roulements à billes de Schweinfurt, perdant près de 20 % des appareils engagés. Ce désastre contraint les Américains à stopper leurs attaques en profondeur sur le territoire allemand et à réviser de fond en comble leur doctrine. Désormais, l’objectif principal devient la neutralisation de la chasse ennemie, menée de conserve entre les bombardiers stratégiques et les chasseurs qui les accompagnent de plus en

plus loin, jusqu'à Berlin au printemps 1944. De ce fait, les pilotes de la *Jagdwaffe* (la chasse allemande) subiront de terribles saignées pendant toute cette année.

À l'orée de l'hiver 1943-1944, l'inquiétude s'empare des tenants de l'aviation stratégique alliée, qui apprennent la planification d'un débarquement en Europe, en même temps que la subordination de tous leurs moyens, à l'horizon du mois d'avril 1944, au général Eisenhower, commandant en chef des forces affectées à *Overlord*. Dès lors, une sorte de fronde se produit chez les chefs de l'aviation, qui entendent prouver à tout prix l'efficacité du bombardement et démontrer par là même l'inutilité d'une opération amphibie en France. C'est ainsi que Harris engage le Bomber Command dans la bataille de Berlin, cœur politique de l'Allemagne, de novembre 1943 à avril 1944, sans pour autant atteindre l'objectif qu'il poursuit, faire plier le IIIe Reich, et en perdant quelque 500 bombardiers. La vigueur avec laquelle les aviateurs s'opposent à l'invasion de l'Europe occidentale amènera Eisenhower à mettre à plusieurs reprises sa démission dans la balance.

Ayant retrouvé leur autonomie opérationnelle en septembre 1944, Harris et Spaatz, commandant en chef des forces stratégiques américaines en Europe, entament la bataille contre les voies de communication et le pétrole, dont les résultats sont incontestables et les effets pour le moins décisifs. Peu avant le passage du Rhin, à l'orée du printemps 1945, ils tentent une fois encore de peser sur l'issue finale de la guerre en frappant les grandes villes d'Allemagne orientale (dont Dresde, Leipzig et Chemnitz) et en planifiant, sans pouvoir les exécuter, quelques gigantesques opérations (*Shatter*, *Thunderclap* et *Hurricane*) visant à frapper l'Allemagne de stupeur. Jusque dans les dernières semaines de la guerre, les aviateurs alliés se sont donc bien appliqués à agir de façon à faire prévaloir l'idée d'une efficacité majeure de leur arme dans la victoire sur le Reich d'Hitler.

Des effets en trompe l'œil

Appréhender les effets de l'offensive stratégique suppose d'abord d'analyser le rythme de la montée en puissance alliée. Des quelque 2,7 millions de tonnes de bombes larguées sur le territoire européen de 1940 à 1945 – dont, on l'oublie trop souvent, 500 000 sur la France –, plus de 1,7

million l’ont été pendant les deux dernières années du conflit, avec un pic de 1,2 million en 1944. Au regard de ces statistiques, la campagne aérienne anglo-américaine s’identifie à un phénomène dont l’intensité ne se développe que de façon très graduelle et ne fait sentir son effet maximal que fort tardivement.

Les chiffres de la production de guerre allemande constituent un autre indicateur intéressant. Si l’on prend en compte quelques domaines stratégiques, ils révèlent de grandes surprises. C’est ainsi que les fabrications de chars passent de l’indice 81 en 1941 à 536 en 1944 ; celles des avions de 97 à 277 pour la même période ; celles des munitions de 102 à 306 ; celles des explosifs de 103 à 226 [2]. Le même phénomène se retrouve dans la métallurgie (indice 100 en 1939 et 203 en 1944) et dans les matériels de transport (indice 100 en 1939 et 255 en 1944). Le secteur des métaux non ferreux est à peine touché (indice 100 en 1939 et 98 en 1944), tout comme celui des mines (indice 100 en 1939 et 98,5 en 1944) [3].

Les effets directs des bombardements aériens paraissent donc, à première vue, avoir été fort limités. Ce phénomène pour le moins singulier tient en bonne partie à l’entreprise de dispersion et d’enfouissement des usines pratiquée par le ministre de l’Armement Albert Speer, un fidèle d’Hitler nommé dans ces fonctions en février 1942. Engagée en vue de réduire la vulnérabilité de la machine de production aux bombes alliées, une telle politique se révèle d’une réelle efficacité, même si sa mise en œuvre, étalée sur des années, engendre au départ des pertes de rendement. La montée en puissance de l’industrie de guerre nazie résulte aussi des investissements considérables engagés avant et pendant les premières années des hostilités. Elle tient, enfin, à la politique de mobilisation industrielle du IIIe Reich. Jusqu’à leur défaite devant Moscou, les Allemands, convaincus d’être impliqués dans une guerre courte, ne se sont pas souciés de faire appel à tous les moyens de production en leur possession. Ce n’est qu’au moment de la défaite de Stalingrad et de la promulgation de la guerre totale, avec les conséquences qui en résultent, que le régime nazi s’inquiète enfin de jeter dans la balance toutes les ressources disponibles.

Ce constat n’en doit pas moins être fortement pondéré. Comme le révèlent de nouvelles études réalisées par certains des meilleurs spécialistes anglo-saxons, n’aborder le problème de la production de guerre allemande qu’au vu des seules statistiques des sorties de matériels de toutes catégories revient à ignorer un paramètre essentiel : celui du rythme de croissance de

la production d’armement, tel que les planificateurs l’ont prévu. Pour Richard Overy, il ne fait aucun doute que « les bombardements, lentement mais sûrement, sapaient les soubassements de la production future, et les raids produisaient un effet cumulatif de rupture au niveau du fragile réseau de production et de distribution élaboré en vue de compenser les défaillances du système industriel. […] Les bombardements empêchèrent toute rationalisation ultérieure [4] »… Pour Adam Tooze, qui met à mal le mythe du « miracle Speer », l’accroissement rapide de la production de guerre – indice 100 en janvier 1942 passant à 230 au printemps 1943 – est étouffé par la campagne du Bomber Command sur le bassin de la Ruhr [5]. La décision prise par Harris de reporter dans les mois qui suivent l’effort sur les villes et le délogement de la population constitue, selon le même auteur, une grave erreur qui ne permet pas de pousser plus loin l’avantage acquis.

De fait, les attaques sur les agglomérations, telles qu’elles sont menées dans le cadre de l’*Area Rombing*, n’entraînent une réduction des fabrications d’armement que de *5 %* seulement. Les raids sur des objectifs industriels se montrent bien plus efficaces. À l’automne 1943, les chefs de la Luftwaffe s’inquiètent sérieusement et avec juste raison des bombardements américains sur l’industrie aéronautique, qui entraînent une forte réduction des livraisons d’avions.

La bataille menée contre les moyens de transport du Reich à partir de l’automne 1944, lorsque les forces aériennes stratégiques anglo-américaines retrouvent leur autonomie opérationnelle par rapport à Eisenhower et disposent de *5* 000 avions, pèse d’un poids encore plus lourd dans l’effondrement de la production industrielle constatée précédemment. En détruisant les canaux, les voies de chemin de fer, les routes et les ouvrages d’art, les bombardiers de Harris et de Spaatz entraînent une paralysie progressive de la machine de guerre ennemie, preuve que la dispersion réalisée sous l’égide de Speer constitue une arme à double tranchant. Ils empêchent les centres d’assemblage d’être approvisionnés en pièces et en éléments nécessaires au montage des chars, des avions, des sous-marins et de bien d’autres catégories d’armement. Ils contribuent aussi à tarir plus ou moins fortement l’arrivée des matières premières nécessaires aux aciéries et aux fonderies.

Une autre bataille, engagée elle aussi à partir de l’automne 1944, amène le IIIe Reich au bord du gouffre.

Les Américains l'ont programmée avant même leur entrée en guerre, mais s'ils lancent des raids contre les gisements de pétrole roumains de Ploesti, le paroxysme des attaques visant à priver la Wehrmacht de carburant intervient bien plus tard dans la guerre. Les objectifs visés, Ploesti étant tombé aux mains de l'Armée rouge, sont les 18 usines d'hydrogénation disséminées dans tout le Reich. La production, déjà bien entamée au printemps 1944, ne dépasse pas 20 % de ce qu'elle a été dans les dernières semaines de cette même année. Elle se traduit par des problèmes opérationnels et logistiques au sein des unités blindées et motorisées et affaiblit en profondeur l'efficacité au combat d'une Luftwaffe qui, non seulement ne peut plus engager ses avions comme elle l'entend, mais sacrifie aussi la qualité d'un personnel navigant qui ne bénéficie plus de capacités suffisantes en matière d'heures d'entraînement.

Des bombardements contestés

Les effets indirects, moins visibles, sont tout aussi destructeurs. Dès 1943, à l'issue d'un débat mouvementé, la Luftwaffe commence à regrouper dans le ciel du Reich une grande partie de ses chasseurs, abandonnant aux aviations alliées la supériorité aérienne au-dessus des fronts terrestres lors de la décisive année 1944. À ce moment, les raids prennent une telle ampleur que l'Allemagne n'a d'autre choix que de consacrer ses ressources à la construction quasi exclusive d'intercepteurs. Ce faisant, elle n'a plus les moyens de fabriquer d'appareils de bombardement capables d'aller porter le fer et le feu chez l'ennemi. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, la défense du Reich mobilise près de 70 000 canons antiaériens et plus d'1 million d'artilleurs en territoire allemand, cette fois encore au détriment des fronts de l'Ouest et de l'Est. Enfin, près de 2 millions de travailleurs, pourtant si précieux pour l'industrie du Reich, ne servent pas dans les usines, mais consacrent leurs efforts au déblaiement des ruines des centaines d'agglomérations écrasées sous les bombes.

Malgré l'intensité des bombardements, les aviateurs alliés n'ont toutefois jamais réussi à porter des coups suffisamment puissants au moral de la population pour entraîner, grand fantasme douhétien qui n'est qu'une vue de l'esprit, son retournement contre les autorités politiques nazies. Certes, l'apocalypse qui s'est abattue sur l'Allemagne a engendré de profondes

inquiétudes chez de grands dirigeants tels que Hitler, Goering, Speer et Goebbels, mais le pouvoir et le parti nazis ont su habilement exploiter la colère, la haine et la rancœur des Allemands bombardés contre les Alliés, encourageant un temps les lynchages des navigants anglo-américains tombés sur leur territoire. Les raids anglo-américains, qu'ils aient revêtu un caractère industriel ou se soient inscrits dans une logique de terreur, ont, bien au contraire, rassemblé les civils derrière leurs dirigeants et forgé un esprit de résilience largement sous-estimé par les chefs du Bomber Command et des US Army Air Forces.

Avant même la fin des hostilités, les opérations aériennes stratégiques menées sur l'Allemagne font l'objet de très vives critiques, d'abord de la part de chefs terrestres qui auraient préféré que les dépenses consacrées à la construction des 170 000 bombardiers britanniques et américains l'aient été au profit de la fabrication en bien plus grandes quantités de chars, de barges de débarquement et de camions. Certains ont avancé qu'en suivant cette politique un débarquement aurait été possible dès 1943. Le débat éthique qui entoure ce phénomène n'est pas moins intense. Les critiques suscitées par les raids lancés vers la fin des hostilités, à Dresde notamment, s'expriment jusqu'en Grande-Bretagne même. Nombre d'observateurs et d'analystes identifieront la destruction des villes allemandes à un crime de guerre, une tache indélébile sur l'honneur des Alliés. Ils y verront une entreprise ayant entraîné la mort inutile de 350 000 à 500 000 civils, un processus de destruction responsable de la disparition d'inestimables trésors architecturaux et artistiques, mais aussi une paupérisation d'une partie de la population européenne qui aurait pu avoir une conséquence politique majeure en la précipitant vers le communisme.

Que les bombardements alliés n'aient pas atteint le but qu'en attendaient les tenants de l'aviation stratégique, en l'occurrence la défaite du Reich, est un fait incontestable. Celui-ci n'a capitulé que lorsque les forces terrestres l'ont occupé. Que lesdits bombardements aient entraîné des ruines et des souffrances est tout aussi vrai. Partie intégrante de la guerre totale que se sont livrés les deux camps en présence de 1939 à 1945, ils n'en ont pas moins permis de porter des coups extrêmement rudes à l'économie allemande. Comme le souligne avec juste raison Richard Overy, force est de se demander ce qui se serait passé si, cinq années durant, l'Allemagne nazie avait pu vaquer à ses activités de production sans jamais être inquiétée, à l'abri de son glacis continental.

18

Les kamikazes sont morts pour rien

par Pierre-François SOUYRI

À la fin du mois d'octobre 1944, alors que le Japon était déjà considérablement affaibli par des défaites successives dans le Pacifique face à des troupes américaines disposant d'un armement et d'une logistique très supérieurs, une bataille décisive s'engagea pour le contrôle des Philippines que les Japonais occupaient depuis le printemps 1942 : la bataille du golfe de Leyte.

La bataille s'ouvrait avec un avantage certain pour les Américains. Lors de la bataille des Mariannes, en juin 1944, l'aéronavale japonaise avait en effet perdu un grand nombre d'appareils, près de 300 avions, pour la plupart abattus par la chasse américaine. Ce qu'on avait appelé le fameux « grand tir aux pigeons des Mariannes ». L'industrie japonaise n'avait pas pu ou su améliorer l'excellent chasseur bombardier japonais qu'était le Mitsubishi Zéro, si remarquable encore en 1942, mais désormais surclassé par le Hellcat américain. Par ailleurs, les pertes étaient si lourdes dans l'aviation japonaise qu'il était devenu impossible de former de nouveaux pilotes dans de bonnes conditions. Les pilotes japonais envoyés au combat étaient désormais bien moins aguerris que leurs adversaires américains. Bref, en octobre 1944, quand s'engagea la bataille décisive, la 1re flotte aérienne japonaise des Philippines ne comptait que 30 chasseurs Zéro et une vingtaine de bombardiers opérationnels. Tout cela ne pesait guère face aux centaines d'avions embarqués sur les porte-avions américains.

C'est dans ce cadre d'une situation désespérée que le vice-amiral Onishi Takijiro parvint, au cours du mois d'octobre 1944, à faire valider par son état-major une idée incroyable : demander à ses pilotes de se jeter avec leurs appareils – emportant une bombe de 250 kilos – sur les navires américains, de mourir par « choc corporel » (*tai atari*), pour reprendre l'euphémisme utilisé alors. Prudent, l'état-major japonais consentit à ces missions d'un nouveau type à condition que celles-ci soient présentées non

sous la forme d’un ordre formel donné aux hommes, mais comme le fait de pilotes volontaires [1]. Ces escadrilles furent désignées comme des « unités spéciales d’attaque », *tokkôtai,* nom de code *kamikaze* – « vent divin », par allusion au typhon qui dispersa la flotte mongole venue attaquer le Japon en 1281. Cette innovation tactique d’Onishi était sans doute une première dans l’histoire militaire de l’humanité. Jamais aucune hiérarchie militaire n’avait exigé de ses hommes qu’ils se muent en bombes humaines, que leur arme soit leur mort. Toute guerre implique en effet des missions périlleuses où l’espoir de revenir vivant est faible. Mais l’espoir existe, ce qui rend la mission « acceptable ». Ceux qui décidèrent d’envoyer les pilotes en mission et ceux qui partirent savaient que l’ordre était une irrémédiable condamnation à mort. « Ce n’est pas une mission avec une chance sur dix d’en revenir. C’est une mission zéro sur dix. »

Par un coup du sort incroyable, la première sortie de pilotes kamikazes, le 25 octobre 1944, connut un succès étonnant qui, à vrai dire, ne sera jamais réitéré. Un seul Zéro japonais parvint à couler un porte-avions américain en touchant sa soute à munitions ; un autre porte-avions fut sérieusement endommagé. Pour cinq avions kamikazes, le résultat était loin d’être nul, d’autant que les rapports japonais enjolivèrent l’affaire en faisant état de trois bâtiments touchés, dont un coulé. Ce succès fit sauter les dernières résistances de l’état-major et, désormais, les missions des « unités spéciales d’attaque » devinrent l’un des modes courants de combat parmi les forces aériennes japonaises. Pourtant, la bataille de Leyte fut bel et bien une défaite pour le Japon et, au lieu d’en tirer les conséquences, à savoir que la guerre était perdue et qu’il fallait désormais tenter de conclure un armistice, l’état-major japonais s’obstina, concluant que les missions kamikazes étaient le meilleur moyen de tirer parti des maigres forces aériennes encore concentrées au Japon. Par ailleurs, cette tactique très spéciale rendit possible une simplification considérable de l’entraînement des futurs pilotes, qui se résumait finalement à les transformer en bombes humaines.

Tactique, stratégie et manipulation

Pendant la bataille d’Okinawa, en avril-juin 1945, plusieurs centaines de pilotes kamikazes se jetèrent ainsi par « choc corporel » sur les bâtiments américains, leur causant des pertes non négligeables. Mais à quel prix ! Plus

de 3 800 jeunes pilotes furent envoyés à une mort programmée au cours des derniers mois de la guerre. Les sources américaines évoquent 2 200 avions kamikazes. La différence représente les pilotes partis en mission qui se sont écrasés en mer sans même avoir aperçu leur cible – parce que leurs appareils étaient défectueux, parce qu'ils n'avaient pas assez de carburant pour atteindre leur cible, parce qu'ils s'étaient perdus en vol au milieu des nuages [2]… Les chiffres donnés par les experts varient, les sources ne concordant pas toujours, mais on estime que sur l'ensemble de la période comprise entre le 25 octobre 1944 et les premiers jours d'août 1945, moins de 15 % des avions touchèrent une cible. Pour être plus précis, on constate un taux d'échec grandissant au fur et à mesure qu'on se rapproche de l'issue de la guerre ; 28 % de succès en novembre 1944 dans la bataille des Philippines, moins de 10 % de réussite en juillet 1945. Mais que signifie pour les Japonais un succès quand on sait qu'un tiers environ des navires touchés n'ont subi que des dégâts mineurs ? Certes, les pertes infligées furent réelles, mais pour que la tactique kamikaze pût avoir une chance d'être utile, il aurait fallu que le Japon puisse remplacer avions et pilotes jusqu'à ce que les pertes ennemies soient suffisantes pour faire plier les Alliés et les convaincre de négocier la paix. Or, même quand la machine de guerre japonaise était à son apogée, aurait-il été possible de remplacer les appareils, alors que leur taux de destruction était – par définition – de 100 % ? Le coût d'une bombe ou d'une balle n'est pas celui d'un avion. Et quel est celui d'un aviateur ? La tactique kamikaze rend de fait sa justification impossible d'un point de vue stratégique.

On est en droit alors de se demander pourquoi les autorités japonaises s'obstinèrent à envoyer à la mort leurs jeunes pilotes. C'est que les objectifs purement militaires ne sont plus les seuls enjeux.

Les dirigeants japonais pensaient que la détermination farouche des kamikazes, comprise comme la détermination avant-gardiste de tout un peuple, ferait reculer les Américains, les effraierait, les obligerait à négocier. Mais cette bataille, il fallait la mener non seulement contre l'ennemi, mais aussi à l'encontre d'un peuple qu'il fallait convaincre de « mourir en beauté ». Les kamikazes furent donc l'objet d'une stratégie de communication, notamment dans les derniers mois de la guerre. Les kamikazes devinrent l'un des appareils idéologiques de maintien de la cohésion sociale dans une société pourtant au bord de la rupture. Dans ces

conditions, ils ne furent pas seulement une arme, ils fonctionnèrent comme une construction idéologique, propagandiste.

L'action des kamikazes n'était évidemment pas destinée à rester confidentielle. La marine impériale comprit immédiatement que l'image de ces jeunes pilotes se sacrifiant pour la patrie et l'empereur renfermait un pouvoir extraordinaire. En vérité, la propagande japonaise à usage interne s'empara très vite des exploits des aviateurs présentés comme de jeunes gens dont la mort brillait telle celle d'un « joyau brisé » [3]. Les autorités poussèrent les futurs pilotes à laisser des traces positives de leur expérience. À partir du printemps 1945, tous les futurs kamikazes durent rédiger des lettres pour l'édification du peuple. Ces lettres devaient être exposées dans divers lieux officiels, notamment au ; sanctuaire Yasukuni de Tokyo. Non seulement on demandait à ces jeunes gens de mourir mais, en plus, on leur recommandait de révéler leurs sentiments, de dire leur état d'esprit, d'expliquer leur geste. Pour renforcer leur propre résolution de mourir, les pilotes s'obligeaient à dire pourquoi ils mouraient. Ces textes étaient d'autant plus importants que ces jeunes gens étaient pour la plupart bien éduqués et savaient écrire. Dans ce contexte politique, institutionnel et collectif, les jeunes pilotes étaient encadrés par une idéologie officielle nationaliste à laquelle ils pouvaient certes adhérer, mais qu'ils critiquaient parfois à demi-mot dans des formules plus ou moins alambiquées qui signifiaient presque toutes : « Nos chefs sont des crétins, mais je meurs quand même en beauté. » Par leurs écrits, ils cherchaient à se convaincre eux-mêmes du bien-fondé de l'idéologie officielle, mais paradoxalement la défiaient souvent.

Pour les autorités, le message était clair. Les kamikazes étaient l'idéal vers lequel tout Japonais devait tendre. Devant l'énormité de leur sacrifice, toute récrimination, tout reproche devenait vain. Comment pouvait-on se plaindre du manque de nourriture, du travail supplémentaire demandé par l'effort de guerre, des restrictions de toutes sortes, quand les plus méritants, l'élite de la nation, les pilotes de la marine impériale donnaient sans hésiter leur vie ?

Face aux kamikazes, l'incompréhension et l'effroi

Du côté américain, les pertes humaines et matérielles ne furent pas anodines, loin s'en faut. Les chiffres, là encore, ne sont pas toujours clairs,

car, en pleine bataille, il n’est pas toujours facile de savoir si un navire a été coulé parce qu’un avion s’est écrasé dessus, parce qu’il a été touché par une torpille ou un coup au but de la flotte ennemie. Robin L. Reilly, qui a repris les rapports de l’US Navy, compte soixante navires coulés et quatre cent sept endommagés [4]. On dénombre également 6 830 morts dus aux attaques kamikazes et 9 931 blessés, bien que ces chiffres restent sujets à caution. Une autre statistique est cependant éloquente : 48 % des bâtiments de la marine américaine endommagés et 21 % des navires coulés pendant l’ensemble de la guerre du Pacifique auraient été le fait d’attaques-suicides entre fin octobre 1944 et la capitulation le 15 août 1945. En vérité, les kamikazes semblent avoir été de loin l’arme la plus efficace inventée par les Japonais contre les navires de surface américains.

Mais là n’est peut-être pas l’essentiel pour les Américains. D’abord, il est quasi impossible de parer totalement une attaque kamikaze. Un pilote prêt à écraser son avion contre un navire a besoin de beaucoup de sang-froid mais de peu de compétence pour parvenir à toucher sa cible, s’il parvient à traverser l’écran des chasseurs ennemis et le feu des canons antiaériens. Les pertes japonaises avaient beau s’élever à 100 % des avions et des pilotes impliqués, les résultats pouvaient suffire à provoquer des dégâts au-delà du supportable. Même si la tactique kamikaze connaissait un taux d’échec élevé, elle représentait pour les Alliés une menace véritable, au point de provoquer chez les hommes une peur panique à chaque fois qu’un avion japonais s’approchait. Lorsque le USS *Bunker Hill* est frappé par deux kamikazes le 11 mai 1945, l’incendie provoque 396 morts et 264 blessés. L’effet sur le moral des combattants est énorme, à l’origine d’une véritable « psychose des kamikazes » qui rend parfois les hommes inaptes à poursuivre le combat. Les attaques sur les bateaux alliés étaient incompréhensibles aux marins, et donc inquiétantes. Elles créaient un choc. Certains témoins évoquent une fascination hypnotique : les équipages regardaient avec horreur et impuissance chaque avion plonger en sachant qu’ils pouvaient être la cible. Pour les soldats américains, on entrait alors dans une guerre asymétrique dans laquelle le combattant ennemi était vu comme un fanatique irrationnel et suicidaire. Cela fera naître chez les autorités américaines une inquiétude qui justifiera, plus tard, l’usage de tous les moyens.

Au-delà des résultats en termes de pertes humaines et matérielles, aussi bien du côté japonais que du côté américain, l’utilisation de la tactique

kamikaze n’a pas été sans conséquences sur l’avenir immédiat du Japon. La propagande japonaise autour de ces jeunes pilotes morts en mission a certainement permis à une population dont le moral était touché de trouver encore des forces pour se persuader de mener la bataille finale jusqu’au bout. Les autorités devaient convaincre les japonais de préférer la mort à la défaite, et les jeunes pilotes montraient la voie. La détermination inébranlable de la nation japonaise devait une fois de plus contraindre l’ennemi à négocier. La déclaration de Potsdam, fin juillet 1945, sommant le Japon d’accepter une capitulation sans conditions, donna un coup de grâce à cette conduite suicidaire de l’État impérial. Du côté américain, la tactique kamikaze, présentée comme irrationnelle et fanatique, a certainement permis à Washington de justifier aux yeux de l’opinion américaine l’utilisation des bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki : la folie suicidaire japonaise ne pouvait être arrêtée que par l’emploi de ces armes terribles. La détermination de l’ennemi aurait, pensait-on à Washington, impliqué une poursuite des combats pendant plusieurs mois, obligeant l’état-major allié à imaginer un débarquement militaire sur le sol de la métropole japonaise, sans doute très coûteux en vies humaines.

Étrangement, les kamikazes permirent aussi, indirectement, au général Douglas MacArthur de justifier la clémence à l’endroit de l’empereur, qu’il refusa toujours de poursuivre en justice et de faire abdiquer.

Selon lui, une politique d’occupation dure, impliquant de traîner l’empereur en justice, aurait pu déclencher des réactions violentes dans la population japonaise. Les Alliés risquaient de se retrouver devant « 100 millions de kamikazes », aurait-il expliqué, nécessitant sans doute l’envoi d’1 million de soldats américains supplémentaires pour « tenir » le Japon.

Si les actions aboutissant à la mort des soldats ou des pilotes par « choc corporel » imaginées par l’état-major japonais ont eu une efficacité militaire limitée sur le champ de bataille, elles ont néanmoins joué un rôle historique en légitimant par la suite l’usage inouï du feu nucléaire contre des populations civiles décrites comme fanatiques, puis permis de justifier aux yeux des autorités politiques américaines le maintien d’une monarchie pourtant compromise dans la poursuite ultime et insensée d’une guerre perdue depuis longtemps. Si l’objectif de l’état-major japonais était, au-delà de la victoire impossible, de maintenir le système impérial, alors, d’une certaine manière, MacArthur leur donna raison.

19

La France a contribué à la victoire des Alliés

par Jean-François MURACCIOLE

« *Quinze divisions* »

Dans ses Mémoires publiés en 1949 (*Croisade en Europe*), le général Eisenhower rendait un bel hommage à la Résistance française. Estimant qu'elle avait joué un rôle décisif dans la libération de la France, il évaluait son action à celle de 15 divisions. Sans vouloir faire offense au futur commandement en chef de l'OTAN, on peut estimer qu'il faisait alors parler le diplomate plus que le stratège. Quinze divisions ? C'est, peu ou prou, le format d'une armée de la Seconde Guerre mondiale : celui de la VIIIe armée de Montgomery à El-Alamein en novembre 1942, ou celui de la VIe armée de Paulus à Stalingrad. Pour abattre cette armée (mais aussi la IVe armée blindée et la IIIe armée roumaine), les Soviétiques durent mobiliser 3 « fronts », soit 1 million d'hommes, 13 500 canons, 900 blindés et plus de 1 100 avions. Quinze divisions c'est encore deux fois le format de la Ire armée française de De Lattre (250 000 hommes, 5 DI, 2 DB). À titre de comparaison, rappelons que la plus importante concentration de FFI de la guerre rassemble environ 6 000 combattants au Mont-Mouchet en juin 1944 et que, lors de la libération de Paris, Rol-Tanguy dispose de 30 000 FFI – dont à peine 5 000 sont (très médiocrement) armés.

Dans leurs Mémoires, d'autres acteurs ont porté des regards beaucoup moins amènes. Le général Bradley se montre sévère tant sur le rôle militaire de la Résistance française que sur celui de la 2e DB de Leclerc. Montgomery (qui, il est vrai, règle ses comptes avec à peu près tout le monde, Eisenhower en tête) n'accorde qu'une attention distraite aux FFL qui combattaient sous ses ordres en Afrique du Nord [1]. Quant aux généraux allemands qui publient leurs mémoires dans les années 1950, ils ignorent superbement les *Free French* et la Résistance française (hormis Rommel qui rend hommage à la ténacité de Kœnig). Dans une récente

synthèse, l'historien britannique John Keegan estime que le rôle global de l'ensemble des Résistances en Europe (et surtout en Europe de l'Ouest) fut très faible et que les savants de Bletchley Park (le centre de décryptage britannique des codes allemands) jouèrent un rôle infiniment plus décisif dans la victoire finale [2]. Harry Hinsley, l'historien du renseignement britannique, renchérit, affirmant que le percement d'*Enigma* raccourcit la guerre d'au moins deux années [3].

Que penser ? Les Résistances françaises n'auraient-elles été qu'un formidable phénomène politique, sans véritable implication militaire ? Évaluer la part de mythe dans la contribution française à la victoire des Alliés suppose de distinguer trois types d'actions militaires : celle des Forces françaises libres jusqu'en 1943 ; celle de l'armée de la libération en 1943-1945 ; celle, enfin, de la Résistance intérieure tout au long de la période.

Deux mythes fondateurs : Koufra et Bir Hakeim

Les Forces françaises libres voient leur action se dérouler du 18 juin 1940 au 31 juillet 1943, date de leur fusion avec l'ex-armée d'Afrique giraudiste. À cette date, les FFL avaient reçu environ 70 000 engagements (32 000 Français, 30 000 coloniaux et 3 000 étrangers), ce qui, à l'échelle du conflit, souligne d'emblée la modestie de leur rôle. Pour des populations nettement moindres, la Pologne en exil offrit plus 150 000 soldats à la cause alliée, la Grèce 40 000 et les Pays-Bas 30 000. Faut-il rappeler que, jusqu'à la fin de 1942, l'armée de l'armistice de Vichy accueillit plus de volontaires que les FFL ? Et pourtant, de toutes les forces alliées, les FFL furent les seules présentes sur tous les fronts, y compris en URSS à travers le groupe Normandie-Niemen. La marine et l'aviation, totalement dépendantes des Britanniques, puis des Américains, demeurèrent de taille très modeste : une quarantaine de bâtiments légers (40 000 tonnes) et 7 000 hommes pour les FNFL ; sept groupes (3 700 hommes) pour les FAFL. Ces forces participèrent au combat commun, la marine assumant en partie la tâche ingrate et dangereuse de l'escorte des convois dans l'Atlantique.

Reste la Terre. En 1943, outre les troupes de souveraineté très faiblement armées des territoires ralliés à la France libre et les forces à l'instruction, les FFL alignaient environ 25 000 combattants, répartis en deux principaux ensembles : 3 brigades (réunies dans la 1re DFL en janvier 1943) en Afrique

du Nord et la colonne Leclerc qui, partie du Tchad, gagna la Méditerranée. L’apport de ces unités fut notable, mais toujours sous le commandement des Britanniques et en renfort des forces de l’Union Jack. Ainsi, les trois BFL jouèrent un rôle actif, en 1942 dans l’arrêt, puis l’écrasement de l’*Afrika Korps* en Libye.

Koufra et Bir Hakeim demeurent les deux faits d’armes les plus célèbres des FFL. Ces succès ne sont pourtant ni les premiers ni les plus importants : de février à avril 1941, le colonel Monclar, à la tête de la Brigade d’Orient, contribue à la défaite italienne en Afrique de l’Est et, en juin 1941, le général Legentilhomme et sa division légère aident à conquérir le Levant vichyste. Mais ces campagnes, qui engagent des moyens plus importants qu’à Koufra ou à Bir Hakeim, ne sont guère exploitées par la France libre : l’Afrique de l’Est n’évoque pas grand-chose pour les Français ; quant au Levant, on s’y bat entre Français, ce qui s’inscrit mal dans la fondation d’un mythe national. Rien de tel avec l’épopée de Leclerc qui apporte la première victoire française depuis juin 1940 et qui renoue avec un imaginaire colonial avant que le « soleil de Bir Hakeim », en éclairant la première rencontre entre Français et Allemands depuis 1940, n’efface symboliquement la tache de la défaite.

Dans une note du 21 octobre 1940, de Gaulle a chargé le colonel Leclerc de mener des opérations contre les Italiens en direction de Koufra et Mourzouk. Ce dernier dispose des maigres forces du régiment de tirailleurs sénégalais du Tchad (6 100 hommes), de quelques canons et de six avions obsolètes sur un théâtre démesuré et hostile. Les ports du sud (Douala, Pointe-Noire) sont à plus de 3 000 kilomètres de la base de départ de Faya-Largeau ; 1 200 kilomètres de désert séparent cette dernière de Koufra et 2 300 de Tripoli. Un camion de ravitaillement dévore (en pièces, eau ou carburant) la moitié de ce qu’il transporte. Toutes les ressources humaines (7 000 *coolies*, soumis au travail forcé) et matérielles de la pauvre AEF sont mobilisées dans cette « guerre totale » à l’échelle de l’Afrique.

En février 1941, Leclerc lance un raid contre l’oasis de Koufra avec des moyens étiques (250 combattants, 70 véhicules, 8 mortiers et un unique canon de 75 que l’on déplace sur la longueur du « front » pour faire croire à une forte puissance de feu). Le 1er mars, payant d’audace, Leclerc obtient la reddition de la garnison. Le lendemain, il prête le fameux serment, s’engageant avec ses hommes à ne cesser le combat que lorsque Strasbourg sera libérée. En novembre 1942, avec des forces plus consistantes (4 700

hommes dont 650 Européens, 800 véhicules, une solide artillerie, un soutien aérien), Leclerc forme trois groupements mécanisés, un groupement nomade et deux compagnies de découverte inspirées du *Long Range Desert Group* britannique. L'attaque est lancée le 16 décembre 1942.

Les postes italiens tombent les uns après les autres. Le 8 janvier 1943, le drapeau tricolore flotte sur le Fezzan. Leclerc lance alors l'offensive finale vers la mer ; le 26 janvier, il est à Tripoli.

Ces succès sont aussitôt exploités par la propagande gaulliste (« Les glorieuses troupes du Tchad et leur chef sont sur la route de la victoire », déclare de Gaulle à la BBC) et ont un écho jusque dans la presse clandestine (*Combat* publie le texte du serment de Koufra au début de 1942). Pour autant, l'impact militaire de ces opérations reste limité. Si Leclerc crée un nouveau front, il n'y fixe que des forces italiennes dérisoires et ne perturbe en rien les lignes logistiques de l'Axe. Surtout, il n'a guère d'influence sur la guerre du désert, décisive celle-là, qui se livre en Libye et impose sa logique. Si une année et demie d'inaction relative s'écoule entre la prise du Koufra et la conquête du Fezzan, cela est dû tout autant aux terribles contraintes du théâtre saharien qu'aux échecs des Britanniques au nord. C'est leur victoire à El-Alamein qui débloque la situation et donne le feu vert à Leclerc. En outre, facteur trop souvent négligé, Leclerc doit aussi considérer la menace de Vichy, avec laquelle la France libre partage une frontière terrestre entre le Tchad et le Niger. La neutralisation de l'AOF par le débarquement allié en AFN de novembre 1942 permet à l'homme de Koufra d'être enfin gardé sur sa gauche. Enfin, rappelons l'insignifiance des pertes : de 1940 à 1942, Leclerc perd 53 hommes au combat, trois fois moins que par les accidents de la route sur les pistes qui ravitaillent ses modestes cohortes.

Le contexte qui entoure la bataille de Bir Hakeim est bien différent. Au début de 1942, les forces de l'Axe bénéficient d'une situation très favorable en Afrique du Nord. Depuis le début de 1942, la Royal Navy a subi de lourdes pertes en Méditerranée et ne peut plus assurer efficacement la défense de Malte. Les convois britanniques à destination du Moyen-Orient doivent emprunter l'interminable route du Cap, alors qu'à l'inverse les convois de l'Axe sillonnent de nouveau une Méditerranée relativement sûre. En outre, profitant de l'accalmie hivernale sur le front russe, la Luftwaffe du général Kesselring opère son retour sur le théâtre méditerranéen. À l'inverse, devant l'ampleur des défaites britanniques en

Asie, les troupes australiennes doivent être rapatriées d'urgence à la fin de l'hiver 1942. Pour défendre l'Égypte, Ritchie et Auchinleck organisent alors une ligne de défense nord-sud, de Gazala à Bir Hakeim, à l'extrême pointe sud d'un immense champ de mines. La défense de la position est d'abord confiée à une brigade indienne, puis à la l^re BFL du général Kœnig et à ses 3 700 hommes. Du 27 mai au 10 juin, les Français libres résistent héroïquement, d'abord à l'assaut des Italiens, puis à celui des Allemands, Rommel finissant par masser 35 000 hommes pour les écraser. La situation étant devenue désespérée, Kœnig décide, en accord avec les Britanniques, d'opérer une sortie de vive force dans la nuit du 10 au 11 juin 1942 et parvient à ramener à bon port les deux tiers de son effectif.

Il est frappant de constater avec quelle rapidité le mythe se construit. Lors de la bataille, la presse britannique exalte, presque heure par heure, la résistance de Kœnig. Le 10 juin, pour le *Daily Mail*, « Bir Hakeim prouve que l'esprit de Verdun est toujours vivant ». Le 11 juin, le *Daily Express* propose une « une » barrée sur six colonnes par un énorme titre : « VERDUN ». Alors que Radio-Berlin proclame un nouveau triomphe de la Wehrmacht, la BBC inonde l'Europe de la bonne nouvelle. Mieux encore, dans les jours qui suivent, la RAF lâche sur la France un tract tiré à 2,5 millions d'exemplaires et intitulé : « Bir Hakeim, victoire française ». Les politiques ne sont pas en reste. De Gaulle retrouve le ton des bulletins de la Grande Armée. Ainsi, le 10 juin : « Général Kœnig, sachez et dites à vos hommes que toute la France vous regarde et que vous êtes son orgueil. » Le 12 juin, aux Communes, Churchill rend un vibrant hommage aux FFL. À Moscou, la *Pravda* et les *Izveztia* comparent Bir Hakeim à Verdun, image décidément récurrente [4]. Le 18 juin 1942, pour le second anniversaire de l'Appel, dans le cadre prestigieux du Royal Albert Hall de Londres plein à craquer, de Gaulle prononce l'un de ses plus grands discours de la guerre, magnifiant le combat conduit depuis juin 1940 et annonçant la fusion de la France libre et de la Résistance intérieure. Le 23 juin 1942, l'ensemble de la presse clandestine publie un message du Rebelle par lequel il se rallie aux principes démocratiques et républicains. En France occupée, dans les mois qui suivent, une quinzaine de journaux clandestins portant le titre *Bir Hakeim* apparaissent. De même, plusieurs maquis « Bir Hakeim » surgissent, comme celui que forme Jean Capel dans le Languedoc. Son de cloche, en revanche, très différent à Vichy et dans la presse collaborationniste. Radio-Paris (12 juin) célèbre la prise de Bir Hakeim par

les Allemands, tandis que *Je suis partout* dénonce le « ramassis de jeunes voyous, de juifs tarés et de mercenaires en mal de solde et de galons » qui combattent dans les FFL.

Comment expliquer cette emphase ? Pour les Britanniques, d'ordinaire moins enthousiastes, la véritable raison réside dans l'épouvantable contexte militaire. Hormis le revers de Midway, l'Axe triomphe alors sur tous les fronts. L'offensive allemande en Russie remporte des succès décisifs : Kharkov est tombée, Sébastopol assiégée, les pétroles de la Caspienne menacés ; l'hypothèse d'un effondrement russe émerge à nouveau. En Asie, le spectre du désastre pointe. En six mois, l'Empire du Soleil-Levant a conquis toute l'Asie du Sud-Est, balayé les fleurons de la Royal Navy et menace directement les Indes et l'Australie. En Afrique du Nord, Rommel est aux portes du Caire et Suez lui tend les bras. Dans ces conditions, grossir l'importance de la bataille de Bir Hakeim aux dimensions d'une victoire décisive aide à entretenir le moral des populations.

Après la guerre, le mythe se poursuit, désormais à travers les mémoires des acteurs et les commémorations. Une image s'installe : Bir Hakeim est une victoire décisive. Par leur résistance et leur sacrifice, les hommes de Kœnig ont offert quatorze jours essentiels à la VIIIe armée qui a ainsi pu aménager sa retraite, éviter la déroute et, par là même, préparer les victoires décisives des deux batailles d'El-Alamein. Toute une littérature d'origine française libre, mais aussi britannique, développe ce point de vue : ainsi Pierre Messmer ou les généraux Kœnig, Simon ou Saint-Hillier, mais aussi Churchill (« Sans la résistance de Bir Hakeim, la guerre aurait duré deux ans de plus ») et, *mezzo voce* et avec une pointe de perfidie contre Rommel, Kesselring. Cette théorie laisse l'historien sceptique : les causes profondes de la défaite finale de Rommel découlent-elles de Bir Hakeim ? Rommel ne perd que six jours à réduire la résistance française et Tobrouk tombe le 21 juin, dans les délais prévus par les Allemands (offrant 35 000 prisonniers et d'immenses stocks de matériels et d'essence). Les vraies causes de la défaite de Rommel tiennent d'abord à la logique impitoyable de la guerre dans le désert : en s'enfonçant en Égypte, Rommel étend ses lignes logistiques et les fragilise : en juillet 1942, il n'aligne plus que 26 blindés à court d'essence devant Alexandrie. Par un mouvement inverse, la VIIIe armée, même étrillée à Tobrouk, se renforce en retouchant la terre en Égypte. Elles renvoient aussi aux mécanismes profonds de la Seconde Guerre mondiale : importance du renseignement (sans *Ultra*, « Rommel

serait certainement allé jusqu'au Caire », déclara Auchinleck) et interdépendance des théâtres. À l'été 1942, la flotte aérienne de Kesselring s'est envolée pour le front de l'Est, le véritable objectif d'Hitler. Du coup, Malte respire et les convois britanniques peuvent de nouveau sillonner la Méditerranée. La bataille de Midway (juin 1942) éloigne la menace japonaise sur l'Australie et permet, à l'automne, le retour des trois précieuses divisions australiennes. Enfin, et surtout, Rommel n'a pas assez de forces. Son audace et son coup d'œil ont accompli des miracles pendant un an et demi. Mais à El-Alamein, il subit une défaite logique du nombre.

Après la guerre, la bataille de Bir Hakeim occupe une place de choix dans la mémoire gaullienne de la Résistance. Dans ses *Mémoires de guerre* (t. 1 en 1954), de Gaulle lui consacre une page exaltée. Aux débuts de la Vᵉ République, la commémoration de la bataille célèbre une France qui, unie derrière de Gaulle, n'a jamais accepté la défaite et n'a jamais baissé les armes. De nombreuses villes (Lille, Strasbourg, Metz, Nantes, Montpellier, Nice, Nancy, Clermont, Dijon) rebaptisent des artères importantes du nom de Bir Hakeim. En juillet 1962, alors que Pierre Messmer, vétéran de la bataille, est ministre des Armées, la nouvelle promotion de Saint-Cyr reçoit comme nom de baptême « Bir Hakeim ». En 1984, le général Kœnig est élevé à titre posthume à la dignité de maréchal de France. Paris, ville compagnon de la Libération, se devait d'aller plus loin : en 1962, pour le vingtième anniversaire, le pont et la station de métro de Grenelle portent désormais le nom de Bir Hakeim. La symbolique du pont est très forte : le pont de Bir Hakeim, l'avant-dernier pont à l'ouest de Paris (le dernier, tout un programme, est le pont du Garigliano), répond au pont d'Austerlitz à l'est. Le baptême de ces lieux offre d'ailleurs une saisissante illustration du choc des mémoires de la Seconde Guerre mondiale. En effet, la station de métro « Bir Hakeim » se situe face à l'ancien Vélodrome d'Hiver qui, en juillet 1942, un mois après la bataille de Bir Hakeim, fut le sinistre lieu de concentration des Juifs de la région parisienne. Au moment où la station de métro « Grenelle » est rebaptisée, le Vél' d'Hiv' a été rasé (1959) et, sur ses ruines, sort de terre un bâtiment de quinze étages, principale annexe parisienne du… ministère de l'Intérieur. Ce formidable lapsus mémoriel ne traduit pas l'expression cynique d'un antisémitisme d'État ; il reflète plus simplement la preuve de l'enfouissement, à cette époque, de la mémoire juive et du décalage chronologique avec lequel les diverses mémoires se sont exprimées après 1945.

Si l'apport militaire des FFL fut modeste (comment aurait-il pu en être autrement ?), il ne faudrait pas négliger leurs pertes (3 200 morts, 10 600 blessés), ni le rôle stratégique de l'Empire colonial français rallié à la France libre. Ainsi la « dissidence » de l'AEF empêche-t-elle la présence de commissions d'armistice germano-italiennes au cœur de l'Afrique et couvre le Nigeria britannique. De même, les aérodromes du Tchad deviennent-ils des escales essentielles de la grande route aérienne transafricaine qui ravitaille le Moyen-Orient et, au-delà, l'URSS, tandis que la Nouvelle-Calédonie offre un relais stratégique aux forces américaines dans le Pacifique Sud. Quant à l'AEF, elle apporte son or, son précieux caoutchouc au moment où l'Indochine, les Indes néerlandaises et la Malaisie sont aux mains des Japonais.

La résistance intérieure et l'échec des grands maquis

Jusqu'à la fin de 1942, la Résistance constitua un phénomène ultra minoritaire au sein de la société française. Les chiffres bruts donnent tout au plus 30 000 militants actifs à la fin de 1942, sans doute 100 000 maquisards mal armés à la veille du débarquement et 400 000 FFI à l'été 1944, soit environ 1 % de la population française et 2 % des adultes [5]. Toutefois, cette approche comptable ne révèle qu'un aspect d'une réalité complexe. La Résistance n'aurait jamais pu se développer sans le soutien ou la simple sympathie active de milliers d'anonymes, ce qui renvoie à la distinction entre la « résistance organisation » – le tout petit noyau des militants ayant basculé dans la clandestinité qui mènent des actions de résistance – et la « résistance mouvement » ou « résistance civile », soit la masse (impossible à quantifier) des Français qui, sans avoir rompu avec leurs activités normales, apportent une aide directe ou indirecte à l'armée des ombres. Pour modestes qu'elles soient, ces activités n'en sont pas moins dangereuses et l'on sait que la liste des déportés français ne comporte pas, loin s'en faut, que des résistants pris les armes à la main. L'exemple des maquis illustre parfaitement cette solidarité et la nécessité de dépasser de fausses impressions statistiques. Les maquis se sont installés, à partir de l'hiver 1942-1943, dans des zones rurales. Or, les études portant sur leur sociologie révèlent que la plupart de leurs membres sont des urbains. Faut-il en conclure que les maquis ne seraient qu'une excroissance en milieu rural d'une résistance dont le centre de gravité demeurerait urbain ? Ce serait

négliger le fait que, pour survivre, ces maquis doivent impérativement nouer de fortes relations avec la population rurale. Bien que des comparaisons internationales montrent que le phénomène résistant fut plus intense dans d'autres pays européens, particulièrement en Yougoslavie (sans doute 6 % des adultes) et en Pologne (4 à *5 %*), la vraie question est plutôt celle-ci : bien que minoritaire, la Résistance fut-elle efficace sur le plan militaire ?

L'étude des grands maquis, le visage armé le plus spectaculaire de la Résistance, révèle un échec militaire. L'action de la Wehrmacht en France n'en fut guère perturbée et cette dernière a déployé des effectifs relativement faibles pour les réduire. Dans tous les cas, l'issue fut tragique non seulement pour les maquisards, mais pour la population civile environnante. L'affaire du Vercors illustre cet échec. Les premiers camps de réfractaires au STO apparaissent sur le plateau du Vercors au début de 1943. Ils sont bientôt encadrés par des officiers de bataillons de chasseurs alpins dissous. En février 1943, le général Delestraint donne des instructions prévoyant la mobilisation du maquis du Vercors, idée pleinement acceptée par les dirigeants de la Résistance locale et, à Alger, par le CFLN. Sur le terrain, Huet, entouré de Zeller et Descour, a pris le commandement. Disposant de 4 000 hommes à la mi-juillet, il reconstitue les bataillons traditionnels de l'armée des Alpes, mais qui sont loin d'être à effectif complet et médiocrement armés malgré des parachutages d'armes (légères). Le 6 juin, le message codé de la BBC et un télégramme équivoque de Soustelle incitent les chefs militaires du Vercors à décréter la mobilisation. Certains que les renforts suivront, ils négligent le contre-ordre de Kœnig du 10 juin. Le 14 juillet, Yves Farge, commissaire de la République pour la région RI, proclame solennellement la restauration de la République sur la petite enclave tenue par les FFL Les chefs de la Résistance ne peuvent pourtant ignorer les préparatifs du général Pflaum qui, dès le 15 juin, s'empare de Saint-Nizier, ouvrant ainsi une brèche mortelle au nord de la « forteresse ». Les 20 et 21 juillet, les Allemands passent à l'assaut, larguant des planeurs à Vassieux (sur la piste aménagée pour accueillir les paras alliés !). Dès lors le drame se dénoue. Le 22 au soir, Huet ordonne à ses troupes de se disperser. Certains FFI parviennent à s'échapper, mais 640 combattants sont tués par les Allemands qui achèvent les prisonniers et les blessés. La population civile, en particulier à Vassieux, mais aussi dans la vallée à La Mure, paie également un lourd tribut.

Le drame du Vercors a alimenté des polémiques passionnées après la guerre. Avec le recul, on peut se demander si la clé du drame ne tient pas dans la disproportion entre les ambitions politiques et les moyens militaires. Quant aux Alliés, ils n'ont aucunement l'intention de secourir un maquis secondaire dans une région qu'ils ne prévoient de libérer qu'à l'horizon J + 90 après le débarquement de Provence, soit pas avant novembre 1944. Au moment du drame, le QG du commandant en chef du théâtre méditerranéen, le général Patch, est encore à Naples [6].

Au total, les maquis n'ont guère gêné les Allemands qui, comme en Yougoslavie, leur abandonnent de larges portions de territoires sans grand enjeu stratégique. Au printemps 1944, l'important pour la Wehrmacht est de monter la garde face aux littoraux et de conserver les liaisons entre ces masses et avec le groupement blindé de l'ouest stationné sur la Loire. Outre des coups de main ponctuels et le maintien d'un relatif climat d'insécurité, le véritable dommage militaire (indirect) des maquis réside dans la perte de travailleurs pour le STO. Même les moyens engagés par Pflaum sur le Vercors, plus consistants qu'ailleurs (10 000 hommes quand 3 500 ont suffi à liquider le Mont-Mouchet), ne constituent qu'une fraction minime de la XIXe armée allemande forte alors de huit DI (soit environ 90 000 hommes). Quant à la division *Das Reich*, sa lenteur à gagner la Normandie résulte moins du harcèlement des FFI que des ordres qui enjoignent à son commandant, Lammerding, de liquider les « bandes » sur son chemin. On retrouvera la division *Das Reich* à l'ardeur intacte en Normandie, puis dans les Ardennes.

La Résistance dans le débarquement

À l'automne 1943, les services secrets d'Alger ont entériné une série de plans destinés à paralyser l'action des forces allemandes au moment du débarquement. Le *plan violet* doit neutraliser les communications téléphoniques et isoler les PC des unités combattantes. Le *plan vert* vise à paralyser le réseau ferré dans la zone du débarquement pendant au moins une quinzaine de jours. Le *plan bleu* doit perturber la distribution d'électricité et le *plan bibendum* prévoit l'attaque des points sensibles du réseau routier. La collecte de renseignement sur le mur de l'Atlantique par la Résistance est importante, mais l'essentiel en la matière est opéré par les

Alliés eux-mêmes : rien que pour le mois d'août 1944, la seule 3e US Army reçoit plus de trois millions de clichés aériens.

Le 6 juin 1944, Eisenhower ordonne un soulèvement sur tout le territoire de façon à entretenir les Allemands dans l'idée que le débarquement de Normandie n'est qu'une diversion. Le prix de cet ordre est chèrement payé par la Résistance dont le soulèvement dans les régions éloignées de la Normandie, et donc privées de soutien allié, ne pouvait que déboucher sur un sanglant échec. Dans ce contexte, le conflit entre Kœnig, nommé par de Gaulle chef des FFI, et le Conseil national de la Résistance (et son bras armé, le COMAC) atteint son paroxysme. Conscient du risque d'écrasement des FFI, Kœnig, le 10 juin, ordonne un arrêt de l'insurrection. Mais, une fois lancée, celle-ci est presque impossible à stopper ; le 21 juin, l'ordre du jour n° 2 du COMAC appelle au contraire à la généralisation de la guérilla.

L'action directe de la Résistance dans les opérations du débarquement demeure modérée. Les FFI normands servent de guides aux troupes américaines dans le bocage ou aident les sticks de parachutistes à se regrouper. L'apport des sabotages constitue un soutien précieux. Le plan vert est parfaitement appliqué et, dans un rayon de 200 kilomètres autour de la Normandie, le réseau ferré est paralysé plusieurs jours après le 6 juin (mais les raids aériens jouent aussi un grand rôle), ce qui contraint les Allemands à ravitailler le front de nuit et par route (ou par péniches sur la Seine). Le *plan violet* connaît également une remarquable réussite. Le 6 juin, les Allemands ne peuvent disposer des lignes PTT Amiens/Rouen, Rouen/Caen et Trappes/Le Mans. Pour toute la France, on peut estimer à plus de 2 000 les actes de sabotage divers pratiqués par la Résistance en juin 1944. Toutefois, la paralysie est loin d'être complète. En dehors de la Normandie, si les axes secondaires sont souvent coupés, les principales voies ferrées (ainsi les radiales au départ de Paris, la ligne Perpignan-Nice, la transversale Bordeaux-Lyon) connaissent un trafic à peu près normal jusque vers le 10 août. Ainsi, le 13 août, les 9 000 hommes et les 120 chars lourds de la 11e Panzer, la « divison fantôme », se déplacent-ils sans encombre, par train et en vingt-quatre heures, du Lauragais au Rhône pour couvrir la retraite de la 19e armée.

Le soulèvement précoce de la Résistance connaît un échec à peu près complet, accompagné de terribles représailles des Allemands ou de la Milice. En Picardie et dans le Nord, la tentative de soulèvement des FTP locaux se solde par un échec total. De même, les maquis de la vallée de la

Seine, du Morvan, de Lorraine ou des Vosges sont rudement dispersés. Dans le Sud-Ouest, le repli des troupes allemandes donne le signal de l'insurrection. En Corrèze, le chef FTP Jacques Chapou s'empare de Tulle le 8 juin. Mais, dès le 9, les Allemands reprennent la ville et se livrent à de sanglantes représailles pour venger leurs 69 morts des combats : 99 habitants de Tulle sont pendus et 150 autres déportés. Non loin de là, en Haute-Vienne, un sort plus terrible encore attend le village d'Oradour-sur-Glane. En Périgord, les FFI sont plus heureux. Mauriac tombe le 19 juin aux mains de la Résistance qui y maintient jusqu'en août une exemplaire « République de Mauriac ». Mais, pour ces succès ponctuels, combien d'échecs ? Dans le Sud-Est (ainsi en Ardèche) ou dans l'Est (voir la Franche-Comté), le schéma est semblable : une insurrection d'abord réussie, mais suivie d'une contre-offensive allemande accompagnée d'exactions.

Après la percée vers Avranches, les FFI normands et bretons servent d'éclaireurs aux Américains qui pénètrent en Bretagne. Isolées, les forces allemandes fortes de quelque 70 000 hommes se replient alors dans les « poches » de l'Atlantique (La Rochelle, Saint-Nazaire, Lorient, Dunkerque). Bien qu'assiégées par les 75 000 FFI d'une « armée de l'ouest » dépourvue d'armes lourdes, elles ne se rendront qu'à la capitulation de mai 1945. Constatant la force de la Résistance bretonne, Patton (3e US Army) décide de confier aux FFI la couverture de ses arrières à l'ouest, ce qui lui permet d'économiser des forces. Ainsi, seul son 8e corps reste en Bretagne face aux poches allemandes, alors que le 15e corps, qui aurait dû également y cantonner, peut intervenir, le 12 août, pour écraser à Mortain la dernière contre-offensive allemande en Normandie. À partir du 13 août, les forces allemandes du nord-ouest amorcent un repli général, imitées, le 19, par leurs homologues du sud-est. Dès lors, d'immenses portions de territoire couvrant tout le sud, le Massif central, la façade atlantique, l'ouest du Bassin parisien, se retrouvent vides d'Allemands. La Résistance sort de l'ombre et harcèle sans relâche la retraite de la Wehrmacht. Ainsi la colonne Elster, forte de 20 000 hommes, constamment harcelée par les FFI du Limousin et de la Nièvre, finit-elle par se rendre aux Américains le 12 septembre près d'Issoudun. Il est toutefois abusif d'affirmer que la Résistance a « libéré » ces portions de territoire. Profitant du repli allemand qui s'opère en bon ordre, elle occupe plutôt le vide ainsi créé.

L’armée de la libération : une armée en trompe l’œil

En 1945, l’armée française présente un bilan très contrasté. On peut considérer que le CFLN-GPRF a réalisé un miracle en reconstituant, à partir des ruines du désastre de 1940, une armée de plus d’1 million d’hommes. Mais cette armée dépend totalement de l’étranger pour son équipement ; elle est intégrée aux plans alliés ; et elle pèse peu par rapport à l’énormité des forces engagées. En novembre 1918, les armées françaises représentaient 37 % du total des forces alliées ; en mai 1945, on est tombé à moins de 3 %. À la fin de 1944, l’armée française est encore largement celle du plan d’Anfa [7]. Elle aligne 8 vraies divisions combattantes : 7 d’entre elles forment la Ire armée française, commandée par le général de Lattre, elle-même divisée en 2 corps d’armée (Béthouart et Monsabert) et intégrée au 6e groupe d’armées du général américain Devers ; la huitième division d’Anfa est la 2e DB, débarquée début août en Normandie, qui est intégrée à l’armée de Patton [8].

Par le Plan du 30 novembre 1944, le GPRF a prévu de doubler ces effectifs en intégrant les FFL. Ce Plan est d’ailleurs déjà le fruit d’une révision à la baisse des espérances françaises. En effet, un an plus tôt, en octobre 1943, le CFLN avait envisagé le chiffre assez irréaliste de 36 divisions à la Libération. À supposer que les Alliés aient accepté ces prétentions, ils se seraient heurtés à d’insurmontables problèmes de *shipping* pour équiper et transporter une telle masse.

Aussi, plus raisonnablement, le Plan du 30 novembre prévoit-il d’équiper, pour l’été 1945 et grâce au soutien américain, 8 nouvelles divisions (dont 1 blindée et 1 de montagne) pour former une IIe armée française. Malgré les réticences de Washington, le Plan commence à être mis en application par l’« amalgame » des FFI à l’armée régulière. Sept DI sont ainsi créées et engagées face aux poches de l’Atlantique et sur les Alpes. En outre, une DB théorique est également constituée, mais pas réellement équipée, et 2 divisions sont retenues pour être envoyées en Extrême-Orient. Initialement prévues pour participer au combat contre le Japon, ces divisions, dès leur arrivée à l’automne 1945, sont engagées pour reconquérir la péninsule. Le Plan du 30 novembre prévoit encore la formation de 40 régiments non endivisionnés destinés à assurer la sécurité des arrières des forces alliées. À peine le tiers de ces régiments, notoirement sous-équipés, seront finalement formés. À ces forces européennes, s’ajoutent les forces de souveraineté dans l’Empire. Elles rassemblent, fin

1944, environ 350 000 hommes ainsi répartis : 227 000 en AFN (dont 40 000 rapatriés d'Italie et du sud de la France) ; 11 600 en Corse et en Italie ; 31 000 au Levant ; 77 000 en AOF, AEF et à Madagascar ; sans compter les 74 000 soldats d'Indochine (parmi lesquels 20 000 Européens), internés par les Japonais depuis mars 1945 [9].

Le 8 mai 1945, l'armée française aligne donc 18 grandes unités qui regroupent 1,3 million d'hommes. Dans cette masse, pourtant, seules les 8 divisions du Plan d'Anfa présentent une réelle valeur militaire. Les autres unités, faute de matériel, demeurent largement inférieures. Ainsi coexistent en 1945 deux armées : l'une largement d'origine coloniale, fusion des FFL et des ex-forces vichystes, aguerrie et bien équipée, l'autre, son image inversée métropolitaine, d'origine FFI, moins aguerrie et nettement moins bien équipée.

Un récent ouvrage à succès [10] s'est risqué au jeu de l'uchronie, imaginant ce qu'aurait été la guerre avec une armée française continuant le combat après juin 1940. Il en ressort une guerre beaucoup centrée sur la Méditerranée avec une France qui y joue un rôle central. Force est pourtant de constater, dans la « vraie histoire » que, malgré leur dévouement, leur courage et leurs lourdes pertes, les Résistances françaises ne purent effacer l'immense catastrophe que constitua la défaite de 1940. L'apport militaire de la Résistance intérieure consista essentiellement dans la formation de filières d'évasion, la collecte du renseignement et, ponctuellement, le sabotage. Les Forces armées régulières (FFL, puis armée de la libération) participèrent au combat commun, contribuant à freiner les forces de l'Axe (Bir Hakeim, Kasserine), remportant de belles victoires (Tunisie, Cassino, Provence), mais n'offrant qu'une modeste contribution à la victoire finale. Le terrible mot de Keitel à Berlin, le 8 mai 1945 (« Quoi, les Français aussi ! »), excessif, est injuste. Mais l'image d'une France résistante réalisant sa propre libération relève largement du mythe.

20

Les armes miracles allemandes auraient pu tout changer

par Pierre GRUMBERG

Quoi de mieux pour faire décoller la machine à fantasmes que de la peindre aux couleurs du IIIe Reich ? C'est très précisément ce que fait le magazine *Le Point* [1] dans un article publié le 8 mai 2014 à l'occasion de la commémoration de la victoire alliée en Europe. Illustré d'une soucoupe volante de 50 mètres de diamètre portant la croix noire de la Luftwaffe, l'article traite essentiellement de l'opération *Paperclip* (« trombone »), vaste rafle organisée par l'Office of Strategic Studies (OSS, organisme précurseur de la CIA) pour rapatrier outre-Atlantique les ingénieurs et scientifiques ayant collaboré à l'effort de guerre nazi.

Un effort bien digne d'intérêt, souligne l'auteur de l'article : « À l'intérieur de ce département extraordinaire [un mystérieux “bureau de développement IV SS”, ou *SS-Entwicklungstelle-IV,* dont il n'existe pas de traces dans les organigrammes, Ndlr] on compte de multiples expérimentations parfois sidérantes, à l'image du *Landkreuzer P. 1000 Ratten*, véritable croiseur terrestre de 1 000 tonnes […]. L'imagination créative des chercheurs nazis ne se résume pas à des engins destinés à l'armée de terre. En effet, ces derniers investissent pareillement le champ de l'aéronautique. On pense notamment à l'aile volante à réaction Ar E-*555* de la firme Arado dont le rayon d'action est censé permettre à cet appareil d'atteindre la côte est des États-Unis et de pilonner cette zone avec 4 000 tonnes [*sic*] de bombes, voire une hypothétique bombe atomique. » Le journaliste précise que le ministère de l'Air du Reich ordonne l'arrêt du projet le 28 décembre 1944, mais ces recherches ne sont pas perdues pour tout le monde, puisque les Américains recrutent les « développeurs de ce prototype de bombardier stratégique qui […] ouvre la voie des années plus tard à la création du bombardier furtif B-2 Spirit qui effectuera son premier vol le 17 juillet 1989 ». Après quoi l'auteur évoque divers « prototypes » de soucoupes volantes, puisant dans les références diffusées sur les

innombrables sites de référence pour ufologues, amateurs d'occultisme, néonazis et conspirationnistes.

Qu'un magazine comme *Le Point* ait publié un tel article dans sa rubrique « Histoire » est significatif : dès qu'on aborde le sujet des « armes miracles » allemandes, ou *Wunderwaffen,* tout devient crédible, même des soucoupes volantes capables de filer à « au moins » 7 000 km/h, ou encore des bases secrètes en Antarctique, comme elles sont décrites sur le site [2] qui a dû servir de source au *Point.* Si l'article est bourré d'invraisemblances, il présente l'intérêt de cumuler tous les mythes et croyances sur les armes nazies : la supériorité technologique du Reich, sa capacité à dominer tous les domaines, la main des SS dans les recherches les plus avancées, l'identification des vedettes – le « redoutable » char Tigre, le « non moins performant » chasseur Messerschmitt Me-262 –, les projets les plus délirants comme le *Ratte*, ou l'*Amerikabomber* d'Arado. L'heureux paradoxe dans cette affaire est qu'Hitler et ses super-ingénieurs aryens aidés par les *aliens* ont quand même perdu la guerre.

Une invention de la propagande nazie

Mais que sont au juste ces redoutables *Wunderwaffen* ? Les Allemands n'en donnent pas de définition officielle. Dans son discours du 5 juin 1943 prononcé au *Sportpalast* de Berlin, le ministre de l'Armement Albert Speer fait à onze reprises allusion à des « armes nouvelles », expliquant que la technologie et la qualité peuvent contrebalancer, voire vaincre, les masses. La première mention d'« arme miracle » apparaît, semble-t-il, dans un article signé par Harald Jansen, un des sbires de Goebbels au ministère de la Propagande, dans l'hebdomadaire *Das Reich* du 2 juillet 1944. L'auteur, qui dresse un premier bilan – évidemment positif – du bombardement de Londres par les V-1 démarré le 13 juin, fait suite aux avertissements lancés contre Londres par son patron le 16 avril 1944, en annonçant une prochaine revanche. Dans le même journal, Goebbels utilise le 23 juillet suivant le terme d'« arme de représailles » (*Vergeltungswaffe*) et menace Londres : « Notre campagne de revanche n'est pas terminée, elle ne fait que commencer. Les experts militaires de partout sont de l'opinion que nos armes de représailles sont une révolution dans la technologie militaire. Que diront-ils quand nos armes nouvelles et encore plus impressionnantes entreront en service ! »

Armes secrètes, armes nouvelles, armes miracles ou de représailles… La terminologie ne suffit pas à définir le contour précis de l'arsenal. Wikipédia, bon indicateur du savoir généralement partagé, fait des *Wunderwaffen* un vaste bazar. On y trouve en effet de tout : des systèmes d'armes monumentaux (les supercuirassés de la classe H, jamais construits) jusqu'au viseur infrarouge pour char *Panther* (une cinquantaine probablement utilisés au combat en 1945), en passant par le fusil à tirer dans les coins (le *Krummlauf*, canon tordu à adapter sur le fusil d'assaut StG 44 pour le combat de rue). Faute de raton-laveur, on se contentera du *Ratte* évoqué par *Le Point* (un engin absurdement lourd et vulnérable, resté évidemment au stade de projet), flanqué d'une souris (le *Maus*, un tank de 180 tonnes armé de deux canons de 128 mm ; deux prototypes construits, un seul terminé…).

Dans le vaste fourre-tout décoré d'une croix gammée, on se contentera de noter que certaines armes mentionnées figurent surtout sur la liste en vertu de leur taille, de leur exotisme ou de leur arrivée tardive. C'est le cas du porte-avions *Graf Zeppelin* (lancé en 1938, jamais terminé), du Focke-Wulfe Ta-152 (ultime développement du chasseur FW-190 ; environ quarante livrés début 1945), du Heinkel He-111Z *Zwilling* (tracteur de planeur constitué de deux He-111 accolés ; douze construits) et du Messerschmitt Me-323 *Gigant* (transport hexamoteur lourd et lent ; cent quatre-vingt-dix-huit construits). Faute d'ouvrages présentant une synthèse convaincante, la masse présentée par Wikipédia permet d'extraire quelques chiffres indicatifs.

Une fois exclues les « armes fictives » et la Grosse Bertha de la guerre précédente, le site liste cent dix-huit entrées. Dans cette masse, 41,5 % des armes n'ont pas dépassé le stade de la planche à dessin, 28,8 % ont atteint le stade du prototype, 7,6 % celui d'une production en série et 22 % celui du combat. Ce dernier chiffre est cependant à manier avec prudence : il s'agit dans l'immense majorité des cas d'une poignée de missions ou de tirs réels. En fait, seules une demi-douzaine d'armes véritablement innovantes – sur lesquelles nous reviendrons – ont servi à grande échelle : le fusil automatique Sturmgewehr 44 (ou StG 44), le chasseur à réaction Messerschmitt Me-262, les missiles Fieseler Fi-103 (alias V-1) et Aggregat A4 (alias V-2), les bombes antinavires téléguidées Fritz X et Henschel Hs-293. Cette liste valide d'ailleurs celle des secteurs clés de l'excellence allemande : armes légères, avions à réaction (trente-six projets, soit

30,5 %), armes guidées (trente et un projets, soit 26,2 %). On y ajoutera les sous-marins (neuf projets, soit 7,6 %).

La machine industrielle allemande a des ratés

Le résultat final étant connu – la capitulation sans conditions le 8 mai 1945 –, le jeu de savoir si cet arsenal plus ou moins virtuel aurait pu renverser le cours des opérations repose d'abord sur un allongement possible du conflit : le Reich aurait-il pu survivre à l'été 1945, voire subsister jusqu'en 1946, le temps de laisser aboutir les redoutables et spectaculaires projets annoncés par Goebbels ? Difficile de répondre autrement que par la négative. Le plus étonnant, en fait, est que l'Allemagne n'ait pas déposé les armes avant. Au vu de la situation en août 1944, une capitulation à Noël n'aurait rien eu d'impossible. Et si le Reich survit jusqu'au printemps 1945, il est à bout, à court d'hommes, de ressources matérielles et d'essence. Seule la terreur inspirée par l'Armée rouge empêche sa désintégration.

Si toute extension du conflit est exclue, peut-on imaginer que les ingénieurs du Reich aient pu parvenir *avant* à des résultats plus significatifs, si, hypothèse souvent émise, les nazis et en particulier Hitler n'avaient pas gêné les ingénieurs par leurs interventions intempestives ? L'ennui de cette argumentation est que c'est le régime – et Hitler personnellement – qui a ordonné au premier chef la prolifération des *Wunderwaffen*. Ensuite, il faudrait imaginer une économie dirigée par des nazis compétents, deux termes qui vont mal ensemble – et quand Speer se présente en février 1942 à la place du défunt Fritz Todt, il est déjà bien trop tard. La réalité, en fait, est que l'appareil de production du Reich aurait été incapable de sortir plus vite et en nombre plus grand les fameuses armes miracles.

Bien loin de l'image de performance aujourd'hui répandue sur les usines d'outre-Rhin, l'industrie allemande pendant la guerre présente un bilan désastreux. Les raisons de ce fiasco sont multiples et toujours discutées : séquelles de la crise économique, délais de préparation insuffisants, planification erratique, bureaucratie excessive, rivalités entre baronnies nazies (Himmler, Goering, Todt, Sauckel…), mobilisation massive de la main-d'œuvre pour la Wehrmacht, rivalité des bureaux d'études et des constructeurs, gaspillage de ressources, et aussi, c'est vrai, mais avec un impact bien moins important qu'on ne l'a dit, décisions intempestives du

Führer… Ce que le grand historien britannique Richard Overy (voir bibliographie sélective) ajoute enfin – et surtout – à la liste, c'est l'influence néfaste de l'armée.

Contrairement aux États-Unis, où la production est standardisée et centralisée dans les mains d'experts civils, les militaires interviennent en Allemagne à tous les niveaux, réclamant sans cesse des modifications qui ralentissent les lignes de montage. Ces perturbations sont aggravées par l'obsession que les militaires allemands éprouvent pour la technologie depuis la Première Guerre mondiale – les *Pariserkanone*, pièces à très longue portée connues à tort sous le nom de Grosse Bertha, en sont le meilleur exemple. Résumée dans le discours d'Albert Speer évoqué au tout début de ce texte, la croyance que la qualité suffit à pallier la quantité justifie l'infernale multiplication de projets, prototypes et minuscules séries. Le bonheur des maquettistes et des revues spécialisées est garanti, mais pas la production de masse.

Des engins développés par l'armée à son propre détriment

L'aviation est le plus parfait exemple de la gabegie. La production allemande est anémique et ne décolle pas avant 1943, alors que la guerre est déjà perdue. Le Reich, qui sort environ 11 000 appareils en 1940 n'en sort que 15 400 en 1942, quand le Royaume-Uni passe de 15 000 à 23 700, les États-Unis de 6 100 à 85 900, l'URSS de 10 600 à 34 900 [3]. En 1943, alors que Speer tente d'y mettre de l'ordre, le ministère de l'Air (*Reichsluftfahrtministerium*) gère 425 types et variantes d'avions… Si Speer, expert hors norme, parviendra à dépasser en 1944 la production britannique – en nombre absolu, car l'industrie d'outre-Manche se focalise désormais sur les quadrimoteurs –, la passion des *Wunderwaffen*, relancée par les délires d'Hitler et la panique de ses sbires, reprend de plus belle, au plus grand détriment des besoins militaires réels.

Loin de représenter un bonus pour le Reich, les armes miracles plombent en effet son effort. Selon la *Strategic Bombing Survey* (étude sur le bombardement stratégique) rédigée en septembre 1945 par les Américains, les nazis auraient englouti dans les missiles V-1 et V-2 les ressources nécessaires pour la construction de 24 000 chasseurs. La nécessité d'abriter les sites de fabrication des bombardements impose le creusement d'énormes galeries. C'est une des raisons pour lesquelles certains programmes de

Wunderwaffen sont confiés aux SS. À l'exception de certains ingénieurs clés à qui des grades sont tardivement attribués, leur compétence est limitée. Mais ils sont cependant idéologiquement « sûrs » – Hitler se méfie de l'armée, surtout après l'attentat du 20 juillet 1944 – et, surtout, ils gardent la haute main sur la main-d'œuvre servile sans laquelle rien n'est possible. Soixante mille déportés vont ainsi travailler sur le complexe souterrain de Mittelbau-Dora, près de Nordhausen, centre de production des armes V. Un tiers d'entre eux y mourront. À la protection passive des usines s'ajoute la protection active assurée par une précieuse DCA, et un coût démesuré en explosifs, dont la Wehrmacht est désespérément à bout. Les rédacteurs notent enfin que des ingénieurs qui travaillent à l'été 1943 au projet de missile antiaérien *Wasserfall* sont redirigés sur le projet V-2. Non seulement les *Wunderwaffen* privent le Reich de précieuses ressources, mais elles se cannibalisent entre elles !

Admettons qu'Albert Speer arrive aux commandes plus tôt : les *Wunderwaffen* se seraient-elles montrées à la hauteur ? La réponse à la question force d'abord à réviser le mythe bien installé de la supériorité technologique allemande. Grand pays de science, notamment de la physique – jusqu'à ce que les nazis chassent les meilleurs chercheurs chez leurs futurs ennemis –, l'Allemagne égale, voire dépasse les Alliés dans bien des domaines. Pas forcément cependant grâce à la technologie : ce qui fait la supériorité ponctuelle de certains armements allemands est plutôt dû à une compréhension profonde du combat au niveau tactique.

Le meilleur exemple se voit dans les chars : c'est le concept d'une tourelle à trois servants – contre un homme à tout faire sur les chars français – et l'équipement systématique en radio qui fait la supériorité du Panzer III en 1940, pas l'armement ou le blindage, très moyens. La supériorité si vantée du Panzer V *Panther* doit bien moins à la supériorité technologique qu'à des choix qualitatifs – surblindage, canon, optique de pointe – coûteux au détriment de la quantité, ce qui a déjà été évoqué plus haut. Le Reich en produit environ 6 000, quand les Américains sortent 49 000 M4 *Sherman* et les Soviétiques 64 500 T-34. On pourra toujours expliquer que la Wehrmacht avait de bonnes raisons de faire ce choix : un char plus lourd doté d'une bonne allonge est en effet redoutable en défense. Mais le combat blindé ne se résout pas à une série de duels, et le *Panther* a été défait sur le terrain.

L’aviation allemande, quant à elle, n’est pas meilleure que celle des Alliés. Le Messerschmitt Bf 109, qui rivalise avec le Spitfire en 1940, est dépassé en 1945. Les bombardiers moyens sont… très moyens – à l’exception du Junkers Ju 88 –, et Heinkel rate par excès d’ambition technologique l’unique bombardier lourd développé. La Luftwaffe, de toute la guerre, ne profite en nombre que d’un seul type de monomoteur à haute performance capable de suivre les progrès des chasseurs anglo-américains : le Focke-Wulfe 190. Dans bien des domaines, comme celui de l’électronique, les Alliés ont plusieurs longueurs d’avance. Les antennes radar qui ornent le nez des chasseurs de nuit à croix noires en 1944-1945 ne sont pas une preuve de technicité, mais plutôt l’aveu d’un retard : les antennes des avions britanniques, plus performantes, sont abritées par des radômes depuis 1942, au grand bénéfice de l’aérodynamisme.

La Wehrmacht est en 1945 la moins bien équipée de toutes les armées

En vérité, la Wehrmacht de 1944-1945 n’a rien d’une force ultramoderne. L’immense majorité des troupes combattent avec l’équipement de 1940. Ainsi le char le plus fabriqué reste-t-il le Panzer IV (7 715 produits, contre 4 284 *Panther* sur les deux années), basé sur un modèle de 1936. La logistique des divisions d’infanterie – et même des *Panzerdivisionen* en 1945 – reste hippomobile, ce qui permet aux aviateurs alliés d’identifier les colonnes allemandes : chez les Alliés, les chevaux sont sous le capot. Le fusil du fantassin reste le Karabiner 98k à réarmement manuel, dérivé d’une arme de 1898, et toute l’artillerie date du début des années 1930. Voilà les véritables armes avec lesquelles le *landser* se bat, quand il n’hérite pas d’une pétoire saisie à l’ennemi.

Est-ce à dire que la réputation des armes allemandes est totalement usurpée ? Non, bien sûr. Il faut reconnaître aux ingénieurs d’outre-Rhin des secteurs d’excellence qui assurent à la Wehrmacht un avantage tactique pendant toute la guerre. L’artillerie antichar, excellente et servie par des optiques de visée incomparables, ne sera jamais égalée par les Alliés. Les ateliers du Reich conçoivent également les meilleures armes automatiques. La mitrailleuse MG-42 est l’une des clés de la supériorité de feu de la section d’infanterie, par sa cadence de tir dévastatrice : 1 200 coups/minute, deux fois plus que la M1919 américaine. Le fusil StG 44 de Hugo Schmeisser, une des rares *Wunderwaffen* réussies et distribuées en nombre

(426 000 exemplaires), est à l’origine de tous les fusils d’assaut actuels. Son principe combine les atouts du pistolet-mitrailleur – munitions allégées donc dotation supérieure, faible encombrement, tir automatique – et du fusil – précision et puissance d’arrêt aux portées réelles du combat, soit 200 mètres. On note toutefois que la technologie, comme dans le cas du Panzer III évoqué plus haut, intervient moins que l’intelligence conceptuelle et le sens tactique.

Les autres secteurs d’excellence de l’ingénierie allemande accouchent logiquement des *Wunderwaffen* les plus abouties. C’est le cas des avions à réaction, bien sûr, un secteur où l’Allemagne est pionnière. En 1939, le Heinkel He-178, développé en fonds propres, est le premier avion à prendre l’air propulsé par le turboréacteur de l’ingénieur Hans Pabst von Ohain. En parallèle, le ministère de l’Air développe des projets qui vont aboutir au fameux biréacteur Messerschmitt Me-262. Cet appareil mythique est souvent présenté comme « l’avion qui aurait pu changer le cours de la guerre ». Tout réside dans le conditionnel.

Sur le papier, le Me-262 apparaît redoutable, avec sa vitesse en palier supérieure de 150 km/h au meilleur avion allié – 870 km/h en altitude, là où opèrent les bombardiers qui sont ses proies – et son armement imposant – quatre canons de 30 mm, dont deux ou trois obus suffisent à détruire un quadrimoteur. Un examen attentif montre cependant d’importantes faiblesses. La première est le manque de maturité du réacteur Junkers Jumo 004-B1. Si la poussée est correcte (8,8 kN), il répond lentement aux remises de gaz, s’éteint intempestivement ou prend feu, ce qui fait du Me-262 un avion très dangereux au décollage et à l’atterrissage. En outre, le Jumo 004, s’il est relativement simple à construire, souffre de la pénurie de métaux qui frappe le Reich et dégrade la qualité : sa durée de vie ne dépasse guère dix heures. C’est la faiblesse de ce moteur, bien plus que le désir d’Hitler de faire de l’avion un bombardier, qui retarde le programme.

Avions à réaction et armes V : beaucoup de projets en l’air

Loin d’être prêt, le Me-262 est poussé au combat à l’automne 1944 dans des conditions inacceptables pour les Alliés – le *Meteor* britannique, en service en juillet, est cantonné à l’interception des V-l. Les chiffres communiqués par le *Kommando Nowotny*, première unité véritablement opérationnelle le 3 octobre 1944, sont éloquents. Au 1er novembre, il

revendique vingt-deux victoires, mais il a perdu quinze avions sur trente, neuf par accident et six au combat, essentiellement au décollage, quand les chasseurs alliés qui ont identifié le nid peuvent profiter de la faible vitesse du Me-262. Walter Nowotny, le patron aux deux cent cinquante-huit victoires, est descendu le 8 novembre après une défaillance de réacteur. Il ne reste alors au *Kommando* que trois appareils en état de vol. Début 1943, la Luftwaffe dispose d'environ deux cents Me-262 opérationnels, dont une quarantaine peuvent être engagés simultanément en mars. Les résultats sont intéressants, mais ne font que vider d'une goutte l'océan de bombes qui tombe sur le Reich.

Au final, les 1 430 Me-262 construits n'ont aucun impact sur les opérations : leurs succès sont si anecdotiques qu'ils n'apparaissent même pas dans les statistiques. Le ciel de l'Allemagne, en 1943, n'a jamais été plus sûr pour les quadrimoteurs de l'USAAF : le taux de perte mensuel – toutes causes confondues – est inférieur à 1 % en février 1943, contre 2,73 % un an avant. Produire plus de Me-262 n'aurait pas conduit très loin : l'Allemagne est à court de carburant et de pilotes à l'automne 1944. Il aurait fallu pour changer le cours des opérations aériennes que le Me-262 entre en service en masse *avant* que l'aviation américaine ne lance, au printemps 1944, la grande offensive qui la rend maîtresse du ciel et ne s'attaque à la production d'essence synthétique sans laquelle aucun avion ne vole. La remarque vaut pour tous les autres appareils à réaction, qu'ils soient produits – en minuscules séries, comme le bombardier Arado Ar-234 et le chasseur Heinkel He-162 – ou restés sur les planches à dessin.

Le fameux *Amerikabomber* évoqué par *Le Point* n'est qu'un de ces projets. Expliquer qu'il aurait pu servir de vecteur à une « hypothétique » bombe A s'il avait volé revient à paraphraser la blague des temps de pénurie : « Je te ferais une omelette au lard si j'avais des œufs, mais j'ai pas de lard. » Quand à en faire le précurseur du bombardier furtif B-2, c'est ignorer que Northrop, aux États-Unis, fait décoller des ailes volantes propulsées et lance un projet de bombardier stratégique (le XB-35) dès 1941, avant même que la guerre ne soit déclarée et que les recherches allemandes ne soit découvertes.

À côté de l'aviation, le grand secteur de développement des *Wunderwaffe* est celui des armes guidées, à commencer par les fameux V-1 et V-2. On a vu les efforts que le Reich avait investis dans ces engins. Mais pour quel résultat ? Techniquement, le Fieseler Fi-103 V-1 est une arme

astucieuse : un avion sans pilote, propulsé par un réacteur très simple appelé pulsoréacteur – dans lequel la compression du mélange air-carburant est assurée par l'avancement, ce qui suppose de catapulter l'engin pour lui donner une vitesse suffisante. L'ennui est que cette machine est très peu fiable, n'a qu'un rayon d'action limité (250 kilomètres), que ses rampes de lancement sont vulnérables, que sa précision est nulle, que l'appareil vole bas et (relativement) lentement, ce qui rend possible une interception – en août 1944, soit un mois et demi après le début de la campagne de bombardement, 80 % des V-1 lancés sont ainsi abattus. Enfin, et surtout, sa charge destructrice est limitée à 850 kilos. Si les V-1 font tout de même 10 000 morts, essentiellement des Londoniens et des Anversois, jamais ils n'auront d'influence sur la détermination des Alliés. Comment pourrait-il en être autrement ? La *totalité* des 30 000 V-1 construits représente 25 500 tonnes d'explosifs, soit 2,8 % du tonnage largué par les Anglo-Américains sur l'Allemagne en 1944.

Il en va de même pour l'Aggregat A4 (ou V-2). Percée technologique historique, il est à la base de tous les missiles balistiques et des fusées civiles – Walter Dornberger et Wernher von Braun, l'organisateur et l'inventeur, finiront tous deux aux États-Unis. Le V-2 vole pour la première fois le 3 octobre 1942, ce qui est remarquable. Avec sa trajectoire culminant à 80 kilomètres d'altitude, il est impossible de l'intercepter et sa portée de 320 kilomètres est un peu meilleure que celle du V-1. Reste que, militairement, le V-2 n'est en fin de compte qu'une bombe de 1 000 kilos très imprécise et peu fiable. Aucun des onze missiles tirés le 17 mars 1945 sur ordre d'Hitler contre le pont de Remagen, saisi sur le Rhin par les Américains, ne tombe à moins de 200 mètres de l'objectif. Sur les 5 200 V-2 construits, 3 172 sont tirés, surtout, là aussi, sur Londres et Anvers (soixante-seize sur la France, dont vingt-deux sur Paris), faisant environ 5 000 morts. Au total, l'ensemble des engins représente un potentiel explosif de 5 200 tonnes, soit 0,56 % du tonnage largué en 1944 par les Alliés, 6 % du tonnage total déversé sur Berlin ou encore un peu plus de la moitié du tonnage largué lors de la grande offensive contre Hambourg, du 24 juillet au 3 août 1943.

Armes guidées et sous-marins : de vraies réussites, mais trop tardives

Le Reich avait-il les moyens de développer des missiles plus puissants capables de franchir l’Atlantique ? On a beaucoup glosé sur la fusée A9/A10, baptisée *Amerikarakete* (fusée Amérique). Cet engin n’aurait dû voler cependant qu’en 1946, et rien ne prouve qu’il aurait répondu aux attentes. Quand bien même aurait-il parfaitement réussi que sa charge explosive n’aurait pas donné de meilleurs résultats que les V-1 et V-2. Après que Londres, Berlin et Tokyo eurent été dévastées par des tonnages d’explosifs et d’incendiaires bien supérieurs sans changer la détermination des pouvoirs politiques, on ne voit pas en quoi frapper New York de quelques grosses bombes aurait pu changer le cours de la guerre. Il aurait fallu pour cela doter les missiles de têtes atomiques, voie sur laquelle les Allemands avaient totalement échoué.

Les autres armes guidées n’ont guère plus de succès, sinon moins. Le missile *Wasserfall* est un missile antiaérien à guidage manuel puis radar très prometteur. Mais le chef de projet est tué par un bombardement en 1943, l’équipe amputée pour alimenter le projet V-2, et l’arme, pourtant testée en 1944, n’est pas prête à la fin de la guerre. Non seulement l’industrie allemande n’aurait pu la fabriquer en nombre suffisant, mais les Alliés auraient certainement mis au point des contre-mesures électroniques. C’est ce qu’ils ont fait pour contrer la bombe téléguidée Ruhrstahl SD 1400X, alias « Fritz X », et le missile Henschel Hs-293. Ces deux armes antinavires assez bon marché parviennent dès 1943 à endommager ou détruire une trentaine d’unités, dont le cuirassé italien *Roma* coulé par une « Fritz ». L’ennui est que la Luftwaffe n’a déjà presque plus de bombardiers en 1943, et que les Alliés parviennent vite à brouiller le guidage. Ces engins se trouvent de la sorte incapables de gêner le débarquement en Normandie. Là encore il s’agit d’une impasse.

Pour en finir avec l’arsenal conditionnel de l’Allemagne nazie, il faut tout de même évoquer un de ses plus beaux fleurons : le *U-Boot* de type XXI, modèle dont s’inspireront tous les sous-marins classiques d’après guerre. Comme dans le cas du char Panzer III ou du StG 44, la prouesse ne réside pas ici dans une percée technologique, mais plutôt dans l’intégration optimale de solutions éprouvées au sein d’un engin révolutionnaire. Propulsion diesel-électrique, Schnorchel, torpilles autoguidées, sonar et même radar, tout existe avant le type XXI. L’idée géniale est de stocker une énorme réserve d’électricité dans une coque agrandie optimisée pour la vitesse en plongée – les sous-marins à l’époque méritent en effet plutôt

l'appellation de submersibles, optimisés pour naviguer en surface, avec des immersions occasionnelles. Le type XXI, deux fois plus gros que le type VII classique de la Kriegsmarine (1 819 tonnes de déplacement contre 871 tonnes), contient aussi trois fois plus de batteries. Ce qui lui permet d'atteindre 17 nœuds en plongée, contre 10 pour le type VII, et, surtout, d'égaler, voire de dépasser, la vitesse des corvettes alliées chargées d'assurer la sécurité des convois. Outre la capacité à attaquer et à se dérober en échappant à l'escorte, un surcroît de batteries bénéficie à l'autonomie en immersion : 630 kilomètres contre 150 pour le type VIL Le navire peut ainsi rester à l'abri. Il ne devient vulnérable que lorsque son Schnorchel émerge, cinq heures durant, pour recharger les accus.

Rapide, silencieux, armé de six tubes et vingt-trois torpilles autoguidées, le type XXI aurait-il pu renverser le cours de la guerre en coupant le cordon ombilical avec l'Amérique ? La réponse est simple : non. Et pour une foule de raisons. Le premier motif, commun à la quasi-totalité des *Wunderwaffen,* est que les travaux démarrent trop tard. Commandé le 6 novembre 1943, le premier de la série, le *U-2501,* n'est lancé sur les chantiers Blohm & Voss de Hambourg que le 12 mai 1944, pour une entrée en service – théorique ! – le 27 juin. Les Alliés ont alors débarqué en Normandie… Speer tente bien d'accélérer la production en la confiant en parallèle à des ateliers multiples. Mais les pièces, préfabriquées avec des tolérances trop grandes, s'assemblent mal. Et les délais, au lieu d'être raccourcis, s'allongent en conséquence. Au final, des cent dix-huit navires terminés sur les 1 170 commandés, quatre sont opérationnels le 8 mai 1945, mais aucun n'a l'occasion de tirer – six exemplaires d'une version côtière du même concept, le minuscule type XXIII, parviennent cependant à couler quatre navires.

Speer aurait-il réussi son pari de production que cela n'aurait d'ailleurs rien changé. Les sous-marins, pour opérer efficacement contre les convois alliés, auraient eu besoin de bases sur l'Atlantique, dont la Kriegsmarine est privée dès l'été 1944. En outre, la glorieuse *U-Bootwaffe* de 1942 n'est plus qu'une ombre. Plus de huit sous-mariniers sur dix ont disparu et les équipages miraculés sont insuffisants pour armer une vaste flotte. Pour finir, on sous-estime comme toujours la capacité de réponse des Alliés. Bien plus avancés en matière de sonars et de radars, ils disposent eux aussi de torpilles autoguidées et ont tout à fait les capacités à trouver une parade.

N’en déplaise aux nostalgiques du IIIe Reich ou aux passionnés de technologie mortifère, aucune arme n’aurait pu changer le cours de la guerre. Si le Reich était en avance dans certains domaines, il n’avait ni les capacités industrielles ni les ressources pétrolières ou humaines indispensables pour gagner un conflit contre les États-Unis, l’URSS et l’Empire britannique. Les *Wunderwaffen* n’y auraient rien changé, comme d’ailleurs aucune arme n’a permis à elle seule de remporter un conflit. Même le cas exceptionnel de la bombe atomique prête toujours à discussion. En fin de compte, les armes miracles des nazis ont été moins destinées à cibler les Alliés qu’à bombarder les civils allemands de fausses bonnes nouvelles. Peut-être les citadins survivants dans les ruines de Dresde, Hambourg ou Berlin y ont-ils trouvé du réconfort, peut-être avaient-ils besoin d’y croire. Mais pourquoi s’obstiner à avaler les bobards de Goebbels soixante-dix ans après ?

21

L’Allemagne a perdu la guerre à cause d’Hitler

par Benoist Bihan

Il s’agit sans doute de l’un des mythes les plus tenaces de l’histoire de la Seconde Guerre mondiale : Adolf Hitler serait le seul responsable de la défaite de l’Allemagne qui, sans lui ou s’il avait accepté de ne pas se mêler directement de la conduite de la guerre, aurait pu l’emporter sur les puissances alliées. Disons-le d’emblée, cette thèse ne tient pas. Non qu’Hitler ne porte pas une responsabilité écrasante non seulement, bien sûr, dans le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale en Europe, dont on peut soutenir qu’elle n’aurait pas eu lieu sans lui [1], mais aussi dans la défaite finale et la chute du IIIe Reich. Rejeter sur Hitler le poids de la défaite de l’Allemagne nazie n’en demeure pas moins un non-sens historique.

Affirmer qu’Hitler est le seul responsable de la défaite allemande suppose en effet d’accepter comme vraies ces quatre propositions : un, il est possible d’envisager une autre conduite de la guerre par l’Allemagne que celle choisie par Hitler ; deux, il n’existe aucun facteur interne à la défaite allemande qui ne soit pas imputable à Hitler et à son action ; trois, la défaite de l’Allemagne doit tout aux actions du camp allemand, et rien à celles des Alliés ; quatre, l’Allemagne aurait pu gagner la Seconde Guerre mondiale. Or, aucune de ces propositions ne résiste à l’analyse.

L’Allemagne en guerre ne peut s’envisager sans Hitler

Défendre la première suppose en effet que la conduite par l’Allemagne de la Seconde Guerre mondiale puisse être séparée des desseins du Führer. Son action serait alors venue perturber la « bonne » conduite stratégique de la guerre. Or, tel n’est pas le cas. À la fin de l’année 1938, après avoir emporté une série de paris politiques et stratégiques, tant à l’intérieur de l’Allemagne qu’à l’extérieur [2], Hitler émerge comme le seul maître du IIIe

Reich. Le pouvoir au sein du régime s'y organise en effet comme un enchevêtrement de réseaux de pouvoirs qui, tous, remontent au seul Hitler. Le chancelier et chef du parti nazi est également juge suprême et *Führer und Oberster Befehlshaber der Wehrmacht* – « guide et commandant en chef des forces armées ». Toutes les instances impliquées dans la coordination et l'exécution de l'effort de guerre – militaire, économique, idéologique – lui sont directement soumises [3]. De cette position dominante, Hitler va s'employer à guider son pays dans le « combat pour la survie » qu'il entend livrer pour mener l'Allemagne nazie à la domination mondiale, avec pour seules issues possibles la victoire ou la destruction. Pour cela, il entend en particulier, par la conquête territoriale et le génocide des populations occupant les zones conquises, doter la « race des seigneurs » allemande d'un « espace vital », un *hinterland*, d'où le Reich pourrait non seulement prospérer, mais devenir la superpuissance dominante de l'Eurasie et, partant, du monde.

C'est ce projet idéologique qui tient lieu de but de guerre au IIIe Reich, et qui façonne l'ensemble de la stratégie allemande, une entreprise favorisée par la concentration des pouvoirs opérée par Hitler en 1938. Il n'existe pas d'autre projet politique ni d'alternative stratégique jusqu'en 1945. Plus encore, les hommes qui servent le régime nazi, militaires ou civils, acceptent implicitement de mettre en œuvre ce projet. C'est particulièrement le cas pour les officiers à partir de 1934, lorsque – à l'initiative des généraux Werner von Blomberg, ministre de la Défense, et Walter von Reichenau, chef du bureau ministériel du ministère de la Défense (*Chef des Ministeramtes im Reichswehrministerium*) – ceux-ci doivent prêter serment d'allégeance à la personne d'Hitler. Affirmer qu'Hitler serait venu perturber un effort de guerre rationnel, dont l'objectif n'aurait été que la défaite militaire des différents adversaires de l'Allemagne, n'a donc aucun sens.

Dès lors, dans quelle mesure Hitler a-t-il entravé ses propres projets « stratégiques » ? La réponse est : très peu. En traçant la guerre à grands traits, le Führer a au contraire poursuivi avec constance ses objectifs jusqu'à la défaite de Stalingrad, en 1943. Jusqu'en juin 1941, il s'efforce avec un relatif succès d'expédier ses victoires à l'ouest pour créer les conditions de son grand projet : l'invasion de l'URSS. Il est dans ce cadre difficile de ne pas juger favorablement son choix de soutenir le projet de plan d'attaque contre la France et le Bénélux élaboré par le futur maréchal Erich von

Manstein, contre l'avis d'une large part de l'establishment militaire allemand [4]. L'on peut de même affirmer que ses efforts diplomatiques pour obtenir une paix séparée avec le Royaume-Uni, puis sa tentative d'exercer sur Londres une coercition militaire – en combinant la mise hors de combat de ses forces aériennes à la menace d'un débarquement – pour obtenir ce même résultat, même si elle n'a pas été couronnée de succès, est stratégiquement justifiée. De même, l'échec de cette stratégie explique la décision de développer une stratégie « indirecte » en Méditerranée aux côtés des Italiens, avec lesquels l'alliance cesse alors d'être défensive – Rome sécurisant le flanc sud de l'Allemagne – pour devenir offensive, toujours pour faire plier où à défaut rendre inoffensif le Royaume-Uni. La décision d'envahir malgré tout l'URSS se justifie elle aussi, encore une fois en prenant pour base de l'élaboration de la stratégie allemande le projet idéologique nazi.

La conduite par Hitler de la guerre en URSS est, de même, relativement cohérente jusqu'à Stalingrad. Ainsi sa décision, le 18 décembre 1941, d'interdire « de plus larges mouvements de retraite » et de « contraindre la troupe à une résistance fanatique sur ses positions, sans considération pour les percées ennemies sur les arrières ou les flancs » face à la contre-offensive soviétique lancée devant Moscou, a-t-elle été efficace. Les môles défensifs fixes formés par les unités allemandes ont en effet joué le rôle de « brise-lames » contre les pointes offensives de l'Armée rouge, préservant la cohérence du secteur central du front allemand. On voit en effet mal comment une défense mobile aurait pu être entreprise par une *Ostheer* à bout de forces, largement privée de blindés – en panne ou endommagés – et d'effets hivernaux. Ce *Haltbefehl* (littéralement « ordre d'arrêt ») ne peut en tout état de cause être porté au passif d'Hitler, pas davantage d'ailleurs que l'arrêt des pointes allemandes devant Dunkerque un an et demi auparavant : ce premier *Haltbefehl*, on le sait aujourd'hui, n'est pas venu du Führer, mais du chef du groupe d'armées A, von Rundstedt – qui s'en défaussera après guerre sur Hitler –, et du patron de sa 4e armée, von Kluge, et redevient dans tous les cas cohérent si on l'intègre dans la volonté d'Hitler de ménager les Britanniques. Sa principale faute jusqu'à Stalingrad, sa valse-hésitation entre Leningrad, Moscou et l'Ukraine à l'été 1941, si elle n'est certes pas sans conséquences, ne coûte pas la guerre à l'Allemagne : elle résulte en réalité de la reconnaissance par Hitler que la guerre à l'est ne sera pas réglée en une seule campagne.

Certes, sa conduite stratégique et opérationnelle à partir de l'automne 1942 peut conduire à affirmer que le Führer perd bel et bien la guerre entre septembre et novembre 1942. Mais il est en réalité plus juste d'affirmer que la Wehrmacht ne peut l'emporter et que l'Armée rouge ne la laisse au demeurant pas faire – un point sur lequel nous reviendrons. Et dans la défaite, Hitler ne prend pas que des mauvaises décisions : le refus de laisser Paulus sortir de Stalingrad encerclée après l'échec de la tentative de dégagement de la ville est opérationnellement logique, puisqu'il fixe devant la ville huit armées soviétiques à un moment où le front allemand est percé de toutes parts et doit être reconstitué, une tâche suffisamment complexe sans y impliquer des forces soviétiques supplémentaires [5].

À partir du début de l'année 1943, lorsque la guerre est perdue, force est de constater que la conduite hitlérienne de la guerre conserve sa cohérence interne : la stratégie allemande demeure déterminée par le projet idéologique hitlérien, autrement dit par le « combat pour la survie » jusqu'à la destruction ou la victoire. En attendant, il s'agit de gagner du temps pour achever l'extermination des Juifs et la liquidation des Slaves des territoires occupés à l'est. L'absence d'alternative s'explique une fois encore par le fait qu'il ne peut en exister sans remettre en question l'existence même du régime : il n'est pas possible d'envisager d'autre conduite de la Seconde Guerre mondiale par l'Allemagne que celle d'Hitler, *sauf à imaginer une histoire alternative dans laquelle l'Allemagne n'est pas nazie.* Une discussion de la stratégie allemande pendant la Seconde Guerre mondiale n'aboutit donc pas à affirmer qu'Hitler a entravé le succès d'une « bonne » stratégie allemande, mais bien à s'interroger sur les ressorts qui ont permis au Führer de faire adhérer l'Allemagne à un projet dont le déroulement n'aurait pu être différent de ce qu'il a été.

La mobilisation économique et industrielle, l'impensé allemand

Les deux propositions suivantes invitent à descendre au niveau de la mobilisation économique et de la conduite des opérations militaires : il s'agit de savoir si oui ou non Hitler est *seul* responsable des lacunes dans ces domaines de l'Allemagne, et si celles-ci sont oui ou non les uniques causes des échecs militaires de la Wehrmacht. La réponse est, dans les deux cas : non.

Le degré de responsabilité du Führer est plus élevé s'agissant de la mobilisation économique et industrielle. Il est indéniable que le nazisme a bel et bien constitué un facteur aggravant l'inefficacité de l'effort de guerre allemand, en raison de la structure même de l'édifice politique construit par Hitler. Son pouvoir repose en effet sur des équilibres complexes entre différents individus au sein même du mouvement nazi, et sur des alliances politiques fragiles, non seulement avec les chefs militaires, mais aussi avec les milieux d'affaires : si l'ensemble de l'appareil d'État est réorganisé autour de sa personne entre 1933 et 1938, Hitler n'a pas le même degré de contrôle, au moins avant 1943, sur la société civile. Hitler, pour se maintenir au pouvoir, laisse se développer, et encourage même, de véritables « féodalités », particulièrement dans le domaine économique. Il en résulte d'innombrables difficultés à mobiliser et piloter de manière centralisée l'industrie allemande pour la mettre au service de l'effort de guerre, illustrant au passage les limites d'un « capitalisme d'État » dans lequel l'État ne contrôle pas directement les entreprises stratégiques. Hitler aggrave encore la situation par un clientélisme dont bénéficie, par exemple, le docteur Porsche, inventeur de la Volkswagen Coccinelle mais aussi promoteur des chars ultralourds qui constituent une coûteuse diversion de ressources comptées.

Pour contrebalancer le pouvoir des milieux d'affaires, Hitler laisse ses « grands féodaux », Himmler et Goering au premier chef, se tailler de véritables empires industriels, mais aggrave en fait les désordres et les inefficiences préexistantes au sein de l'économie allemande. Facteur de chaos d'autant plus difficile à maîtriser que la nature totalitaire du régime en exclut tout véritable contre-pouvoir, le nazisme entrave clairement les efforts de ceux-là mêmes qui en son sein tentent de rationaliser l'effort de guerre allemand, le ministre de l'Economie Albert Speer en premier lieu, compliquant encore davantage la tâche dantesque d'amener au niveau des économies anglo-américaines une Allemagne sans réelle politique industrielle.

Mais Hitler ici aggrave une situation existante, plus qu'il ne la crée, et la question se pose de savoir s'il aurait pu avant 1943, c'est-à-dire avant de pouvoir utiliser la défaite comme moyen de pression, la réformer. Il ne nous appartient pas de trancher ici, mais il est permis d'en douter.

Dans le domaine technologique, si l'on a pointé à juste titre les lubies d'Hitler en la matière, le problème est surtout le caractère désordonné de la

recherche allemande. Au lieu d'être conduits de manière structurée, les efforts de recherche et développement sont menés sans priorité, et surtout en ordre dispersé. La faute en revient à l'incapacité de l'Allemagne de poser convenablement le problème de la conception des matériels. Pour qu'un effort de recherche et développement puisse être véritablement efficace, en tout cas en ce qui concerne la recherche appliquée, encore faut-il fixer au bon endroit le curseur de la performance recherchée.

Le problème se pose en réalité déjà lors de la Grande Guerre, bien avant l'arrivée d'Hitler et des nazis au pouvoir, même s'il s'amplifie considérablement pour devenir un véritable culte de la performance technologique, aggravé par la technophilie du Führer, prompt à succomber à l'attrait des « armes miracles » et qui voit dans la suprématie des armes le pendant technique de la supposée supériorité de la « race aryenne » sur le reste de l'humanité. Mais il serait trop facile d'imputer au seul Hitler la responsabilité des cahiers des charges excessivement ambitieux des chars *Panther, Königstiger* et autre *Maus,* ou des avions à réaction Me-262 ou Ar-234, des *U-Boote* type XXI : s'il s'entiche de tel ou tel matériel, c'est sur la base des performances affichées par ses concepteurs et promoteurs – ces derniers le plus souvent des militaires –, et non l'inverse.

L'Allemagne ne recherche pas pour ses armes la juste performance, mais la performance pour elle-même. En la matière la doctrine militaire allemande est le facteur déterminant. À terre, dans les airs ou sous les mers, l'Allemagne conçoit des armes destinées à livrer et gagner un affrontement unique, voulu décisif : la supériorité des armes doit se combiner à celle des tacticiens pour obtenir la décision finale dans un processus d'optimisation des moyens de destruction gigantesque, mais limité dans le temps.

L'effort de guerre allemand s'épuise donc à développer des matériels complexes, qu'il ne peut produire qu'en quantités réduites tant en raison des déficits de main-d'œuvre qualifiée – appelée au front – qu'en raison de délais de production trop longs, mais surtout à cause d'un manque de matières premières. Des matériels comme des chars ou des avions, surtout à hautes performances, exigent pour leur fabrication des alliages complexes, faisant appel à des matériaux stratégiques rares, que l'Allemagne enclavée, soumise au blocus, peine à obtenir. Il en est ainsi du tungstène, nécessaire aux obus antichars, ou du nickel, employé dans les blindages, avec des conséquences immédiates sur la qualité des matériels produits : à la fin de la Seconde Guerre mondiale, les blindages allemands emploient des alliages

de substitution qui les rendent cassants. Et d'autres conséquences résultent de ces choix mal avisés : il faut ainsi, par exemple, favoriser la production d'engins neufs par rapport à celle de pièces détachées, toujours insuffisantes, avec les conséquences que l'on peut imaginer sur les taux de disponibilité.

L'armée allemande sait seulement gagner des batailles

Si Hitler ne fait rien pour corriger ces travers, ceux-ci dépassent bien sa seule action. Ce constat est également vrai s'agissant de la conduite des opérations. Oui, les innombrables *Führerbefehle* – « ordres du Führer » –, docilement relayés par l'OKW (*Oberkommando der Wehrmacht* ; le commandement supérieur des forces armées, qui tient lieu d'état-major particulier d'Hitler), ont bien eu sur la conduite par la Wehrmacht de ses opérations et de ses batailles des conséquences, souvent néfastes. Mais il n'est pas possible de leur attribuer l'entièreté des défaites allemandes : celles-ci se seraient pour l'essentiel produites avec ou sans intervention d'Hitler. C'est en particulier le cas à la fin de la guerre : la compétence tactico-opérationnelle, les moyens à disposition des forces alliées expliquent plus sûrement que les interventions intempestives d'Hitler les défaites allemandes. C'est conférer à celui-ci une singulière capacité d'influencer la bataille à distance que de prétendre le contraire, d'autant qu'une partie des chefs militaires allemands décide d'ignorer autant que possible les *Führerbefehle*.

Car voilà : l'art militaire allemand est très loin d'être infaillible, avec ou sans Hitler, et si celui-ci peut influer sur ses propres forces, il n'a en revanche pas de contrôle sur la performance de celles de ses ennemis. Or ces derniers prennent progressivement l'ascendant sur une armée allemande conçue tout entière dans un esprit qui demeure celui de la *Gesamtschlacht* (« bataille totale ») chère au vieux Schlieffen avant 1914 : la reproduction à une échelle démesurée du mécanisme de la bataille antique de Cannes. Selon cette pensée, la guerre se résume à une séquence stratégique unique, suivant une *Vernichtungsstrategie* : une « stratégie d'anéantissement » articulée en trois phases, mobilisation, déploiement, *Gesamtschlacht*, devant mener à l'enveloppement de l'armée adverse suivi de sa reddition ou de sa destruction, la procédure étant répétée pour chacun des adversaires de l'Allemagne. Poussée à l'excellence, cette séquence stratégique constitue

l’alpha et l’oméga de l’art militaire allemand ; mais entre le déploiement des troupes et la fin des hostilités, les méthodes de conduite des opérations demeurent fondamentalement inchangées depuis 1870, et une fois le combat engagé celui-ci est conçu comme un tout (*Gesamt*), c’est-à-dire qu’il n’existe aucune solution de continuité entre les différentes actions militaires conduites d’une aile à l’autre de l’armée : c’est la force, le flot du mouvement qui doit emporter la décision.

Cette pensée née à la fin du XIX siècle n’est certes pas statique : entre 1916 et 1939, la *Gesamtschlacht* passe bien de deux à trois temps – d’enveloppement-destruction à percée-enveloppement-destruction – et sa logique évolue vers un processus d’optimisation des effets de destruction des armements dans le cadre d’un opportunisme tactique [6] – la manœuvre stratégique dépendant désormais des résultats tactiques –, mais son principe demeure identique. Lorsque celle-ci échoue, l’Allemagne est condamnée à la défensive stratégique, faute de savoir ou de pouvoir faire autrement. Et les faiblesses structurelles de forces armées entraînées, organisées et équipées en fonction d’une unique forme d’opération apparaissent alors au grand jour en même temps qu’elles soulignent les limites intellectuelles de l’art militaire germanique.

Sans logistique de théâtre digne de ce nom, les Allemands doivent en permanence improviser le redéploiement de réserves qui sont plus tactiques qu’opératives : une division d’infanterie par-ci, une *Panzerdivision* par-là, un groupe de bombardiers ou de chasse ailleurs, et encore ce redéploiement n’est-il possible que si l’adversaire laisse la Wehrmacht libre de ses mouvements en arrière du front. Que l’aviation de bombardement frappe les nœuds logistiques, que les convois de ravitaillement soient menacés, qu’une percée subite désorganise les arrières, et la défense allemande s’effondre bientôt, en 1918 en France ou sur tous les fronts à l’été 1944. En dépit de leur indéniable efficacité tactique, les soldats allemands ne peuvent alors plus que subir le rythme qui leur est imposé par les armées adverses, jusqu’à la fin, même si ce faisant ils leur infligent des pertes terribles tant est grande leur efficacité technique. Et l’on peinerait à faire peser sur Hitler la responsabilité d’une faillite intellectuelle qui est celle de l’ensemble du corps des officiers allemands.

Il n’est, de toute manière, pas de guerre qui se livre seul : en chargeant Hitler, on en oublie ainsi les principaux responsables de la défaite de l’Allemagne, les Alliés eux-mêmes ! Sans le refus de Churchill de céder à

l’été 1940, faisant échouer les plans d’Hitler pour se donner les mains libres face à l’URSS ; sans le refus de l’Armée rouge, à l’été 1942, de se conformer à l’attitude qu’attendent d’elle Hitler et le chef de l’OKH, Franz Halder, futur procureur d’« Hitler seigneur de la guerre [7] » après 1945, qui fait échouer en dernier ressort le plan *Blau* d’offensive vers Stalingrad et le Caucase ; sans le succès de la coordination militaire interalliée [8], l’art opératif soviétique [9], les « ingénieurs de la victoire [10] » alliés, la puissance aéronavale anglo-américaine, peu aurait importé que les projets d’Hitler aient été criminels et délirants, la mobilisation économique et technoscientifique allemande désordonnée, l’art militaire de la Wehrmacht vicié. Rendre Hitler responsable de la défaite allemande, c’est la refuser une dernière fois aux Alliés, particulièrement d’ailleurs à l’ennemi principal abhorré des mémorialistes de la Wehrmacht : l’Armée rouge, dont le succès est d’autant plus minimisé par les Halder, les Guderian [11], les Manstein [12] qu’ils n’ont jamais cessé de la mépriser – comme d’ailleurs Hitler, incapable de penser selon d’autres critères que ceux, raciaux et racistes, qui sous-tendent son projet idéologique.

Un exemple : en décembre 1944, tous les chefs allemands unanimes jugent suicidaire le projet de lancer une contre-offensive stratégique à l’ouest, dans les Ardennes. La poussée en ligne droite de 200 kilomètres environ que prévoit le plan hitlérien dans les Ardennes n’est toutefois rien en comparaison des propositions émises par les chefs militaires allemands en Hongrie au début de 1945. Pour dégager Budapest, ils n’envisagent rien de moins que d’éliminer ou de repousser la totalité des forces soviétiques – deux Fronts entiers – à l’ouest du Danube, rétablissant le long des berges occidentales de celui-ci un front continu, préservant l’Autriche et Vienne, soumettant pour ce faire quatre propositions de plans différentes. Tous partagent les deux mêmes caractéristiques : d’une part, ils reposent sur la création à l’ouest du Danube d’un ou plusieurs *Kessel* (« chaudron ») obtenus par un double enveloppement des principaux groupements soviétiques identifiés ; d’autre part, ils sont aussi grandioses qu’irréalistes, les Allemands, même à ce stade de la guerre, s’obstinant à sous-estimer leurs adversaires soviétiques. Or aucun cri d’orfraie ne vient accueillir la directive donnant l’ordre de rétablir la ligne de front allemande sur le Danube, contrairement à ce qui s’est passé à l’annonce de la contre-offensive dans les Ardennes. Guderian, devenu patron de l’OKH, donne son aval au plan dit « *C2* » du *Heeresgruppe Süd*, qui est pourtant l’une des

hypothèses les plus risquées ! En ces dernières semaines de guerre, la déraison du maître du Reich semble s'accorder à merveille avec le mépris inaltérable – en dépit de quatre années de guerre à l'est, dont la moitié de défaites – de la Wehrmacht pour l'Armée rouge. Comment s'étonner, après guerre, que ses vétérans aient préféré blâmer Hitler.

Faire autrement aurait signifié admettre avoir eu une part de responsabilité dans une entreprise aussi criminelle qu'irréaliste, admettre que l'Allemagne n'avait, en réalité, guère de chances de remporter la Seconde Guerre mondiale. Dire que l'Allemagne a perdu à cause d'Hitler, sans remettre en cause ses chances de l'emporter *tout court,* apparaît donc non seulement comme un mythe, mais bien également comme un argumentaire visant à justifier l'injustifiable. Que les Alliés occidentaux victorieux, après 1945, aient non seulement laissé faire mais, reconstruction d'une armée allemande face à l'URSS et fascination malsaine pour l'ancien vaincu se combinant, encouragé le déploiement de cet argumentaire apparaît clairement comme une faute politique.

L'Allemagne n'a pas perdu à cause d'Hitler : elle s'est perdue avec lui.

22

Le Japon a capitulé en raison d’Hiroshima

par Bruno Birolli

Le 15 août 1945, sortant de son silence pour parler à la radio, l’empereur Hirohito enjoint au peuple japonais de « supporter l’insupportable ». L’« insupportable » en question est la capitulation sans conditions du Japon.

Qu’est-ce qui pousse Hirohito à opter pour la paix, lui qui est resté muet ou, pire, complice du militarisme japonais pendant les quatorze années d’agressions qu’a commises le Japon ? La réponse qui vient spontanément à l’esprit est l’impact dévastateur des bombardements atomiques d’Hiroshima, le 6 août 1945, et de Nagasaki, le 9 août 1945. C’est la destruction de ces deux villes, réduites en cendres par ces armes terrifiantes, qui a contraint Tokyo a jeté l’éponge.

Cette analyse est univoque et néglige un facteur décisif : l’entrée en guerre de l’Union soviétique le 9 août 1945, trois jours après Hiroshima et quelques heures avant Nagasaki, et la conquête foudroyante de la Mandchourie qui suivit par l’Armée rouge au cours de la plus massive offensive de la Seconde Guerre mondiale.

Une guerre contre le Japon, Staline l’envisage depuis 1943, mais il veut éviter à l’URSS de combattre sur deux fronts. Il conditionne son engagement à l’élimination préalable de l’Allemagne nazie. À Yalta, en février 1945, Staline renouvelle son intention en précisant qu’il se retournera contre le Japon trois mois après la fin des opérations en Europe afin de donner à l’Armée rouge le temps de se déployer en face de la Mandchourie. En avril, alors que le régime nazi est à l’agonie, Staline dénonce le pacte de non-agression que l’URSS a signé avec le Japon en 1941. À partir du mois de mai, Staline transfère en Extrême-Orient les corps d’armée qui ont vaincu l’Allemagne. En juillet 1945, réunis dans la ville de Potsdam – l’ancienne résidence du roi de Prusse Frédéric le Grand –, les États-Unis, la Grande-Bretagne et la République de Chine renouvellent leur ultimatum au Japon en le menaçant d’une « destruction

totale » s’il ne dépose pas les armes. Lors de l’ouverture de cette conférence, le président américain Harry Truman a averti Staline que les États-Unis ont testé quelques heures plus tôt avec succès une bombe atomique et que les États-Unis sont résolus à employer cette arme pour faire plier le Japon. Cependant, loin d’être convaincu que l’atome mettra un terme à la guerre, Truman insiste pour que l’URSS entre dans la mêlée le plus rapidement possible. Staline accepte. Il ne veut pas être exclu du redécoupage de l’Extrême-Orient qui suivra le démembrement de l’Empire japonais.

Au début d’août 1945, l’Armée rouge est prête. En trois mois, plus d’1,5 million de soldats, 30 000 pièces d’artillerie et tubes lance-roquettes, environ 5 500 blindés et canons d’assaut, 86 000 véhicules divers et 3 800 avions ont été acheminés à travers la Sibérie et massés à la frontière du Mandchoukouo, ce pseudo-État indépendant créé en 1932 par les militaires japonais. Jamais l’Armée rouge n’a concentré autant de moyens, il est vrai qu’elle va se lancer à la conquête d’un territoire aussi vaste que l’Europe de l’Ouest.

Le plan de défense japonais

Face à l’Armée rouge aguerrie, pleinement soutenue par une industrie de l’armement au maximum de ses capacités et bénéficiant d’un réseau de voies de communication intactes, la puissance japonaise n’est que l’ombre de ce qu’elle était. L’archipel est isolé. Ses centres industriels sont systématiquement détruits par l’US Air Force et ses liaisons maritimes avec les territoires encore en sa possession sont coupées par les sous-marins et la flotte de surface des Américains qui s’aventurent jusqu’au bord des côtes de l’archipel pour couler les derniers navires japonais.

Le Japon conserve cependant un dernier atout : la Mandchourie. Cette région est à la limite ou hors du rayon d’action des bombardiers américains et a été épargnée par les bombardements. Quelques raids aériens ont été tentés contre Shenyang – appelée alors Moukden – et d’autres centres industriels, mais sans causer de grands dommages. Fleuron de l’armée impériale avant 1941, l’armée du Kwantung casernée en Manchourie reste, avec les corps d’armée occupant la Chine, la dernière force organisée du Japon.

Cette armée forte de 700 000 hommes sur le papier est en réalité appauvrie par les prélèvements opérés pour renforcer d'autres secteurs comme la Birmanie. Si selon les critères japonais, l'armée du Kwantung est bien équipée, comparé aux moyens des Alliés, son armement est largement surclassé dans la plupart des domaines. Elle manque de pièces antichars : ses fusils antitank modèle 97 et ses canons modèles 98 (20 mm) et 41 (47 mm) sont d'un calibre trop faible contre les épais blindages soviétiques. Comme dans le reste de l'armée impériale, ses blindés sont en majorité des chenillettes – modèles 94 et 97 Te-Ke – et des tanks légers – modèle 95 Ha-Gô –, conçues pour soutenir l'infanterie et non pour combattre d'autres blindés. Les canons de ses chars moyens – modèles 89 A Chi-Ro et 94 et le dernier-né, le 97 Chi-Ha – sont impuissants à percer l'acier de leurs homologues soviétiques, alors qu'eux-mêmes sont vulnérables aux charges creuses de leurs adversaires. L'armée du Kwantung paie le choix du haut commandement d'avoir sacrifié l'arme blindée par fidélité à une doctrine qui privilégie l'infanterie et par mesure d'économie [1]. L'aviation, environ 2 000 appareils, a été dépouillée de ses meilleurs appareils qui ont été remis aux escadrilles de kamikazes du Pacifique.

L'infanterie, clé de voûte de l'armée du Kwantung, est gonflée par l'apport de supplétifs locaux et de Coréens enrôlés de force, qui n'ont ni la loyauté ni le mordant des effectifs exclusivement japonais. Des unités de cavalerie de Russes blancs encadrés par le Parti fasciste de toute la Russie du général tsariste V.A. Kislitsin ont été constituées, elles aussi d'une valeur militaire négligeable [2]. Enfin, le commandement n'est pas des plus brillants. Les officiers les plus compétents ont été envoyés au feu dans d'autres régions.

Face à la menace soviétique, l'armée du Kwantung a opté pour une stratégie inspirée des batailles du Pacifique. Il ne s'agit plus de frapper l'adversaire de toutes ses forces à la recherche de la bataille d'anéantissement, de vaincre en un coup de dés par un choc frontal, comme le veulent les principes stratégiques enseignés au Japon depuis le XIXe siècle. Depuis la fin 1942, les Japonais sont contraints à la défensive. Ils s'enterrent dans des points d'appui ingénieusement disposés afin de faire payer chèrement à l'adversaire sa progression. De l'agressivité offensive, la stratégie de l'armée impériale a viré à une guerre d'usure sans merci où elle sacrifie jusqu'au dernier homme.

Prenant en compte que la plaine centrale de Mandchourie est favorable aux blindés soviétiques, le plan japonais vise à retarder sur la frontière l'entrée de l'Armée rouge et à donner le temps à l'armée du Kwantung de se replier dans les zones montagneuses de la frontière coréenne. Sous l'emprise de sa certitude que le fantassin japonais est le meilleur du monde, le commandement japonais entend par cette manœuvre regagner l'avantage en forçant les Soviétiques à combattre à pied dans ces régions escarpées et boisées défavorables aux blindés. L'expérience acquise contre les Américains se reflète là encore : l'armée impériale abandonne les espaces ouverts – les plages dans le cas des îles du Pacifique – et privilégie les possibilités de fortification qu'offre un relief accidenté et couvert de végétation.

Derrière ce plan japonais se cache également un vieux raisonnement stratégique. L'objectif n'est pas de conserver la Mandchourie, dont les Japonais savent de longue date la vulnérabilité, mais de se servir de cette région comme zone tampon, en faire un glacis protégeant la Corée. Annexée à l'Empire depuis 1910, la péninsule n'est séparée du Japon que par l'étroit détroit de Tsushima à peine large de 100 kilomètres et d'autant plus facile à traverser qu'il y a en son milieu l'île qui a donné son nom à ce goulet entre la mer du Japon et la mer Jaune. La péninsule est de fait un excellent tremplin pour un débarquement dans l'archipel. C'est pour verrouiller cette porte béante dans la défense de l'archipel que le Japon est entré en guerre contre la Russie en 1904, et c'est pour cette même raison que l'armée du Kwantung prépare son repli dans le sanctuaire montagneux de la frontière coréenne. Les Japonais sont au bout d'une réflexion stratégique commencée lors de la guerre russo-japonaise. Mais si à l'époque cette réflexion était pertinente, quarante ans plus tard, pendant l'été 1945, elle n'a plus rien à voir avec une compréhension rationnelle des rapports de forces. Elle se nourrit de la foi inébranlable que le sens du sacrifice du soldat japonais peut inverser le cours de l'Histoire.

Pour résumer, l'objectif n'est pas de battre les Soviétiques, mais de les user de la même façon que les Japonais essaient de saigner les Américains dans le Pacifique. Il ne s'agit plus de vaincre, mais d'écœurer l'adversaire en portant ses pertes humaines à un niveau insoutenable.

Le plan japonais comporte une faiblesse structurelle : c'est l'erreur que répète rigidement le haut commandement japonais depuis les années 1930. Ses anticipations ne sont que les projections de la façon dont les Japonais

mèneraient campagne s’ils avaient l’initiative. Leurs raisonnements correspondent parfaitement aux moyens militaires dont ils disposent, mais ignorent les profondes évolutions que la guerre en Europe a entraînées entre 1939 et 1945. En 1931, l’armée du Kwantung, dépourvue de blindés – si on fait abstraction de quelques chars Renault T4 qui n’ont pas vraiment été utilisés à cause du gel –, a conquis la Mandchourie en suivant les lignes de chemins de fer. Les Japonais en déduisent que c’est par ces mêmes accès qu’entreront les Soviétiques. Et c’est ainsi que, puisque la frontière avec la Mongolie est inaccessible par le train, ils négligent de la fortifier. Or, c’est par ce ventre mou que les chars soviétiques vont s’engouffrer et conduire une des *Blitzkriegs* les plus spectaculaires de la Seconde Guerre mondiale.

L’offensive soviétique

Le 9 août 1945, à 4 heures du matin, l’Armée rouge déclenche son offensive. Les services de renseignements soviétiques ont percé les intentions japonaises et les opérations ont été adaptées en conséquence. L’offensive est générale et elle suit trois axes. Un assaut dans le sens est-ouest part de la province maritime entre Khabarovsk et Vladivostok. Simultanément, les forces soviétiques franchissent le fleuve Amour et dévalent en direction du sud. Mais ces deux fronts ne sont pas conçus pour porter le coup fatal. Ils sont des manœuvres pour morceler, fixer et tromper l’armée du Kwantung. Le cœur de l’offensive soviétique part de Mongolie-Extérieure. En optant pour un mouvement en tenaille à travers la steppe, les Soviétiques maximalisent la maîtrise de l’arme blindée qu’ils ont acquise face aux Allemands.

L’armement de ces trois fronts répond au rôle qui leur est assigné. Les fronts de l’est et du nord concentrent une importante artillerie lourde et de l’infanterie d’assaut afin de faire sauter les bunkers de la frontière, tandis que les corps d’armée à l’ouest, dont la mission est de réaliser la percée décisive, sont essentiellement des régiments blindés, dont la célèbre division d’élite de la Garde.

Bien informés sur les faiblesses en moyens antichars de l’armée du Kwantung grâce aux émigrés russes installés en Mandchourie et aux déserteurs coréens ou d’origine chinoise de l’armée du Kwantung, les Soviétiques se privent volontairement de leurs T-34, mieux armés mais trop

lourds, et préfèrent des chars légers beaucoup plus rapides. Le succès du plan soviétique repose sur la vitesse.

L'île de Sakhaline, dont la moitié sud est japonaise depuis la guerre russo-japonaise, n'est pas oubliée. Le 11 juin, d'autres régiments percent la ligne de blockhaus qui marque le 50e parallèle délimitant les deux pays. Le même jour, des débarquements ont lieu au nord de la côte est de la Corée.

L'Armée rouge a recours à l'ensemble des tactiques qui lui ont assuré d'écraser la Wehrmacht : phénoménaux barrages d'artillerie, bombardements aériens incessants sur les arrières, mouvements tournants orchestrés par des concentrations de chars. Néanmoins, dans l'est, les Soviétiques innovent en employant des flottilles de monitors et de barges qui remplacent les chars et l'artillerie handicapés par les marécages gonflés par les pluies de l'été et l'absence de routes carrossables. Ces péniches fortement armées remontent la rivière Sungari, un affluent du fleuve Amour qui traverse de haut en bas la Mandchourie, et soutiennent avec leurs pièces de 150 mm les débarquements qui prennent à revers les points d'appui japonais. Ces opérations encadrées par une aviation omniprésente restent dans les annales comme un exemple assez rare de guerre fluviale menée à la fois sur l'eau, sur la terre et dans le ciel.

Le pari du commandement japonais de bloquer l'avance de l'Armée rouge, ou au moins de la retarder, échoue. Constamment débordée, l'armée du Kwantung est incapable de se regrouper. L'infanterie japonaise fait montre d'un fanatisme qui choque les vétérans des durs combats en Europe. Jamais les Allemands n'ont fait preuve d'une telle détermination. Pour pallier le manque d'armes antichars, les soldats japonais se jettent en masse sous les chenilles des blindés en serrant une mine ou avec une charge de dynamite. Les contre-attaques sont conduites comme dans le Pacifique sous la forme de charges *banzaï* à la baïonnette, que le feu soviétique hache [3]. Ces sacrifices sont vains. Malgré sa résistance suicidaire, l'armée du Kwantung s'effondre.

Les Japonais paient le prix d'une conception de la guerre obsolète. Ils n'ont pas compris le rôle que les blindés ont joué pendant la bataille de Nomonhan – Khalkhin-Gol pour les Russes – contre les Soviétiques six ans plus tôt. En revanche, cette suite d'affrontements limités et étalés de mai à juillet 1939 a servi de terrain de manœuvres au futur maréchal Gueorgui Joukov. C'est dans ce coin infesté de moustiques, entre la Mongolie-Extérieure et le Mandchoukouo, que les Soviétiques testent et affinent les

principes de l'interaction entre artillerie, blindés et infanterie d'assaut qu'ils vont opposer avec succès aux Allemands et qu'ils portent à leur sommet contre les Japonais en août 1945.

L'antagonisme russo-japonais

La perte de la Mandchourie est un désastre pour le Japon car l'Armée rouge est désormais en position de participer activement à l'invasion de l'archipel que les Américains planifient pour le printemps 1946. Politiquement, c'est aussi un revers d'ampleur. S'évanouit l'espoir d'une paix honorable grâce à l'intervention de Staline. C'était une idée illusoire, mais le Japon s'y raccrochait désespérément.

Les Japonais avaient certes conscience qu'avec la chute d'Hitler, plus la guerre durerait en Asie et plus Staline serait tenté de participer à la curée, mais ils n'envisageaient pas de confrontation avec l'URSS avant le printemps 1946. Ils croyaient pouvoir profiter de ce répit pour convaincre Staline de servir de médiateur entre le Japon et les Anglo-Saxons.

Certes, Staline est vu en héritier de l'Empire tsariste, et donc en dangereux rival dans la course à l'hégémonie en Asie du Nord-Est. Cette concurrence à l'origine de la guerre russo-japonaise de 1904 se poursuit pendant la première moitié du XXe siècle. Le Japon tente de profiter de chaque faiblesse de son voisin pour le chasser d'Extrême-Orient. En 1920, il envoie un corps expéditionnaire de 30 000 soldats occuper la vallée du fleuve Amour et essaie de rafler la Sibérie en rameutant les débris des armées tsaristes.

En 1932, encouragée par son invasion victorieuse de la Mandchourie, l'armée du Kwantung croit l'heure venue de croiser le fer avec l'Armée rouge qui se relève à peine des désordres de la révolution d'Octobre. Battre l'URSS avant que ses forces militaires se soient modernisées devient l'obsession de *Kodoha*, ou la Voie impériale, une des factions militaristes à l'intérieur de l'armée impériale qui fait basculer le Japon dans le fascisme. Le ministre de la Guerre de l'époque, Araki Sadao, milite ardemment pour frapper l'URSS avant 1936, date à laquelle l'Armée rouge sera à parité avec l'armée impériale ; ensuite elle la dépassera en puissance, selon les services de renseignements japonais.

La « crise de 1936 », comme les militaires japonais surnomment cette échéance, passe, car Staline, que préoccupe la situation en Europe, lâche du

lest en prenant une posture purement défensive le long du fleuve Amour. La hantise d’un retour offensif soviétique autant que le soutien militaire que Staline apporte à la Chine qui résiste depuis 1937 à l’invasion japonaise poussent l’armée du Kwantung à orchestrer à l’insu de Tokyo l’affrontement de Nomonhan, pariant qu’une fois les combats commencés le quartier général impérial sera dans l’obligation d’envoyer des renforts et que ce sera l’escalade débouchant sur une guerre pour la maîtrise de la Sibérie.

Cette façon de forcer la main à Tokyo est symptomatique de la spirale de conflits qui entraîne le Japon dans des confrontations de plus en plus vastes avec des adversaires de plus en plus puissants. C’est une dérive plus qu’une stratégie réfléchie ; une politique de la surenchère et du fait accompli imposée par le corps des officiers [4]. Mais échaudé par la vigueur de la réaction soviétique à Nomonhan, préoccupé parce que ses forces s’embourbent en Chine, le commandement suprême met cette fois au pas l’armée du Kwantung. L’échec à Nomonhan réoriente la stratégie japonaise. Ce n’est plus vers le nord que l’expansion japonaise va se faire, mais en Asie du Sud-Est, et donc au détriment des puissances anglo-saxonnes qui prennent la place de l’URSS comme ennemi prioritaire du Japon [5].

Paradoxalement, tout en étant farouchement anticommunistes et sous-estimant la valeur du soldat russe qu’ils ont battu en 1905, les militaires japonais éprouvent une certaine admiration pour Staline. Bien que pourchassé à l’intérieur de l’Empire japonais, le communisme est perçu en allié naturel contre le capitalisme et le libéralisme anglo-saxon. Cette idée est vieille. Dès 1921, l’idéologue Yoshi Kuno prédit dans *What Japan Wants* que si les Anglo-Saxons refusent au Japon les portions du territoire chinois qu’il réclame, le Japon s’alliera avec l’URSS et l’Allemagne, et que cette alliance, « une des plus formidables que connaîtra l’histoire [6] », sera le prélude à une seconde guerre mondiale.

Pendant les années 1930, le totalitarisme soviétique est une source d’inspiration pour les militaristes japonais. Ils copient le premier plan quinquennal initié par Staline pour transformer la Mandchourie en complexe militaro-industriel, puis militariser les industries du Japon [7].

Pendant tout l’été 1945, à l’instar de Joseph Goebbels qui fantasme après le débarquement de Normandie en 1944 sur un hypothétique éclatement du camp allié [8], les Japonais rêvent que les contradictions entre l’URSS et les États-Unis vont éclater au grand jour et sauver le Japon. Certains envisagent

des renversements d’alliances tels que le Japon devenant l’allié des États-Unis contre l’URSS, d’autres le voient du côté de l’URSS contre les États-Unis [9].

Le soulagement américain

Aucun doute ne subsiste sur l’issue de la guerre au début août 1945, mais la fin du conflit paraît lointaine. La résistance japonaise reste acharnée. La bataille d’Okinawa l’a démontré une nouvelle fois. Il a fallu quatre-vingt-deux jours de combats terribles entre avril et juin 1945 à une armada anglo-américaine plus imposante encore que celle du débarquement en Normandie pour venir à bout de cette île au sud de l’archipel. Le bilan de cette conquête est sanglant : 14 000 morts et 50 000 blessés chez les Alliés. Ces lourdes pertes incitent les Américains à passer à une étape encore plus brutale dans la guerre aérienne qu’ils mènent contre le Japon avec le recours à la bombe atomique. Mais ils ne sont pas convaincus que cette arme leur épargnera de mettre des troupes au sol et ils redoutent une campagne sanglante en vies américaines.

Car Tokyo refuse de capituler. Depuis plusieurs mois, ses émissaires sondent les pays neutres, le Portugal, le Vatican et l’URSS, pour servir d’intermédiaires à d’éventuels pourparlers. Depuis juillet, Tokyo se déclare prêt à envoyer ses émissaires en Europe négocier avec les Alliés qui occupent l’Allemagne. Le prince Konoe Fumimaro est pressenti pour prendre la tête de cette délégation et il envisage de faire halte au cours de son voyage à Moscou pour y recevoir l’appui de Staline. Ce choix de Konoe montre à lui seul la fragilité des intentions japonaises. Konoe a certes démissionné en 1941, quelques semaines avant Pearl Harbor, de son poste de Premier ministre pour manifester son opposition à la décision d’attaquer les États-Unis, mais c’est lui qui en 1937 a décidé Hirohito à envahir la Chine puis a mis en marche la militarisation du Japon.

En réalité, l’entêtement affiché par Tokyo relève plus de la paralysie que du consensus. L’élite japonaise est profondément divisée. La cour a intégré l’idée que la guerre est perdue et l’entourage de l’empereur est prêt à sacrifier l’Empire conquis depuis la fin du XIXe siècle en contrepartie de l’assurance que le souverain sauvera sa couronne. La hantise du palais est de le voir connaître le sort du Kaiser Guillaume déposé après la défaite allemande de 1918. La priorité de la cour est de préserver le *Kokutai* – cette

organisation mystico-nationaliste qu'incarne l'empereur et qui sert de justification au système politique en associant l'identité et la survie du Japon en tant que nation aux liens soudant le peuple à l'institution impériale. Or, depuis le printemps, affamée par un rationnement de plus en plus sévère, affolée par les raids quasi quotidiens de l'aviation américaine qui bombarde et mitraille impunément villes et villages, démoralisée par les reculs successifs dans le Pacifique, la population gronde de plus en plus ouvertement contre le souverain et l'accuse d'être le responsable des désastres que connaît le pays. Il est donc impératif pour sauver Hirohito de mettre rapidement fin à la guerre.

En revanche, le haut commandement s'enferme dans le syndrome des Maccabées – ces Juifs assiégés par les Romains qui ont préféré le suicide à la reddition (IIe siècle avant J. -C.). Les militaires croient le Japon toujours invaincu parce qu'ils conservent une partie de la Chine et toute la Mandchourie. En réponse à l'ultimatum de Potsdam, ils n'envisagent le cessez-le-feu que si quatre conditions sont remplies : que la monarchie soit maintenue, que la démobilisation soit organisée par le quartier général impérial sans intervention des Alliés, qu'il n'y ait pas d'occupation et donc pas de soldats étrangers foulant le sol sacré du Japon, que les officiers accusés de crimes de guerre soient jugés par des tribunaux militaires japonais.

Optimistes dans un premier temps, les Américains déchantent bien vite, d'où leur intransigeance à Potsdam et leur insistance pour que Staline envahisse la Mandchourie. Alors, lorsque la nouvelle de l'invasion de la Mandchourie est connue à Washington, c'est le soulagement. Le vice-amiral John H. Cassady, commandant en second des opérations navales, donne à chaud la mesure du sentiment américain. Le blocus du Japon est imparfait à cause de la mer du Japon, « nous ne disposons d'aucune base dans cette région et même si la marine impériale est détruite, faire entrer nos navires dans cette mer confinée est une manœuvre risquée. Il est évident que la nouvelle [de l'entrée en guerre de l'URSS (NdlA)] résout ce problème. Maintenant le Japon a sur son flanc nord-ouest non seulement une des plus grandes armées du monde, mais ces territoires permettent de monter de puissantes attaques aériennes contre ses installations industrielles et militaires… Nous pouvons maintenant préparer l'invasion du Japon avec davantage de confiance. Cela ne signifie pas que la guerre a été gagnée.

Mais notre mission a été allégée et nous avons toutes les raisons pour croire que la durée a été considérablement écourtée [10] ».

Le *New York Time* juge que le Japon est désormais dans une situation encore plus calamiteuse que l'Allemagne après l'échec de sa dernière tentative de contre-attaque dans les Ardennes. Le lendemain, le même journal précise son analyse : « L'espoir que le Japon gardait de diviser les Alliés, de repousser l'assaut final contre lui en le faisant payer chèrement aux Alliés par des attaques-suicides est maintenant caduc. Son empire volé est coupé en deux par les forces anglo-américaines en mer et chinoises sur terre ; avec ses îles soumises à un blocus et à des raids aériens dévastateurs, le Japon doit faire face maintenant à un assaut direct sur sa dernière position et par bien des aspects la plus solide – la Manchourie. C'est là que le Japon a regroupé ses industries de guerre et que sont basées les forces les plus puissantes qui lui restent – l'armée du Kwantung. Comme l'Allemagne, le Japon doit maintenant mener une guerre sur deux fronts qu'il est encore moins capable de conduire que son ancien allié. »

Le général Douglas MacArthur voit lui aussi clairement l'avantage militaire de l'intervention soviétique. Il diffuse le jour de l'entrée en guerre de l'URSS le communiqué suivant : « Je suis ravi de l'entrée en guerre de l'URSS contre le Japon. Elle rend possible un grand mouvement de pince qui ne pourra échouer à détruire l'ennemi. En Europe, la Russie était le front est, les Alliés étaient à l'ouest. Maintenant, nous sommes l'est et la Russie est l'ouest, mais le résultat sera le même [11]. »

Les Soviétiques libèrent les Américains de leur hantise de voir l'armée du Kwantung transférée de Mandchourie et se retrancher au Japon. C'est donc, sur le moment, plus que l'effet des deux bombardements atomiques, l'impact de l'entrée en guerre des Soviétiques qui marque les stratèges américains.

Hirohito est réincarné en pacifiste

Les réactions à l'intérieur du palais impérial à la destruction d'Hiroshima, puis au déferlement soviétique et au bombardement de Nagasaki restent mal connues. Les participants aux délibérations ont gardé le secret ou n'ont livré que des informations parcellaires et favorables à l'empereur. Ces trois événements qui s'enchaînent dans un laps de temps très court donnent à l'entourage d'Hirohito de solides arguments pour

imposer aux militaires de déposer les armes. Pour sauver le trône, il faut réinventer son occupant. De chef de guerre belliqueux et indifférent au sort de ses sujets, Hirohito est transformé, pendant ces quelques journées décisives, en pacifiste bienveillant prisonnier d'une coterie d'extrémistes [12]. Après avoir hésité un jour à sauter le pas, Hirohito ordonne à Kido Koichi, le gardien du sceau impérial et son conseiller le plus proche, de rédiger le rescrit mettant fin à la guerre.

Afin d'éviter toute allusion pouvant d'une manière ou d'une autre incriminer l'empereur et le rendre responsable de la guerre et de la défaite, les deux érudits chargés de rédiger le texte peinent pendant trois jours avant de rendre une copie d'un style archaïque plein de circonvolutions alambiquées à peine compréhensibles. Le texte final est soumis dans la nuit du 14 août 1945 à Hirohito qui le lit le lendemain à midi sur les ondes.

La défaite de l'Allemagne et l'entrée en guerre de l'URSS sont évoquées par cette phrase sibylline : « La tendance générale dans le monde s'est retournée contre [nos] intérêts. » L'allusion à la bombe atomique est en revanche plus explicite : la colossale puissance dévastatrice de l'atome frappe les esprits et c'est pour « sauver la civilisation humaine… d'une totale extinction » que le Japon capitule – même si ni ce mot ni celui de reddition ne sont jamais prononcés.

Avant même la fin des hostilités, l'histoire de la Seconde Guerre mondiale est donc en train d'être réécrite. Dans les semaines qui suivent la capitulation, le rôle joué par l'URSS dans la défaite du Japon est reconnu. Le prince Higashikuni Naruhiko, nommé Premier ministre le 16 août 1945, admet dans son premier discours devant le Parlement le 5 septembre 1945 que la déclaration de guerre de l'URSS a mis le Japon dans « la pire situation possible ». Mais en même temps, le chef du gouvernement de transition reprend le mythe présentant la bombe atomique comme unique cause de la défaite japonaise. C'est pour sauver le Japon et sa population de ces terribles bombes qu'Hirohito a fait déposer les armes « dans l'intérêt de la paix et de l'humanité [13] ».

Au fil des années, cette narration va se développer. L'invasion de la Mandchourie en 1931, puis de la Chine en 1937 et la campagne de Mandchourie en 1945 – pourtant étapes déterminantes dans la Seconde Guerre mondiale en Asie – passent à la trappe. Ce n'est pas non plus à cause d'erreurs stratégiques que le Japon a perdu la guerre, mais en raison de l'emploi par les Américains d'armes inhumaines.

Le réflexe naturel des historiens à se focaliser sur la partie de l'histoire qui concerne leur pays enracine ce récit aux États-Unis. Mais l'oubli du rôle de l'URSS relève également de motivations plus politiques. Alors que la guerre froide n'a pas encore commencé, au début septembre 1945, les Américains évincent les Soviétiques de l'occupation du Japon qui devient une affaire exclusivement américaine – si on fait abstraction de la présence d'un petit contingent australien basé à Hiroshima, qui n'a toutefois aucun rôle politique. Reconnaître les mérites de l'Armée rouge reviendrait à concéder une place à l'URSS dans la réorganisation de la société japonaise.

La guerre froide s'installe en Asie et, plus tôt qu'en Europe, dégénère en confrontation militaire, en Chine avec la guerre civile que gagne Mao Zedong (1949), puis en Corée (juin 1950). Mettre l'accent sur les bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki et blanchir Hirohito est indispensable pour faire du Japon le pilier asiatique du système de défense américain.

23

Yalta, ou le partage du monde entre les trois Grands

par Georges-Henri Soutou,
membre de l'Institut

La conférence de Yalta en février 1945, qui réunit Roosevelt, Staline et Churchill, fut sur le moment le symbole de la grande alliance des vainqueurs de l'Allemagne nazie et de leur entente en vue de l'après-guerre. Par la suite, au temps de la guerre froide, Yalta fut stigmatisée, au contraire, comme la cause et le symbole de la division de l'Europe. Ces interprétations opposées de Yalta sont toutes les deux fausses et la réalité est beaucoup plus complexe. Sur le papier, en effet, Yalta n'a pas du tout annoncé la division de l'Europe, au contraire, mais la reconstruction d'un nouvel ordre européen fondé sur la démocratie, et sur une gestion commune des grands problèmes du continent par les vainqueurs de 1945. Certes, les arrière-pensées antagonistes des uns et des autres firent que les décisions concrètes de 1945, au-delà des grands principes, restèrent ambiguës, et que très vite la conférence de Yalta fut détournée de sa signification juridique. Dès lors, le projet d'ordre européen qu'elle comportait échoua dès 1946-1947 et l'on connut la guerre froide et la division de l'Europe [1].

Les circonstances

La conférence de Yalta, dite aussi conférence de Crimée, a suscité et suscite toujours les plus grands débats. On notera quatre interprétations. La plus fréquente aujourd'hui encore est celle du « partage du monde », de l'accord cynique entre les États-Unis et l'URSS pour diviser l'Europe. Ce mythe, popularisé en France dès 1947 par le général de Gaulle, qui n'avait pas été invité à Yalta, renvoie à la vision de la « double hégémonie » américano-soviétique, censée avoir dominé les relations internationales après 1945.

À l’époque les interprétations étaient très différentes. Pour les Soviétiques, Yalta constituait un bon accord, malheureusement trahi dès la mort de Roosevelt en avril 1945 par son successeur, Truman. Pour les Anglais et, surtout, pour les Américains, Yalta était aussi un accord valable, mais qui ne fut pas exécuté par les Soviétiques. On remarquera que le président Reagan reprit cette version en 1985, et demanda un « retour à Yalta ».

Une quatrième version circula à la fin des années 1940 et durant les années 1950 dans les milieux conservateurs américains, qui eurent tendance à attribuer à Roosevelt une grande responsabilité dans les succès de Staline en 1945 et dans le déclenchement de la guerre froide dans des conditions délicates pour l’Occident : dès le départ, la conférence de Yalta était mauvaise en soi, parce que l’homme de la Maison-Blanche, d’ailleurs entouré de conseillers soviétophiles ou « compagnons de route » des communistes, s’y serait laissé flouer par le maître du Kremlin.

Rappelons tout d’abord la situation d’ensemble, stratégique et politique, en février 1945 : elle commanda largement Yalta. L’Armée rouge était déjà parvenue à 80 kilomètres de Berlin, tandis que les Alliés occidentaux, retardés par l’offensive allemande des Ardennes, ne devaient atteindre le Rhin qu’à la mi-mars. Outre cet avantage évident sur le terrain, l’URSS avait déjà commencé à préparer l’après-guerre en Europe orientale, en concluant toute une série d’armistices avec les anciens alliés de l’Allemagne entre septembre 1944 (avec la Finlande) et janvier 1945 (avec la Hongrie). Or ces armistices étaient en fait de véritables préliminaires de paix, conformes aux exigences soviétiques, y compris en matière de politique intérieure. Ils stipulaient l’interdiction des formations politiques non démocratiques, ce qui ouvrait bien sûr la voie à une communisation progressive. Par ailleurs, la réalité du pouvoir sur place appartenait à l’Armée rouge, qui contrôlait directement les administrations locales en utilisant les communistes autochtones.

Staline procédait d’ailleurs de son côté à une réorganisation géopolitique en profondeur de l’Europe orientale. Dès novembre 1944, il commençait à préparer le rattachement de l’Ukraine subcarpatique, qui appartenait à la Tchécoslovaquie, à l’URSS, lui donnant une frontière commune avec la Hongrie. En outre l’annexion de la Galicie polonaise, acceptée par les Anglais et les Américains depuis la conférence de Téhéran en 1943, donnerait à l’URSS une frontière commune avec la Tchécoslovaquie. En

1939, l’URSS n’avait que deux voisins à l’ouest (en dehors des pays Baltes, mais qu’elle devait justement réannexer à la fin de la guerre) : la Pologne et la Roumanie. Désormais, grâce à ces modifications territoriales, elle allait avoir une frontière commune avec chacun des quatre pays d’Europe centre-orientale et orientale, une donnée essentielle pour son influence et son contrôle militaire.

Un autre point capital pour comprendre Yalta est que l’URSS n’était toujours pas en guerre contre le Japon. Très désireux de la voir s’engager dans le conflit contre celui-ci dès que la guerre serait terminée en Europe, de façon à alléger la tâche de l’armée américaine, le président américain fit bien des concessions en échange d’une promesse de Staline dans ce sens.

Les objectifs

Quels étaient les objectifs des uns et des autres ? Pour Staline, il s’agissait de s’assurer le contrôle le plus étroit possible sur l’Europe orientale et une totale participation à l’occupation et au gouvernement de l’Allemagne, sans compter un programme ambitieux en Extrême-Orient. Il n’accepterait rien qui risquerait de remettre en cause ces objectifs. En même temps, tout en négociant très durement et en ne cédant rien sur ce qui était pour lui l’essentiel, il était prêt à accepter de formuler ses exigences en des termes permettant aux Anglo-Américains de sauver la face. Il ne souhaitait pas en effet une rupture brutale, mais une situation lui permettant de parvenir à ses fins sur place sans provoquer un raidissement occidental [2].

Churchill, quant à lui, était de plus en plus méfiant à l’égard des objectifs de Staline. Il avait désormais compris que les Soviétiques ne se contenteraient pas d’établir en Europe orientale un glacis de sécurité, mais qu’ils voudraient la communiser. Il commençait pour sa part à résister : en Grèce tout d’abord, où les troupes britanniques soutenaient le gouvernement royal rentré en octobre 1944 à la suite du départ des Allemands, contre le mouvement communiste ELAS. À Yalta en particulier, Churchill devait s’efforcer de contrer les plans soviétiques de trois façons : en essayant de s’opposer à la mainmise totale sur la Pologne du gouvernement prosoviétique installé à Varsovie depuis le 1er janvier ; en s’opposant aux projets de démembrement de l’Allemagne ; en se battant pour que ses partenaires acceptent, ce qu’ils finirent par faire, que la France obtienne une zone d’occupation en Allemagne et fasse partie des quatre

puissances chargées d'occuper et de gouverner l'ancien Reich après la capitulation, à égalité avec les trois Grands. Il s'agissait bien évidemment d'éviter de laisser se constituer un vide au cœur de l'Europe au seul profit de l'URSS, et d'éviter que la Grande-Bretagne ne se retrouve seule face aux Soviétiques en Allemagne lorsque, rapidement pensait-on, les Américains retireraient leurs troupes. Lors de son voyage à Paris le 11 novembre 1944, Churchill avait clairement laissé entendre à de Gaulle qu'il souhaitait faire contrepoids à l'URSS après la guerre avec l'aide de la France. Les dirigeants britanniques avaient été ulcérés de voir que, le 10 décembre 1944, de Gaulle avait conclu un pacte avec Staline plutôt qu'avec eux [3].

Le cas de Roosevelt est le plus complexe, car il faut tenir compte, outre ses positions propres, pas toujours faciles à clarifier, des profondes divergences entre les différents secteurs de son Administration. Le Département d'État, assez proche des positions britanniques, redoutait lui aussi l'expansionnisme soviéto-communiste. En même temps il manifestait une certaine méfiance à l'égard des Anglais, considérés comme trop disposés à soutenir les gouvernements en exil à Londres – et d'abord le polonais – perçus comme réactionnaires. Les Britanniques étaient soupçonnés d'être avant tout soucieux de rétablir leurs réseaux d'influence d'avant guerre. Il estimait qu'il fallait accepter les frontières que souhaitait Staline – pays Baltes, Pologne, Prusse-Orientale, Bessarabie –, c'est-à-dire accorder à l'URSS des garanties pour sa sécurité, mais qu'il fallait en revanche refuser la communisation de l'Europe orientale. Pour ce faire, le Département d'État préconisait la création d'une « Haute Commission d'urgence pour l'Europe libérée », qui serait un organisme chargé de contrôler effectivement les élections dans tous les pays de l'Europe libérée, et disposant de pouvoirs réels.

Face à ce courant relativement méfiant, il en existait un autre, très favorable au développement de la coopération avec l'URSS après la guerre. Il souhaitait le développement des relations économiques avec Moscou, l'octroi de crédits à l'URSS, son adhésion au système monétaire et commercial mondial que l'Administration Roosevelt, on s'en souvient, voulait mettre sur pied, et l'entrée de la Russie au FMI – rappelons qu'elle avait participé à la conférence de Bretton Woods. L'arrière-pensée était que la politique soviétique serait alors plus facile à influencer dans un sens compatible avec les intérêts américains, que l'on pourrait obtenir en particulier la coopération de Moscou dans le nouvel ordre mondial voulu à

Washington. L’espoir ultime étant qu’une telle intégration dans les mécanismes économiques mondiaux conduirait à une libéralisation progressive de la société soviétique, espoir qui sera d’ailleurs récurrent à Washington pendant presque toute la guerre froide [4]. La faiblesse de ce courant d’idées, qui sous-estimait la profondeur de l’emprise idéologique sur le système et l’économie soviétiques, était bien sûr de s’imaginer que l’URSS pourrait s’intégrer dans des mécanismes d’inspiration essentiellement libérale…

Quant à Roosevelt lui-même, sa position était assez ambiguë. Il était, d’une part, résigné au fait que Staline, installé sur place avec l’Armée rouge, pourrait largement agir à sa guise en Europe orientale. D’autre part, il ne partageait pas les illusions de certains à Washington et se montrait plus prudent que bon nombre de ses conseillers. En ce qui concerne l’Europe orientale, le point crucial, la position de Roosevelt était particulièrement complexe. En principe et officiellement, il soutenait la position selon laquelle les pays d’Europe orientale devraient avoir de bonnes relations avec l’URSS et leurs gouvernements se montrer « amicaux » envers Moscou afin de satisfaire les besoins de sécurité des Soviétiques, mais en conservant leur droit à l’autodétermination sur le plan de la politique intérieure. Y croyait-il vraiment, était-il sincère ? Il faut noter tout d’abord le poids de la politique intérieure américaine, et les promesses qu’il dut faire aux groupes ethniques issus d’Europe orientale en vue des élections présidentielles de novembre 1944. Dans quelle mesure ses prises de position sur l’Europe orientale n’étaient-elles pas d’abord destinées à la consommation intérieure américaine ?

Très troublante à ce sujet fut sa réaction au projet du Département d’État d’une « Haute Commission d’urgence pour l’Europe libérée » : il en rejeta absolument l’idée, avant même Yalta, et dès lors les Américains n’en parlèrent plus. Or, seule cette commission aurait été capable de gêner vraiment les Russes en Europe orientale. Sans doute Roosevelt ne se faisait-il pas d’illusions, comprenant que Staline n’accepterait jamais un tel organisme, et ne souhaitait-il pas le provoquer, au risque de faire échouer la conférence de Crimée. Il était en outre convaincu que les troupes américaines devraient quitter l’Europe rapidement, car l’opinion publique refuserait un engagement indéfini des États-Unis sur le continent.

La conférence de Yalta (4 au 11 février 1945)

Roosevelt, Churchill et leurs collaborateurs arrivèrent début février 1945 dans une Crimée à peine libérée des Allemands et dévastée, qui leur fit une impression profonde. Le climat de Yalta, c'est aussi la sympathie tout simplement humaine des responsables occidentaux pour les souffrances du peuple russe. En effet, malgré des moments difficiles, on ne peut pas dire que la conférence se soit mal passée, et les participants se quittèrent en bons termes. L'unité des Alliés était spectaculairement réaffirmée, alors que la propagande allemande spéculait sur leur désaccord. Ce ne fut que dans les semaines suivantes que les problèmes commencèrent à se multiplier.

Tout au long de la conférence, Roosevelt eut le souci de ne pas donner l'impression à son hôte qu'il se mettait systématiquement d'accord avec Churchill contre lui. Mais il alla sans doute trop loin, et souvent ce fut Churchill qui se retrouva isolé dans son combat contre certaines prétentions de Staline.

La dynamique de la conférence fut déterminée par le fait que l'accord put se faire sur deux questions qui intéressaient au premier chef les Américains : l'Organisation des Nations unies et l'entrée en guerre de l'URSS contre le Japon. À propos de la future ONU, il faut néanmoins constater que l'accord fut possible parce que les Américains abandonnèrent leur position initiale, selon laquelle un membre permanent du Conseil de sécurité ne pourrait pas faire jouer son droit de veto s'il était partie prenante dans un conflit. Ce fut la thèse de Staline qui l'emporta : les membres permanents disposeraient dans tous les cas de leur droit de veto, même s'ils étaient directement concernés. L'ONU allait pouvoir être fondée à San Francisco le 25 avril, mais l'URSS y disposerait de trois voix : la sienne, celle de l'Ukraine et celle de la Biélorussie, ultime concession arrachée par le dictateur soviétique. Cette solution allait contribuer au blocage de l'ONU pendant la guerre froide, ce qui représenta un échec majeur pour les conceptions américaines.

Le second point capital pour Roosevelt était l'entrée en guerre de l'URSS contre le Japon : Staline promit qu'il déclarerait la guerre au Japon trois mois après la fin des hostilités en Europe. Il se fit payer au passage fort cher une entrée en guerre à laquelle il était sans doute de toute façon décidé : l'URSS obtiendrait les îles Kouriles et le sud de Sakhaline, ainsi, en Chine, que Port-Arthur, Dairen et les chemins de fer de Mandchourie, ce

qui rétablissait la situation prévalant en Extrême-Orient avant la guerre russo-japonaise de 1904-1905.

Satisfait sur les deux points essentiels de son programme, Roosevelt se montra relativement accommodant pour le reste. Pour la Pologne – la question la plus disputée à Yalta –, il abandonna assez facilement le gouvernement polonais de Londres, entraînant finalement Churchill, au départ plus coriace. Les deux Occidentaux proposèrent alors de confier à trois personnalités polonaises indépendantes la formation d'un nouveau gouvernement, qui serait différent à la fois de celui de Londres et de celui de Varsovie – l'ex-Comité de Lublin, totalement dominé par les Soviétiques, devenu le 1er janvier 1945 gouvernement polonais et installé à Varsovie. Staline refusa. Il était tout au plus disposé à « élargir » le gouvernement de Varsovie, ce qui était insuffisant pour Roosevelt et Churchill. Finalement, les Américains proposèrent que l'on charge une commission formée de Molotov, le ministre des Affaires étrangères soviétiques, et des ambassadeurs des États-Unis et de Grande-Bretagne à Moscou de « réorganiser » le gouvernement de Varsovie, et on se mit d'accord sur cette formule. Elle était très ambiguë : que signifie au juste « réorganiser » ? Staline avait gagné sur le fond : le gouvernement polonais de Londres disparaissait purement et simplement, et celui de Varsovie serait de toute façon la base du futur gouvernement, plus ou moins « réorganisé ».

Le gouvernement polonais « réorganisé », autre point essentiel, devait prévoir des élections libres. Mais quand ? « Aussitôt que possible », dit le communiqué final de la conférence, mais aucun délai ne fut fixé. Verbalement, Staline avait froidement promis que ces élections auraient lieu un mois plus tard. Elles ne se dérouleraient qu'en 1947, et elles ne seraient pas libres. Les Alliés, qui avaient cependant durement négocié, crurent-ils à la promesse de Staline ? On peut en douter. Quant à Staline, n'avait-il pas lieu de penser que les Alliés finiraient par se résigner ?

En ce qui concerne l'Allemagne, Churchill obtint une zone d'occupation pour la France ainsi que sa participation au Conseil de contrôle. Staline exigea simplement que la zone française fût prélevée sur les zones prévues pour les États-Unis et la Grande-Bretagne. Les frontières allemandes, en revanche, furent âprement débattues. Certes, la Pologne serait ramenée à la ligne Curzon – définie en 1919 par le ministre des Affaires étrangères britannique Curzon, et qui se trouvait à environ 200 kilomètres plus à l'ouest que la frontière finalement établie en 1921 entre la Pologne et la

Russie bolchevique. Et il était entendu qu'elle recevrait des compensations à l'ouest et au nord aux dépens de l'Allemagne. Mais jusqu'où ? Jusqu'à la Neisse orientale ? Ou même plus loin vers l'ouest, jusqu'à la Neisse occidentale, ce qui ajoutait une partie considérable de la Silésie ? Churchill et Roosevelt plaidaient pour la solution plus modérée de la Neisse orientale, d'autant plus qu'on était d'accord pour déplacer les populations allemandes, décision d'ailleurs lourde de conséquences pour l'avenir. Mais Staline voulait que « la Pologne fût forte » et insistait pour la Neisse occidentale. Faute d'accord, la question fut renvoyée à la future conférence de la paix.

On ne se mit pas d'accord non plus sur le problème des réparations allemandes. Les Soviétiques proposèrent d'abord le démontage de 80 % de l'ensemble des industries lourdes allemandes, puis, dans un deuxième temps, un total de réparations de 20 milliards de dollars, dont la moitié leur serait destinée. Cette demande énorme était certes compréhensible, étant donné les dommages qu'avait subis l'URSS, mais les Anglais et les Américains lui étaient très hostiles. Ils considéraient que les réparations excessives imposées à l'Allemagne après 1919 avaient été l'une des causes de la Seconde Guerre mondiale. En l'absence d'un accord on renvoya donc l'affaire à une commission qui siégerait à Moscou. Mais les États-Unis, contre l'avis de la Grande-Bretagne, acceptèrent que cette commission prenne le chiffre de 20 milliards de dollars comme « base de départ ». Comme pour la « réorganisation » du gouvernement polonais, c'était bien imprécis, mais en même temps cela engageait déjà largement la suite.

En ce qui concerne le problème de l'unité allemande, on assista à une évolution caractéristique. Les trois Grands affirmèrent le principe de la division de l'Allemagne, mais, à la différence de la conférence de Téhéran en décembre 1943, aucun d'entre eux ne proposa un plan précis de démembrement. Et ils confièrent cette question aux trois ministres des Affaires étrangères, avec en particulier la tâche de trouver une formule à inscrire dans les clauses de la capitulation allemande. Molotov (pour l'Union soviétique), Stettinius (pour les États-Unis) et Eden (pour le Royaume-Uni) se mirent d'accord très vite sur un texte très souple, à insérer dans l'instrument de capitulation que la Commission consultative européenne de Londres était en train de mettre au point. Ce texte réservait la possibilité de démembrer l'Allemagne, mais n'en faisait pas une obligation. Si à Téhéran on avait retenu de façon positive le principe de la division, depuis la perception par les différents partenaires de leur intérêt

dans cette affaire avait changé : les Soviétiques, beaucoup plus près de Berlin que les Occidentaux, craignaient désormais que la division ne profite aux Anglo-Américains, et inversement. Molotov proposa de continuer cette discussion à Londres, entre Eden et les ambassadeurs américain et soviétique en poste dans cette ville, c'est-à-dire sans les Français, les plus favorables au démembrement. Le 11 avril, cette commission confirma qu'aux termes des accords de Yalta la division de l'Allemagne était une possibilité ouverte aux Alliés, mais pas une obligation. Finalement, dans le texte de la capitulation allemande du 8 mai, aucune allusion ne fut faite au démembrement, même comme une simple possibilité. Et dans son discours du lendemain, Staline put déclarer que « l'URSS ne voulait ni démembrer ni anéantir l'Allemagne », ce qui était une façon évidente de se poser, face aux autres Alliés, en protecteur du peuple allemand, soigneusement distingué du régime nazi.

On sous-estime souvent l'importance de cette orientation prise à Yalta et confirmée les semaines suivantes : l'Allemagne ne serait en définitive pas démembrée, alors que beaucoup s'y attendaient. En tenant compte des arrière-pensées des uns et des autres et du discours de Staline du 9 mai 1943, dans lequel il proclamait que l'URSS avait fait la guerre à Hitler mais pas au peuple allemand, on peut dire que l'Allemagne était devenue un enjeu de la rivalité entre les vainqueurs avant même d'avoir signé sa capitulation. Ce ne fut qu'en 1946 que commença le processus de division de l'Allemagne, élément essentiel de la division du continent. Ce n'est pas ce que l'on avait voulu à Yalta.

Le point le plus caractéristique de la conférence de Yalta fut la discussion sur la « Déclaration sur l'Europe libérée ». On se souvient que le Département d'État américain – appuyé d'ailleurs par les Anglais – avait suggéré, avant la conférence, la création d'une Haute Commission d'urgence pour l'Europe libérée, chargée en particulier d'y assurer la liberté et le contrôle des élections. Mais Roosevelt avait rejeté absolument cette proposition, et la fit transformer en simple « Déclaration sur l'Europe libérée ». Adoptée par la conférence, celle-ci affirmait le principe de gouvernements issus d'élections libres, contrôlées par les trois Grands.

Comme avec l'affaire polonaise, on est là au cœur des problèmes d'interprétation que pose Yalta. Pour certains, si cette déclaration avait été respectée par les Soviétiques, l'Europe de l'Est n'aurait pas été communisée et l'Europe n'aurait pas été divisée. Pour d'autres, cette déclaration,

purement de principe et dépourvue d'efficacité, n'était qu'un paravent, derrière lequel les Anglo-Américains savaient bien que Staline allait n'en faire qu'à sa tête en Europe orientale. Les choses sont sans doute plus complexes : cette déclaration a été durement négociée, et obtenue de haute lutte par les Occidentaux, contre Staline qui n'en voulait pas au départ. En outre, il s'agissait d'un texte important, car il présentait pour la première fois la démocratie fondée sur des élections libres comme la norme du droit public européen et la base d'un nouvel ordre européen. Il ne s'agissait pas d'un simple paravent, mais bien de l'un des nœuds de la conférence. En même temps, l'interprétation selon laquelle il aurait suffi de respecter cette déclaration pour éviter la division de l'Europe et la guerre froide est trop rapide, et on peut se demander si les Anglo-Américains se faisaient beaucoup d'illusions sur son efficacité.

Mais intervint alors sans doute un facteur culturel : comme le dit l'un des membres de la délégation américaine, seuls les Anglais et les Américains savaient ce qu'étaient des élections libres. En outre, il est vrai que la plupart des pays d'Europe centrale et orientale n'étaient pas des modèles de démocratie en 1939. Ajoutons que Staline sera habile : en apparence tout au moins, la mainmise communiste absolue en Europe orientale fut un processus qui se déroula entre 1945 et 1948, et ne survint pas immédiatement.

Les hypocrites

En rentrant de Yalta, Churchill avait bien mauvaise conscience à propos de la Pologne et dut d'ailleurs affronter une fronde de certains députés conservateurs. Mais on peut déceler chez lui une certaine hypocrisie. En effet, la tendance générale à Londres fut de sacrifier plus ou moins clairement la partie nord de l'Europe orientale, en particulier la Pologne, tout en essayant d'obtenir de Staline la garantie des intérêts britanniques dans les Balkans et en Méditerranée orientale. C'est la signification du fameux « accord des pourcentages » conclu entre Churchill et Staline lors de la visite du Premier ministre britannique à Moscou en octobre 1944. Cet accord plaçait la Bulgarie et la Roumanie dans la sphère d'influence exclusive de la Russie, la Grèce dans celle de la Grande-Bretagne, tandis que la Hongrie et la Yougoslavie feraient part égale aux deux puissances. Cet accord marquait en fait très clairement les priorités britanniques,

orientées vers la Méditerranée : il s’agissait essentiellement de sauver la Grèce – et l’Italie.

Quant à de Gaulle, il se consolait en fait de ne pas avoir été invité à Yalta. On a peu remarqué qu’il écrivit le 27 janvier 1945 à Georges Bidault, le ministre des Affaires étrangères du Gouvernement provisoire : « […] nous serons beaucoup plus libres pour traiter ultérieurement l’imbroglio européen, si nous n’avons pas participé au prochain bafouillage, lequel peut se terminer par des rivalités entre les “présents” [5]. » C’était cohérent avec sa vision d’ensemble de l’après-guerre : la France devait manœuvrer entre les Anglo-Américains et les Soviétiques.

De Gaulle et la Ve République, par la suite, ont instrumentalisé le mythe de Yalta. Certes, les choses ne s’y sont pas passées de façon convenable pour la France, du point de vue de son rang et de son prestige. Mais ses intérêts majeurs – participation à l’occupation de l’Allemagne, place dans l’organisation mondiale en cours de gestation – ont été préservés. On constate également que, d’une certaine façon, on se consolait de ne pas y être, dans la mesure où, par la suite, la France pourrait prendre la tête des puissances européennes pour les regrouper face aux Grands. Quant aux concessions les plus graves engagées à Yalta, la reconnaissance de la Pologne communiste et la frontière Oder-Neisse, de Gaulle avait cédé de son côté aux Soviétiques sur l’essentiel avant même Yalta, lors de sa visite à Moscou en décembre 1944. Il fut le premier responsable politique à accepter d’échanger des représentants avec ce qui était encore le Comité de Lublin et à accepter aussi la frontière de l’Oder-Neisse, Staline en faisant deux conditions *sine qua non* pour signer le pacte franco-soviétique du 10 décembre 1944 [6].

Il est donc faux de dire que Yalta a vu le partage de l’Europe. D’abord Staline n’a pris pour sa part aucun engagement : il n’a nullement reconnu une quelconque sphère d’influence anglo-américaine en Europe occidentale. Ensuite, les Anglais et les Américains se sont incontestablement battus pour la Pologne et pour l’Europe orientale. La thèse classique de la « double hégémonie » ne tient pas. En outre, dès le mois d’avril Roosevelt et Churchill ont protesté contre la façon dont Staline interprétait les accords de Yalta.

Mais les autres thèses sont tout aussi discutables. On ne peut en effet pas parler non plus d’un bon accord, qui aurait évité la division de l’Europe et la guerre froide si seulement il avait été appliqué : Staline n’a signé le

communiqué de Yalta que parce qu'il était persuadé, comme il le dit à Molotov, qu'il l'appliquerait à sa manière, en fonction de la « corrélation des forces » ; quant aux Occidentaux, ils ont lâché l'essentiel sur la Pologne, et ils étaient conscients du fait que la Déclaration sur l'Europe libérée, substituée à la commission exécutive prévue initialement, était bien théorique.

On se résignait à l'ouest, en fait, à accorder une sphère d'influence à Staline en Europe orientale. On espérait que l'on pourrait malgré tout établir des relations stables avec lui, puisqu'il avait accepté, pour l'ONU et pour le Japon, les principales demandes de Roosevelt. Quant à l'Europe orientale, les Américains, plus optimistes que les Britanniques et plus marqués par l'antifascisme du *New Deal,* espéraient que des gouvernements de coalition, pas exclusivement communistes, seraient possibles, comme en Tchécoslovaquie de 1945 à 1948. Sans doute était-on résigné, à Londres et à Washington, à ce que Staline manipule largement les élections et la vie politique de cette région, de toute façon sans grande tradition démocratique, mais sans imaginer jusqu'où cela irait.

Les Occidentaux n'ont certes pas voulu, à Yalta, un partage fondamental, politique, idéologique, de l'Europe, anticipant l'affrontement de deux systèmes sociaux différents, ils n'ont pas voulu ce qui allait être une marque essentielle de la guerre froide. Mais ils se sont à mon sens résignés à accorder à l'URSS en Europe orientale une sphère d'influence. Seulement, n'ayant pas encore pleinement mesuré la composante idéologique du système soviétique, ils voyaient celle-ci comme une sphère d'influence classique, dont l'histoire européenne offrait maints exemples, avec certes une coloration politique « de gauche », mais restant dans le cadre démocratique. Ils n'imaginaient sans doute pas quelle profondeur atteindrait la communisation de l'Europe orientale et le fossé qui allait couper l'Europe en deux.

Yalta a donc été, et reste devant l'Histoire, une conférence très ambiguë, susceptible de différentes interprétations, d'abord à cause de la contradiction fondamentale entre, d'une part, les principes démocratiques qu'elle codifie comme bases d'un nouvel ordre européen, et, de l'autre, les concessions concrètes faites par les Occidentaux à Staline, qui reviennent à lui laisser le champ libre en Pologne et en Europe orientale. Ensuite, à cause de l'ambiguïté même de Roosevelt : croit-il vraiment à la solution de pays amis de l'URSS mais conservant un minimum de liberté intérieure, même

dans le cadre de coalitions gouvernementales englobant les communistes, ce qui fut en gros le cas de la Tchécoslovaquie avant 1948 ? Ou se doute-t-il que l'emprise soviétique ira beaucoup plus loin ? Et jusqu'où pense-t-il qu'elle ira ? Encore aujourd'hui, on ne peut pas répondre avec certitude. Churchill est (relativement) moins ambigu mais impuissant. Staline paraît être celui des trois qui a suivi à cette occasion la politique la plus limpide…

Notices biographiques des auteurs

Sébastien ALBERTELLI, agrégé et docteur en histoire, est l'auteur des *Services secrets du général de Gaulle*, d'un *Atlas de la France libre* et des *Services secrets de la France libre*. Il prépare une histoire du sabotage en France, de 1870 à 1945, à paraître chez Perrin.

Le lieutenant-colonel Vincent ARBARÉTIER, saint-cyrien et docteur en histoire, est l'auteur de plusieurs livres sur la Seconde Guerre mondiale dont *Rommel et la stratégie de l'Axe en Méditerranée de février 1941 à mai 1943* aux éditions Economica.

Agrégé d'histoire, fin connaisseur de l'armée américaine, Nicolas AUBIN contribue à de nombreuses revues d'histoire militaire. Il a publié *Les Routes de la liberté : la logistique américaine en France et en Allemagne, 1944-1945.*

Benoist BIHAN est historien et stratégiste. Rédacteur en chef adjoint du magazine *Défense & Sécurité internationale* et coordinateur éditorial de la revue *Histoire & Stratégie*, il est également conseiller de la rédaction du magazine *Science & Vie : Guerres & Histoire.*

Diplômé de l'Inalco, ancien grand reporter du *Nouvel Observateur* basé en Asie, Bruno BIROLLI est l'auteur de *Ishiwara, l'homme qui déclencha la guerre.*

Ancien officier de marine, François-Emmanuel BRÉZET est docteur en histoire de l'université Paris-IV Sorbonne. Il a consacré l'essentiel de ses travaux de recherche historique et de ses nombreuses publications à l'histoire de la marine allemande.

Patrick FAÇON, docteur en histoire, est directeur de recherche du département armée de l'air du Service historique de la défense (Vincennes). Spécialiste de la guerre aérienne, il est l'auteur de nombreux ouvrages, parmi lesquels *Le Bombardement stratégique, Histoire de la guerre aérienne, 1933-1943* et *Histoire de l'armée de l'air.*

Daniel FELDMANN et Cédric MAS travaillent ensemble depuis plusieurs années. Cédric MAS, spécialiste des opérations en Méditerranée, est l'auteur de *La Bataille d'El-Alamein.* Daniel FELDMANN s'intéresse particulièrement à la campagne d'Europe du Nord-Ouest et aux aspects stratégiques du conflit. Ils ont publié des biographies de Rommel et Montgomery et travaillent actuellement sur les opérations de la fin de la guerre en Allemagne.

Après des études d'histoire, Pierre GRUMBERG est devenu journaliste scientifique. Longtemps membre de la rédaction de *Science & Vie,* il est depuis 2011 rédacteur en chef adjoint du magazine *Guerres & Histoire.* C'est un spécialiste, notamment, de la technologie militaire et de la guerre du Pacifique.

Hubert HEYRIÈS est agrégé d'histoire, professeur d'histoire contemporaine à l'université Montpellier-III. Ses recherches portent sur l'armée italienne et les garibaldiens aux XIXe et XXe siècles.

Le professeur François KERSAUDY a enseigné aux universités d'Oxford et de Paris-I. Il est l'auteur de *De Gaulle et Churchill, De Gaulle et Roosevelt* et *Churchill contre Hitler,* ainsi que de biographies de Churchill, Mountbatten et Goering. Son dernier ouvrage : *MacArthur,* dans la collection « Maîtres de guerre ».

Ancienne élève de l'École normale supérieure de Cachan et agrégée d'histoire, Julie Le GAC est chercheuse postdoctorale au Labex EHNE (Paris-Sorbonne). Elle a déjà publié *Vaincre sans gloire. Le corps expéditionnaire français en Italie* (*novembre 1942-juillet 1944*).

Jean-Luc LELEU, ingénieur de recherche CNRS au Centre de recherche d'histoire quantitative (université de Caen), a notamment publié sa thèse sur la *Waffen-SS* et a codirigé un *Atlas historique de la France dans la Seconde Guerre mondiale.*

Jean LOPEZ, fondateur et directeur de la rédaction de *Guerres & Histoire,* s'est signalé par une série d'ouvrages revisitant le front germano-soviétique, dont *Koursk. Les quarante jours qui ont ruiné la Wehrmacht, Stalingrad, la bataille au bord du gouffre* et, avec Lasha OTKHMEZURI, par une biographie de Joukov unanimement saluée. Son dernier livre : *Les Cent Derniers Jours d'Hitler.* Lasha OTKHMEZURI, ancien diplomate, est conseiller de la rédaction de la revue *Guerres & Histoire.*

Normalienne et agrégée d'histoire, Claire MIOT est doctorante à l'ENS Cachan. Elle écrit sa thèse, sous la direction d'Olivier WIEVIORKA, sur « La Première armée française, du débarquement de Provence à la capitulation allemande (août 1944-mai 1945) ».

Jean-François MURACCIOLE est professeur d'histoire contemporaine à l'université Paul-Valéry de Montpellier. Il consacre ses travaux à la France libre et a publié *Les Français libres. L'autre Résistance* (Tallandier, 2009) et codirigé le *Dictionnaire de la France libre* (Robert Laffont, « Bouquins », 2010).

Georges-Henri SOUTOU est membre de l'Académie des sciences morales et politiques et professeur émérite à l'université de Paris-IV Sorbonne. Il travaille sur les relations internationales au XX[e] siècle.

Ancien professeur de l'Inalco et ancien directeur de la Maison franco-japonaise de Tokyo, Pierre-François SOUYRI est professeur à l'université de Genève où il enseigne l'histoire japonaise. Il a publié une *Nouvelle histoire du Japon* et, avec Constance Sereni, *Kamikazes.*

Professeur émérite d'histoire des relations internationales à l'Institut d'études politiques de Paris, Maurice VAÏSSE a publié, entre autres, *Les Relations internationales depuis 1943* (14°édition 2015), *La Puissance ou l'influence : la France dans le monde depuis 1938* (2009) et *La Paix au XXe siècle* (2002).

Fabrice VIRGILI, historien, est directeur de recherche au CNRS. Il est l'auteur, notamment, de *La France* « *virile* » *: des femmes tondues à la Libération* et de *Naître ennemi : les enfants de couples franco-allemands nés pendant la Seconde Guerre mondiale.*

Membre de l'Institut universitaire de France et professeur des universités à l'École normale supérieure de Cachan, Olivier WIEVIORKA est un spécialiste reconnu de la Résistance et de la Seconde Guerre mondiale auxquelles il a consacré plusieurs livres qui font autorité, dont *Histoire du Débarquement* et *Histoire de la Résistance.*

Bibliographies sélectives

Bibliographie sélective chapitre 1

Colville, John, *The Fringes of Power,* Londres, Hodder & Stoughton, 1985.

Gilbert, Martin, *Winston S. Churchill*, vol. VI et VII, Londres, Heinemann, 1983 et 1986.

Hastings, Max, *Finest Years*, Londres, Harper Collins, 2009.

James, Robert Rhodes (éd.), *Chips, the Diaries of Sir Henry Channon,* Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1967.

–, *Winston S. Churchill, His complete Speeches*, vol. VI, Londres, Chelsea House, 1974

Kennedy, John, *The Business of War,* Londres, Hutchinson, 1957.

Manchester, William et Reid, Paul, *The Last Lion*, Boston, Little, Brown & Co, 2012.

Bibliographie sélective chapitre 2

Bloch, Marc, *L'Étrange Défaite*, Paris, Gallimard, coll. « Folio », 1990.

Crémieux-Brilhac, Jean-Louis, *Les Français de l'an 40*, Paris, Gallimard, 1990.

Frieser, Karl-Heinz, *Le Mythe de la guerre-éclair,* Paris, Belin, 2003.

May, Ernest, *Strange Victory : Hitler's Conquest of France,* New York, Hill & Wang, 2000.

Mysyrowicz, Ladislas, *Autopsie d'une défaite*, Lausanne, L'Âge d'Homme, 1973.

Vaïsse, Maurice (dir), *Mai-juin 1940. Défaite française, victoire allemande sous l'œil des historiens étrangers*, Paris, Autrement, 2000 ; réédition, 2010

Vaïsse, Maurice, et Doise, Jean, *Diplomatie et outil militaire, 1871-2019,* Paris, Le Seuil, nouvelle édition actualisée, 2015.

Bibliographie sélective Chapitre 3

Brézet, François-Emmanuel, *Histoire de la marine allemande 1939-1945,* Paris, Perrin, 1999.

–, *Dönitz, le dernier Führer,* Paris, Perrin, 2011.

Churchill, Winston, *Mémoires de guerre*, t. 2, Paris, Tallandier, 2014.

Rahn, Werner, « Der Seekrieg im Atlantik und Nordmeer », dans *Das Deutsche Reich und der Zweite Weltkrieg*, t. 6, édité par le Militargeschichtliche Forschungsamt, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1990.

Roskill, Stephen, *The War at Sea*, t. 2, Londres, HMSO, 1954.

Bibliographie sélective chapitre 4

Das Deutsche Reich und der Zweite Weltkrieg, vol. 4, Der Angriff auf die Sowjetunion, Stuttgart, DVA, 1983.

Lopez, Jean ; Otkhmezuri, Lasha, *Joukov, l'homme qui a vaincu Hitler*, Paris, Perrin, 2013.

Nekrich, Alexander M., *Pariahs, Partners, Predators, German-Soviet Relations*, New York, Columbia University Press, 1997.

Pietrow-Ennker, Bianka (dir.), *Präventivkrieg ? Der deutsche Angriff auf die Sowjetunion*, Francfort-sur-le-Main, Fischer Taschenbuch Verlag, 2001.

Roberts, Cynthia A., « Planning for War : The Red Army and the Catastrophe of 1941 », *Europe-Asia Studies*, décembre 1995.

Stoecker, Sally W., *Forging Stalin's Army*, Boulder, Westview Press, 1998.

Bibliographie sélective Chapitre 5

Prange, Gordon W., *At Dawn We Slept : Untold Story of Pearl Harbor,* New York, Penguin, 1991 (rééd.).

Stille, Mark E., *Tora ! Tora ! Tora !, Pearl Harbor. 1941,* Oxford, Osprey, 2011.

Wilimott, H.P., *Pearl Harbor,* Londres, Orion, 2003.

Willmott, H.P. ; Tohmatsu, Haruo, *A Gathering Darkness : the Coming of War to the Far East and the Pacific, 1921-1942,* Denver, Scholarly

Resources, 2004.

Zimm, Alan D., *The Attack on Pearl Harbor : Strategy, Combat, Myths, Deceptions,* Havertown, Newbury, Casemate Publishers, 2013.

Bibliographie sélective chapitre 6

Arbarétier, Vincent, *Rommel et la stratégie de l'Axe en Méditerranée de février 1941 à mai 1943*, Paris, Economica, 2009.

Fraser, David, *Rommel, die Biographie*, Berlin, Siedler, 2000.

Heckmann, Wolf, *Rommels Krieg in Afrika*, Klagenfurt, Kaiser Verlag, 1999.

Lemay, Benoît, *Erwin Rommel*, Paris, Perrin, coll. « Tempus », 2011.

Lormier, Dominique, *Rommel, la fin d'un mythe*, Paris, Le Cherche Midi, 2003.

Mas, Cédric, avec la participation de Daniel Feldmann, *Rommel*, Paris, Economica, 2014.

Remy, Maurice Philip, *Mythos Rommel*, Munich, List, 2003.

Reuth, Ralf Georg, *Entscheidung im Mittelmeer*, Bonn, Karl Müller Verlag, 1985.

–, *Rommel. Das Ende einer Legende*, Munich, Piper, 2004.

Rommel, Erwin (lieutenant-colonel), *L'infanterie attaque. Enseignements et expérience* vécue, Paris, Éditions Le Polémarque, 2013.

Rommel, Erwin (maréchal), et Grünen, Berna (commentaires), *La Guerre sans haine, carnets*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2013.

Schmidt, Heinz Werner, *With Rommel in the Desert*, Londres, Constable, 1997.

Young, Desmond (général), *Rommel*, Paris, Fayard, 1962.

Bibliographie sélective chapitre 7

Armand, Louis, *Propos ferroviaires,* Paris, Fayard, 1970, 246 pages.

Association pour l’histoire des chemins de fer en France, *Une entreprise publique dans la guerre, la SNCF, 1939-1945* (Actes du 8e colloque de l’AHICF), Paris, PUF, 2001, 488 pages.

Bachelier, Christian, *La SNCF sous l’occupation allemande, 1940-1944,* rapport en 4 volumes, 1996 (http://www.ahicf.com/ww2/rapport/av-propos.htm).

Chevandier, Christian, « La résistance des cheminots : le primat de la fonctionnalité plus qu’une réelle spécificité », dans Antoine Prost (dir.), *La Résistance, une histoire sociale,* Paris, Les Éditions de l’Atelier, 1997, p. 147-158.Durand, Paul, *La SNCF pendant la guerre, sa résistance à l’occupant*, Paris, PUF, 1968,666 pages.

Ribeill, Georges, « Les cheminots face à la lutte armée : les différenciations sociologiques de l’engagement résistant », dans François Marcot (dir.), *La Résistance et les Français. Lutte armée et maquis,* Besançon, Annales littéraires de l’université de Franche-Comté, 1996, p. 71-81.

–, « Résistance-Fer, du “réseau” à l’association : une dynamique corporative intéressée ? », dans *Revue d’histoire des chemins de fer,* n° 34, printemps 2006, p. 53-73.

Bibliographie sélective chapitre 8

Harrison, Mark, *Accounting for War. Soviet Production, Employment and the Defence Burden*, 1940-1945, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, 338 pages.

Overy, Richard, War *and Economy in the Third Reich*, Oxford, Clarendon Press, 1994, 390 pages.

Speer, Albert, *Au cœur du Troisième Reich*, Paris, Le Livre de Poche, 1972 (éd. allemande 1969), 796 pages.

Tooze, Adam, *Le Salaire de la destruction. Formation et ruine de l’économie nazie,* Paris, Les Belles Lettres, 2012 (éd. anglaise 2006).

Bibliographie sélective chapitre 9

Buckley, John, *Monty's Men : the British Army and the Liberation of Europe*, Londres, Yale University Press, 2013.

Copp, Terry, *Cinderella Army : The Canadians in Northwest Europe, 1944-1945*, Toronto, University of Toronto Press, 2007.

Feldmann, Daniel ; Mas, Cédric, *Montgomery*, Paris, Economica, 2014.

Fennell, Jonathan, *Combat and Morale in the North African Campaign. The Eighth Army and the Path to El-Alamein*, Cambridge University Press, 2011.

French, David, *Raising Churchill's Army : The British Army and the War against Germany 1919-1945*, Oxford, Oxford University Press, 2001.

Hamilton, Nigel, *Monty*, Londres, Hamish Hamilton, 3 volumes, 1981,1984,1986.

Flart, Stephen, *Colossal Cracks : Montgomery's 21st Army Group in Northwest Europe, 1944-45*, Westport, Praeger, 2000 ; rééd. Mechanicsburg, Stackpole, 2007.

Lamb, Richard, *Montgomery in Europe 1943-45 : Success or Failure ?*, Londres, Buchan & Enright, 1983.

Montgomery, Brian, *A Field Marshal in the Family*, Londres, Constable, 1974 ; rééd. Londres, Barnsley, 2010.

Bibliographie sélective chapitre 10

Leleu, Jean-Luc, *La Waffen-SS. Soldats politiques en guerre*, Paris, Perrin, 2007.

Schulte, Jan Erik, Lieb, Peter, et Wegner, Bernd (éd.), *Die Waffen-SS. Neue Forschungen*, Paderborn, Schöningh, 2014.

Wegner, Bernd, *Hitlers politische Soldaten. Die Waffen-SS, 1933-1945*, Paderborn, Schöningh, 2008 (1982).

Bibliographie sélective chapitre 11

Alexievitch, Svetlana, *La guerre n'a pas un visage de femme*, Paris, Éditions 84,2005.

Capdevila, Luc, Rouquet, François, Virgili, Fabrice, et Voldman, Danièle, *Sexes, genre et guerres : France, 1914-1945,* édition revue, corrigée et actualisée, Paris, Payot & Rivages, 2010.

Goldstein, Joshua S., *War and Gender : How Gender Shapes the War System and Vice Versa,* nouvelle édition, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.

List, Corinna von, *Résistantes,* Paris, Aima Éditeur, 2012.

Morin-Rotureau, Évelyne, *1939-1945 : Combats de femmes. Françaises et Allemandes, les oubliées de la guerre,* Paris, Éditions Autrement, 2001.

Quétel, Claude, *Femmes dans la guerre, 1939-1945,* Paris, Caen, Larousse-Le Mémorial de Caen, 2004.

Bibliographie sélective Chapitre 12

Messe, Giovanni, *Come fini la guerra in Africa. La* « *Prima armata* » *italiana in Tunisia,* Milan, Rizzoli, 1946, 238 pages.

Panicacci, Jean-Louis, *L'Occupation italienne. Sud-est de la France, juin 1940-septembre 1945,* Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, 440 pages.

Rochat, Giorgo, *Le guerre italiane 1935-1943. Dall'impero d'Etiopia alla disfatta,* Turin, Einaudi, 2005, 460 pages.

Rodogno, Davide, *Il nuovo ordine mediterraneo. Le politiche di occupazione dell'ltalia fascista in Europa* (*1940-1943*), Turin, Bollati Boringhieri, 2003, 586 pages.

Stucchi, Giovanni Battista, *Tornim a baita. Dalla campagna di Russia alla Repubblica dell'Ossola,* Milan, Vangelista, 2011 (1983), 467 pages.

Bibliographie sélective Chapitre 13

Costello, John, *The Pacific War : 1941-1945,* New York, Quill, 1982.

Dower, John W., *War without Mercy. Race and Power in the Pacific War,* New York, Panthéon Books, 1987.

Ienaga, Saburo, *The Pacific War : 1931-1945,* New York, Panthéon Books, 1978.

Myers, Michael, *The Pacific War and Contingent Victory : Why Japanese Defeat Was Not Inévitable,* Lawrence, University Press of Kansas, 2015.

Sapir, Jacques, *La Mandchourie oubliée. Grandeur et démesure de l'art de la guerre soviétique,* Paris, Éditions du Rocher, 1996.

Toland, John, *The Rising Sun : The Décliné and Fall of the Japanese Empire, 1936-1945,* New York, Modem Library, 2003.

Toll, Ian, *Pacific Crucible : War at Sea in the Pacific, 1941-1942,* New York, W.W. Norton & Company, 2012.

Willmott, H.P., *Atlas de la guerre du Pacifique 1941-1945,* Paris, Autrement, 2001.

Bibliographie sélective Chapitre 14

Champeaux, Antoine, et Gaujac, Paul (dir.), *Le Débarquement de Provence* (actes du colloque international organisé les 4,5, 6 octobre 2004 à Fréjus), Panazol, Lavauzelle, 2008, 550 pages.

Clark, Jeffrey J., et Smith, Robert R., *United States Army in World War Two. The European Theater of Opérations. Riviera to the Rhine,* Washington, US Government Printing, 1993.

Gaujac, Paul, *La Guerre en Provence* (*1944-1945*) : *une bataille méconnue,* Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1998, 190 pages.

Reynolds, David, *From World War to Cold War : Churchill, Roosevelt, and the International History of the 1940s,* Oxford, Oxford University Press, 2006, 364 pages.

Wieviorka, Olivier, *Histoire du débarquement en Normandie. Des origines à la libération de Paris* (*1941-1944*), Paris, Le Seuil, 2014 (2007), 416 pages.

Bibliographie sélective Chapitre 15

Doubler, Michael D., *Closing with the Enemy : How GI's Fought the War in Europe,* Lawrence, University Press of Kansas, 1994.

Hart, Russell A., *Clash of Arms : How the Allies Won in Normandy,* Norman, University of Oklahoma Press, 2001.

Kennett, Lee, *GI, the American Soldier in World War Two,* New York, Warner, 1989.

Mansoor, Peter R., *The GI Offensive in Europe : The Triumph of American Divisions,* Lawrence, University Press of Kansas, 1999.

Bibliographie sélective Chapitre 16

John Ellis, *Cassino, the Hollow Victory. The Battle for Rome, January-June 1944*, Londres, Aurum, [1984] 2003.

Michael Howard, *The Mediterranean Strategy in World War II*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1968.

Julie Le Gac, *Vaincre sans gloire. Le corps expéditionnaire français en Italie (novembre 1942-juillet 1944)*, Paris, Les Belles Lettres, 2013.

Jean-Christophe Notin, *La Campagne d'Italie. Les victoires oubliées de la France, 1943-1945*, Paris, Perrin, 2003.

Bibliographie sélective Chapitre 17

Bourneuf, Pierre-Etienne, *Bombarder l'Allemagne. L'offensive alliée sur les villes pendant la Deuxième Guerre mondiale*, Paris, Presses universitaires de France, 2014.

Crâne, Conrad C., *Bombs, Cities and Civilians, American Airpower Strategy in World War II*, Lawrence, University Press of Kansas, 1993.

Façon, Patrick, *Le Bombardement stratégique*, Paris, Le Rocher, 1996.

Frankland, Noble, *The Bombing Offensive against Germany. Outlines and Perspectives*, Londres, Faber & Faber, 1965.

Overy, Richard, *The Air War, 1939-1945*.Washington DC, Potomac Books, 2005.

–, *The Bombeers and the Bombed, Allied Air War over Europe, 1940-1945*, New York, Viking, 2013.

Schaeffer, Ronald, *Wings of Judgment. American Bombing in World War II*, Oxford, Oxford University Press, 1985.

Süss, Dietmar, *Deutschland im Luftkrieg*, Munich, Oldenbourg Verlag, 2007.

Tooze, Adam, *The Wages of Destruction, The Making and Breaking of the Nazi Economy*, New York, Viking Penguin, 2007.

Bibliographie sélective Chapitre 18

Kuwahara, Yasuo, *J'étais un kamikaze*, Bruxelles-Paris, Éditions Jourdan, 2012.

Lucken, Michael, *Les Japonais et la guerre, 1937-1952*, Paris, Fayard, 2013.

Ohnuki-Tierney, Emiko, *Kamikaze, Cherry Blossoms and Nationalisms, The Militarization of Aesthetics in Japanese History*, Chicago, University of Chicago Press, 2002.

Rielly, Robin L., *Kamikaze Attacks of World War II : A Complete History of Japanese Suicide Strikes on American Ships, by Aircraft and Other Means*, Jefferson, McFarland & Co, 2010.

Sereni, Constance ; Souyri, Pierre-François, *Kamikazes*, Paris, Flammarion, coll. « Au fil de l'histoire », 2013.

Takahashi, Tetsuya, *Morts pour l'empereur. La question du Yasukuni*, préface de Stéphane Audoin-Rouzeau, texte traduit du japonais par Arnaud Nanta, Paris, Les Belles-Lettres, 2012.

Bibliographie sélective Chapitre 19

Mémoires

Churchill, Winston, *Mémoires sur la Deuxième Guerre mondiale*, 12 vol., Paris, Plon, 1948-1954.

Eisenhower, Dwight, *Croisade en Europe*, Paris, Robert Laffont, 1949.

Gaulle, Charles de, *Mémoires de guerre*, 3 vol., Paris, Plon, 1954-1959.

Historiographie

Broche, François ; Caïtucoli, Georges ; Muracciole, Jean-François, *La France au combat. De l'Appel du 18 juin à la victoire*, Paris, Perrin, 2007.

Keegan, John, *La Deuxième Guerre mondiale*, Paris, Perrin, 1989.

Marcot, François (dir.), *La Résistance et les Français. Lutte armée et maquis*, Besançon, Annales littéraires de l'université de Franche-Comté, 1996.

Noguères, Henri, *Histoire de la Résistance*, 5 vol., Paris, Robert Laffont, 1967-1982.

Wieviorka, Olivier, *Histoire de la Résistance, 1940-1945*, Paris, Perrin, 2013 ; Histoire du débarquement en Normandie, Paris, Le Seuil, 2007.

Bibliographie sélective Chapitre 20

Cornwell, John, *Hitler's Scientists, Science, War and the Devil's Pact*, New York, Penguin, 2004.

Ford, Roger, *Germany's Secret Weapons of WWII*, Londres, Amber, 2013.

« La supériorité militaire allemande ? Le mythe du siècle ! », dossier de Guerres & Histoires, n° 7, juillet-août 2012.

Overy, Richard, *Why the Allies Won*, Londres, Pimlico, 2006 (rééd.).

–, *War and Economy in the Third Reich*, Oxford, Oxford University Press, 1995.

Zaloga, Steven, V-1 Flying Bomb, 1942-52 : *Hitler's Infamous Doodlebug*, Londres, Osprey, 2005.

–, *V-2 Ballistic Missile 1944-52*, Londres, Osprey, 2003.

Bibliographie sélective Chapitre 21

Beaumont, Roger, T*he Nazis' March to Chaos : The Hitler Era through the Lenses of Chaos-Complexity Theory*, Westport, Praeger, 2000.

Craig, Gordon A., *The Politics of the German Army, 1640-1945*, Oxford, Oxford University Press, 1964.

Geyer, Michael, « German Strategy in the Age of Machine Warfare 1914-1945 », dans Peter Paret (dir.), *Makers of Modem Strategy : From Machiavelli to the Nuclear Age*, Princeton, Princeton University Press, 1986, p. 527-597.

Kershaw, Ian, *Hitler*, Paris, Flammarion, 2014.

Macksey, Kenneth, *Why the Germans Lose at War*, Londres, Greenhill Books, 1996.

Overy, Richard, *War and Economy in the Third Reich*, Oxford, Oxford University Press, 2002.

Bibliographie sélective – Chapitre 22

Glantz, David, *The Soviet Strategic Offensive in Manchuria, 1943*, New York, Routledge, 2003.

Kasumasa, Sato, *Saigo no Kantogun, Kachidoki no Hata*, Tokyo, Mitsuhitosha, 2008.

Kazutoshi, Hando, *Soren ga Manchu ni Shikô Natsu*, Tokyo, Bungeishunjü, 2002.

Sapir, Jacques, La Mandchourie oubliée. Grandeur et démesure de l'art de la guerre soviétique, Paris, Éditions du Rocher, 1996.

Toshihiko, Shimada, *Zai Manchu Rikugun no Dokusu* Tokyo, Kodansha, 2005.

Bibliographie sélective – Chapitre 23

Carlton, David, *Churchill and the Soviet Union*, Manchester, Manchester University Press, 2000.

Feis, Herbert, *Churchill, Roosevelt, Stalin. The War They Waged and The Peace They Sought*, Princeton, Princeton University Press, 1957.

Laloy, Jean, *Yalta hier, aujourd'hui, demain*, Paris, Robert Laffont, 1988.

Soutou, Georges-Henri, *La Guerre froide, 1943-1990*, Fayard, coll. « Pluriel », 2011.

Taubman, William, *Stalin's American Policy*, New York, Norton, 1982.

Zubok, Vladislav, et Pleshakov, Constantine, *lnside the Kremlin's Cold War*, Cambridge, Harvard University Press, 1996.

Notes

Notes chapitre 1

[1]. De 52,8 % en décembre 1938 à 56,6 % en avril 1939. (BIPO, British Institute of Public Opinion, 1938 to 1946, UK Data, University of Warwick, # 53 to 57.)

[2]. Martin Gilbert, *Winston S. Churchill*, vol. V, Londres, Heinemann, 1976, p. 1012.

[3]. Le 10 mai, le *News Chronicle* a publié un sondage indiquant que 56 % des personnes interrogées souhaitaient l'inclusion de Churchill dans le gouvernement (26 % étaient contre et 18 % sans opinion).

[4]. *Manchester Guardian*, 3 juillet 1939. Sous la pression du Parlement et de certains de ses ministres, Chamberlain a dû accepter de mettre en œuvre trois des mesures que Churchill préconisait depuis deux ans : la conscription, la nomination d'un ministre de l'Approvisionnement et le début des négociations avec l'URSS ; mais tout cela s'est effectué avec un manque d'enthousiasme qui en garantit pratiquement l'inefficacité.

[5]. Afin de n'avoir pas à mettre en œuvre la garantie imprudemment donnée à la Pologne au mois d'avril.

[6]. Ou d'incompétences, selon les cas.

[7]. BIPO, 1938 to 1946, *op. cit.*, # 65, December 1939.

[8]. 32,75 % seulement des personnes interrogées en mai 1940 approuvent la politique de Chamberlain, contre 59,78 % qui la désapprouvent. (BIPO, *op. cit.*, # 69, May 1940.)

[9]. Il n'a pas été mis en minorité, puisque 281 députés ont voté pour son gouvernement et seulement 200 contre. Mais ces derniers comprenaient 33 conservateurs, tandis que 60 autres s'étaient abstenus. Devant cette défiance manifeste, Chamberlain a compris la nécessité de former un gouvernement de coalition pour mener la guerre, mais les travaillistes et les libéraux ont refusé d'y entrer tant que Chamberlain resterait à sa tête.

[10]. Lord Halifax, pourtant un modèle de modération, les qualifiera même de « gangsters »…

[11]. John Wheeler-Bennett (éd.), *Action This Day, Working with Churchill*, Londres, Macmillan, 1968, p. 49.

[12]. CAB 65/13, WM (40) 139, 151, 179, 180, 187 ; 26-27/5/40 (Confidential Annex) ; WM (40) 145/1, 28/5/40.

[13]. Notamment Attlee, Greenwood et Bevin, les deux premiers ayant été inclus dans le cabinet de guerre.

[14]. Allusion transparente à Churchill lui-même.

[15]. L'ambassadeur reproduit ensuite les propos de Halifax dans leur version originale : « *Common sense and not bravado would dictate the British government's policy.* »

[16]. Chiffer-London-UD 723, 17/6. HP 39 A, Telegrammet Prytz til UD/Günther, 17/6/40. Reproduit dans Wilhelm Carlgren, *Svensk Utrikespolitik 1939-1945*, Stockholm, Allmänna Förlaget, 1973, p. 194.

[17]. 87,36 % d'approbation en juillet 1940… (BIPO, *op. cit.*, # 71, July 40.)

[18]. Colin Cross (éd.), *Life with Lloyd George*, Londres, Macmillan, 1975, p. 281 ; David Reynolds, *From World War to Cold War*, Oxford, Oxford University Press, 2006, p. 79.

[19]. Entre le 23 et le 25 septembre 1940, une force navale britannique emportant des éléments français sous le commandement du général de Gaulle tente d'obtenir le ralliement de Dakar à la France libre, mais elle se heurte à une résistance opiniâtre des vichystes du gouverneur Boisson et doit finalement se retirer avec des pertes sensibles.

[20]. *Daily Mirror*, 27 septembre 1940. On trouve des articles tout aussi virulents dans le *Times*, l'*Evening Standard*, le *Daily Mail*, le *New Statesman*, le *Guardian* et l'*Observer*.

[21]. House of Commons, Parliamentary Debates, vol. 365, col. 298-301, 8/10/40.

[22]. Tandis que les « *appeasers* », lord Halifax et Samuel Hoare, sont exilés à Washington et Madrid respectivement.

[23]. John Kennedy, *The Business of War*, Londres, Hutchinson, 1957, p. 114 et 115.

[24]. Robert Rhodes James (éd.), *Chips, the Diaries of Sir Henry Channon*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1967, p. 307.

[25]. Robert Rhodes James (éd.), *Winston S. Churchill, His Complete Speeches*, vol. VI, Londres, Chelsea House, 1974, p. 6408-6423.

[26]. Trente et un navires pour le seul mois de janvier 1942.

[27]. Robert Rhodes James (éd.), *Winston S. Churchill, His complete Speeches*, vol. VI, *op. cit.*, p. 6559, 6573, 6578.

[28]. Depuis son retour d'URSS au début de 1942, Cripps ne cache pas son ambition de remplacer Churchill.

[29]. Particulièrement le *Daily Mirror*, le *Manchester Guardian*, le *Times*, le *News Chronicle*, le *New Statesman* et bien sûr le *Daily Worker.*

[30]. Robert Rhodes James (éd.), *Winston S. Churchill, His complete Speeches*, vol. VI, *op. cit.*, p. 6645, 6656, 6657, 6659, 6661. Comme les deux précédents, ce discours de Churchill fait partie de ses plus remarquables, de ses moins connus… et de ses plus pugnaces à l'égard des opposants.

[31]. Qui ont étouffé dans l'œuf bien des inspirations stratégiques potentiellement catastrophiques.

[32]. 83 % d'opinions favorables. (BIPO, *op. cit.*, # 126, May 45.)

[33]. Et moins encore Staline, un expert en matière électorale, qui est persuadé que Churchill a fait tout le nécessaire pour truquer la consultation à venir…

[34]. D'après les sondages, sa popularité entre mai 1940 et mai 1945 n'est jamais descendue en dessous de 78 % – avec des pics très supérieurs après novembre 1942.

[35]. La popularité acquise par les travaillistes grâce à leur travail au sein du gouvernement de coalition ; la campagne inutilement agressive menée par les conservateurs et leur chef – soupçonné en outre de vouloir étendre la guerre à l'URSS ; la plus grande attractivité du programme travailliste, qui promet de meilleurs logements, des services médicaux gratuits et des emplois pour tous ; enfin, le vote de protestation des militaires, qui rendent le parti conservateur responsable de n'avoir pas su éviter la guerre et de les avoir mobilisés pendant six longues années.

[36]. Charles de Gaulle, *Le Salut*, Paris, Plon, 1959, p. 203 et 204.

Notes chapitre 2

[1]. Sur l'historiographie de la défaite, je renvoie aux deux articles de François Cochet : « La campagne de France ; mai-juin 1940, ou le retour sur les circonstances d'une étrange victoire allemande », dans Pierre Allorant, Noëlline Castagnez et Antoine Prost (dir.), *Le Moment 1940. Effondrement national et réalités locales*, Paris, L'Harmattan, 2012 ; et « Relire la défaite à l'aune de l'historiographie récente », dans Yves Santamaria et Gilles Vergnon (dir.), *Mai-juin 1940, un trou noir mémoriel ?*, Paris, Riveneuve, à paraître en 2015. Je signale l'intérêt de la mise au point de Philippe Garraud, « Le rôle de la doctrine défensive dans la défaite de 1940 », dans *Guerres morales et conflits contemporains*, n° 214, 2004. Cf. sur le thème de cet article : Olivier Wieviorka, « La défaite était-elle inéluctable ? », *L'Histoire*, avril 2010.

[2]. Ladislas Mysyrowicz, *Autopsie d'une défaite*, Lausanne, L'Âge d'Homme, 1973.

[3]. Henri Michel, *La Défaite de la France*, Paris, PUF, 1980.

[4]. Jean-Baptiste Duroselle, *La Décadence, 1932-1939*, Paris, Imprimerie nationale, 1984 ; *L'Abîme, 1939-1944*, Paris, Imprimerie nationale, 1983.

[5]. Marc Bloch, *L'Étrange Défaite*, Paris, Gallimard, coll. « Folio », 1990. Les citations sont indiquées d'après l'édition de 1946.

[6]. Correspondance d'Etienne Bloch adressée au magazine *L'Histoire* et publiée dans le n° 236 d'octobre 1999.

[7]. Cf. Maurice Vaïsse (dir.), *Mai-juin 1940. Défaite française, victoire allemande sous l'œil des historiens étrangers*, Paris, Autrement, 2000 ; réédition, 2010.

[8]. Marc Bloch, *op. cit.*, p. 160.

[9]. Karl-Heinz Frieser, *Blitzkrieg-Legende, der Westfeldzug, 1940*, Munich, Oldenbourg, 1995. Ayant invité cet auteur à participer en 1997 à un colloque, dans le cadre du Centre d'études d'histoire de la Défense, j'ai estimé – avec Laurent Henninger – que la nouveauté du propos était telle que ce livre devait avoir une traduction française. Marie-Claude Brossollet, P-DG des éditions Belin, a bien voulu écouter notre suggestion et *Le Mythe de la guerre-éclair. La campagne de l'Ouest de 1940* a été publié en 2003.

[10]. Marc Bloch, *op. cit.*, p. 154.

[11]. Robert Frankenstein, *Le Prix du réarmement français, 1933-1939*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1982.

[12]. « Beaucoup d'erreurs diverses… ont mené nos armées au désastre. Une grande carence, cependant, les domine toutes », dans Marc Bloch, *L'Étrange Défaite, op. cit.*, p. 66.

[13]. Général Beaufre, *Le Drame de 1940*, Paris, Plon, p. 233 et 235.

[14]. Bruno Chaix, *En mai 1940, fallait-il entrer en Belgique ? Décisions stratégiques et plans opérationnels de la campagne de France*, Paris, Economica, 2005.

[15]. Ernest May, *Strange Victory : Hitler's Conquest of France*, New York, Hill & Wang, 2000.

Notes chapitre 3

[1]. Winston Churchill, *Mémoires de guerre*, t. 2, Paris, Tallandier, 2010, p. 19.

[2]. Bâtiment sous-marin, *Unterseeboot*, en abrégé *U-Boot* (*e*).

[3]. Bâtiment léger de patrouille fourni par les États-Unis.

[4]. *Bruto Register Ton* : unité anglaise de volume utilisée pour mesurer la capacité d'une cale, environ un mètre cube.

[5]. Stephen Roskill, *The War at Sea*, t. 2, Londres, HMSO, 1954, p. 356 ; François-Emmanuel Brézet, *Histoire de la marine allemande 1939-1945*, Paris, Perrin, 1999, p. 299.

[6]. François-Emmanuel Brézet, *Histoire de la marine allemande*, *op. cit.*, p. 305 ; Stephen Roskill, *The War at Sea*, t. 2, *op. cit.*, p. 305.

[7]. Werner Rahn, « Der Seekrieg im Atlantik und Nordmeer », dans *Das Deutsche Reich und der Zweite Weltkrieg*, t. 6, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1990, p. 307.

[8]. François-Emmanuel Brézet, *Dönitz, le dernier Führer*, Paris, Perrin, 2011, p. 341.

Notes chapitre 4

[1]. C’est, en substance, ce que dit Molotov dans son discours radiodiffusé du 22 juin 1941.

[2]. Voir Max Domarus, *Hitler, Reden*, vol. 4, Wiesbaden, R. Löwit, 1973, p. 1726-1732.

[3]. Si l’on en croit la conclusion (p. 311) de la dernière édition en anglais (augmentée et mise à jour) d’*Icebreaker* (*Le Brise-Glace*), publiée en 2009 chez PL UK Publishing.

[4]. Rolf-Dieter Müller, *Der Feind steht im Osten*, Berlin, Ch. Links Verlag, 2011.

[5]. Fedor von Bock, *Zwischen Pflicht und Verweigerung. Das Kriegstagebuch*, Munich, Herbig, 1995, p. 177 et 180. Sans doute gêné par ces mots de Bock, Klaus Gerbet, le présentateur de l’ouvrage, se hâte d’ajouter, p. 178, que, depuis 1941, des faits nouveaux sont venus appuyer la thèse de l’attaque préventive.

[6]. Cité par Jürgen Förster et Evan Mawdsley, « Hitler and Stalin in Perspective : Secret Speeches on the Eve of Barbarossa », dans *War in History*, vol. 11, n° 1, 2004, p. 61-103.

[7]. Souvorov ne dispose pas, dans la première édition du *Brise-Glace*, du texte du discours. Aussi utilise-t-il le démenti que lui a opposé Staline le 30 novembre 1939.

[8]. Winston Churchill, *The Second World War*, vol. I, *The Gathering Storm*, Boston, Houghton Mifflin Company, 1948, p. 392.

[9]. Eberhard Jäckel, « Uber eine angebliche Rede Stalins vom 19. August 1939 », *Vierteljahreshefte zur Zeitgeschichte*, sixième année (1958), cahier 4, p. 380-389.

[10]. Sergej Slutsch, « Stalins “Kriegsszenario 1939” : Eine Rede, die nie es gab », *Vierteljahreshefte zur Zeitgeschichte*, cinquante-deuxième année (2004), cahier 4, p. 597-635.

[11]. Dans Jürgen Förster et Evan Mawdsley, « Hitler and Stalin in Perspective : Secret Speeches on the Eve of Barbarossa », article cité. Cet article, écrit par deux grands spécialistes du conflit germano-soviétique,

l’un allemand, l’autre britannique, offre la meilleure mise au point sur le discours du 5 mai 1941.

[12]. « *Zimnaïa Voïna* », *Rabota nad ochibkami :* (*aprel-maï 1940g.). Materialy Kommissii po obobchtcheniu opyta finskoï kompanii,* Moscou, Letni Sad, 2004, p. 40 et 41.

[13]. *Pravda*, 6 mai 1941.

[14]. V.A. Nevejine, *Sindrom Nastoupatelnoï Voïny. Sovetskaïa Propaganda v preddverii « sviachtchennykh boev », 1939-1941 gg.*, Moscou, AIRO-XX, 1997, p. 197.

[15]. RGASPI, F. 17, Op. 125, D. 60, L. 59. Cité par V.A. Nevejine, *Sindrom Nastoupatelnoï Voïny, op. cit.*, p. 199.

[16]. TsAMO, F. 48 A, op. 1554, D. 90, L. 769-772.

[17]. TsAMO, F. 16, op. 2951, D. 239, L. 1-15, cité dans *1941 God*, vol 2, n° 473, p. 215-220.

[18]. Ce plan a été découvert dans les archives de Joukov en 1989 par Dimitri Volkogonov puis publié au milieu des années 1990 par Valery Danilov et Youri Gorkov.

[19]. Cette mobilisation clandestine amène seulement 21 divisions à 14 000 hommes, très près de leur dotation optimale de 14 483. Le gros des forces – 72 divisions – atteint à peine 12 000 hommes, 6 divisions sont à 11 000. Voir *1941, Ouroki i Vyvody*, Moscou, Voenizdat, 1992, p. 83.

[20]. Cité dans M.I. Meltiukhov, « Ideologitchiskié dokoumenty maïa – iunia 1941 goda o sobytiakh Vtoroï Mirovoï Voïny », *Otetchestvennaïa istoria*, n° 2, 1995.

[21]. TsAMO, F. 2, op. 11569, D. 2, L. 42. Cité dans Kiselev, « Oupriamyé fakty natchala voïny », *VIJ*, n° 2, 1992, p. 15.

[22]. *Voennaïa Razvedka Informiruet, Ianvar 1939 – Iun 1941 Dokoumenty*, Moscou, Mejdounarodnyi Fond demokratia, 2008, p. 617.

[23]. Le NKGB (Commissariat du peuple pour la sécurité d’État) remplit des tâches d’espionnage et de contre-espionnage et veille à la sécurité des dignitaires du régime.

[24]. *Izvestia TsK KPSS*, n° 4, 1990, p. 213.

[25]. *Skrytaïa Pravda Voïny : 1941 God. Neizvestnye Dokumenty,* Moscou, Rousskaïa Kniga, 1992, p. 27.

[26]. *Istotchnik,* n° 2, 1995, p. 147.

[27]. Sergej Slutsch date ce choix du 28 novembre 1940, lorsque Staline décide d'honorer les livraisons de blé à l'Allemagne en puisant dans les réserves d'État, alors même que la disette sévit toujours en URSS.

Notes chapitre 5

[1]. Hélène Harter, *Pearl Harbor,* 7 *décembre 1941*, Paris, Tallandier, 2013.

[2]. Jean Quellien, *La Seconde Guerre mondiale, 1939-1949*, Paris, Tallandier, 2015.

Notes chapitre 6

[1]. *Infanterie greift an* (*L'infanterie attaque*).

[2]. Littéralement : « marche dans les espaces ou dans les intervalles » ; en réalité progression hors des axes routiers.

[3]. Notamment les combattants de la division *Ariete* après leur combat héroïque de Bir el-Gobi en novembre 1941.

[4]. Le général commandant la 5e armée de panzers subordonnée à Rommel.

[5]. Le chef des troupes de l'Axe en Tunisie en remplacement de Rommel.

[6]. Concept visant à positionner les divisions blindées à proximité des plages de Normandie pour « rejeter les Alliés à la mer » dès leur débarquement. Ce concept fut refusé par Hitler qui pensait que les Alliés allaient débarquer non en Normandie mais dans le Pas-de-Calais, là où les distances entre le continent européen et la Grande-Bretagne étaient les plus réduites.

[7]. Futur Premier ministre du général de Gaulle.

[8]. Lors de son retour en Allemagne, quand il changea de domicile. Il savait que ce nouveau domicile à Herrlingen avait appartenu à des Juifs déportés en Pologne.

Notes chapitre 7

[1]. Georges Ribeill, « Résistance-Fer, du “réseau” à l’association : une dynamique corporative intéressée ? », dans *Revue d’histoire des chemins de fer,* n° 34, printemps 2006.

Notes chapitre 8

[1]. Basil H. Liddell Hart, *Les généraux allemands parlent*, Paris, Perrin, coll. « Tempus », 2011 (éd. anglaise 1948), p. 387.

[2]. Adam Tooze, *Le Salaire de la destruction. Formation et ruine de l'économie nazie*, Paris, Les Belles Lettres, 2012 (éd. Anglaise 2006), p. 20.

[3]. *Ibid.*, p. 157.

[4]. Chiffres donnée par Karl-Heinz Frieser, *Le Mythe de la guerre-éclair. La campagne de l'Ouest de 1940*, Paris, Belin, 2003 (éd. allemande 1995), p. 50 *sq.*

[5]. *Ibid.*, p. 54.

[6]. *Ibid.*, p. 64.

[7]. Alexandre Sumpf, *De Lénine à Gagarine*, Paris, Gallimard, coll. « Folio histoire », 2013, p. 266.

[8]. Nicolas Werth, « La société russe en guerre », dans Omer Bartov *et alii*, *Les Sociétés en guerre, 1911-1946*, Paris, Armand Colin, 2003, p. 132.

[9]. Jean-Jacques Marie, *Staline*, Paris, Fayard, 2001, p. 522.

[10]. David M. Glantz et Jonathan House, *When Titans Clashed. How the Red Army Stopped Hitler*, Lawrence, University Press of Kansas, 1995, p. 35.

[11]. Götz Aly, *Comment Hitler a acheté les Allemands. Le IIIe Reich, une dictature au service du peuple*, Paris, Flammarion, 2005 (éd. allemande 2005), p. 142.

[12]. Adam Tooze, *Le Salaire de la destruction, op. cit.*, p. 480.

[13]. Hélène Carrère d'Encausse, *Staline. L'ordre par la terreur*, Paris, Flammarion, coll. « Champs », 1979, p. 108.

[14]. Mark Harrison, *Accounting for War. Soviet Production, Employment and the Defence Burden, 1940-1945*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p. 68.

[15]. *Ibid.*, p. 122.

[16]. *Ibid.*, p. 88.

[17]. Nicolas Werth, « La société russe en guerre », dans Omer

Bartov *et alii*, *Les Sociétés en guerre, 1911-1946, op. cit.*, p. 137.

[18]. Mark Harrison, *Accounting for War, op. cit.*, p. 107.

[19]. *Ibid.*, p. 83.

[20]. Alexandre Sumpf, *De Lénine à Gagarine*, *op. cit.*, p. 280.

[21]. Mark Harrison, *Accounting for War, op. cit.*, p. 98.

[22]. *Ibid.*, p. 126.

[23]. *Ibid.*, p. 132.

[24]. *Ibid.*, p. 133.

[25]. Adam Tooze, *Le Salaire de la destruction*, *op. cit.*, p. 236.

[26]. *Ibid.*, p. 499.

[27]. *Ibid.*, p. 501.

[28]. *Ibid.*, p. 517.

[29]. Albert Speer, *Au cœur du Troisième Reich*, Paris, Le Livre de Poche, 1972 (éd. allemande 1969).

[30]. Adam Tooze, *Le Salaire de la destruction*, *op. cit.*, p. 585-588.

[31]. *Ibid.*, p. 557-559.

[32]. *Ibid.* p. 563.

Notes chapitre 9

[1]. Les ratios approximatifs entre Alliés et Axe vont de 1,4/1 à 2/1 en fonction des armes (par exemple 1,7/1 [910/565] pour les chars) et suivant la façon de compter les effectifs des services. Auparavant, Auchinleck disposait pour ses attaques d'un ratio de 4/1 à 7/1 selon les opérations.

[2]. Le plan en vigueur quand Montgomery arrive prévoit un débarquement de 3 divisions soutenues par 1 division aéroportée. Montgomery le fait passer à 4 divisions en débarquement et 3 divisions aéroportées.

[3]. Patton est qualifié par les Allemands de « pauvre et timide » devant Metz en 1944, critique qui n'aura pas la même célébrité après guerre que celles faites à Montgomery.

Notes chapitre 10

[1]. Bundesarchiv (BArch), NS 19/1430 (f. 1-4) : Chef der Sicherheitspolizei und des SD an Reichsführer-SS, AZ. 1100/42, Betr. : Stimmungsäuberungen zur Waffen-SS, 6.3. 1942.

[2]. Rede des Reichsführers-SS bei der SS-Gruppenführer-Tagung in Posen am 4.10.1943, Tribunal militaire international, t. XXIX, document PS-1919, p. 145.

[3]. BArch, NS 19/4005 (f. 73) : Rede anläßlich der SS-Gruf. -Besprechung im Führerheim der SS-Standarte « Deutschland » in München, 8.11.1938.

[4]. Jens Westemeier, *Himmlers Krieger. Joachim Peiper und die Waffen-SS in Krieg und Nachkriegszeit*, Paderborn, Schöningh, 2014, chap. 3.

[5]. BArch, SSO 196 A (Martin Kohlroser, 8.1. 1905) : Inspekteur der SS-VT an Chef des Personalamtes, 6.7. 1937.

[6]. Charles Messenger, *Hitler's Gladiator. The Life and Times of Oberstgruppenführer and Panzergeneral-Oberst der Waffen-SS Sepp Dietrich*, Londres, Brassey's Defence Publishers, 1988, p. 83. Les exécutions du Paradis, d'Aubigny-en-Artois, etc., relèvent d'une logique identique. Jean-Luc Leleu, « Une guerre "correcte" ? Crimes et massacres allemands à l'Ouest au printemps 1940 », dans Stefan Martens et Steffen Prauser (éd.), *La Guerre de 1940 : se battre, subir, se souvenir*, Lille, Presses universitaires du Septentrion, 2014, p. 129-142.

[7]. Ce décalage entre les pertes de la *Waffen-SS* et de l'armée de terre doit certes être relativisé en raison d'un plus grand nombre d'unités d'appui et de soutien au sein de la seconde. Il n'en demeurait pas moins symptomatique. BArch, SSO 201 A (Richard Korherr, 30.10.1903) : Die statistischen erfassten Kriegsverluste der Waffen-SS u. Allgemeine-SS auf Grund der beim Inspekteur für Statistik nach Kriegsschauplätzen geordneten und zusammengefassten Zahlblätter, Stichtag : 15.10.1944. Percy-Ernst Schramm (éd.), *Kriegstagebuch des Oberkommandos der Wehrmacht* (*Wehrmachtführungsstab*) *1940-1945*, vol. 2, Bonn, Bernard und Graefe, s. d. (édition spéciale), p. 1106, 1120.

[8]. BArch, NS 19/3505 (15-35) : SS-T-Div. /Kdr. an SS-Führungshauptamt (SS-FHA) /Kommando der Waffen-SS (KdW-SS), Ha, 74/41 g, Betr. :

Erfahrungen über den Nachersatz, 15.11.1941. VHA, 4. SS-Pz. Gr. Div„ 24/4 : SS-FHA/KdW-SS/Ia, 5330/41 g, Betr. : *ibid.*, 8.12.1941.

[9]. Vojensky Historicky Archiv (VHA), 2. SS-Pz. Div., 46/12 : SS-Sturmbannführer Graf von Westphalen, Erfahrungsbericht über den Osteinsatz, 28.4. 1942, p. 3. Cf. aussi les autres rapports du dossier.

[10]. Jean-Luc Leleu, *La Waffen-SS. Soldats politiques en guerre*, Paris, Perrin, 2007, p. 328-336.

[11]. BArch, SSO 71 A (Paul Hausser, 7.10.1880) : Reichsführer-SS, Lieber Hausser !, (31). 3.1943, p. 3.

[12]. Jens Westemeier, *Himmlers Krieger, op. cit.*, p. 278-286.

[13]. VHA, 9. SS-Pz. Div., 4/1 : SS-Pz. Gr. Div. « H »/Ia, 1222/43 g, Betr. : Erfahrungsbericht des II. SS-Pz. Korps, 2.7. 1943.

[14]. National Archives and Records Administration (NARA), RG 492/Entry ETO-MIS6Y Sect/Box 63 : First Army Special Report, Facts and Figures about the 9 SS Div « Hohenstaufen », 15/16.1. 1945.

[15]. Mark P. Gingerich, « Waffen-SS Recruitment in the "Germanie Lands", 1940-1941 », *The Historian*, n° 59, 1997, p. 815-830, ici p. 829.

[16]. BArch, NS 19/3987 (f. 12-13) : Ansprache des Chefs des SS-Hauptamtes (CdSSHA), « Auf dem Weg zum germanischen Reich » (26.2. -1.3. 1944).

[17]. Bernd Wegner, *Hitlers politische Soldaten. Die Waffen-SS, 1933-1943*, Paderborn, Schöningh, 2008 (1982), p. 279 et 281.

[18]. George PL Stein, *La Waffen-SS*, Paris, Stock, 1967 (éd. américaine, 1966), p. 96 et 97.

[19]. Bernhard R. Kroener, Rolf Dieter Müller et Hans Umbreit, *Organisation und Mobilisierung des deutschen Machtbereichs. Kriegsverwaltung, Wirtschaft und personelle Ressourcen*, 1. Halbband : 1939-1941, Stuttgart, MGFA/DVA, 1988, graphique après p. 834.

[20]. Voir par exemple ses propos dans la nuit du 3 au 4 janvier 1942. Werner Jochmann (éd.), *Adolf Hitler. Monologue im Führerhauptquartier 1941-1944*, Munich, Orbis Verlag, 2000 (1980), p. 168-169.

[21]. BArch, NS 19/2652 (f. 9) : NSDAP/Gau Halle-Merseburg/ Gauleiter, Sehr geehrter Herr Reichsführer !, 21.5. 1942.

[22]. Jean-Luc Leleu, *La Waffen-SS, op. cit.*, p. 671-677.

[23]. BArch, NS 19/1711 (f. 162) : CdSSHA an Chef des Personellen Stabes RF-SS, 13.11.1940.

[24]. BArch, RS 4/47 (f. 25) : Besprechung bei SS-Inspektion, 15.4. 1940 ; NS 19/132 (f. 17) : RF-SS [an] Gen. Oberst v. Brauchitsch, AR/314/11, 17.4. 1940.

[25]. Office of Director of Intelligence, *CINFO Report No. 4.* « *SS-Standarte Kurt Eggers* », restricted, s.l., Office of Military Government for Germany, 14.1. 1946.

[26]. Elke Fröhlich (éd.), *Die Tagebücher von Joseph Goebbels*, t. II, vol. 2, Munich, KG Saur, 1996, p. 285 (14.11.1941).

[27]. Victor Klemperer, *LTI, la langue du IIIe Reich. Carnets d'un philologue*, Paris, Pocket, 2003 (éd. allemande, 1975), p. 103.

[28]. Jean-Luc Leleu, *La Waffen-SS, op. cit.*, p. 641-646.

[29]. L'attribution aux troupes SS du massacre de Vassieux-en-Vercors, perpétré par des parachutistes de la *Luftwaffe*, en est un exemple flagrant.

[30]. Cf. par exemple NARA, RG 492/Entry ETO-MIS-Y, Sect/ Box 62 : FUSA, PWI Report, # 18, 19.12.1944 (# 10) ; *ibid.*, # 19, 20.12.1944 (# 3).

[31]. NARA, RG 492/Entry ETO-MIS-Y, Sect/Box 63 : FUSA, POW I Report, # 14, 15.1. 1945 (# 7).

[32]. NARA, RG 492/Entry ETO-MIS-Y, Sect/Box 63 : FUSA, 9 SS Div (survey), 15/16.1. 1945, p. 1 ; Box 64 : 12 VG Div (survey), 1/2.3. 1945, p. 1.

[33]. War Department, *Handbook on German Military Forces* (15 March 1945), chap. III, 21 & 22.

Notes chapitre 11

[1]. *Australian Women s Army Service, Auxiliary Territorial Service* (Royaume-Uni), *Canadian Women's Army Corps, Women's Army Auxiliary Corps* (États-Unis), Auxiliaires féminines de l'armée de terre (France), *Pomocnicza Sluzba Kobiet* ou *Pestki* (Pologne).

[2]. Luc Capdevila, François Rouquet, Fabrice Virgili et Danièle Voldman, *Sexes, genre et guerres : France, 1914-1945*, édition revue, corrigée et actualisée, Paris, Payot & Rivages, 2010.

[3]. Richard Overy, *Sous les bombes. Nouvelle histoire de la guerre aérienne* (*1939-1945*), Paris, Flammarion, 2014, p. 9.

[4]. Christian Ingrao, « Violence de guerre et génocide. Le cas des *Einsatzgruppen* en Russie », *Les Cahiers de la Shoah*, 2003, vol. 7, n° 1, p. 15-44.

[5]. Ronald Headland, *Messages of Murder : A Study of the Reports of the Einsatzgruppen of the Security Police and the Security Service, 1941-1943*, Londres et Toronto, Fairleigh Dickinson University Press, 1992.

[6]. J. Robert Lilly, *La Face cachée des GI's : les viols commis par des soldats américains en France, en Angleterre et en Allemagne pendant la Seconde Guerre mondiale, 1942-1945*, trad. française Benjamin et Julien Guérif, nouvelle édition, Paris, Payot & Rivages, 2008.

[7]. Norman M. Naimark, *The Russians in Germany – A History of the Soviet Zone of Occupation 1945-1949*, reprint, Cambridge, Harvard University Press, 1997.

[8]. Julie Le Gac, *Vaincre sans gloire. Le corps expéditionnaire français en Italie*, lre éd., Paris, Les Belles Lettres, 2014, p. 417-467.

[9]. *Trial of the Major War Criminals before the International Military Tribunal, Nuremberg, 14 November 1945-1 October 1946* (http ://avalon.law.yale.edu/imt/imtlO.asp, consulté le 25 mars 2015).

[10]. Fabrice Virgili, *Naître ennemi. Les enfants de couples franco-allemands nés pendant la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Payot, 2009.

[11]. Bernhard Strebel, *Ravensbrück. Un complexe concentrationnaire*, Paris, Fayard, 2005.

[12]. Elissa Mailänder, « La violence des surveillantes des camps de concentration national-socialistes (1939-1945) : réflexions sur les dynamiques et logiques du pouvoir », *Encyclopédie en ligne des violences de masse*, publié le 6 mars 2012, consulté le 9 avril 2015 (http ://www.massviolence.org/La-violence-des-surveillantes-des-camps-de-concentration), ISSN 1961-9898.

[13]. Gudrun Schwartz, « During Total War, We Girls Want to Be Where We Can Really Accomplished Something : What Women Do in Wartime », dans *Crimes of War : Guilt and Denial in the Twentieth Century*, New York, The New Press, 2003, p. 130.

[14]. John W. Dower, *Embracing Defeat : Japan in the Wake of World War II*, New York, Londres, W.W. Norton & Company, 1999, p. 81-83.

Notes chapitre 12

[1]. Témoignage de Georges Heyriès, arrière-petit-fils de Piémontais, lorsqu'il était enfant à Marseille durant la Seconde Guerre mondiale.

[2]. Voir entre autres l'Archivio dell'Ufficio storico dello Stato maggiore dell'Esercito : séries N 1-11 (*Diari storici*), M 3, L 15, D 7 et H 8 (*crimini di guerra*), l'Archivio centrale dello Stato (*Direzione generale servizi di guerra 1941-1945* et *Direzione generale Pubblica Sicurezza 1940-1943*) et l'Archivio storico diplomatico del ministero degli Affari Esteri (*Gabinetto armistizio-pace Francia, Grecia, Serbia, Croazia, Monténégro*), ainsi que les ouvrages cités dans la bibliographie sélective.

[3]. Lucio Ceva, *Le forze armate,* Turin, UTET, 1981, p. 295.

[4]. Enrico Serra, *Tempi duri. Guerra e Resistenza,* Bologne, Il Mulino, 1996, p. 181 et 182 ; Erwin Rommel, *Guerra senza odio*, Milan, Garzanti, 1952, p. 195 ; Christopher Seton-Watson, *Da El-Alamein a Bologna. La guerra italiana di uno storico in uniforme*, Milan, Corbaccio, 1994 (1993), p. 68.

[5]. Jean-Louis Panicacci, *L'Occupation italienne. Sud-est de la France, juin 1940-septembre 1945*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, p. 140 ; Francesco Casati, *Soldati, generali e gerarchi nella Campagna di Grecia. Aspetti e tematiche di una guerra vista da prospettive differenti,* Rome, Prospettive ed., 2008, p. 90-91 ; Giorgio Rochat, *Le guerre italiane 1935-1943. Dall'impero d'Etiopia alla disfatta,* Turin, Einaudi, 2005, p. 384.

[6]. Erwin Rommel, *Guerra senza odio, op. cit.*, p. 37.

[7]. Luciano Vigo, *Non prendere freddo. Corpo di spedizione italiano in Russia* (*CSIR*) *1941-1942. Racconto di un reduce,* Pavie, Gianni Iuculano Editore, 2000, p. 38.

[8]. Giacomo Zanussi, *Guerra e catastrofe d'italia. Giugno 1940. Giugno 1943,* Rome, Libraria Corso, 1946 (1945), p. 111.

[9]. Jean-Louis Panicacci, *L'Occupation italienne, op. cit.*, p. 145 ; Giorgio Rochat, *Le guerre italiane, op. cit.*, p. 374 ; documentaire : « La guerra sporca di Mussolini », réalisé par Giovanni Donfrancesco et produit par GA & A Productions de Rome et par la télévision grecque Ert, diffusé sur

History Channel le 14 mars 2008 ; Erwin Rommel, *Guerra senza odio, op. cit.*, p. 45.

[10]. Giovanni Messe, *Come fini la guerra in Africa. La* « *Prima armata* » *italiana in Tunisia*, Milan, Rizzoli, 1946, p. 130-133.

[11]. Luciano Vigo, *Non prendere freddo, op. cit.*, p. 28.

[12]. Cité par Jean-Louis Panicacci, *L'Occupation italienne, op. cit.*, p. 138-139.

[13]. Giovanni Messe, *Come fini la guerra in Africa, op. cit.*, p. 233.

[14]. Jean-Louis Panicacci, *L'Occupation italienne, op. cit.*, p. 141,182-193,212-217 et 225-228.

[15]. Thomas Schlemmer, *Invasori, non vittime. La campagna italiana di Russia, 1941-1943*, Rome, Laterza, 2009, 344 pages ; Costantino Di Sante, *Italiani senza onore. I crimini in Jugosla-via e i processi negati* (*1941-1951*), Vérone, Ombre Corte, 2005, 270 pages ; Tone Ferenc, « *Si ammazza troppo poco.* » *Condannati a morte, ostaggi, passati per le armi nella provincia di Lubiana 1941-1943, Documenti*, Ljubljana, Institut d'histoire moderne, 1999,324 pages.

[16]. Davide Rodogno, *Il nuovo ordine mediterraneo. Le politiche di occupazione dell'Italia fascista in Europa* (*1940-1943*), Turin, Bollati Boringhieri, 2003, p. 286-297 et 389-392 ; documentaire « La guerra sporca di Mussolini », cité note 9.

[17]. Patrick Bernhard, « Behind the Battle Lines : Italian Atrocities and the Persecution of Arabs, Berbers, and Jews in North Africa during World War II », *Holocaust and Genocice Studies*, 26, n° 3, hiver 2012, p. 436.

[18]. Davide Rodogno, « La politique des occupants italiens à l'égard des Juifs de la France métropolitaine : humanisme ou pragmatisme ? », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 93, 2007/1, p. 63-77.

[19]. Giorgio Rochat, *Le guerre italiane, op. cit.*, p. 387 et 388.

[20]. *Ibid.*, p. 370 et 372.

[21]. Davide Rodogno, *Il nuovo ordine mediterraneo, op. cit.*, p. 476-482 ; Giorgio Rochat, *Le guerre italiane, op. cit.*, p. 274.

[22]. Giorgio Rochat, *Duecento sentenze nel bene e nel maie. I tribunali militari nella guerra 1940-1943*, Udine, Gaspari, p. 25,41,152 et 153.

[23]. Giovanni Battista Stucchi, *Tornim a baita. Dalla campagna di Russia alla Repubblica dell'Ossola*, Milan, Vangelista, 2011 (1983), p. 130.

[24]. Milan, Mursia, 1963,432 pages.

[25]. Mario Carloni, *La campagna di Russia. Gli eroici combattimenti sostenuti dal 6°bersaglieri durante la ritirata dell'inverno 1942/43*, Gênes, Effepi, 2010, p. 134.

[26]. Giovanni Messe, *Come fini la guerra in Africa*, *op. cit.*, p. 130-133.

[27]. *Ibid.*, p. 225.

[28]. Giorgio Rochat, Marcello Venturi, *La divisione Acqui a Cefalonia*, Milan, Ugo Mursia Editore, 1993, p. 12-17.

[29]. Giorgio Rochat, *Le guerre italiane*, *op. cit.*, p. 451.

[30]. Erwin Rommel, *Guerra senza odio*, *op. cit.*, p. 193 et 194.

Notes du chapitre 13

[1]. Livrée du 20 février au 10 mars 1905, la bataille de Moukden (aujourd'hui Shenyang, en Chine du Nord) est le dernier grand engagement terrestre de la guerre russo-japonaise : 280 000 Japonais y battent 340 000 Russes. C'est la plus grande bataille depuis celle de Leipzig, en 1813. Il n'y aura plus d'affrontement de cette ampleur en Asie avant la Seconde Guerre mondiale.

[2]. Les 27 et 28 mai 1905, une escadre japonaise sous les ordres de l'amiral Togo Heihachiro bat et détruit devant l'îlot de Tsushima la meilleure partie (21 navires sur 38) de la flotte russe venue d'Europe secourir Port-Arthur.

[3]. Andrew Field, *Royal Navy Strategy in the Far East 1919-1939 : Planning for a War against Japan*, Londres, Frank Cass, 2004. La marine japonaise, davantage que les marines italienne ou allemande, préoccupe la Royal Navy. Nombre des adaptations techniques des bâtiments britanniques pendant l'entre-deux-guerres sont entreprises en prévision d'une guerre avec le Japon. Voir aussi Norman Friedman, *Naval Firepower : Battleship Guns and Gunnery in the Dreadnought Era*, Barnsley, Seaforth Publishing, 2008.

[4]. Stuart D. Goldman, *Nomonhan 1939. The Red Army Victory that Shaped World War II*, Annapolis, Naval Institute Press, 2012.

[5]. David Day, *The Politics of War. Australia at War, 1939-1945 : From Churchill to MacArthur*, Sydney, Harpers Collins Australia, 2003.

[6]. John A. Lynn, *Battle : A History of Combat and Culture, From Ancient Greece to Modem America*, Cambridge, Westview Press, 2003, chap. 7 : « The Merciless Fight : Race and Military Culture in the Pacific War. »

[7]. Tsuyoshi Hasegawa, *Racing the Enemy : Stalin, Truman, and the Surrender of Japan*, Cambridge, Harvard University Press, 2005.

[8]. *Ibid.*

[9]. Jacques Sapir, *La Mandchourie oubliée. Grandeur et démesure de l'art de la guerre soviétique*, Paris, Éditions du Rocher, 1996.

[10]. Aleksandr A. Svechin, *Strategy*, Minneapolis, East View Publications, 1991 (éd. originale [*Strategiia*] Moscou, Voennyi vestnik, 1927). Après

1905, Svetchine (Svechin) fait en particulier partie de la commission chargée de tirer les expériences du conflit, dont il rédige la meilleure partie du rapport.

[11]. Sur Joukov à Khalkhin-Gol, voir Jacques Sapir, *La Mandchourie oubliée, op. cit.,* et Jean Lopez et Lasha Otkhmezuri, *Joukov, l'homme qui a vaincu Hitler,* Paris, Perrin, 2013, chap. 7.

[12]. Jacques Sapir, *La Mandchourie oubliée, op. cit.,* et David M. Glantz, *The Soviet Strategic Offensive in Manchuria, 1945,* Londres et New York, Frank Cass, 2003.

[13]. Les submersibles américains coulent ainsi 3 porte-avions lourds et 2 légers, 1 cuirassé et plusieurs croiseurs nippons entre 1942 et 1945.

[14]. Thomas C. Hone, « Replacing Battleships with Aircraft Carriers in the Pacific in World War II », *Naval War College* Review, vol. 66, n° 1, Newport, Naval War College Press, 2013.

[15]. La bataille de la mer des Philippines (19-20 juin 1944). Barrett Tillman, *Clash of the Carriers : The True Story of the Marianas Turkey Shoot of World War II,* New York, Penguin Books, 2005.

[16]. Mao Tse-tung, *On Guérilla Warfare* (trad. Samuel B. Griffith II), Chicago, University of Illinois Press, 1961.

Notes du chapitre 14

[1]. Bernard Montgomery of Alamein, *Mémoires*, Paris, Nouveau Monde Éditions, 2014 (édition britannique de 1958), p. 286.

[2]. Jean-Baptiste Duroselle et André Kaspi, « La Méditerranée, champ de bataille secondaire, juillet 1943-août 1944 », dans *La Guerre en Méditerranée 1939-1945* (actes du colloque international organisé par le Comité français d'histoire de la Seconde Guerre mondiale tenu à Paris en avril 1969), Paris, CNRS Éditions, 1971, p. 379.

[3]. Jean Quellien, *La Bataille de Normandie* (*6 juin-25 août 1944*), Paris, Tallandier, 2014, p. 177-260.

[4]. Mémorandum de l'état-major britannique, 14 mai 1943, cité dans *Foreign Relations of the United States. The Conférences at Washington and Quebec* (*1943*), Department of State Publication, US Government Office, Washington, 1970, p. 257-261.

[5]. Mémorandum des chefs de l'état-major combiné, 9 août 1943, cité dans *Foreign Relations of the United States, op. cit.*, p. 475.

[6]. Olivier Wieviorka dans *Histoire du débarquement en Normandie. Des origines à la libération de Paris* (*1941-1944*), Paris, Le Seuil, 2007, p. 53.

[7]. Accord militaire du 1er décembre 1943, *Foreign Relations of the United States, op. cit.*, p. 576-578.

[8]. *Report by the Supreme Allied Commander Mediterranean to the Combined Chiefs of Staff on the Opérations in Southern France, August 1944*, Washington DC, US Government Printing Office, 1946, p. 1.

[9]. Extrait d'une réunion du CCS, 7 août 1944, CAB/121-396, Kew, Grande-Bretagne, Public Records Office (désormais PRO).

[10]. Harold Macmillan, *War Diaries, Politics and War in the Mediterranean*, Londres, Basingstoke, 1984, p. 476 et 477.

[11]. Winston Churchill, *La Deuxième Guerre mondiale*, t. 11 : *Triomphe et tragédie* (*1944-1945*), Paris, Plon, 1959, p. 70 et 71.

[12]. *The Seventh United States Army Report of Opérations – France and Germany* (*1944-1945*), vol. I, Heidelberg, Aloys Graf, 1946, p. 13.

[13]. Olivier Wieviorka, *Histoire du débarquement en Normandie, op. cit.*, p. 188.

[14]. Entrée du 15 août 1944, journal de marche de l’état-major de la 19e armée, RH20-1984, *Bundesarchiv-Militärarchiv,* Fribourg-en-Brisgau, Allemagne.

[15]. Notes de guerre de Diego Brosset, entrée du 20 août 1944, dans Guillaume Piketty (éd.), *Français en Résistance : carnets de guerre, correspondances, journaux personnels*, Paris, Robert Laffont, 2009, p. 383.

[16]. Olivier Wieviorka, *Histoire du débarquement en Normandie, op. cit.*, p. 236.

[17]. Rapport du 15 août 1944, rapports journaliers de la 7e armée américaine, GR 10P171, Service historique de la défense (désormais SHD).

[18]. « Army 6th Group Records of Progress », 31 mars 1945, p. 14, Boîte (désormais B.) 1305, entrée (désormais E.) 427, groupe d’archives (désormais RG) 407, National Archives and Record Administration (désormais NARA), Washington DC, États-Unis.

[19]. Document manuscrit sans date intitulé « Pertes Provence », GR 10P89, SHD.

[20]. Rapport de l’opération *Dragoon,* 12 juin 1944, AIR 37/507, PRO.

[21]. Olivier Wieviorka, *Histoire du débarquement en Normandie, op. cit.*, p. 334.

[22]. Philip Bell, « *Anvil-Dragoon* : la décision anglo-américaine », dans *La Libération de la Provence. Les armées de la liberté* (actes du colloque tenu à Fréjus en septembre 1944), Paris, IHD-SIRPA, 1994, p. 47.

[23]. Le 6e groupe d’armées débarqué en Provence a fait 94 156 prisonniers à la fin du mois de septembre 1944. « Army 6th Group Records of Progress », 31 mars 1945, p. 6, B. 1305, E. 427, RG 407, NARA.

[24]. *Ibid.*, p. 338.

[25]. Olivier Wieviorka, *Histoire du débarquement en Normandie, op. cit.*, p. 334.

[26]. Entretien du général de Gaulle avec le général Wilson, 15 mars 1944, cité dans Charles de Gaulle, *Lettres, notes et carnets* (*1942-mai 1958*), Paris, Robert Laffont, 2010, p. 461-463.

[27]. Procès-verbal des entretiens entre le général de Lattre de Tassigny et le général Patch, 27 juin 1944, J13*, Fonds de Lattre de Tassigny, Institut de France, Paris.

[28]. Message de Beaumont-Nesbitt à l'état-major interallié, 23 juin 1944, WO204-5843, PRO.

[29]. Message d'Eisenhower à Wilson le 15 mai 1944, Alfred D. Chandler, et Stephen E. Ambrose (éd.), *The Papers of Dwight*

D. Eisenhower : The War Years, t. 3, Baltimore, John Hopkins Press, 1970, p. 1930.

Notes chapitre 15

[1]. La présente étude porte sur les fantassins présents sur le théâtre européen, principales cibles des quolibets.

[2]. Sönke Neitzel et Harald Welzer, *Soldats. Combattre, tuer, mourir : procès-verbaux de récits de soldats allemands,* Paris, Gallimard, 2013, p. 398 et 399.

[3]. OKH Gen. St. d. H., Abt. Fremde Heere West : Einzelnachrichten des IC Dienstes West.

[4]. Julie Le Gac, *Vaincre sans gloire. Le corps expéditionnaire français en Italie*, Paris, Les Belles Lettres, 2014, p. 200 *sq.*

[5]. Cité par Nigel Hamilton, *Monty : Master of the Battlefield, 1942-1944,* Londres, Hamish Hamilton, 1983, p. 177.

[6]. Samuel L.A. Marshall, *Men against Fire : The Problem of Battle Command in Future War,* New York, William Morrow, 1947.

[7]. Trevor N. Dupuy, *Numbers, Prédiction and War : Using History to Evaluate Combat Factors and Predict the Outcome of Battles*, New York, Bobbs-Merril, 1979.

[8]. Martin von Creveld, *Fighting Power : German and US Army Performance,* Westport, Greenwood Press, 1982.

[9]. John Keegan, *The Second World War,* New York, Penguin Book, 1990 ; John Ellis, *Brute Force, Allied Strategy and Tactics in the Second World War,* New York, Viking, 1990.

[10]. John Sloan Brown, *Draftee Division : The 88th Infantry Division in World War Two,* Lexington, University of Kentucky, 1986.

[11]. Keith E. Bonn, *When the Odds Were Even, The Vosges Mountain Campaign*, Novato, Presidio Press, 1994 ; Michael D. Doubler, *Closing with the Enemy : How GI's Fought the War in Europe,* Lawrence, University Press of Kansas, 1994 ; Peter R. Mansoor, *The GI Offensive in Europe : The Triumph of American Divisions*, Lawrence, University Press of Kansas, 1999 ; et Stephen E. Ambrose, *Citizen Soldiers,* New York, Simon & Schuster, 1998.

[12]. Les Américains y perdent 10 000 hommes et 300 chars, contre moins d'un dixième pour *Y Afrika Korps.*

[13]. NARA, War Department, *Lessons from the Tunisian Campaign*, octobre 1943.

[14]. NARA, War Department, 12th Army Group, « *Battle Expériences* », n° 14, été 1944.

[15]. Harold L. Leinbaugh et John D. Campbell, *The Men of Company K*, New York, Quill, 1985.

[16]. Thomas Rabino, *De la guerre en Amérique. Essai sur la culture de guerre*, Paris, Perrin, 2011.

[17]. Même les divisions de la garde nationale, officiellement affiliées à une région ou à un État, sont essentiellement composées de personnels issus d'une mobilisation nationale. L'absence de racines et de groupes primaires de voisins solidaires a longtemps été perçue comme néfaste à la cohésion. Mais cette thèse a été remise en cause. Cf. Edward A. Shils et Morris Janowitz, « Cohesion and Désintégration in the Werhmacht in WWII », *The Public Opinion Quarterly*, vol. 12, n° 2, été 1948, p. 280-315, et sa critique par Omer Bartov, *L ! Armée d'Hitler*, Paris, Hachette littérature, 2003.

[18]. Elle échoue notamment à initier le GI aux tactiques ennemies.

[19]. Cf. Peter R. Mansoor, *The GI Offensive in Europe*, *op. cit.*, p. 49-83 ; Lee Kennett, *GI, the American Soldier in World War Two*, New York, Warner, 1989, p. 42-110 ; et Michael D. Doubler, *Closing with the Enemy*, *op. cit.*, p. 248 et 249. Pour un contrepoint, lire Stephen G. Fritz, *Frontsoldaten, the German Soldier in World War Two*, Lexington, The University Press of Kentucky, 1995.

[20]. Russell F. Weigley, *Eisenhower's Lieutenants*, Bloomington, Indiana University Press, 1981.

[21]. Ce chiffre sidérant n'est bien sûr pas crédible. Il signifierait que plus d'1,3 million de remplaçants auraient été perdus. Or, sur le front européen, l'US Army comptabilise au total 586 000 pertes. Cf. NARA, Department of the Army, « *Army Battle Casualties and Non-Battle Deaths in WWII* », 1953.

[22]. Le plus remarquable est celui de la 104th ID qui impose 90 heures de réentraînement réparties sur douze jours.

[23]. Field Service Regulation, FM 100-5, 1941, p. 109.

[24]. La MG-42 bipied est à peine plus lourde que le BAR, mais son volume de feu atteint les 1 200 coups/minute contre 550.

[25]. Joseph Balkoski, *La 29e Division américaine en Normandie*, Paris, Histoire & Collection, 2013, p. 120-147.

[26]. L'attaque massive du 25 juillet 1944 au sud de Saint-Lô, suivie d'une remarquable exploitation mécanisée achevée six semaines plus tard à la frontière allemande.

[27]. Les rares attaques allemandes en Normandie n'ont pas simplement été écrasées par l'aviation et l'artillerie, elles se sont engluées dans le bocage. Cf. Russell A. Hart, *Clash of Arms : How the Allies Won in Normandy*, Norman, University of Oklahoma Press, 2001, p. 398.

[28]. Michael D. Doubler, *Closing with the Enemy*, *op. cit.*, p. 76-101. Chaque compagnie, en charge de la réduction d'un pâté de maisons, devient une véritable *Task Force* lourde imbriquant blindés, artilleurs et personnel du génie.

[29]. L'imbrication est visible de la petite *Task Force* aux puissants *Combat Commands*, aux armées soutenues chacune par une *Tactical Air Force* et même aux opérations de débarquement combinées Navy/Army.

Notes chapitre 16

[1]. Procès-verbal du Comité de défense nationale du 3 novembre 1943, Service historique de la Défense (SHD), Département de l'armée de terre (DAT), 2Q1.

[2]. Jean-Louis Théobald, *A vingt ans avec Jean Moulin. De Fresnes à Cassino*, Paris, Cêtre, 2005, p. 75.

[3]. Robert Forissier, « Le corps expéditionnaire français dans la campagne d'Italie et son service de santé (décembre 1943-juillet 1944) », in *Médecine et Armées*, n° 22-8, 1994, p. 635-672, p. 642.

[4]. Pierre Le Goyet, *ba Participation française à la campagne d'Italie* (*1943-1944*), Paris, Imprimerie nationale, 1969.

[5]. John Ellis, *Cassino, the Hollow Victory. The Battle for Rome, January-June 1944*, Londres, Aurum, [1984] 2003.

[6]. Major General J.F.C. Fuller, *The Second World War*, Londres, Eyre & Spottiswoode, 1948, p. 261.

[7]. Henry L. Stimson, *On Active Service in Peace and War*, New York, Harper & Bros, 1948, p. 419.

[8]. Albert C. Wedemeyer, *Wedemeyer Reports !*, New York, Holt, 1958.

[9]. Michael Howard, *The Mediterranean Strategy in World War II*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1968.

[10]. Compte rendu d'une conversation entre le général Wilson et le général de Gaulle, le 15 mars 1944, Public Record Office (PRO), WO 204/5843.

[11]. Rapport confidentiel du général Juin au général Giraud, le 29 novembre 1943, SHD DAT 10P56.

[12]. Charles Molony (éd.), *The Mediterranean and Middle East*, t. 6 : *Victory in the Mediterranean*, vol. 1 : *V April to 4'h] une*, London, Her Majesty's Stationery Office, « History of the Second World War », 1984, p. 91.

[13]. Alphonse Juin, *La Campagne d'Italie*, Paris, Guy Victor, 1962, p. 97.

[14]. Message de remerciements du général Eisenhower au général de Gaulle le 24 mai 1944, Archives nationales (AN), 3AG1/275.

[15]. Message du général Juin aux hommes du CEF, le 6 juin 1944, SHD DAT 10P1.

[16]. Télégramme de Churchill à Roosevelt, le 30 janvier 1944, PRO CAB 101/250.

[17]. Résolution de l'Assemblée consultative provisoire, le 19 mai 1944, AN C/15429.

[18]. Ordre du jour du général Guillaume, le 4 juin 1944, SHD DAT 3H2522.

[19]. Journal des marches et opérations de la 1re brigade française libre, entrée du 4 juin 1944, SHD DAT 11P250.

[20]. Discours prononcé par le général Juin au palais Farnèse le 7 juin 1944, retranscrit par *Le Petit Marocain*, le 14 juin 1944.

[21]. Lettre de Juin à de Gaulle, le 26 mai 1944, AN 3AG1/329.

[22]. Jean-Christophe Notin, *La Campagne d'Italie. Les victoires oubliées de la France, 1943-1945*, Paris, Perrin, 2003.

Notes chapitre 17

[1]. John Terraine, *Theory and Practice of the Air War : the Royal Air Force,* New York/Oxford, Berg, 1992.

[2]. Adam Tooze, *The Wages of Destruction*, *The Making and Breaking of the Nazi Economy*, New York, Viking Penguin, 2007.

[3]. *The United States Strategic Bombing Survey, Summary Report, European War,* 30 septembre 1945.

[4]. Richard Overy, *Air Power in the Second World War, Historical thèmes and Théories,* New York/Oxford, Berg, 1992.

[5]. Adam Tooze, *The Wages of Destruction, op. cit.*

Notes chapitre 18

[1]. La question du prétendu volontariat des pilotes est trop complexe pour être traitée ici. Je renvoie ici à Constance Sereni et Pierre-François Souyri, *Kamikazes,* Paris, Flammarion, coll. « Au fil de l'histoire », 2015.

[2]. À partir du printemps 1945, les pilotes n'ont plus guère de formation en navigation. Et en juin-juillet, on ne leur apprend même plus à atterrir…

[3]. Expression de la propagande japonaise, depuis 1943, reprenant un classique chinois du VIe siècle : « Mieux vaut partir comme un joyau qui se brise que de vivre comme une vulgaire poterie intacte. » Mourir en héros plutôt que de vivre en lâche. L'euphémisme du « joyau qui se brise » désigne donc dans le vocabulaire de l'époque les suicides de masse dans les situations désespérées.

[4]. Robin L. Rielly, *Kamikaze Attacks of World War II : A Complete History of Japanese Suicide Strikes on American Ships, by Aircraft and Other Means*, Jefferson, McFarland & Co, 2010.

Notes chapitre 19

[1]. Harry Hinsley, *Codebreakers. The lnside Story of Bletchley Park*, Oxford, Oxford University Press, 1992.

[2]. John Keegan, *La Deuxième Guerre mondiale*, Perrin, 1990.

[3]. Bernard L. Montgomery, *Mémoires du maréchal Montgomery*, Plon, 1958.

[4]. François Broche, *Bir Hakeim, mai-juin 1942*, Perrin, 2008.

[5]. Au lendemain de la guerre, il fut délivré 137 000 cartes de « combattant volontaire de la Résistance », total porté à 260 000 à la fin des années 1990.

[6]. Gilles Vergnon, *Le Vercors, histoire et mémoire d'un maquis*, Ed. de l'Atelier, 2002.

[7]. Plan de réarmement de l'armée d'Afrique adopté par les Américains lors de la conférence d'Anfa (Casablanca) en janvier 1943.

[8]. Même si elle sera ponctuellement rattachée à la Ire US Army et à la Ire armée française.

[9]. Jacques Vernet, *Le Réarmement et la réorganisation de l'armée de terre française, 1943-1946*, Vincennes, SHAT, 1980.

[10]. Jacques Sapir et *al.*, *1940. Et si la France avait continué la guerre*, vol. 1, Tallandier, 2010, vol. 2,*1941-1942. Et si la France avait continué la guerre*, Tallandier, 2012.

Notes du chapitre 20

[1]. Laurent Legrand, « Les armes secrètes des nazis », *Le Point*, 8 mai 2014 (http://www.lepoint.fr/histoire/les-armes-secretes-des-nazis-08-05-2014-1820594_1615. php).

[2]. Michel Dogna, « Les soucoupes volantes du IIIe Reich » (http://www.micheldogna.fr/les-soucoupes-volantes-du-iii-reich-article-l-3-5.html).

[3]. L’Allemagne multiplie donc sa production par 1,4 sur la période, quand le Royaume-Uni, les États-Unis et l’URSS produisent respectivement 1,6, 14,5 et 3,3 fois plus.

Notes chapitre 21

[1]. Ce qui ne veut pas dire que l'Europe, sans Hitler et les nazis, serait demeurée en paix.

[2]. Voir Giles MacDonogh, *1938 : Hitler's Gamble*, New York, Basic Books, 2009, pour un récit de l'année 1938.

[3]. Voir Jürgen E. Fôrster, « The Dynamics of *Volksgemeinschaft* : The Effectiveness of the German Military Establishment during the Second World War », dans Alan R. Millett et Williamson Murray, *Military Effectiveness*, vol. 3 : *The Second World War,* New York, Cambridge University Press, 1988-2010.

[4]. Karl-Heinz Frieser, *Le Mythe de la guerre-éclair. La campagne de l'Ouest de 1940,* Paris, Belin, 2003.

[5]. On rejoint sur ce point l'analyse de Jean Lopez ; voir *Stalingrad. La bataille au bord du gouffre*, Paris, Economica, 2008.

[6]. Michael Geyer, « German Strategy in the Age of Machine Warfare 1914-1945 », dans Peter Paret (dir.), *Makers of Modem Strategy : From Machiavelli to the Nuclear Age,* Princeton, Princeton University Press, 1986, p. 527-597.

[7]. Franz Halder, *Hitler seigneur de la guerre,* Paris, Payot, 1950. Il s'agit d'une traduction biaisée du titre allemand, *Hitler als Feldherr,* qui devrait plus justement être traduit « Hitler comme chef militaire ». Le titre anglais est identique au français (*Hitler as War Lord*). Franz Halder (1884-1972) est chef de l'*Oberkommando des Heeres* (OKH), l'état-major de l'armée de terre, de septembre 1938 à septembre 1942. Il joue après guerre un rôle essentiel dans le report sur Hitler des responsabilités de la défaite de l'Allemagne, exonérant au passage lui-même et ses collègues de leur complicité avec le régime. *Hitler seigneur de la guerre* s'appuie sur les notes prises par Halder pendant la guerre dans son journal privé. Voir Franz Halder, *The Private War journal of Generaloberst Franz Halder, Chief of the General Staff of the Supreme Command of the German Army. 14 August 1939 to 24 September 1942,* 8 volumes, Adjutant General of the European Command, US Army, 1947.

[8]. David Rigby, *Allied Master Strategists : The Combined Chiefs of Staff in World War II,* Annapolis, Naval Institute Press, 2012.

[9]. David Glantz, *Soviet Military Operational Art : In Pursuit of Deep Battle*, Londres, Frank Cass, 1991 ; Jacques Sapir, *La Mandchourie oubliée. Grandeur et démesure de l'art de la guerre soviétique*, Paris, Éditions du Rocher, 1996. Pour une introduction en français, voir Jean Lopez, *Berlin. Les offensives géantes de l'Armée Rouge : Vistule – Oder – Elbe* (*12 janvier-9 mai 1943*), Paris, Economica, 2010, chap. 2, p. 75-88 en particulier.

[10]. Selon le titre original de l'ouvrage de Paul Kennedy, *Engineers of Victory.* Pour l'édition française, Paul Kennedy, *Le Grand Tournant. Pourquoi les Alliés ont gagné la guerre, 1943-1945*, Paris, Perrin, 2012.

[11]. Heinz Guderian, *Souvenirs d'un soldat*, Paris, Plon, 1954, pour la première édition française. Le titre original est *Erinnerungen eines Soldaten*, conforme au titre français. L'éditeur américain en préférera un plus vendeur, *Panzer Leader*, pour intitulé de la version anglaise.

[12]. Erich von Manstein, *Victoires perdues* (*Verlorene Siégé*), Paris, Plon, 1958.

Notes chapitre 22

[1]. US War Department, *Handbook on Japanese Military Force*, 1944, réédité par Louisiana State University Press, Baton Rouge, 1991.

[2]. Sabine Breuillard, *Harbin and Manchuria : Space, and Identity,* Durham (Caroline du Nord), Duke University Press, 2000.

[3]. Jacques Sapir, La Mandchourie oubliée. Grandeur et démesure de l'art de la guerre soviétique, Paris, Éditions du Rocher, 1996.

[4]. Bruno Birolli, *Ishiwara, l'homme qui déclencha la guerre,* Paris, ARTE éditions/Armand Colin, 2012.

[5]. Eri Hotta, *Japan 1941. Countdown to Infamy,* New York, Alfred A. Knopf, 2013.

[6]. Yoshi S. Kuno, *What Japan Wants,* New York, Thomas Y. Crowell Company, 1921.

[7]. *The Japanese Wartime Empire, 1931-1945,* ouvrage collectif, Princeton (New Jersey), Princeton University Press, 1996.

[8]. *Journal de Joseph Goebbels, 1942-1945*, traduction française, Paris, Tallandier, 3 volumes, 2005-2007.

[9]. Yukiko Koshiro, *Impérial Eclipse : Japan's Strategic Thinking about Continental Asia before August 1945*, Ithaca, Cornell University Press, 2013.

[10]. *The New York Time*, 9 août 1945.

[11]. William Manchester, *American Caesar, Douglas MacArthur, 1880-1964,* Boston, Toronto, Little, Brown and Co, 1977, p. 438 et 439.

[12]. Herbert P. Bix, *Hirohito and The Making of Modem Japan*, New York, Perennial, 2001.

[13]. *The New York Time*, 6 septembre 1945.

Notes chapitre 23

[1]. Deux ouvrages toujours essentiels : Herbert Feis, *Churchill, Roosevelt, Stalin. The War They Waged and The Peace They Sought*, Princeton, Princeton University Press, 1957 ; Jean Laloy, *Yalta hier, aujourd'hui, demain*, Paris, Robert Laffont, 1988. Pour replacer Yalta dans l'ensemble de l'histoire de la guerre froide, cf. Georges-Henri Soutou, *La Guerre froide, 1943-1990*, Paris, Fayard, coll. « Pluriel », 2011.

[2]. William Taubman, *Stalin's American Policy*, New York, Norton, 1982, p. 111 et 112 ; Vladislav Zubok et Constantine Pleshakov, *lnside the Kremlin s Cold War*, Cambridge, Harvard University Press, 1996.

[3]. David Carlton, *Churchill and the Soviet Union*, Manchester, Manchester University Press, 2000.

[4]. Cf. la collection des documents diplomatiques américains, *Foreign Relations of the United States, Yalta Documents*, p. 313 et 314.

[5]. Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, t. III, *Le Salut, 1944-1946*, Paris, Plon, 1959, annexes.

[6]. Georges-Henri Soutou, « Le général de Gaulle et l'URSS, 1943-1945 : idéologie ou équilibre européen », *Revue d'histoire diplomatique*, 1994/4.

Cet ouvrage a été achevé d'imprimer en septembre 2015 dans les ateliers de
Normandie Roto Impression s. a. s. 61250 Lonrai

N°d'impression : 1503799

Dépôt légal : octobre 2015

Imprimé en France

LES MYTHES DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

La Seconde Guerre mondiale semble aujourd'hui bien connue. Et pourtant, les idées reçues sur ce conflit d'airain abondent. Desservant la cause de la connaissance, elles montrent surtout que la propagande de l'Axe comme celle des Alliés a durablement imprimé sa marque, bien au-delà de l'année 1945.

Ce volume vise donc à rétablir quelques vérités en revenant, au crible de vingt-trois entrées, sur les grands mythes de cette guerre qui, tenus pour vérités d'Evangile, n'en restent pas moins erronés. Ainsi, combien de Français persistent à croire que la défaite aux jours sombres de 1940 était inscrite dans les astres ? Que Pearl Harbor a signé une écrasante victoire de l'Empire nippon sur les Etats-Unis ou que Hitler n'a fait que devancer une attaque de Staline ? Que les soldats américains ne savaient pas se battre ou que les hommes de la *Waffen-SS* étaient des combattants d'élite ? Que le débarquement de Provence a été inutile ? Que les armes miracles allemandes auraient pu tout changer ou que Yalta vit le partage du monde entre Churchill, Roosevelt et Staline ?

A ces questions essentielles, les meilleurs spécialistes apportent des réponses étonnantes au fil de chapitres courts et enlevés. Ce livre sans équivalent espère ainsi contribuer à porter un nouveau regard sur ce moment décisif dans l'histoire du monde. Souvent inattendues, parfois surprenantes, ses révélations sont toujours passionnantes.

978-2-262-04846-4



www.editions-perrin.fr
21 €
Prix France TTC